Parti Socialiste
Convention nationale sur les droits des femmes de Châtellerault
12 et 13 mars 1988

Sommaire

Edwige Avice 2
Alain Claeys 2
Edith Cresson 3
Edwige Avice 7
Marie-Jo Denys 13
Marie-Thérèse Mutin 17
Marie-Claude Vayssade 19
Lydie Dupuy 23
Laurence Rossignol 26
Le président (Claude Estier) 29
Renée Soum 29
Georges Sarre 32
Josette Durrieu 35
Véronique Neiertz 38
Françoise Durand 43
Colette Dazy 48
Nicole Bricq 51
Yasmina Ali-Oulhadj 54
Joëlle Dussault 57
Françoise Gaspard 60
Yvette Roudy 63
Lionel Jospin 72
La présidente (Edith Cresson) 81
Daniel Vaillant 81
Jean Poperen 82
Françoise Seligmann 85
Esther Fouchier 85
Talma Samine 87
Michel Rocard 89
Edith Cresson 99
La présidente (Nicole Bricq) 99
Georgette Desport 99
Françoise Dufour 102
Marie-Paule Lagrange 104
Annie Barthes 106
Nadine Millot 108
Denise Cacheux 111
Catherine Trautmann 116

Fondation Jean-Jaurès

Jean-Pierre Chevènement 118
Béatrice Lepage 121
Simone Ritouré 125
Agnès Lafond 127
Pierre Mauroy 128
Isabelle Gérard 136
Gisèle Stievenard 137
Marcelle Remérand 140
Geneviève Domenach-Chich 143
Laurent Fabius 147
Renée Dufour 151
Edwige Avice 156
Edith Cresson 158

Séance du samedi 12 mars 1988 (matinée)

Edwige Avice

Mes chers camarades, si vous voulez bien, nous allons commencer avec un peu de retard ; je vous demande de vous asseoir et je vais vous indiquer dès maintenant quel sera l'ordre du jour de cette matinée, placée sous la présidence d'Edith Cresson, maire de Châtellerault, qui nous accueille aujourd'hui dans sa ville.

(Applaudissements)

Tout d'abord, vous vous entendrez l'allocution d'ouverture faite par le premier fédéral de la Vienne, Alain Claeys, ensuite Edith Cresson nous accueillera officiellement, puis, dans l'ordre, je présenterai, selon la règle, le texte sur lequel les fédérations et les sections ont été appelées à se prononcer, après quoi nous ouvrirons les débats.

Nous avons souhaité que puissent s'exprimer dès ce matin les premières fédérales, nous en avons peu, 4 dans toute la France, et on appellera tout à l'heure, après mon intervention, Marie-José Denys et Marie-Thérèse Mutin, mais comme il y a dans cette convention une dimension internationale, la matinée - puisque nous allons terminer vers 13 h - verra aussi l'intervention de Marie-Claude Vayssade, parlementaire européenne, responsable au sein de la Commission nationale femme de l'aspect international et particulièrement aspect avec l'Europe.

Voilà pour le programme de la matinée. Il serait souhaitable que nous puissions bien organiser les débats de l'après-midi ; pour cela, tous ceux et celles qui veulent intervenir nous feront passer un papier à la tribune, c'est de règle, pour que nous puissions répartir le temps de parole.

Je vais passer la parole au premier fédéral de la Vienne, Alain Claeys.

Alain Claeys

Chers camarades, bienvenue à Châtellerault qui accueille aujourd'hui pour deux

Fondation Jean-Jaurès

jours notre Convention nationale sur les droits des femmes, Châtellerault, ville symbole pour nous.
En effet, en 1983, Châtellerault a été la seule ville de plus de 30 000 habitants conquise par une liste d'union de la Gauche conduite par Edith Cresson.
(Applaudissements)
Je voudrais remercier tout particulièrement Edwige Avice et le Secrétariat national aux droits des femmes qui nous ont aidés activement dans la préparation matérielle de cette convention.
Je voudrais aussi remercier les services techniques de la ville de Châtellerault qui se sont depuis plusieurs jours dépensés sans compter pour que cette convention soit un succès.
Je voudrais enfin remercier les militants de la fédération et en particulier Colette Garel et le secrétaire de section de Châtellerault, Paul Mançon qui, durant ces dernières semaines, ont travaillé, eux aussi, sans compter.
Chers camarades, cette convention se déroule quatre jours après la journée internationale des femmes ; elle fait suite à un engagement de notre Premier secrétaire Lionel Jospin, engagement qui avait été pris au Congrès de Lille pour la tenue de cette convention en mars, aujourd'hui. Elle se situe à six semaines du premier tour des élections présidentielles et elle s'inscrit dans le prolongement de la 1ère convention femmes qui s'était tenue en 1978, 1ère convention qui avait permis de publier notre manifeste sur les droits des femmes, manifeste qui a servi au gouvernement et en particulier au ministre responsable Yvette Roudy de 1981 à 1986 pour appliquer la politique que nous avons menée pendant cinq ans.
Au nom de la fédération de la Vienne, je souhaite que nos travaux soient fructueux et nous permettent d'approfondir nos propositions.
Je crois que l'ensemble des thèmes contenus dans le texte qui a été soumis à la discussion et au vote des militants vont être au cœur de nos débats pendant ces deux jours, mais vont être au cœur aussi de la campagne présidentielle de notre candidat dans les semaines qui viennent.
En effet, lorsque nous parlons d'espaces de liberté nouveaux, lorsque nous parlons d'accès au travail et à l'emploi, lorsque nous posons le problème de la transformation de la culture à travers l'accès à la connaissance, lorsque nous posons les problèmes de la citoyenneté des femmes et de la vie de la démocratie, je crois que l'ensemble de ces thèmes recoupent très largement les thèmes qui sont les nôtres et que nous avons commencé à conjuguer ces dernières semaines.
Oui, les droits des femmes, c'est une lutte au quotidien, mais aussi un enjeu culturel pour ces prochaines années.
En terminant, je souhaiterais que cette convention se situant à six semaines de l'élection présidentielle, soit tout simplement une étape supplémentaire à notre mobilisation pour la victoire de notre candidat le 8 mai prochain.
Merci.
(Applaudissements)

Edith Cresson

(Applaudissements)

Collection Jean Jaurès

Chers amis, chers camarades, c'est une joie pour le maire de Châtellerault de vous accueillir aujourd'hui dans notre ville ; je voudrais vous souhaiter à tous et à toutes la bienvenue et pour une fois "toutes" est plus nombreux que "tous"... (applaudissements)... vous dire combien nous sommes heureux et combien, pour Châtellerault, c'est un honneur que de recevoir la première Convention nationale des femmes du Parti Socialiste depuis dix ans.
Je voudrais remercier les délégués, les invités et aussi tous ceux qui ont œuvré pour que cette manifestation soit un succès : les militants de toute la fédération de Châtellerault et aussi, vous me le permettrez, les services techniques de la ville qui ont apporté un concours compétent et dévoué.
(Applaudissements)
Je voudrais remercier aussi toutes celles et tous ceux qui, au niveau national, ont pris la décision de choisir Châtellerault pour tenir cette convention qui sera, nous n'en doutons pas, à la fois un succès et en même temps un lieu de réflexion et d'observation, puisque nous sommes effectivement en période électorale et qu'on le sait, après avoir très longtemps voté majoritairement à droite, les femmes se tournent de plus en plus vers la Gauche, au point qu'elles votent aujourd'hui davantage à gauche que les hommes.
Cette constatation repose sur une réalité politique : pendant longtemps, le débat politique a paru sans intérêt aux femmes, sans intérêt, parce qu'avec des arrière pensée incompréhensibles, une langue de bois et peu de résultats. Les hommes, disons le franchement, se satisfaisaient assez bien de cet état d'esprit... les hommes de droite... (rires)... je ne vois pas pourquoi on rit !
(Rires)
En tout cas, tout allait bien, tout était normal et puis, tout d'un coup, les mentalités ont évolué ; elles ont évolué très lentement, et cette évolution remonte à loin, et nous devons remercier celles qui nous ont précédées, celles à qui déjà Léon Blum faisait appel en mettant quatre femmes à des postes ministériels en 1936, alors que les femmes n'avaient pas encore le droit de vote.
(Applaudissements)
Celles plus nombreuses qu'aujourd'hui qui siégeaient à l'Assemblée Nationale, au lendemain de la guerre, parce qu'on avait bien su les trouver ou qu'elles avaient su, en tout cas, s'engager dans les mouvements de la résistance.
(Applaudissements)
Alors, je sais que la vie politique n'est pas toute la vie. Il y a des femmes qui ont des responsabilités importantes dans le secteur économique, dans le secteur social, dans les associations, mais la représentativité des femmes dans la sphère politique est importante pour l'image d'une société et significative de l'évolution de cette société. Or, il a fallu attendre 1981 pour que les femmes occupent des postes non-traditionnellement féminins, à l'intérieur du gouvernement.
(Applaudissements)
Un grand ministère des Affaires sociales avec Georgina Dufoix... (applaudissements)… un grand ministère dé la jeunesse et des sports, puis le secrétariat à la Défense, avec Edwige Avice... (applaudissements)… le

secrétariat aux Affaires européennes avec Catherine Lalumière (applaudissements)… une action décisive concernant la défense du droit des femmes qui a été menée avec un si grand succès par Yvette Roudy... (vifs applaudissements)… et notamment sur un thème qui nous est particulièrement cher, celui de l'égalité dans le travail.
(Applaudissements)
Et j'ajouterai pour mémoire les postes que j'ai occupés à l'Agriculture, puis au Commerce extérieur et à l'Industrie.
(Applaudissements)
Depuis 1986, la suppression du ministère des Droits des femmes nous montre bien que le gouvernement n'entend pas tenir compte des revendications des femmes, telles qu'elles existent en réalité dans la société française et, en particulier, dans les nouvelles générations, celles qui ont été démontrées avec tant de force par les étudiantes et les jeunes qui ont été les figures de proue du combat de l'université, de la jeunesse, à la fin de 1986.
(Applaudissements)
Les femmes, leurs aspirations, je les connais bien comme élue locale, comme je connais bien, parce que je le vois dans ma permanence. Les résultats de la politique paternaliste et rétrograde et antisociale de ce gouvernement.
(Applaudissements)
Si les femmes sont si sensibles à l'aspect profondément négatif de cette politique, c'est parce qu'elles ont toujours beaucoup souffert de l'exclusion, et c'est parce qu'elles perçoivent avec lucidité que les classes les plus favorisées bénéficient seules des largesses de la politique gouvernementale.
Aujourd'hui, deux types de familles font l'objet de cette sollicitude : les familles de trois enfants dont la mère a cessé son activité professionnelle au cours des dix dernières années et dont le revenu est d'au moins 16 000 F par mois, et les familles qui peuvent consacrer 5000 F par mois à la rémunération d'une garde d'enfants à domicile.
Je peux vous dire qu'à Châtellerault, il n'y en a pas énormément.
Pour financer ces mesures, le gouvernement a, par contre, supprimé de nombreuses prestations versées auparavant sous conditions de ressources et dont bénéficiaient les familles modestes, cumul des allocations jeune enfant, complément familiale maintenu, prêts aux jeunes ménages, et primes de déménagement.
Ici, à Châtellerault, comme dans toutes les municipalités Socialistes, nous tentons de pallier ces injustices : construction de crèches, de haltes-garderies, mise en place du CIDF, politique active pour l'enfance et, en particulier, la petite enfance, nombreux stages rendus possibles par les décisions antérieures d'Yvette Roudy et qui concernent les travailleuses de nos usines, comme par exemple la SOCOTRA qui a été citée au niveau national.
(Applaudissements)
Chères amies, ce matin, 12 mars, c'est la veille du 13, et le 13, c'était la victoire de la liste de gauche à l'élection municipale à Châtellerault en 1983.
(Applaudissements)

Fondation Jean-Jaurès

Nous fêtons, et je suis heureuse de fêter avec vous cet anniversaire significatif et symbolique pour la Gauche et pour les femmes.
(Applaudissements)
Aujourd'hui, qu'est-ce que fait la Droite à Châtellerault ? Comme dans toute la France ! Elle est en train d'arracher nos affiches et de retirer les flèches qui indiquent où se trouve la convention… (huées)… mais cela n'a pas d'importance. Les femmes n'ont pas besoin des flèches, elles ont compris où se trouve cette convention, où se trouvent leur intérêt, où se trouve le Parti Socialiste et où se trouve le candidat du Parti Socialiste qui sera celui que nous espérons tous, et qui se présentera dans un peu plus de six semaines à nos suffrages.
(Rires)
Les femmes n'ont pas besoin de fléchage, elles savent, elles savent, elles aspirent à être considérées comme des êtres humains, et non traitées comme je l'ai été moi-même par le RPR et l'ensemble de la Droite, notamment au ministère de l'Agriculture, alors même que le revenu des agriculteurs augmentait de 9,5%.
La Droite a toujours le même langage, a toujours le même mépris comme tous les gens qui ne sont pas très sûrs d'eux. On peut par exemple trouver Mme Thatcher énervante, mais un Premier Ministre devrait éviter de susciter l'étonnement international en utilisant certains propos aussi gras que stupides, que nous avons toutes entendus dans nos campagnes électorales.
(Applaudissements)
Les femmes doivent et peuvent tenir toute leur place qui est fondamentale dans la société. Elles détestent l'exclusion, celle utilisée par le même Premier Ministre à Marseille, avant-hier, pour picorer les voix de Le Pen. On dirait un concours de bassesse, et un concours de mensonges, avec le SMIC pour les mères de famille de trois enfants, ce qui atteindrait 50 milliards de francs, et donc est impossible. Il est vrai que quand on aime on ne compte pas !
(Rires)
Chères amies, les femmes au Parti Socialiste mènent le bon combat, et si vous me permettez, très brièvement, une évocation personnelle, je vous rappellerai qu'avec quelques autres nous avons commencé à militer contre la guerre d'Algérie, puis nous avons milité, nous nous sommes engagées au cours de l'élection présidentielle de 1965. Qu'est-ce que l'on faisait ? On collait des timbres, on faisait des paquets, on roulait des affiches. Nous étions toutes plus jeunes qu'aujourd'hui, mais le général de Gaulle, dont c'était la première élection présidentielle avait déjà 75 ans, et il annonçait sa candidature un mois avant le premier tour...
(Applaudissements)
Beaucoup d'avancées ont été conquises depuis, il y a eu mai 1968, il y a eu mai 1981, et devant nous il y a mai 1988.
C'est le même combat pour les femmes, celui de la liberté, celui de l'égalité des droits et des chances, celui du respect de notre dignité et de nos différences. Ce combat des femmes, chères amies, chères camarades, c'est celui de notre

Fondation Jean Jaurès

génération, c'est celui de la génération Mitterrand.
(Applaudissements)

Edwige Avice

Chères amies, chères camarades, il était difficile d'imaginer en 1978, il y a dix ans, que nous puissions nous retrouver aujourd'hui aussi nombreuses, mais également aussi nombreuses dans des rôles électifs.
C'est à cela aussi qu'on mesure les avancées.
Je voudrais faire référence à quelques femmes immédiatement, parce qu'il est important de montrer qu'il y a une continuité dans l'action, qu'il y a une chaîne continue d'une femme à l'autre qui amène le progrès, et particulièrement dans le domaine de la citoyenneté.
Je voudrais faire référence à Marie-Thérèse Eyquem que j'ai bien connue… (applaudissements)… je voudrais faire référence a Yvette Roudy avec laquelle j'ai toujours travaillé… (applaudissements)… quel que soit le rôle qui était le mien. Je voudrais faire référence à toutes ces collègues ministres du gouvernement, à Georgina Dufoix qui ne peut pas être là aujourd'hui avec nous parce qu'elle a un grave problème familial, à Catherine Lalumière, à beaucoup d'autres, parce qu'il est important de montrer à la fois un effet de nombre et un effet de diversité.
Si l'on considère encore que les femmes dans une formation politique, c'est une sorte de tête d'épingle, jamais nous ne progresserons. Par contre, si nous voyons, et aujourd'hui la réunion le montre, un rassemblement de ces femmes qui ont des responsabilités, avec leur talent, leur intelligence, la diversité de leurs responsabilités, à ce moment là, ce sera vraiment le moyen de faire exister les femmes dans les rôles économiques, dans les rôles sociaux et dans les rôles politiques.
C'est ce que je tenais à dire d'entrée de jeu avant de commencer à vous présenter le texte de la convention.
Je voudrais aussi excuser Lionel Jospin et un certain nombre de dirigeants du Parti Socialiste qui sont retenus parce que, vous le savez, nous avons eu la douleur de perdre l'un des nôtres, Joseph Franceschi, et qui arriveront au début de l'après-midi.
Chères amies, chères camarades, nous voici aujourd'hui réunies à Châtellerault, dans une municipalité gagnée avec éclat par une femme en 1983, et nous sommes réunies pour la convention sur les droits des femmes, cela aussi c'est l'innovation, reçues par une femme.
Depuis le Congrès de Lille qui en a décidé la tenue pour la semaine du 8 mars, à cause de la journée internationale des femmes, cette convention a donné lieu à une préparation minutieuse, et compte tenu de la période il a été décidé de tenir des réunions décentralisées que je rappellerai avec leurs thèmes.

- Femmes et projets à Nevers.
- La formation et l'emploi, Val de Reuil.
- Les femmes et l'Europe à Strasbourg.
- Santé, retraite, vieillesse à Rennes.

Fondation Jean Jaurès

- Les femmes élues à Lille.
- Femmes et culture, Lyon Feyzin.
- Autonomie et droits propres à Grand Quevilly.
- Femmes responsables d'associations et chefs d'entreprise, Paris.
- féminisme et politique à Belfort.
- Femmes et famille à Toulouse.
- Emploi formation famille en Guadeloupe et en Martinique.

Dans toute la France, le débat a été lancé et plus de 200 réunions publiques ont été organisées particulièrement sur les thèmes de la formation et de l'emploi.
Ce travail passionnant, souvent écrasant, n'a pu être mené à bien que grâce à l'action collective. Je tiens avec vous à remercier tout particulièrement les responsables des groupes de travail de la Commission nationale femmes, l'équipe centrale qui m'a entourée, les femmes parlementaires coordonnées par Véronique Neiertz et les responsables fédérales qui ont démultiplié notre action. Je voudrais que vous les applaudissiez chaleureusement parce qu'elles n'ont épargné ni leur travail ni leur temps.
(Applaudissements)
Je tiens à remercier la ville de Châtellerault et la fédération. Nous sommes arrivées pour organiser cette convention qui est une énorme chose et nous étions un peu des béotiens. Grâce à leur activité, grâce à leurs efforts, nous avons pu vous recevoir aujourd'hui dans de bonnes conditions et croyez-moi, ce n'était pas si facile. Sachez qu'il y a des gens qui ont travaillé toute la nuit et eux aussi, je voudrais que vous les applaudissiez.
(Applaudissements)
Et puis bien sûr, tout particulièrement Edith Cresson. Le fait qu'elle nous accueille est aussi la démonstration de la solidarité des femmes.
(Applaudissements)
Et puis aussi, puisque nous sommes dans les remerciements, Marcel Debarge... (applaudissements)… et je vais vous dire pourquoi. Il n'est pas si fréquent de voir un homme de la direction du Parti intervenir d'une façon aussi vigoureuse auprès des fédérations pour qu'elles fassent diffuser les textes, qu'elles les fassent voter, qu'elles fassent remonter les résultats et qu'elles animent les débats, et je vous assure que nous lui devons beaucoup !
(Applaudissements)
Tous ceux, hommes et femmes, qui nous ont aidés tant à la direction du Parti que dans les fédérations me permettent aujourd'hui de vous présenter, avec une voix un peu rauque, un texte qui est le produit d'une réflexion et d'une élaboration commune. Je le ferai en prenant tout d'abord la mesure des évolutions de la situation des femmes, puis en traçant les objectifs qu'elles se donnent, enfin en parlant de nos principales propositions.
Tout d'abord les évolutions.
Si nous tenons aujourd'hui cette convention, c'est parce qu'il y a eu un précédent en 1978 sous la responsabilité d'Yvette Roudy et parce qu'il y a eu un ministère des Droits des femmes de 1981 à 1986, dont l'action a été très marquante. Ce n'est pas un hasard si aujourd'hui le fond de scène porte le mot

Fondation Jean Jaurès

"égalité", et si lorsque Mme Gissereau lance les enquêtes auprès des jeunes, la mesure qui est présentée par eux comme une des plus révolutionnaires de la fin du siècle est la loi sur l'égalité professionnelle.
(Applaudissements)
Je voudrais insister sur un point parce qu'il nous faut faire une analyse politique. Les femmes constituent aujourd'hui une force, un groupe moteur, tout d'abord parce qu'elles sont entrées en masse sur le marché du travail. De 1975 à 1982 1 500 000 femmes, pour l'essentiel des mères de deux enfants, ont constitué la quasi-totalité de l'augmentation de la main d'œuvre. Aujourd'hui 7 sur 10 entre 25 et 50 ans sont dans la vie professionnelle.
En même temps l'accès à l'éducation s'est accéléré : aujourd'hui il y a plus de bachelières que de bacheliers, plus d'étudiantes que d'étudiants. Comme le disait tout à l'heure Edith Cresson, le comportement politique lui-même a changé. Les femmes s'orientent de plus en plus vers la Gauche.
Le phénomène est apparu pour la première fois en 1986 et sans conteste, il est en relation directe avec l'action gouvernementale de 1981 à 1986.
Au fur et à mesure de leur entrée dans la vie professionnelle, sachez le, les femmes votent de plus en plus comme les hommes.
D'autre part les jeunes filles votent beaucoup plus à Gauche que les garçons. Je crois qu'elles ont compris énormément de choses.
Toutes ces évolutions malgré tout se sont produites sur une toile de fond de contradictions. Retard du culturel sur l'économique : on continue de former les filles à dix fois moins de métiers que les garçons. Inégalité professionnelle marquée : 73% des smicards sont des femmes.
Sous-représentation flagrante au plan politique : la France est à la traîne de l'Europe.
Qu'est devenu le féminisme dans cette évolution ?
Ce soir, au diner débat, nous aurons sans doute l'occasion de parler avec Antoinette Fuchs du MLF, mais ce qu'on peut dire d'ores et déjà, c'est que loin de disparaître, le féminisme s'est intégré à la vie quotidienne. C'est une manière de vivre plus autonome, la prise de conscience de trois conditions nécessaires : la liberté de disposer de soi, l'indépendance économique, la citoyenneté politique.
Alors pourquoi une convention ? Parce que les retours en arrière sont toujours possibles, surtout en période de crise. Parce que Droite et Gauche n'ont pas sur les droits des femmes ni la même philosophie, ni les mêmes propositions. La conception qui domine à Droite est celle d'une organisation patriarcale de la société, où la femme est vouée à des rôles traditionnels. La suppression du ministère des Droits de la femme, l'annonce d'un salaire maternel en sont des exemples éloquents, et tout ceci va étonnamment à contre-courant d'un mouvement puissant qui a fait dire à de nombreux historiens que l'avancée des femmes était le seul bouleversement majeur de la fin du siècle.
Raison de plus aujourd'hui pour défendre nos acquis, pour exprimer nos objectifs.
Vous avez trouvé dans ce texte "autonomie, solidarité, création". Pour nous ce

sont trois mots clés. Toute politique en effet a besoin de valeurs qui la fondent.
Par l'autonomie, nous entendons non seulement la possibilité de choisir notre vie, mais aussi la pleine participation aux décisions de la cité. C'est la condition de la démocratie. En effet, une démocratie sans les femmes n'est pas une démocratie.
(Applaudissements)
Par la solidarité, mot qu'on banalise trop souvent, nous réaffirmons une valeur forte du Socialisme dont le champ d'application est immense, dans la famille, dans la vie professionnelle avec le syndicalisme, dans les associations, dans les relations internationales.
Mais je veux attirer là dessus votre attention, l'apport des femmes en terme de réflexion est particulièrement original. Elles tirent de leur expérience la conclusion qu'il faut casser les routines, les cloisons administratives, obliger des institutions qui s'ignorent à travailler ensemble, accorder l'organisation du travail et le temps libre.
Par exemple la société continue de fonctionner sans prendre en compte le travail féminin. L'Education nationale a ses rythmes, il n'y a pas assez de crèches. La solidarité, c'est aussi d'éviter aux femmes la double journée.
(Applaudissements)
Quant au troisième objectif, la création, il est lié à l'histoire même des femmes. C'est un sujet profond parce que cette histoire des femmes s'est déroulée à l'écart de l'histoire, avec un h majuscule. Ce "continent noir" dont parle Freud, l'obscurité obligatoire à l'ombre des grands hommes... Ce soir, au diner débat, la Fondation Camille Claudel sera représentée, rappel ô combien symbolique de ce qu'a été pendant des siècles pour les femmes la subversion du talent et de la création.
(Applaudissements)
Quel chemin à rattraper encore aujourd'hui dans tous les domaines, non pas dans le seul but de rivaliser avec les hommes, mais pour avoir le droit d'exister pleinement, de construire, d'inventer, de laisser une marque dans l'histoire autrement que par des enfants.
(Applaudissements)
Ces revendications actuelles s'expriment parfois de manière confuse. Il nous appartient de leur donner un débouché. C'est pourquoi maintenant j'en viens à nos propositions, qui seront développées d'ailleurs, j'en suis certaine, par beaucoup d'entre vous ce matin et cet après-midi.
Il s'agit tout d'abord d'être persévérants et de reprendre la logique des actions menées de 1981 à 1986 pour les prolonger.
Développement des droits propres, par exemple le statut des femmes d'artisan et de commerçant, celui des femmes d'agriculteur qu'il faut créer. L'enjeu en est une meilleure protection sociale et une retraite plus décente pour les femmes dont je rappelle qu'elles constituent la majorité de la population âgée, au dessus de 60 ans vous avez 60% de femmes dans la population âgée et il faut rappeler ce triste chiffre selon lequel la retraite d'un homme est 160% de celle d'une femme.

Fondation Jean-Jaurès

Médiocrité des pensions de reversion, discontinuité de la vie professionnelle... toute une série de raisons conduisent à ces vieillesses pénibles, et si les femmes sont souvent transformées, nous le voyons dans nos permanences d'élus, en cas sociaux, c'est aussi parce qu'il y a une insuffisance de droits propres.
Action positive intégrant des politiques de rattrapage dans le domaine de la formation et initiation à la culture économique et à la création d'entreprises.
La loi-cadre sur l'Education nationale comporterait un volet pour l'orientation des jeunes filles afin de corriger les erreurs d'aiguillage qui les concentrent à 45% sur 20 métiers, remplissent les filières des secrétariats ou les filières littéraires du baccalauréat. Vous connaissez les chiffres, près de 80% de candidates dans les filières littéraires du baccalauréat et environ 5% lorsqu'on se retrouve dans les filières scientifiques et techniques.
La formule des classes-passerelles serait développée, le suivi depuis les rectorats rétabli. Il s'agirait également de renforcer la formation permanente qui concerne en France d'abord les cadres et d'où les femmes sont souvent exclues, ainsi que les stages pour les femmes qui veulent retravailler.
Dans le domaine de l'emploi, l'abrogation des lois récentes qui précarisent encore plus le travail féminin, comme la loi sur l'autorisation administrative de licenciement, ou la loi qui généralise le travail de nuit des femmes, et surtout l'application de la loi du 13 juillet 1983 sur l'égalité professionnelle en conditionnant l'aide publique aux entreprises par des plans d'égalité... vous savez que cette loi concerne aussi bien les mécanismes d'embauche que les mécanismes de formation et de promotion. C'est un ensemble complet.
Il faut ajouter qu'il serait souhaitable que les syndicats s'investissent plus parce qu'il n'y a pas, dans les conventions collectives, une traduction par branche. Il est donc beaucoup plus difficile d'appliquer la loi sur l'égalité professionnelle.
(Applaudissements)
Si je parle de cette question de l'emploi de cette manière c'est que je voudrais faire un aparté économique parce qu'à travers les propositions chiraquiennes aujourd'hui, du salaire maternel, on voit se développer également une absurdité économique.
Comment pensez-vous que, pendant des années, dans notre pays, les systèmes de solidarité et de redistribution ont pu être à peu près équilibrés si ce n'est pas l'emploi féminin ?
Donc aujourd'hui, nous voulons que la population ait une fin d'existence décente. Il faut notamment que les femmes puissent accéder à la vie professionnelle selon leurs désirs, puisque, quand on les interroge, c'est ce qu'elles souhaitent.
9 sur 10, dans les jeunes générations, considèrent qu'elles auront un métier à l'horizon 2000. Il ne faut pas qu'il s'agisse des éternels métiers mal rétribués, payés au SMIC ou encore des des métiers précaires.
Il faut qu'il s'agisse de métiers qui permettent une véritable promotion professionnelle et qui permettent aussi d'avoir une existence épanouissante.
J'en viens maintenant à un autre aspect qui est lié au travail puisque nous sommes dans le domaine des propositions : c'est la politique sociale de la

Fondation Jean Jaurès

famille pour permettre aux femmes de concilier la vie professionnelle et la vie familiale.
C'est d'autant plus nécessaire que se développement les familles mono-parentales, 750 000 de ces familles ont des femmes à leur tête.
Il s'agit de mesures variées coordonnées : logement, crèche, réseau pour la petite enfance, aide aux jeunes ménages, réorientation des prestations vers les familles modestes, création de nouveaux emplois par la socialisation du travail etc.
Le thème a été parfois mal compris. Il s'agit de créer dans le domaine de l'économie sociale un certain nombre d'emplois nouveaux qui peuvent aider - par les services qu'ils mettent en œuvre - les femmes à concilier cette vie personnelle et cette vie professionnelle.
Cette politique sociale de la famille prévoirait également un revenu minimum d'insertion pour les familles les plus défavorisées.
Une telle conception tient compte des évolutions de notre société. Elle s'oppose évidemment aux conceptions rétrogrades qui visent à renvoyer les femmes à la maison, et elle s'oppose aussi à la régression du rôle du père par rapport à l'éducation des enfants.
Dans notre texte, nous avons cherché à rétablir chaque fois que c'était possible les rôles parentaux.
(Applaudissements)
J'en viens maintenant au dernier aspect du texte qui est lié d'ailleurs à tous les autres. C'est ce qu'on appelle l'âge politique, c'est-à-dire une meilleure participation des femmes à la vie publique.
Nous avons fait une analyse internationale, une analyse de la situation française et une analyse de ce qui se passe dans notre formation, qui a plus d'élus que la Droite et qui en a depuis plus longtemps, mais dans laquelle il y a aussi un certain nombre de progrès à accomplir pour développer à tous les niveaux les rôles des femmes, et le faire dans la mesure où nous avons aussi de plus en plus d'adhérentes.
Alors, dans ce texte, diverses mesures ont été proposées pour la préparation du prochain Congrès. Elles sont, en effet, d'ordre statutaire, donc en vertu de l'article 88 de nos statuts elles doivent faire l'objet d'une procédure pour pouvoir être adoptées lors du prochain Congrès. Ce qui veut dire aussi que nous travaillons aujourd'hui en avance sur ces échéances et que nous pouvons en débattre très utilement.
Je rappelle ces propositions.

- Relèvement du quota appelé coefficient de mixité jusqu'à un minimum de 25%.
- Création d'une Commission de promotion établissant un plan sur 4 ans pour toutes les instances.
- Coordination des femmes élues au sein de la FNESER.
- Protection des femmes auxquelles le scrutin de liste est plus favorable que le scrutin uni-nominal...

Je ne vais pas tout détailler.
Nous aurons aujourd'hui là-dessus, des débats très fournis, très précis.

Confédération Jean Jaurès

Ce texte, qui a également une dimension internationale, propose une plateforme des femmes d'Europe pour mieux préparer l'Europe sociale, l'Europe de 1992, ainsi qu'une série d'actions de solidarité en direction du tiers-monde dans le droit fil de Nairobi... et tel qu'il a été présenté aux sections ou fédérations, et alors même que tous les votes sont en cours de recollement, ce travail a reçu un large accord.
De nombreux amendements ont été déposés comme c'est la règle. Ils seront du ressort de la Commission des résolutions. Je souhaite maintenant que le débat s'engage le plus largement possible afin de faire participer toutes celles et tous ceux qui sont ici.
Ce dont nous parlons concerne, au premier chef, 52% de la population en France. C'est pourquoi il est aussi très nécessaire que soit recréé un ministère des Droits des femmes.
(Applaudissements)

Edith Cresson - Merci, Edwige.
Pour la suite du débat, la parole est maintenant à Marie-José Denys, Première secrétaire fédérale de Charente-Maritime.
(Applaudissements)

Marie-Jo Denys

C'est très dur de débuter cette convention au niveau des débats, après la personnalité de nos précédents orateurs... comme Edwige...

Dans la salle - ... et oratrices !

Marie-Jo Denys - Et oratrices mais il y avait aussi un orateur.
Comme Edwige Avice m'a fait l'amitié de me demander d'intervenir à cette convention, j'ai résolument choisi, sachant qu'elle le ferait d'entrée, de ne pas présenter systématiquement le texte de cette convention et sachant aussi que le débat de cette journée, ou de ces journées serait très fourni et très précis.
Je vais donc m'inscrire délibérément, mais peut-être à contre-courant, mais c'est le choix que j'ai fait.
"Soyez semblables aux genêts, ma fille, aux genêts, polie, convenable, qui fait la révérence à tout ce qui passe. Le genêt est beau à voir, élégant, net, et doux, avec des fleurs délicates. Le genêt est pareil à ce qu'une femme doit être, voilà pourquoi on en fait des balais".
(Applaudissements)
Rassurez-vous, mon propos ne se veut nullement provocateur.
En citant devant vous, ces quelques phrases du grand-père de Pierre-Jacques Hélias, à sa petite fille dans le Cheval d'orgueil, que chacun connaît, je souhaite seulement souligner ici les progrès formidables parcourus par les femmes depuis moins d'un siècle car, en effet, depuis les siècles lointains, où l'on s'interrogeait sur l'existence de l'âme féminine jusqu'à notre 20ème siècle où les femmes obtiennent enfin le droit de vote, que d'énergies dépensées, que de rudes

Fondation Jean-Jaurès

combats menés, que de temps perdu aussi et de potentialités gaspillées.
Il a fallu la combativité et je dirai même la nécessaire agressivité des suffragettes et des féministes souvent caricaturales, et souvent caricaturées d'ailleurs, pour qu'aujourd'hui, en 1988, 10 ans après notre première convention, nous puissions revendiquer notre place dans la société tranquillement.
Nous sommes aussi cette force tranquille mais fermement !
(Applaudissements)
La génération des femmes à laquelle j'appartiens, conscientes de l'héritage dont elles bénéficient mais aussi de cette responsabilité, donc de la nécessité d'être vigilantes pour le présent et l'avenir, ne souhaitent plus, je crois, vivre leur féminisme en terme d'affrontement mais plutôt de s'inscrire dans un combat plus global.
Pour construire une société où chacun, hommes et femmes, aient la liberté de prendre leur juste place, de s'épanouir pleinement à l'heure où la crise pèse gravement sur nos sociétés, où le chômage ronge le corps social - on le sait - les femmes payent un lourd tribut, un plus lourd tribut que les hommes.
En effet, les femmes payent ce manque encore plus cruellement de formation qualifiante, ce qui entraîne pour elles, chômage, et précarité de l'emploi.
La nécessité vitale pour le pays d'inscrire la culture, la formation au premier plan des objectifs politiques des prochaines années est encore plus criante pour les femmes, car bien sûr, pour tout être humain, il n'est de liberté réelle, d'autonomie, de dignité véritable, que celle que confère la possibilité d'accéder à un emploi, que cet emploi soit nécessité ou choix.
Je souhaiterais m'attarder sur cette notion de choix car elle est forte d'enseignements sur le vécu féminin.
Pouvoir choisir de travailler, ou de ne pas le faire, est certes un luxe que beaucoup de femmes ne connaissent pas en 1988, parce que les pesanteurs et les difficultés de la vie, sont telles qu'elles subissent plus qu'elles ne peuvent toujours choisir. Et même, quand elles sont en situation de choisir l'emploi, c'est encore souvent une déchirure, un combat pour renoncer à certains schémas traditionnels de la vie familiale. Se battre contre le temps, culpabiliser vis-à-vis de leurs responsabilités familiales et affectives, ne pas faillir au rôle de mère alors que la Droite et l'extrême droite s'évertuent à glorifier la seule mère au foyer, à faire en sorte que des cadeaux soient données, cadeaux qui d'ailleurs profitent encore plus aux femmes les plus favorisées, réveillant ainsi, dans la France profonde, une sorte de créneaux réactionnaires au pétainisme nauséabond.
Les femmes Socialistes, comme la grande majorité des Françaises, sans renier la nécessaire chaleur de la cellule familiale, savent que le progrès de leurs droits passent par l'accès au travail.
(Applaudissements)
Mais nous savons aussi que les journées ne sont pas extensibles à l'infini, d'où la nécessité de mettre en place et de multiplier, dans cette société à laquelle nous voulons participer, que nous voulons construire, des crèches, des garderies pour les plus petits. D'ailleurs, entre parenthèses, ces structures sont aussi les

premiers creusets d'une vie sociale et les facteurs importants de réduction des inégalités vis-à-vis des jeunes enfants, mais aussi des structures d'aide et de solidarité pour personnes âgées dont le soin incombe souvent encore aux femmes. Autant de domaines d'organisation commune et collective qui seront des instruments de libération des femmes, en termes de temps et de contraintes, mais aussi des vecteurs possibles - et Edwige Avice l'a souligné tout à l'heure à juste titre - des vecteurs possibles d'emplois nouveaux.
Qu'elles travaillent à l'extérieur ou qu'elles travaillent à la maison, les femmes d'aujourd'hui éprouvent aussi le besoin de participer à la vie collective de la cité, que ce soit le plus souvent d'ailleurs au sein d'associations, ou plus rarement à l'intérieur d'une structure politique, mais cela vient, et la salle ici en témoigne.
Oui, je crois qu'il faut le dire nettement aujourd'hui à Châtellerault même si la vue de cette salle peut laisser croire à l'inutilité des quotas féminins à cette élection, nous ne sommes pas encore parvenues à l'égalité dans ce domaine non plus. Personnellement, je crois que beaucoup de femmes Socialistes le vivent ainsi : cette politique de quotas a quelque chose d'un peu humiliant et de pervers, mais je reconnais que c'est un mal nécessaire.
Qui parmi nous ne rêve pas du temps où militants et militantes seront aussi nombreux dans ce Parti ? Et où il ne sera plus besoin de susciter des candidatures féminines ? Puis de les imposer ?
(Applaudissements)
J'ai bien dit "susciter", car soyons justes, si les femmes Socialistes constituent 28% de l'effectif, elles sont d'ailleurs beaucoup plus nombreuses que dans la plupart des autres formations politiques, leur sous-représentation dans les fonctions électives ou aux responsabilités n'est pas le seul fait des hommes. Soyons justes. Nous y sommes aussi un peu pour quelque chose. Mesdames, mes camarades !
(Applaudissements)
Timidité ou manque de confiance en nous-mêmes ? Certes. Rares sont celles qui ont un plan de carrière politique... Notre implication politique est progressive, elle passe souvent par la vie associative, elle est peut-être, plus que pour nos camarades hommes, motivée par une attention à l'autre plus concrète, par une lutte plus près des réalités, pour plus de justice au quotidien, plus de solidarité, que par une démarche individuelle au nom de grandes idées ou de grands principes, au départ en tout cas.
Trop longtemps sans doute nous sommes-nous contentées d'être partie prenante dans une action collective, sans souhaiter y jouer un rôle vraiment moteur et décisif.
Permettez-moi ici, puisque c'est à ce titre que j'interviens, de faire part dans cette intervention - dont, vous le voyez, la tonalité est plus celle d'une note d'ambiance sur l'état de la condition féminine dans ce pays, dans ce Parti, que la volonté exhaustive d'évoquer point par point les thèmes de notre convention, dont l'importance est évidente - de ma propre expérience.
Le Premier fédéral de Charente-Maritime démissionne. Nous sommes en

décembre 1980. Déjà se profile à l'horizon une échéance déterminante avec laquelle il me semble retrouver quelques similitudes aujourd'hui... La nécessité évidente de faire face coûte que coûte à cette échéance m'a imposé, contre toute attente personnelle, de surmonter l'angoisse naturelle, la panique même, et de poser ma candidature à ce poste pour faire face. J'ai eu de la chance, il est vrai... c'était la seule candidature !
(Rires et applaudissements)
Mais aujourd'hui, au-delà du terme - puisque c'était en décembre 1980 - de ce modeste septennat, cette période bouclée, quels enseignements en retirer sur le plan personnel, sur le plan plus général de la condition de la femme et sur le plan local ?
D'abord, bien sûr, qu'il nous faut souvent prouver, et prouver plus pour nous imposer.
Que l'on se posera bien rarement le problème de la légitimité ou de la compétence d'un homme, alors que l'on se pose toujours et encore ce problème pour la femme ! Mais ça vient, ça vient…
(Applaudissements)
Mais aussi que notre présence permet d'établir bien souvent au sein même de ce Parti ou dans nos fonctions électives - puisque je suis moi-même Conseillère régionale - des relations différentes, qui ne se résolvent plus en termes d'affrontement exacerbé ou de rivalité de pouvoir systématique, mais bien plus souvent en termes de conciliation et de débat.
Que la présence des femmes permet un autre éclairage, une autre approche des problèmes, et qu'elle a tout son intérêt et toute sa valeur.
Et puis aussi, et ce n'est sans doute pas le moins important, assumer ce type de responsabilité pour une femme, c'est permettre à beaucoup d'autres femmes, militantes ou pas, citoyennes tout simplement, de savoir consciemment ou non que c'est possible, qu'il suffit de se battre, qu'il faut se battre !
(Applaudissements)
C'est aussi, en Charente-Maritime, trois femmes élues, Socialistes et Radicale de Gauche, cinq femmes au groupe Socialiste régional Poitou-Charentes sur 21 pour la Gauche ; c'est bien plus que la moyenne nationale et c'est plus que le quota.
Pour cela, bien sûr, que de démarches, de persuasion, pour susciter les candidatures, et que d'énergie à dû déployer la secrétaire fédérale - pas seulement la Première secrétaire, mais la secrétaire fédérale aux droits de la femme de mon département - que d'efforts pour animer les Commissions "femmes", que de plaisanteries et d'attitudes ironiques il a fallu ignorer, Messieurs et chers camarades, pour en arriver là !
(Murmures)
Et nous le savons, il y a encore beaucoup à faire.
Nous ne voulons être ni des exceptions ni des alibis, mais déjà, en passant de la lutte des femmes aux droits des femmes, le militantisme féminin est entré dans une nouvelle phase.
Grâce à l'action du ministère d'Yvette Roudy, des avancées décisives ont été

Fondation Jean Jaurès

réalisées. Nos droits sont désormais inscrits dans la loi.
Soyons celles qui feront que les femmes en prennent pleinement possession dans la vie de chaque jour. Battons-nous non plus systématiquement contre vous, chers camarades, mais à vos côtés pour les défendre et continuer de les faire avancer, car c'es aussi une des grandes dimensions du combat des Socialistes, hommes et femmes, que de les défendre et d'aller vers une Europe de 1992 avec la volonté commune d'harmoniser par le haut toutes les législations, y compris celle sur le droit des femmes.
J'ai choisi délibérément, pour une fois, de m'exprimer plus en femme qu'en politique, par ce petit billet d'humeur.
Pour conclure avec l'image qui ouvrait mon propos, j'emprunterai à notre délégué régional Poitou-Charentes sa formule, pour en revenir aux genêts : à l'heure où le balai est remplacé par l'aspirateur commandé à distance, il y a toujours des genêts, et tant mieux. C'est dire l'évolution, mais aussi peut-être notre volonté commune, tout en restant féminines, d'intégrer le progrès, d'y prendre toute notre part, non plus contre mais avec les hommes, car pour reprendre la phrase de François Mitterrand : nous avons tant à faire ensemble !
(Vifs applaudissements prolongés)

Edith Cresson - Merci, Marie-Jo, pour cette brillante intervention.
Je donne maintenant la parole à Marie-Thérèse Mutin, Première secrétaire fédérale de la Côte d'Or.
(Applaudissements)

Marie-Thérèse Mutin

Mes camarades, est-ce que vous croyez que nous avons le coefficient de mixité obligatoire dans cette convention ?
(Rires et applaudissements)
Heureusement- ce n'est pas encore dans nos statuts, donc la convention peut se dérouler statutairement !
Je le dis en plaisantant, mais j'ai un regret quand même : celui que nos camarades hommes ne soient pas plus présents pour s'occuper du droit des femmes, qui est important pour l'ensemble du Parti et pour l'ensemble du pays !
(Vifs applaudissements)
Mes camarades, comme Marie-José Denys, je suis Première fédérale après une démission et non pas après un Congrès... (rires)... parce qu'il n'y avait pas non plus d'autre candidat... (rires)... parce qu'il fallait bien mettre quelqu'un, les élections de 1978 approchant, et qu'après tout, en mettant une femme... on pouvait peut-être s'en débarrasser six mois plus tard. Et voilà presque onze ans que je suis Première fédérale de Côte d'Or !
(Vifs applaudissements)
Et si certains, dans ma fédération, et même peut-être certaines, trouvent que cela est bien long... moi, pas !... (rires)... car à ce poste, j'ai la sensation de vivre, d'agir et de penser pleinement.
Femme d'appareil, donc, et fière de l'être, malgré le sens péjoratif donné à ce

Fondation Jean Jaurès

terme, souvent par ceux qui profitent le plus du travail des appareils !
(Applaudissements)
Car sans l'appareil, il n'y a pas d'organisation collective, sans organisation collective c'est le triomphe de l'individualisme et c'est donc le triomphe de l'idéologie de droite. Qui fait les frais de cet individualisme poussé à l'extrême, sinon, dans une société en crise notamment, les plus désarmés, c'est-à-dire les immigrés qu'il faut renvoyer dans leur pays, et les femmes dans la cuisine ?
(Applaudissements)
Le travail législatif considérable de la Gauche pendant cinq ans n'a pas été pris en compte par la classe sociale pour laquelle il avait été réalisé. C'est pourquoi il a pu être si facilement remis en cause pendant ces deux ans de pouvoir de droite.
Tenons compte de cette expérience pour préparer dès maintenant la mobilisation nécessaire à la transformation en profondeur de la société, nécessaire à la constitution d'un rapport de forces qui contraindra le patronat à négocier.
Il faut abroger les lois Séguin pour repartir sur les lois votées par la Gauche, et notamment la loi Delebarre. Il faut organiser une concertation sur les problèmes que pose le développement massif des formes de travail précaire : l'intérim, le travail à temps partiel, le travail du dimanche, le travail de nuit, le travail à domicile, le télé-travail. Le Parti Socialiste a un rôle-moteur à jouer dans ce domaine, car le Parti Socialiste n'est pas seulement une formidable machine à faire des élus, il est aussi et il doit demeurer un outil de transformation de la société.
(Applaudissements)
Il doit être attentif au développement de nos idées dans tous les domaines.
Et puisque, ce soir, nous recevons des artistes, je voudrais dire un mot de la création et, notamment, de la chanson. Catherine Ribeiro, qui chante habituellement, et qui chante bien, parlera ce soir des difficultés de la chanson française. Camarades, ce n'est pas un problème mineur. La chanson est un art populaire par excellence et, de ce fait, un vecteur idéologique important. La Droite ne s'y trompe pas.
Mais le chanteur engagé, donc de gauche - parce qu'à droite, ils ne sont pas engagés... (rires)... ils sont dans l'air du temps - le chanteur engagé veut faire entendre autre chose, justement, que l'air du temps et il est contraint, comme tout militant de gauche, à un combat pour imposer cette "autre chose". Il se heurte, lui aussi, aux multinationales et, souvent, il est seul. Et s'il est vrai qu'une multinationale ne peut pas fabriquer de toutes pièces un Brel, un Ferré, une Colette Magny, une Juliette Greco, une Catherine Ribeiro, par-contre elle peut très bien éliminer en douceur un chanteur, et encore plus facilement une chanteuse, qu'elle trouverait trop subversifs !
Là aussi, nous devons être solidaires de ces chanteurs et de ces chanteuses. L'important n'est pas qu'ils signent ou non au comité de soutien tous les sept ans, l'important c'est le message qu'ils délivrent dans leur tour de chant et les responsables ne doivent pas négliger cet aspect, dans nos fêtes et dans nos meetings.
Si la Gauche, si le public de gauche, n'est pas solidaire de ces artistes, alors ils

Fondation Jean Jaurès

ou elles disparaîtront et nous perdrons une nouvelle bataille. Là comme ailleurs, ne cédons pas au fatalisme.
(Applaudissements)
Dans tous les domaines, nous devons combattre la Droite qui possède le pouvoir et qui s'en sert bien... bien mieux que nous n'avons su le faire. Elle possède aussi presque tous les médias. Le seul média de la Gauche, camarades, c'est nous, les militants, et parmi eux, les militantes.
Alors, mes camarades femmes, engagez-vous à fond dan l'action politique, décevante parfois, exaltante souvent, enrichissante toujours. Sachez que vous aurez sans cesse à faire vos preuves. Là comme ailleurs, rien n'est donné, tout est conquis. Soyez conquérantes au sein même de notre Parti.
L'avenir de la femme, c'est le Socialisme, mais le Socialisme - et on le voit bien, si on laisse les hommes tout seuls.. - ne se fera pas sans les femmes !
(Vifs applaudissements prolongés)

Edith Cresson - Merci, Marie-Thérèse. On te souhaite encore de très nombreuses années comme secrétaire fédérale de la Côte d'Or. C'est une fédération qui a vraiment de la chance d'avoir une secrétaire fédérale femme - il n'y en a pas beaucoup, il y en a quatre… - qui a montré, tout au long de son parcours politique, son courage, sa ténacité, sa vigueur et sa façon franche de parler. Je crois que c'est ce qui caractérise les femmes, de façon générale, quand on les laisse parler !
(Rires)
La prochaine, c'est Marie-Claude Vayssade, député européen.
(Applaudissements)

Marie-Claude Vayssade

Mes chers camarades, je crois qu'aujourd'hui on nous donne beaucoup la parole, on va en profiter, on va la prendre toute la journée.
Nous avons entamé cette convention pour une réflexion sur l'avenir, et pour savoir où nous voulons aller. Nous avons voulu aussi en préparant ce texte, que cette réflexion soit insérée dans le contexte international, d'abord dans le cadre européen, mais aussi et profondément, le dialogue nord-sud, et la solidarité avec les femmes du tiers-monde.
Tout d'abord dans le contexte européen : l'Europe va devenir un seul espace économique, cela signifie que devront circuler en Europe librement les marchandises, les services, les capitaux, et les personnes. Cela signifie que sur un territoire de 320 millions d'habitants, on sera dans un régime de concurrence, que la concurrence peut apporter des choses positives, que nous aurons peut-être du crédit moins cher, que nous aurons peut-être des prix qui baisseront sur certains produits, que nous pourrons nous installer pour travailler n'importe où, mais cela signifie aussi, si l'on n'y prend garde, si on laisse faire le vent de libéralisme actuel, que l'on aura de nombreux problèmes pour les secteurs fragiles, pour les accélérations de modernisation, et qu'il faudra faire attention aux conséquences sociales pour les risques de délocalisation d'activités vers des

Fondation Jean-Jaurès

secteurs jugés plus rentables, des zones jugées plus rentables. Cela peut aussi être des risques pour la protection sociale, le niveau des salaires, le droit des travailleurs.
Les femmes sont au cœur de ce débat, et tout ce qui est construction, je ne dis même pas parallèle mais j'allais dire essentiel à la construction d'un espace économique nous intéresse donc toutes et nous devons toutes y travailler.
Nous avons été trois parlementaires femmes cette semaine au Parlement a Strasbourg à prendre une initiative que nous avons annoncée à la presse, c'est la décision de lire systématiquement l'ensemble des projets de directive qui sont utiles pour la mise en œuvre du marché unique, et de les lire en se disant : voyons quelles sont les conséquences sociales de ces textes, quels sont les amendements qu'il faut faire pour palier les risques sociaux et assurer l'égalité des chances.
Deux ou trois exemples au passage. Nous avons donné notre avis sur un texte concernant la télévision européenne, et nous avons introduit dedans des amendements qui ont été adoptés en Commission plénière, en disant que quand on définissait une œuvre européenne - parce qu'on fixe des quotas d'œuvres européennes, d'œuvres communautaires sur les télévisions - ce n'était pas simplement un producteur communautaire, c'était aussi un certain nombre de travailleurs européens, techniciens, acteurs, actrices communautaires pour qu'on puisse les taxer d'œuvres communautaires, donc protection de l'emploi.
On parle à l'heure actuelle d'ouverture des marchés publics obligatoire, d'appels d'offres européens au-dessus d'une certaine zone, engagés par les collectivités locales, on vient de déposer un amendement demandant que dans ce cas les collectivités locales puissent imposer à la société qui a la meilleure offre d'utiliser un certain nombre de travailleurs locaux, de façon à continuer de combattre le chômage dans certaines zones.
Nous avons discuté de la fusion transfrontalière dans les entreprises, la Gauche va refuser car les garanties de représentation des salariés dans l'entreprise ne nous paraissaient pas suffisamment respectées.
Voilà quelques exemples où les femmes sont à égalité avec les hommes devant les problèmes. C'est un premier combat important à mener toutes ensembles.
Mais il y a des combats autres, et plus larges qui intéressent encore plus les femmes, la liberté de circulation des personnes, cela va entraîner beaucoup de choses, d'abord un droit de séjour pour tout le monde en Europe. Tous les textes existant demandent qu'on puisse justifier jusqu'à présent de ressources. Cela limite considérablement les droits de séjour des femmes, quand elles sont ayants droit de quelqu'un, ou dépendantes de quelqu'un, parce qu'elles n'ont pas de salaire.
La liberté de circuler c'est aussi la réflexion sur la liberté de disposer de son corps. Deux pays en Europe n'ont toujours pas dépénalisé l'avortement, l'Irlande et la Belgique. On sait que dans l'ensemble des pays, à l'heure actuelle, pèsent des menaces sur ce droit qui a été conquis, un certain nombre de britanniques voudraient ramener de 28 à 18 semaines la loi britannique, il y a les mêmes menaces en Allemagne, nous connaissons l'article 317 du Code pénal

que l'on ressort actuellement.
C'est le débat sur les nouvelles techniques de reproduction qui est engagé au niveau européen. Les femmes devraient pouvoir se rencontrer plus pour discuter de ce qu'elles veulent.
C'est le problème des pensions alimentaires et de la garde des enfants qui se posent au travers des frontières, des problèmes douloureux et difficiles a résoudre, qui se posent.
Je suis médiateur pour les problèmes d'enfants enlevés pour des mariages bi-nationaux. J'ai plus d'un cas par semaine qui remonte au Parlement européen. Plus de la moitié des cas concernant des pays de la Communauté et l'on s'aperçoit que si nous avons des problèmes avec les enfants enlevés en Algérie, ils sont plus solubles à l'heure actuelle que les problèmes d'enfants enlevés en Allemagne.
Voilà un peu ce futur qui est en train de venir mais ce futur se prépare maintenant par une période de transition qui d'ici 1993 doit nous permettre de mettre en place un certain nombre de choses.
Il faut continuer au niveau européen le travail législatif renforcement de la charge quand il y a discrimination au travail. C'est ce qu'on a fait en France, ce qui n'est pas fait partout, définition des discriminations indirectes, combat pour la déclaration séparée dans la fiscalité, aucun pays ne la connaît et je crois que pour l'obtenir, il faudra que toutes les femmes d'Europe luttent ensemble.
(Applaudissements)
Combat pour les droits propres, combat aussi pour l'égalité des droits, pour les femmes d'immigrés... (applaudissements)… qui sont souvent en dessous du droit des immigrés eux-mêmes. Combat aussi pour que d'ici 1993, soit reconnue une citoyenneté européenne, que l'on accord le droit de vote aux citoyens européens, et à l'ensemble des citoyens des pays tiers qui vivent et qui travaillent sur notre territoire.
(Applaudissements)
Il faudra se battre pour que continuent de se développer les actions positives pour les femmes et les actions pour l'emploi.
Le rôle du Fonds Social Européen doit être revu, car a l'heure actuelle on s'aperçoit que de moins en moins de fonds sont consacrés aux femmes et qu'ils ne portent pas toujours sur les actions les plus efficaces, mais il faut aussi que soit revue la manière dont fonctionne le FEDER et que quand il y a action régionale, action d'aménagement du territoire, toute action soit analysée pour savoir quelles conséquences, pour les femmes, il y a, quand on aménage la région ou lorsqu'on est dans une région particulièrement pauvre, car on sait qu'on trouvera dans les régions les plus pauvres les femmes les plus déshéritées au point de vue formation, au point de vue type d'emploi, au point de vue statut, en particulier dans l'agriculture.
Enfin, se battre pour la formation. Une formation adaptée aux nouvelles technologies, une formation adaptée aux emplois qui se créent.
Je voudrais dire aussi qu'il faut combattre pour la formation initiale au niveau européen. Il ne s'agit pas, pour l'Europe, de faire les programmes de l'Education

nationale. Ca n'est pas son rôle et je ne le souhaite pas, mais il y a des programmes qui se mettent en route à l'heure actuelle, le programme Erasmus, d'échange d'étudiants à travers l'Europe, le programme GS pour l'Europe et l'échange de jeunes, le programme Comète, d'échanges d'étudiants, liaisons universités-entreprises. Veillons bien à ce que toutes les filles, qui sont nombreuses dans les universités, bénéficient au moins autant que les garçons de ces programmes. Pour le moment, chaque fois que j'ai rencontré des jeunes m'expliquant qu'ils allaient faire ce programme, je n'ai rencontré que des garçons. Regardez autour de vous comment cela se passe.

Il faut que d'ici 1993 nous ayons un nouveau programme d'actions pour les femmes au niveau européen, qui rassemble les grandes perspectives que nous voulons et que, lorsque s'ouvrira le marché, les femmes ne se trouvent pas complètement en dehors du coup dans la précarité. Pour ce faire, il faut aussi au niveau européen des femmes dans les centres des décisions.

Il faut des femmes et nous sommes relativement nombreuses par rapport à l'Assemblée Nationale. Il faut beaucoup de femmes au Parlement européen. C'est parce que nous étions relativement nombreuses que nous avons pu agir. Il faut des femmes à la Commission des Communautés. Celle-ci va être renouvelée à la fin de l'année et pour le moment on nous annonce une femme j'ai la tristesse de vous dire que c'est une conservatrice britannique. Alors, j'aimerais que des pays qui ont des gouvernements Socialistes pensent peut-être aux femmes au niveau européen.

(Applaudissements)

Femmes dans les centres de décisions, c'est aussi des femmes dans la haute administration européenne, c'est-à-dire dans les postes de directeurs, à la Commission des Communautés celles qui mettent en œuvre les programmes et qui appliquent les budgets. Il y en a vraiment très peu, peut-être encore moins que dans la haute administration française.

Enfin, il faut pour cela que nous ayons une structure européenne des femmes Socialistes et plus largement des femmes de gauche, qui puissent se rencontrer, combattre ensemble, savoir où se portent leurs efforts, et savoir sur quoi il faut, ensemble, se battre pour que ce soit efficace dans chaque pays. Je suis heureuse aujourd'hui de savoir qu'il y a une représentante du SPD dans cette salle.

(Applaudissements)

Je proposerais que pour la préparation des élections européennes - c'est une idée personnelle, vous me direz ce que vous en pensez - nous essayons de préparer, en France, des assises des femmes européennes d'ici la fin de cette année ou au début de l'année prochaine.

(Applaudissements)

Enfin cette Europe, elle se construit dans un monde plus large et je voudrais dire un mot du dialogue nord-sud. Nous avons, au secteur "femmes" des relations internationales avec beaucoup de monde. Je crois que nous avons mis au centre de nos préoccupations les problèmes du développement. Nous savons le rôle que jouent les femmes dans le développement de leur pays, nous savons comment des programmes minutieusement préparés ont pu échouer, simplement parce

qu'on avait oublié qu'il y avait des femmes et que c'est souvent elles, qui, au quotidien, sont responsables de ce qui se passe sur le terrain, et c'est parce qu'on aidera les femmes à trouver les technologies adaptées à soulager une partie de leurs peines en transport de bois, d'eau, etc. qu'on arrivera à donner à ces pays les conditions d'un véritable développement, plutôt qu'en arrivant avec de grands programmes d'où on exclut la moitié de la population.
Nous avons là un rôle d'aides directes de réflexions, de contacts, à continuer.
Mais nous avons aussi, et je crois que nous l'avons aussi bien fait dans le rôle des secteurs femmes, une solidarité à montrer, à toutes les femmes à l'heure actuelle qui luttent pour la démocratie. Je n'en citerai que deux groupes sinon ce serait trop long : je pense aux femmes africaines qui luttent à l'heure actuelle contre l'apartheid et qui sont à la pointe de ce combat.
(Applaudissements)
Et je pense à nos camarades chiliennes qui depuis bientôt 14 ans restent à la pointe du combat pour la démocratie.
(Applaudissements)
Je crois que c'est en intégrant l'ensemble de ces actions européennes et internationales que nous ferons des propositions qui sont, dans ce texte, une réalité pour toutes les femmes de demain et c'est ce que je vous souhaite à toutes.

Edith Cresson - Merci, Marie-Claude, tu nous as montré ce que font les femmes à l'échelon européen, les femmes de gauche, les femmes Socialistes. Quand on compare avec le discours démagogique pour 1992, celui que l'on a entendu du côté de la Droite, effectivement cela tranche, heureusement, et l'on voit que les femmes Socialistes ont été largement présentes dans ce débat, sans doute parce que la liste pour les élections européennes a pu être établie à la proportionnelle.
(Applaudissements)
La parole est maintenant à Lydie Dupuy, qui a été député, et qui est Conseillère régionale de Midi-Pyrénées.

Lydie Dupuy

Mes chers camarades, comme vient de le dire Edith, effectivement, j'ai été député de 1981 à 1986, mais je n'ai pas été élue directement, comme la plupart des femmes qui se sont retrouvées député, j'étais suppléante d'un député devenu ministre.
Toutefois, l'expérience que j'ai vécue pendant ces années m'a apporté tellement de joie, d'enrichissement, que je conseille à toutes les femmes qui sont là, si elles peuvent, de se porter candidates.
(Applaudissements)
Effectivement, quand on regarde le travail fait à l'Assemblée Nationale par des femmes députés, on se rend compte d'abord qu'elles sont beaucoup plus présentes dans l'hémicycle et dans les Commission que nos camarades, à part quelques exceptions, bien sûr, qui doivent être dans la salle, mais qu'en plus elles sont plus motivées.

Fondation Jean-Jaurès

Je ne vous parlerai pas aujourd'hui de la convention qui se tient dans ces murs parce que je pense que d'autres le feront et le feront mieux que moi. Je voudrais simplement évoquer quelques sujets qui me tiennent à cœur.
Je m'étais spécialisée, en tant que député, dans les Droits de l'homme et on me laissait défendre les conventions, par exemple, contre la torture, toutes les conventions ou les projets de loi qui se rapportaient aux Droits de l'homme, si bien qu'on a fini par m'appeler dans mon département "Mme Droits de l'homme", et que cela continue !
Je voudrais vous dire que dans ce domaine là, qui n'est pas particulièrement, comme son nom ne l'indique pas, le domaine des hommes, on ne se bouscule pas vraiment pour parler des Droits de l'homme ni à l'Assemblée Nationale, ni au Conseil régional. Il faut dire que ce n'est pas électoraliste.
Actuellement j'ai fait adopter au Conseil régional de Midi-Pyrénées, qui est un Conseil régional de Droite malheureusement, après un an et demi d'efforts, un vœu qui a été adopté à l'unanimité par l'assemblée plénière d'il y a deux mois à Toulouse pour les sans abri. Dans la région Midi-Pyrénées nous avons 10 000 personnes sans abri, dehors. En France je ne sais plus, cela dépasse largement le million.
Moi je me refuse en tant que femme, en tant que mère de famille, à passer à côté de quelqu'un dans la rue qui n'a plus rien, qui dort dehors, que ce soit un homme, une femme, des enfants, je me refuse à passer devant ces gens sans rien faire ! C'est pour cela que j'ai demandé la parole ce matin pour vous dire que ce vœu adopté à l'unanimité était quelque chose de très simple.
J'ai demandé aux collectivités locales qui avaient des maisons inoccupées de les faire restaurer. Les maires qui feraient restaurer ces maisons inoccupées auraient des subventions très importantes, puisqu'elles se montent quelquefois dans la région Midi-Pyrénées jusqu'à 100%.
Inutile de vous dire que les projets arrivent très vite.
J'ai demandé aussi, à la suite de cette réussite, que l'on nourrisse ces gens là. J'espère que cela ne prendra pas un an et demi avant d'être décidé. Et puis j'ai demandé au groupe Socialiste de Midi-Pyrénées, puisque les autres ne semblent pas s'y intéresser, de monter à Toulouse un centre de soins afin de soigner les gens qui n'ont plus de couverture sociale. Vous savez qu'un centre de soins existe déjà à Paris. Nous avons déjà des médecins bénévoles, des infirmières. Nous n'avons pas encore le local. Nous avons les médicaments, tout est en place, il nous manque un local, mais je pense que ce sera résolu très vite.
Aujourd'hui je viens vous demander à vous toutes et à vous tous qui êtes ici d'essayer de faire la même chose dans vos régions, dans vos départements.
Je pense que nous, les femmes, et surtout les femmes Socialistes, nous ne pouvons pas rester insensibles devant ces gens là. J'irai plus loin et je ne sais pas si je vais m'attirer beaucoup d'amis en disant cela, mais je voudrais qu'à la fin de cette convention nous toutes, les femmes qui sommes là, nous adressions une lettre ou un vœu au prochain candidat quel qu'il soit afin de lui demander ce qu'il fera pour ces gens là, car je considère, personnellement, que c'est la priorité des priorités actuellement en France et dans le monde.

Collection Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je voudrais aussi vous dire qu'il faut lutter de toutes nos forces contre le racisme qui est vraiment un cancer dans notre pays.
(Applaudissements)
J'ai déposé quelques vœux tout à l'heure, trois, je crois, dont un contre les expulsions. Il se trouve qu'en tant que Conseiller régional et vice-président de la fédération internationale des Droits de l'homme, je suis saisie tous les jours dans mon département simplement de cas d'immigrés que l'on veut expulser et qu'on arrive à expulser, qui n'ont rien fait de grave et qui n'ont aucune raison d'être renvoyés dans leur pays. La plupart du temps, quand ils rentrent dans leur pays, ils sont mis en prison. J'ai déposé un vœu dans ce sens.
L'autre vœu concerne le statut des femmes d'agriculteurs. Il faut savoir que la première demande de statut a été faite, il y a une quinzaine d'années par des femmes d'agriculteurs de mon département du Gers. A ce moment là je m'occupais de la condition féminine dans le Gers. Elles étaient venues me trouver en me disant : nous voulons un statut.
Nous avions préparé une lettre, nous l'avions portée, avec Yvette Roudy, au ministre de la Condition féminine qui à l'époque était peut-être Monique Pelletier, nous n'avons jamais eu de réponse.
Mais il faut savoir que la première demande est partie du Gers, j'en suis très fière, grâce à des agricultrices Socialistes, du reste, et il n'y a malheureusement toujours pas eu de réponse positive à cette demande.
Il y a deux ans, je me trouvais à Dakar, il y avait un Congrès mondial des Droits de l'homme, le deuxième, et je m'occupais ou plutôt j'étais dans la Commission des femmes en milieu rural ; quelle n'a pas été ma surprise quand on a abordé le statut des femmes d'agriculteurs, d'apprendre qu'en Malaisie, les agricultrices avaient un statut déjà depuis de nombreuses années.
Vous voyez donc que nous sommes actuellement très en retard.
Voilà ce que j'avais à vous dire, je veux ajouter que je suis très heureuse de me trouver aujourd'hui parmi vous.
(Applaudissements)

Edith Cresson - Merci, Lydie, c'est vrai que les Droits de l'homme sont très souvent défendus par les femmes... alors ils devraient s'en souvenir plus souvent !
Avant de donner la parole à Laurence Rossignol, du MJS et SOS racisme, qui clôturera cette matinée, je donne la parole à Françoise Seligmann.

Françoise Seligmann - Nous vous proposons le bureau suivant pour cette convention, sauf objection de votre part : Edwige Avice, Françoise Seligmann, Marcel Debarge, Pierre Brana.
Pour le bureau de vérification des mandats, nous vous proposons :
(Lecture des noms)
Ce bureau de vérification des mandats se réunira à 15 h dans cette salle pour commencer son travail, assisté de Jacques Ilary.

Edith Cresson - Laurence Rossignol.

Laurence Rossignol

Si je peux me permettre une petite correction, je dirai que je ne suis pas du MJS mais déléguée de la fédération du Val d'Oise et de SOS Racisme.
Il y a parfois des hasards de calendrier qui font bien les choses : l'information devrait aujourd'hui nous être très favorable : la journée du 12 mars devrait être une journée de l'égalité en même temps, en même temps, dans quelques heures, va se dérouler le grand "rencard" de SOS Racisme, où des dizaines de milliers de jeunes vont dire pour eux l'enjeu des élections présidentielles, l'enjeu de société qui va s'imposer et qui est celui d'une société égalitaire ou d'une société d'exclusion.
En moins de trois ans, l'égalité, cette notion qui pouvait sembler désuète ou, voire, complètement dépassée, en particulier aux yeux de l'intelligentsia libérale, cette notion est à nouveau au cœur du débat, elle ne concerne plus seulement la question de l'immigration, mais s'étend à tous les domaines : égalité des chances, égalité à l'école, égalité des hommes et des femmes.
L'émergence de cette notion ouvre une phase nouvelle pour le féminisme ; depuis trois ans, les femmes, avec beaucoup de naturel, sont en train d'occuper les terrains vierges, ceux qui leur ont été laissés.
On peut regarder du côté des beurettes ce qui se passe et qui est particulièrement important. Ceux qui connaissent les Comités antiracistes, les Comités de SOS, les mouvements pour l'intégration savent bien le rôle essentiel que prennent les jeunes beurs dans ces Commissions ; elles ont compris en particulier que la formation était pour elles essentielle, que c'était elle qui allait leur donner la possibilité d'acquérir leur indépendance économique, la possibilité de se libérer d'une culture patriarcale qui leur pèse beaucoup.
Elles sont souvent les moteurs dans les Comités.
Dans le mouvement étudiant 1985-86, les étudiants ont occupé la place centrale dans les comités à la base et à la coordination nationale puisque, pour la première fois dans l'histoire des mouvements étudiants, ce sont des femmes qui ont pu représenter ceux-ci.
Il est clair qu'aujourd'hui nous devons en tenir compte nous devons l'apprécier à sa juste valeur ; un ferment égalitaire existe, il est réel, et la véritable réalité, celle que nous devons bien regarder, ce n'est pas celle que renvoie la sphère politique, mais c'est l'image, la profondeur de la société civile.
Nous ne devons pas perdre de vue que la génération Mitterrand est constituée d'enfants nés après mai 1968 ; ils sont les enfants des femmes qui travaillent, qui ont toujours eu le droit de vote et son surtout, c'est cela qui est déterminant, les enfants de l'école mixte.
(Applaudissements)
Le féminisme nouveau est né. C'est un féminisme profondément intégré dans la mouvance globale pour l'égalité.
C'est donc sur une vraie boulimie d'égalité que va s'ouvrir la décennie qui vient.

Fondation Jean Jaurès

A contre pied total de l'idéologie dominante, à contre pied des modèles culturels médiatiques, une génération vient de faire irruption dans la vie politique et le fait de façon décapante.
Une nouvelle étape de la lutte sociale commence et découpera en camps et en positions tranchées précises toute la structure sociale de notre pays.
A travers la recherche de l'égalité, c'est le contenu même de la démographie qui est posé ; il y a nécessité pour la Gauche d'être capable à la fois de s'enrichir et d'imprégner ce mouvement, de le transformer en un véritable combat politique.
La bataille pour l'égalité devient ainsi le prolongement naturel du combat précédent pour la démocratie.
C'est donc dans cette perspective que la notion d'égalité prend sa dimension et une société d'exclusion qui fonctionnerait sur la base de ghettos du rejet des fortes minorités ou d'exclusions de plus de la moitié de sa population, générant une périphérie asociale précarisée, ne pourrait que déboucher sur des explosions violentes, et obligatoirement une remise en cause de la démocratie elle même, incapable de gérer cette périphérie, serait amorcée.
Le libéralisme montre son v rai visage, avec la rage des vainqueurs cherchant à légitimer leurs gains.
Nous sommes dans une autre logique ; à l'inverse, notre démarche s'affirme dans la pratique sociale et jamais, chaque expérience le prouve, les notions de solidarité, de fraternité, n'ont été aussi fortes.
Cette dimension ne réside pas dans un discours général ou moral, mais dans l'affirmation d'un projet qui a pour trame la conquête, la mise en place des moyens de réaliser l'égalité des droits.
Un tel conflit ne peut pas se résoudre par le haut à coups de 49-3, il nécessite une combinaison entre mobilisation sociale et relais institutionnel.
Tout projet d'égalité aussi parfait soit-il, serait autrement voué à l'échec ; il y a donc nécessité de l'action dans l'opinion qui crée la décision ; cette action sur le terrain doit être un mouvement dynamique.
Chaque conquête, chaque acquis social résulte d'un tel processus. C'est notre histoire qui nous le dit. L'affirmation d'un projet politique reprenant et codifiant les valeurs égalitaires résultera d'une volonté politique assumant les ruptures et desserrant les contraintes. Il faut de l'audace, nous sommes capables d'en avoir. Il faut de l'inventivité, nous sommes aussi capables d'en avoir.
Le Socialisme se doit d'être un tel rendez-vous, sinon il risque aussi d'être dépassé. Deux modèles, deux logiques vont s'opposer, et les femmes ont soit tout à gagner, soit tout à perdre.
D'abord, premier modèle : une démocratie d'exclusion visant à renforcer les inégalités, tablant sur le fait que l'enrichissement individuel pourrait déboucher sur un enrichissement collectif à terme. La réussite de ce mécanisme nécessite cependant des coupes sombres dans notre protection sociale et le droit au travail des femmes.
Deuxième modèle : une démocratie à l'opposé de l'intégration, une démocratie égalitaire qui peut se mettre en place en présentant comme un élargissement des libertés individuelles en s'appuyant sur un formidable élan social qui existe et

Fondation Jean Jaurès

sur la nécessité de telles conquêtes. A n'en pas douter, l'élan sera contagieux et dépassera les frontières de la France.
Un tel statut permettra à l'individu, homme ou femme, de se considérer comme responsable et maître de son destin. A l'évidence, les instruments budgétaires devront être rééquilibrés pour dégager Les moyens nécessaires à une telle volonté. Le terme de statut implique tous les secteurs de la vie, c'est-à-dire l'information dans le pays et dans l'accès à la décision politique, statut social pour celui qui recherche un emploi ; il arrive à en définir le contenu, à en préciser les contours et c'est là que le dialogue entre politique et social doit jouer à plein en s'irriguant. C'est ainsi qu'au lieu de se lamenter sur l'apathie du mouvement social, l'affaiblissement des mouvements féministes, la faiblesse des mobilisations ou l'inexistence des syndicats, on recréera une nouvelle dynamique. En s'identifiant à de tels combats, partis, syndicats, associations pourront redevenir l'expression directe de ces volontés et retrouver toute leur place. Le défi est lancé, il faut le relever pour donner sa chance à la Gauche, aux femmes, et à tous ceux que la société duale voudrait laisser au bord du chemin.
(Applaudissements)

Edith Cresson - Merci, Laurence. Tu nous as bien expliqué ce que, bien sûr, nous sentons, combien l'exclusion est "ringarde", et Marcel Debarge me soufflait une observation à l'oreille qui m'a fait bien plaisir, il m'a dit : "Tu remarqueras combien les interventions des femmes sont à la fois plus courtes et plus denses que celles qu'on a l'habitude d'entendre dans nos réunions".
(Vifs applaudissements)
Et j'ajouterai qu'étant à la fois plus courtes et plus denses, elles sont aussi mieux écoutées.
(Applaudissements)
Une seule indication pour terminer. Puisque Laurence a clôturé la série des oratrices de la matinée. Nous allons déjeuner à côté, dans le hall, nous reprenons à 14 h 30. Je voudrais souligner qu'à l'issue de nos travaux, les tickets pour le dîner débat de ce soir et le spectacle Juliette Greco sont vendus à l'accueil, de préférence avant 15 h, si vous le pouvez, parce que les places sont en nombre limité, nous sommes dépassés par le succès. Après le spectacle, des cars ramèneront ceux et celles qui le désireront dans leurs hôtels à Châtellerault et à Poitiers.
Bon appétit et à tout à l'heure à 14 h 30.
La séance est suspendue.

Parti Socialiste
Convention nationale sur les droits des femmes de Châtellerault
12 et 13 mars 1988

Séance du samedi 12 mars 1988 (Après-midi)

Fondation Jean Jaurès

La séance est reprise sous la présidence de Claude Estier.

Le président (Claude Estier)

Camarades, la séance est reprise.
Je voudrais en guise d'introduction rappeler que Marie-Thérèse Mutin déplorait ce matin le petit nombre d'hommes présents dans cette convention. Je vous ferai remarquer quand même que nous sommes quelques-uns... (Applaudissements)... et pour ma part je suis très honoré de présider cette séance !
Nous allons donner la parole dans un premier temps aux camarades qui seront ensuite à la Commission des résolutions de manière à ce qu'ils puissent se dégager de la séance à 17 heures.
La première oratrice est Renée Soum, qui sera suivie par Georges Sarre.
Je demande à chacun de s'en tenir à dix minutes pour que nous puissions faire passer tous ceux qui sont inscrits.

Renée Soum

Chers camarades, dans son message rendu public ce 8 mars à l'occasion de la journée internationale des femmes, François Mitterrand, en soulignant que les femmes ont remporté bien des batailles, remarque cependant qu'il reste encore beaucoup à faire pour que dans les faits soit pleinement reconnue leur compétence et que leur soit donnée la liberté de décider en ce qui les concerne, car il est vrai que nous vivons toujours dans une société où le pouvoir, c'est-à-dire la possibilité de changer la vie des autres en modifiant les formes de pensée, les comportements ou en légiférant, appartient aux hommes en ce qui concerne les décisions essentielles.
Je sais bien que quelques femmes peuvent avoir un pouvoir, mais ce n'est pas le pouvoir que les hommes cherchent de toutes façons à exercer seuls, et quand je dis qu'ils aiment à exercer ce pouvoir seuls, c'est aussi bien par rapport aux femmes que par rapport aux hommes et je prends un exemple pour illustrer ce que je veux dire.
Hier je recevais dans mon département Michel Delebarre, et nous avons eu à cette occasion une rencontre avec des chefs d'entreprise, auprès desquels d'ailleurs son message a été parfaitement perçu. On disait que pour arriver à avoir un plus grand nombre d'emplois, il faudrait aussi aller vers la réduction du temps de travail. Mais pour aller vers la réduction du temps de travail, il faut se départir de cette notion de propriété d'un dossier qu'on a lorsqu'on le prend en charge.
Il disait en particulier que dans d'autres pays, un même dossier pouvait avoir un suivi multiple par différents intervenants et qu'il y avait des petites cases où chacun apportait sa signature, ce travail en équipe facilitant l'aboutissement de ce genre de dossier.
Dans notre formation éducative, cela n'est pas intégré et je crois qu'il faudra le faire.
Mais pour en revenir au problème des femmes, je dirai que les femmes au

contraire ont été échaudées longtemps par une pratique solitaire du pouvoir par les hommes, parce qu'elles l'ont subie et elles savent que ce pouvoir ne doit pas s'exercer seul et que les domaines où la domination s'amenuise, qui sont de plus en plus nombreux - je pense aux syndicats, aux associations, aux comités d'entreprise - sont autant de limites au pouvoir solitaire.
C'est là que les femmes émergent de plus en plus et agissent, alors que jusque là elles n'avaient pour elles que le silence ou la parole sans action et sans lendemain.
Mais tous les efforts accomplis ces dernières années pour que soit légitimé ce pouvoir des femmes et pour que tout ce qui est positif chez l'homme ne se transforme pas immanquablement en négativité chez les femmes sont encore bien fragiles, et souvent perçus comme une attaque envers un tabou, envers un interdit.
Et pourtant nous, les femmes, nous voulons construire. Mais celles qui ont osé ont appris vite qu'il valait mieux laisser de côté les efforts qu'elles font pour infléchir les stéréotypes ou orienter une réflexion nouvelle féministe, ce qui fait que le plus souvent les femmes ont été cantonnées dans des professions qui sont abandonnées par les hommes, et de ce fait encore dévalorisées aux yeux des gens et parfois même, hélas, aux yeux des femmes elles-mêmes.
Aussi l'approche que font bon nombre de femmes pour établir le plus possible de mixité et d'égalité dans le pouvoir ou dans le travail apparaît encore aujourd'hui comme presque une provocation et les chances de succès sont loin d'être assurées.
Dans l'état actuel des choses, malgré quelques progrès, le pouvoir masculin ne se partage pas encore avec les femmes, ce qui amène, et je le regrette personnellement, des approches différentes au niveau de l'émergence des femmes dans les pays de la Communauté européenne ou dans certains pays du nord de l'Europe notamment, où les femmes constatant cet état de fait souhaitent des structures parallèles, par exemple au niveau économique, dans le secteur bancaire, qui leur soient spécifiquement destinées, alors qu'en France, par exemple, la recherche de la mixité et d'une intégration bien comprise est davantage souhaitée.
Il me semble que la proposition qui a été faite tout à l'heure par notre parlementaire européenne est excessivement importante : ces colloques qui devraient avoir lieu en vue de la préparation des échéances de l'élection européenne sont souhaitables pour faire le point sur la situation de la femme dans les différents pays et pour aller vers une harmonisation des propositions.
Ce pouvoir et cette autonomie, comment seront-ils alors conquis ? Tout d'abord en développant des espaces de liberté, à commencer par la liberté de disposer de soi par une meilleure protection des femmes contre la violence, par une plus grande amplitude du temps de vivre, par aussi l'instauration d'un revenu minimum d'insertion, en rééquilibrant ensuite les possibilités d'accès à toutes les formes de travail, en réaffirmant et en réalisant l'égalité des chances dans l'éducation, en s'investissant davantage dans les moyens d'expression et en suscitant des échanges culturels à tous les niveaux.

Fondation Jean Jaurès

C’est alors que se mettra en place avec les femmes une société plus solidaire, plus équitable et mieux comprise.
Mais évidemment ceci se réalisera d’autant mieux et d’autant plus vite que les femmes sauront avoir en Europe particulièrement un comportement, un discours et des préoccupations communes qui pourront alors transformer véritablement la vie publique.
Je suis persuadée que les femmes ont pleinement conscience de partager partout avec d’autres femmes une même somme de problèmes et je voudrais dire ici qu’il y a deux jours à peine se déroulait en Espagne, en Catalogne sud, un Congrès, le premier Congrès de la femme, qui avait été organisé par le gouvernement de la Generalitat de la Catalogne et qui réunissait 3000 femmes. Et cette envie d’avoir des contacts avec d’autres femmes qui exercent des responsabilités d’abord a fait qu’elles m’ont invitée à ce Congrès que présidait le président Jordi Pujol.
3000 femmes ont fait le point sur une situation qui était en régression par rapport à la nôtre parce que l’Espagne n’est devenue une démocratie que depuis quelques années, peu d’années... et qu’elles ont beaucoup à apprendre, beaucoup à rattraper comme temps perdu. Cela, elles veulent le faire.
Je crois que nous avons décidé de nous rencontrer, je vous le dirai plus en détail tout à l’heure, pour essayer de voir comment ensemble nous pouvons les aider.
Alors il importe - et je pense qu’il faut le faire passer dans les faits, et d’une manière concrète - d’entretenir les grandes solidarités internationales des femmes... car jamais nous ne pourrons nous flatter d’être libérées tant que l’une d’entre nous demeure soumise à l’injustice et à l’iniquité dans un pays quel qu’il soit.
Dans cette optique, il est encore plus urgent, pour les femmes, de se retrouver dans tous les mouvements qui défendent les libertés, les droits de chacun, et qui luttent contre le racisme, et l’intolérance.
Je voudrais ici saluer l’action remarquable de Danièle Mitterrand qui, à travers les associations qu’elle a créées, comme "France Libertés" prend une pleine part dans ce combat.
(Applaudissements)
La plate-forme concernant les femmes Socialistes d’Europe doit être une plate-forme de propositions pour engager des actions de grande envergure en direction des femmes et en liaison dans un premier temps avec les syndicats.
Je crois que ceci est inclus dans le texte de la convention. J’ai été particulièrement satisfaite de retrouver ce point là car il me paraît essentiel pour l’avenir.
Il va vers le sens d’un renouveau d’intensification pour une solidarité accrue avec les femmes en lutte dans divers pays pour la démocratie, contre le racisme en particulier dans le tiers-monde.
Cette journée à Barcelone m’a permis par ailleurs, grâce à un dialogue constructif de sentir la nécessité et la volonté de développer au niveau européen des réseaux animés par des élues, des femmes, des journalistes, des femmes de décisions, qui permettraient de faire entrer en contact et de mettre en présence

des femmes chefs d'entreprises, et des femmes syndicalistes, des femmes universitaires, des femmes qui s'occupent de leur famille, en un mot des femmes prêtes à dialoguer, à comprendre, et à décider de leur avenir.
Pour ma part, je propose que dans le département des Pyrénées-Orientales, limitrophe de l'Espagne, et en vu de l'échéance de 1992, parce que 1992 a beaucoup inquiété de ce coté des Pyrénées-Orientales, comme il a inquiété du côté de la Catalogne sud, eh bien, je crois que 1992 ne doit pas être simplement une année qui doit faire rêver, ce doit être une année qui doit nous mobiliser pour la réussir, pour concrétiser cette idée. Il faut que celles qui exercent des responsabilités, celles qui décident, celles qui proposent, celles qui créent, celles qui osent, et celles qui espèrent de chaque côté des Pyrénées catalanes pour que cette année là soit le début d'une année de construction européenne véritable, eh bien, il faut que celles-là se rencontrent pour qu'elles prennent leur part, toute leur part dans la construction européenne.

Le président - Tu conclus, Renée...

Renée Soum - Je suis convaincu que c'est par des initiatives de ce genre que les femmes prendront la juste mesure des possibilités, de la compétence et de leur volonté et seront prêtes à prendre une part active au rendez-vous qui est celui de la génération Mitterrand, avec le Président de la République.
Cette génération a, et aura besoin de François Mitterrand. Alors, nous toutes, et nous tous, faisons en sorte que le 8 mai 1988, ce rendez-vous soit un rendez-vous réussi.
(Applaudissements)

Le président - Merci à Renée Soum qui s'est tenue à son temps de dix minutes.
Georges Sarre et ensuite Josette Durrieu.

Georges Sarre

Mesdemoiselles, Mesdames, Messieurs, chers camarades...
(Entrée d'Yvette Roudy dans la salle et applaudissements prolongés)
Je m'associe à vos applaudissements, chers camarades.
Je voudrais appeler votre attention sur un paradoxe cultivé par nos adversaires et répandu par la Droite à profusion.
Il nous disent qu'ils veulent conduire une politique nataliste. Et ils font tout pour que les femmes qui travaillent soient tentées de rentrer à la maison.
C'est l'énorme proposition, énorme avec un "H", comme disait Flaubert, de Jacques Chirac : le SMIC pour les mères de trois enfants.
Moi, je trouve que c'est un paradoxe, parce que même de leur point de vue, s'imaginer que les femmes auront davantage d'enfants, en abandonnant une vie professionnelle, c'est une aberration. C'est déjà une conception de la liberté personnelle qui peut surprendre. Mais plus encore, l'accès des femmes au travail dans les entreprises, c'est un fait majeur.
Ils ne pourront pas revenir là-dessus. Et l'évolution ralentit en ce moment en

Fondation Jean-Jaurès

raison de la crise, se poursuivra j'en suis sûr, nous pouvons en être sûrs.
Alors nous en avons assez de voir les femmes qui travaillent, sommées de choisir entre les enfants et la promotion professionnelle. Tout fonctionne comme cela et vous connaissez les 1000 et 1 prétextes qu'on avance dans ces cas-là : les absences, les congés de maternité, les enfants malades, etc.
Bref, on veut expliquer, on voudrait faire croire qu'il est incompatible de mener une carrière professionnelle, de prendre des responsabilités, politiques, syndicales, ou autres, et d'avoir des enfants.
C'est le discours patronal et le programme de la Droite y fait écho : "rentrez chez vous, la France aura des enfants".
Cette politique est stupide et même du point de vue où elle se place, c'est-à-dire une politique nataliste, elle est sans effets.
Si on somme les femmes de choisir entre les enfants et la vie professionnelle, le résultat n'est pas sûr, parce que, encore une fois, l'insertion des femmes dans la vie active est une donnée majeure et qu'elles ne souhaitent pas, et que vous ne souhaitez pas y renoncer.
Voilà pourquoi le libre choix est la seule voie pour nous.
Cela ne signifie pas qu'on ferme les yeux devant la question démocratique, qu'on pratique la politique de l'autruche, que l'individualisme soit la seule règle : c'est le destin d'un pays qui est lié aussi à sa démographie.
Mais une politique en faveur de l'enfant, ce n'est pas une politique de la femme au foyer. Au contraire. C'est d'abord cette petite révolution dans l'entreprise qui ferait qu'au lieu d'être pénalisée, une femme ayant des enfants trouverait des moyens de simplifier sa vie.
Je me suis intéressé, avant de venir ici, à la RDA, parce que (explique souvent la Droite) c'est un pays qui mène une grande politique nataliste.
Qu'est-ce qu'on observe dans ce pays ?
Le nombre de places en crèche, par exemple, couvre 84% du nombre d'enfants de moins de 3 ans.
Le tarif journalier, c'est 1/1000ème du salaire moyen. Ce serait ici, en France, 7 F.
Congé de maternité de 26 semaines.
Congés annuels supplémentaires pour enfants malades.
Et il y a d'autres dispositions.
Je ne veux pas prendre ce pays en exemple, mais si l'on veut développer une politique en faveur de l'enfant, ce n'est pas en ramenant les femmes au foyer, c'est en conduisant une action sérieuse de développement des crèches, des écoles maternelles, c'est en poussant à une vraie égalité sociale... (applaudissements)... à une vraie égalité professionnelle, égalité de salaire à : travail égal, ce qui est loin - et je suis bien placé pour le dire - d'être réalisé dans les entreprises, égalité devant la promotion et les responsabilités, et nous sommes là aussi très loin du compte.
C'est cela, mes chers camarades, le contenu du libre choix.
Chacune et chacun choisit sa vie, décide d'avoir des enfants ou de n'en point avoir, mais que les femmes qui souhaitent avoir des enfants cessent d'être

pénalisées comme elles le sont aujourd'hui dans leur vie de travail.
Nous en avons assez de ces ritournelles de la Droite, de ces discours rétrogrades sur la famille qui se résument à "la mère au foyer", de cette nostalgie d'une France vieillotte, d'une France d'avant 1914 ! Nous en avons assez de ces promesses démagogiques du candidat Chirac, de ces allocations magiques qui évitent de parler des constructions de crèches ou de l'égalité dans la formation, le travail, les responsabilités, la vie tout court.
Je voudrais vous livrer un exemple.
A Paris, il s'est essayé à quelques exercices de ce genre. Il avait annoncé une allocation parentale d'éducation. A grand renfort de trompettes, il avait fait croire à un immense effort... Eh bien, la réalité était plus banale : 1500 bénéficiaires pour 2 millions d'habitants ! Et en plus, déjà, un clin d'œil aux lepénistes car - Lionel s'en souviendra comme moi - cette allocation était interdite aux familles étrangères ! Par la suite, M. Chirac a été, sur ce point, condamné par les tribunaux devant lesquels nous avions déféré son projet, mais sachez quand même qu'il a fait appel et sachez également qu'à Paris, quand il y a un membre d'un couple qui est au chômage, l'enfant ne peut pas rester en crèche ! J'observe d'ailleurs, à propos du racisme, qu'il récidive dangereusement, puisqu'il déclarait, il y a peu de temps, à Marseille, comprendre le racisme, ce qui entraîne la réaction immédiate de Le Pen, qui dénonce - tenez-vous bien - l'escroquerie électorale ! Etrange campagne électorale où l'on voit Jacques Chirac et Le Pen se déchirer sur la rentabilité électorale du racisme ! Je crois que c'est particulièrement révélateur.
Puisque le maire de Paris a dit : "Je ferai pour la France ce que j'ai fait à Paris", pendant qu'il organise une campagne publicitaire sur les allocations, pendant qu'il discourt sur le SMIC aux familles nombreuses, il y a des milliers d'enfants qui attendent au portes des crèches ou des écoles maternelles ! Et pourtant, c'est la ville de France où on compte 50% d'enfants de moins que la moyenne nationale, c'est la ville de France où, toutes proportions gardées il y a le moins d'enfants.
C'est le portrait complet d'une politique de droite rétrograde et démagogique.
Du fait de la crise, nous observons une vague de retour à l'ordre moral, de repliement sur les valeurs traditionnelles. C'est ce que veulent exploiter Chirac et Barre. Mais l'ordre moral n'a jamais préparé l'avenir. Voilà pourquoi il ne faut pas baisser les bras et cette convention est nécessaire et bienvenue.
Nous sentons à quel point, dans le monde du travail, l'idée de droit au travail des femmes doit être âprement défendue, et c'est qu'il y a une certaine inégalité à combattre, là aussi. Le droit au travail des femmes est encore plus contestée parce qu'il y a toujours, quelque part, en arrière-fond en arrière-pensée, cette idée fausse qu'une femme rentrant au foyer, c'est un emploi qui se libère pour les chômeurs.
J'accuse la Droite d'entretenir sciemment cette thèse. En tout cas, nous savons bien, au secteur "entreprises" du Parti, que c'est ce que pratique ouvertement le patronat en cherchant à licencier en priorité les femmes. On peut parler à ce sujet de véritable délinquance patronale.

(Applaudissements)
Bref, je ne chercherai pas devant vous à me faire passer pour un féministe acharné... (rires et protestations)... mais je suis un militant de l'égalité.
(Applaudissements)
Je pense en particulier aux jeunes Françaises, ou aux jeunes, ou aux femmes étrangères, qui ont tant de difficultés à surmonter au travail et dans la vie quotidienne. L'intégration pour elles, voilà l'émancipation.
(Sifflets et murmures)
Nous savons bien que, pour avancer vers l'égalité, il faut souvent imposer d'abord un déséquilibre voulu, sinon l'apparente neutralité sert à maintenir le statu quo. C'est la réalité des entreprises, du monde du travail.
La loi, chère Yvette Roudy, sur l'égalité professionnelle, a amené à mettre cette réalité à plat, à négocier, à présenter des bilans. Comme toutes les lois de cette nature, elle doit être accompagnée d'une prise de conscience, d'une exigence et aussi d'un rapport de forces sur le terrain. La crise et le chômage n'y contribuent pas. Ils pèsent très lourdement dans le mauvais sens. C'est une raison de plus pour ne pas baisser les bras et je me réjouis de voir que c'est aussi votre détermination.
(Applaudissements et sifflets)
Parce que féminisme rime avec Socialisme... (protestations)... le 8 mai, les femmes et les hommes s'uniront pour célébrer la victoire et, chers camarades, je l'espère, une deuxième libération.
(Applaudissements)

Le président - La parole est a Josette Durrieu, ensuite à Véronique Nieiertz.

Josette Durrieu

Je suis née femme il y a quarante ans et quelques…
(Murmures et applaudissement)
Je suis devenue militante il y a une quinzaine d'années et un peu plus. J'ai un métier, un mari, deux enfants... comme vous. Et je suis Premier secrétaire fédéral des Hautes-Pyrénées... (applaudissements)... depuis 1984, c'est-à-dire, comme les deux précédentes, entre deux Congrès.
(Rires)
Je suis aussi Conseiller général d'un petit canton rural depuis 1985... (applaudissements)... et je précise que je suis la seule femme de ce Conseil général.
J'ai envie de vous dire que je ne suis pas le produit d'un quota, mais que je suis vraiment le produit d'un combat.
(Applaudissements)
C'est de ce combat que je voudrais vous parler, parce qu'après avoir été le mien, je pense qu'étant aussi celui de toutes celles qui sont élues, il doit être le vôtre. Exceptionnellement, je parlerai de moi. Celles qui me connaissent savent que c'est rare.
Je crois que nous ne devons pas rester figées devant l'image éblouissante de nos

Fondation Jean Jaurès

stars de la politique : Yvette, Edith, Edwige, Georgina, Catherine et les autres. Elles ont réussi au plus haut niveau parce qu'elles sont compétentes et courageuses.
(Applaudissements)
Mais à un autre niveau, le nôtre, le vôtre, le mien, il y a un autre combat à mener et un autre travail à faire, dont nous sommes responsables.
Je voudrais préciser tout de suite que le texte soumis à la convention me paraît tou tà fait complet et de grande qualité. Personnellement, je n'ajouterai rien, je ne retrancherai que peu de choses, je retiendrai un problème essentiel qui me paraît bien posé : comment faire réellement accéder les femmes à la politique ? Comment lever les blocages et les interdits de comportement ? Comment appeler les femmes à une participation active, à plus d'initiative, à plus d'audace ? Comment transmettre le message qui consiste à dire : il faut parvenir en nombre au pouvoir politique ?
Le constat de la situation actuelle m'amène à dire d'abord que les femmes sont peut-être éloignées des institutions politiques, mais qu'il est inexact de dire qu'elles en sont exclues. Aujourd'hui, incontestablement, les acquis sont entrés dans les mœurs et les mœurs et les mentalités ont changé, même si rien n'est définitif. L'impact social des femmes est positif. Leur image n'est pas négative. Les structures sont peut-être figées... Non, mes camarades, elles ne sont pas verrouillées, les appareils non plus - je dis bien, les appareils non plus - même pas celui-ci. J'y suis et j'y vis, comme vous.
Cependant, il y a des blocages réels. Peut-être ne sont-ils que superficiels.
(Protestations)
Du côté des hommes, il y a, et Yvette Roudy a raison, incontestablement une part d'oubli. Omission plus que mépris. Omission plus qu'hostilité. On ne pense pas aux femmes, on les rajoute après.
Il y a, et cela me parait plus grave, chez eux de la crainte.

- Crainte sur l'aptitude que nous pouvons avoir à mener le combat...
  (Protestations)
- Crainte sur notre efficacité à occuper certaines fonctions et certains espaces.

Et il y a incontestablement, quand la compétence est reconnue, tout simplement avec eux rivalité.
(Applaudissements)
Du coté des femmes, les blocages sont nombreux, je les connais aussi bien que vous, en tout cas comme vous, la vie, notre vie, le manque de temps, la méfiance de la femme, oui, vis-à-vis des appareils et du système, mais mes camarades, ce qu'il y a surtout c'est le doute en nous et à l'égard de nous-mêmes.
(Applaudissements)
Alors, est-il possible dans notre Parti de faire sauter ces blocages, de parvenir quand même au pouvoir politique en nombre quand on est femme ? Je dis oui, peut-être...
Cela dépend de nous, cela dépend de nous et cela suppose un combat, un combat quotidien total, et difficile, mais possible. Ce fut le mien, donc cela peut être

celui des autres.
Militante depuis les années 1970, 73, 78, 79, etc. j'ai d'abord commencé comme la plupart d'entre vous, comme secrétaire fédéral à la condition féminine. Nous avons, je crois, toutes commencé par là. C'était d'ailleurs, me semble-t-il, plus facile qu'aujourd'hui, mieux accepté ; l'IVG, l'avortement, c'était un problème concret et immédiat. Il y avait beaucoup à faire, nous avons beaucoup fait, puis vous avez continué, pas moi... je n'ai pas renoncé à notre combat, je l'ai simplement mené autrement, et je dois dire, j'avoue que j'ai cessé toute revendication et tout discours et débat féministes, plus par mouvement naturel, que par stratégie, mais j'ai travaillé beaucoup, j'ai occupé plusieurs secrétariats, jamais plus celui des femmes, et je dois dire que je reconnais à Edwige Avice un mérite extraordinaire...
(Applaudissements)
Je pense qu'effectivement on peut l'applaudir, occuper le secrétariat qu'elle occupe aujourd'hui, après avoir occupé les fonctions ministérielles qu'elle a occupées, c'est difficile, mais je pense qu'elle nous rend un service énorme.
(Applaudissements)
En 1984, je suis devenue Premier...
(Brouhaha)

Le président - S'il vous plaît, écoutez l'oratrice.

Josette Durrieu - En 1984, je suis devenue Premier secrétaire fédéral entre deux Congrès, concours de circonstances, j'aurais pu et je peux peut-être même dire que j'aurais dû l'être avant, certains camarades hommes se sont employés à m'en empêcher, mais j'ajoute tout de suite pas parce que j'étais femme, mais tout simplement pour des raisons bien connues de rivalités ou politiques ou personnelles à l'intérieur de notre Parti. Puis est arrivé ce moment où on ne pouvait plus m'opposer quelqu'un, sauf à faire du sexisme, le problème ne s'est pas posé en ces termes, et depuis, il ne se pose jamais en ces termes. Je n'ai aucun problème qui ne soit pas de nature politique.
Au plan de l'anecdote, je dirais même qu'au moment de la constitution des listes pour les élections législatives, en 1986, il y avait 5 noms à mettre sur la liste, trois titulaire et deux suppléants. J'étais bien sûr numéro 2, je dis "bien sûr", mais c'était naturel, et quand la liste a été constituée un camarade du bureau fédéral consterné a dit : "mais nous avons un problème, il nous manque une femme", je pense qu'à ce moment là il ne m'a pas prise du tout pour un "mec", je pense simplement que j'étais devenu semblable à lui, et je précise, c'est un autre détail… (réactions de désapprobation et applaudissements)… et je précise, c'est un autre détail, que dans notre fédération, le secrétaire fédéral aux droits de la femme est un homme.
Alors, je ne comprends pas, dans ces conditions, que dans ce Parti où il y a 28% de femmes, c'est-à-dire un tiers, je ne comprends pas qu'il n'y ait que 4 femmes Premier secrétaire fédéral
Ce symbolisme du chiffre 4, nous ne le comprenons pas. Ce matin on a parlé des

Fondation Jean Jaurès

4 femmes ministres avec Léon Blum, c'est un bon symbole, on peut aussi penser aux 4 mousquetaires, ou aux Dalton, je dis que vraiment 4 femmes Premier secrétaire fédéral en France, aujourd'hui, ce n'est pas normal. Ce n'est pas normal parce que je suis sûre qu'au-delà de Marie-Thérèse, Marie-Jo, Colette, ou moi-même, vous avez toutes les qualités ou les compétences pour devenir Premier secrétaire fédéral dans vos fédérations.
(Applaudissements)
Et je ne crois pas, mes camarades, que ce soit seulement et exclusivement de leur faute, leur faute à eux, la faute du système, et la preuve c'est que si nous ne sommes que 4, nous sommes tout de même passées, c'est donc possible. Je pense qu'il est assez difficile de tenir ce discours aujourd'hui devant les femmes, mais je vous signale que j'ai choisi de le tenir.

Le président - Il faut que tu conclues.

Josette Durrieu - Je conclus donc.
Mes camarades, je pense donc que c'est aussi un peu de notre faute, alors je crois... (réactions de désapprobation)… eh oui, même si c'est difficile, il faut y aller, vous choisissez l'expression, ou on descend dans l'arène, ou on monte au créneau, mais il faut y aller. J'ai envie de dire aux femmes : battez-vous, ayez de l'audace, ayez de l'endurance, prenez des risques, la compétence vous l'avez ! Aux hommes, j'ai envie de leur dire : aidez-nous, aidez-nous davantage, ce combat...
(Réactions de désapprobation)

Le président - Je vous en prie !

Josette Durrieu - Ce combat que nous menons, il est trop dur, ce n'est pas normal, et ce n'est pas juste, alors dans le Parti il faut des quotas, même si c'est arbitraire, pour construire de nouveaux équilibres, pour réduire les décalages, et je pense que toutes les mesures que vous avancez dans ce texte que nous allons voter, elles sont déterminantes, mais rien ne remplacera le combat que les femmes doivent mener.
Je pense qu'en tant que Socialistes, nous devons en être deux fois convaincues, notre avenir c'est nous qui le bâtirons.
(Applaudissements et réactions de désapprobation)

Le président - Chers camarades, je vous demande un peu de tolérance, même si vous n'êtes pas d'accord avec ce que disent les orateurs.
Véronique Neiertz ensuite Françoise Durand.

Une intervenante - Encore une femme !

Véronique Neiertz

Denise, s'il te plaît !

Fondation Jean-Jaurès

Mes chers amis, chers camarades, je suis heureuse d'être parmi vous aujourd'hui. Il y a tellement de visages que je connais, avec qui j'ai partage des heures grandioses, ou quelque fois douloureuses, qui ont tissé un réseau d'amitiés qui nous soutient souvent dans un combat qui est difficile.
Je voudrais ici rendre hommage à l'une d'entre nous, Premier secrétaire fédéral, député du Maine-et-Loire, Ginette Leroux, qui nous a quittés, il y a quelques semaines. J'ai ressenti profondément le choc de sa disparition.
D'autres disparitions nous affectent, mais que cette convention se souvienne de cette femme, militante parmi les militantes, aimée, appréciée de tous et de toutes, et qui faisait honneur au Parti Socialiste et à la fédération du Maine-et-Loire.
Mes chers camarades, je limiterai mon intervention à la participation des femmes en politique parce que s'il n'y a pas de femmes en politique, il n'y a pas de politique du tout.
(Applaudissements)
S'il n'y a pas de structure, il n'y a pas de contenu. Nous serons bientôt en l'an 2000, nous arrivons au terme d'un siècle d'histoire, un siècle de l'histoire des femmes et de la politique en France, un siècle de l'histoire conflictuelle des femmes et du Socialisme en France et qu'on écrira cette histoire comme l'histoire d'un échec. Je ne le souhaite pas pour ma part.
Ma génération a vécu, vibré, gagné ses premières batailles au sein de cet important mouvement social que fut le mouvement des femmes dans les années 1960-1970.
Il est possible de dire aujourd'hui que la révolution de ce siècle, la révolution du 20ème siècle, cet extraordinaire pouvoir que les femmes ont conquis : celui de maîtriser leur fécondité et par delà ce pouvoir personnel, le pouvoir collectif que cela leur donne d'influer sur la démographie des Etats.
Fortes de cet acquis, les femmes ont été de plus en plus nombreuses à prendre leur place dans le monde du travail, loin d'être découragées par la crise, et profitant de la démocratisation de l'enseignement, elles sont aujourd'hui 7 sur 10 à travailler. Elles seront 9 sur 10 en l'an 2000. Personne ne l'avait prévu ni nos commissaires aux plans, ni nos experts économiques des années 1970.
Quel que soit le marché de l'emploi, quelle que soit leur situation familiale et j'irai jusqu'à dire quel que soit le nombre de leurs enfants, inéluctablement, il faut le savoir, les femmes conquièrent leur autonomie au prix de journées souvent harassantes, mais c'est le prix qu'elles sont encore forcées de payer pour leur indépendance et leur participation à une société qu'elles ne veulent plus subir mais construire.
(Applaudissements)
Elles sont partout. Elles prennent des responsabilités dans tous les domaines, de la vie économique, de la vie sociale, de la vie culturelle. Il y a aujourd'hui plus de femmes que d'hommes qui créent des entreprises et plus de femmes que d'hommes qui dirigent et animent des associations et je ne parle même pas du tout même de la création.
(Applaudissements)

Convention Jean-Jaurès

C’est bien que les femmes prennent ainsi leur destin en main. C’est bien pour elles mais c’est bien aussi pour notre société. François Mitterrand disait dans une interview : "la société est un équilibre entre les hommes et les femmes, chacun doit y apporter, si on veut que cet équilibre soit harmonieux, la part de sensibilité, d’intuition, de responsabilité, de préoccupation. Une société équilibrée ne se fait pas sans participation des femmes" Fin de citation.
(Applaudissements)
Alors d’où vient que les femmes soient si peu nombreuses en politique en France, d’où vient que leur progression - partout constatée - dans la vie professionnelle, la vie sociale, la vie culturelle depuis 10 ans, ne s’accompagne pas de la même progression dans la vie politique ?
Quelle sorte d’héritage pèse sur le Parti Socialiste pour que le nombre de militantes stagne, le nombre de femmes élues stagnent, le nombre des responsables politiques femmes régresse depuis quelques années ?
La France a la lanterne rouge de toutes les démocraties européennes pour le nombre de femmes élus au Parlement.
Je reviens de Norvège où je suis allée avec Georgina Dufoix et Ghislaine Toutain, pays dans lequel le gouvernement est dirigé par une femme Mme Gro Harlem Brundtland, où la moitié des ministres au gouvernement sont des femmes et où 40% des parlementaires sur 156 sont des femmes.
(Applaudissements)
Je suis obligée de dire ici - et les camarades qui y étaient avec moi le confirmeront - que la vie en Norvège, que la société norvégienne est une société plus harmonieuse, plus juste, plus soucieuse d’équilibre et de démocratie que la nôtre.
Quel est donc cet héritage qui pèse sur nous et que notre pays, notre Parti n’arrive pas toujours à dépasser ?
Les hommes politiques interrogés sur ce retard de la France ne se font pas faute de dire - qu’ils soient de droite ou de gauche - que les femmes s’intéressent, du moins ne s’intéressent pas à la politique ou alors on manque de femmes compétentes.
Les partis de droite sont obsédés par leur volonté de maintenir ou de renvoyer les femmes chez elles ; ils leur font peu de place dans leurs structures. Ce n’est pas un hasard, chers camarades, si Simone Veil n’a jamais appartenu à un parti, si Marie-France Garaud et Florence d’Harcourt ont quitté le Parti républicain.
En ce qui concerne notre Parti, il fait mieux que les autres... ce n’est pas difficile, parce que les autres sont au point 0. C’est normal… (applaudissements)... c’est normal, puisque c’est un Parti Socialiste et que les partis de gauche sont supposés être des lieux de formation et de promotion sociale.
Force est de constater que le Parti Socialiste en fonctionne pas ou ne fonctionne pas assez comme cela pour les femmes qui y adhèrent. Pour être tout à fait juste, il convient de dire que le Parti Socialiste, il y a quelques mois, a fait de louables efforts pour promouvoir les femmes. C’est ainsi que nos murs se sont couverts de très jolies affiches où l’on voyait une femme tout à fait charmante, enceinte et

nue. J'ai cru qu'il s'agissait d'un clin d'œil, d'un sourire, d'une façon de faire de la nouvelle communication. Pas du tout, pas du tout, on m'a expliqué que c'était extrêmement sérieux et que les vêtements avaient une connotation sociale dont il fallait peut être se libérer...
(Rires et applaudissements)
Trêve de plaisanterie. Il est vrai qu'on a toujours interdit aux femmes de se mêler de politique en France. Il est vrai que la démocratie politique a tenté de se faire sans elles sinon contre elles.
Sans remonter jusqu'à la loi salique, et puisque nous sommes supposés fêter bientôt l'anniversaire de la révolution française, de quelle nature est l'anniversaire que devront célébrer les femmes que ces révolutionnaires, ces républicains de 1789 ont exclu de la sphère politique ?
Il est vrai que l'Etat s'est imposé en France, pays catholique, en surévaluant le politique confié aux hommes par rapport à la société civile laissée aux femmes, ce qui subordonnait de fait celles ci à ceux là et divisait strictement les tâches entre eux contrairement aux sociétés protestantes.
Mais en cette fin du 20ème siècle, comment accepter encore ce partage des rôles quand, depuis quarante ans, les femmes sont au cœur des grands changements de société, quand nous voyons les profondes évolutions qui touchent la famille, le travail, la création, la science et qui, loin de représenter une dégradation des valeurs morales, comme veulent le faire croire la Droite et l'extrême droite, préfigure une époque nouvelle que nous sommes en train d'élaborer, d'entrevoir, de chercher à équilibrer ?
Mes chers camarades, qu'avons-nous vécu au sein de notre Parti depuis quinze ans ?
Les belles heures du mouvement des femmes relayées par les médias ont forcé les partis politiques, les syndicats, les institutions à se préoccuper de leur déphasage. Au Parti Socialiste une volonté s'est affirmée, par des moyens, des structures appropriés, la création d'un quota en 1974, la création d'un Secrétariat national en 1968, la tenue d'une convention en 1978 qui a enfin réglé le problème, le conflit ouvert par Jules Guesde entre féminisme et Socialisme.
La rédaction d'un programme du candidat aux présidentielles, François Mitterrand, en 1981 où parmi les 110 propositions une bonne partie touchait directement ou indirectement la vie quotidienne des femmes.
Conséquence de cette première phase : 6 femmes dans le gouvernement de Pierre Mauroy dont une, Yvette Roudy, spécifiquement chargée des droits des femmes comme ministre à part entière, dotée d'un budget et d'un pouvoir d'intervention réel.
(Applaudissements)
Conséquence de cette première phase : un nombre de femmes élues à l'Assemblée Nationale en 1981 qui est passé de 2 à 20.
Quelle a été la seconde phase depuis 1981 ?
Quelquefois, je me demande si la volonté politique ne s'est pas un peu déplacée, ne s'est pas un peu déplacée du Parti vers le gouvernement et l'Elysée, comme si le Parti se croyait en quelque sorte dispensé ou dédouané de tout effort de

Fondation Jean Jaurès

continuité, dans ce domaine particulier, car non seulement la progression a été stoppée, mais depuis quelques années, il y a régression dans nos organes dirigeants ou le nombre de femmes diminue, que ce soit au Bureau exécutif, au Comité directeur, dans les instances fédérales et jusque dans les CA de sections, mais pourquoi d'ailleurs la base se sentirait-elle obligée de faire ce que ne fait pas le sommet ?
(Applaudissements)
Dans nos assemblées élues, à tous les niveaux le nombre de femmes ne progresse pas, au mieux il stagne. Les désignations au cantonales, qui ont lieu en ce moment confirment encore cet état de choses, et je m'interroge sur les prochaines législatives, surtout si elles ont lieu au scrutin majoritaire.
(Applaudissements)
Nous en arrivons aujourd'hui à une situation préoccupante : parallèlement à une société civile où les femmes sont de plus en plus nombreuses à prendre des responsabilités, la société politique non seulement ne suit pas mais effectue le mouvement inverse, d'où un déphasage qui risque d'aller en s'accentuant de notre Parti par rapport à une société qu'il prétend représenter, et si nous continuons comme cela, si ce déphasage entre la société civile où les femmes ont leur place et la société politique où elles sont absentes se confirme, notre Parti non seulement ne restera pas un parti de masse, mais ne sera plus un parti de gauche.
(Applaudissements)
N'attendons pas qu'il en soit là pour corriger la tendance. Il y va de l'intérêt de tous les Socialistes, de toute la Gauche, et pas seulement des femmes. Je voudrais que tout le monde ici le comprenne.
Je crois donc que la volonté politique du Parti Socialiste dans ce domaine doit être plus claire, plus affirmée. Le rôle d'un parti comme le nôtre c'est entre autres, la sélection, la formation, et la promotion de tous ses militants. Pour les femmes, le moyen depuis 1974 s'appelle le quota.
En 1973, Marie-Thérèse Eyquem n'avait pu être désignée par les militants de son département parce qu'elle était femme, je me souviens de son indignation. Le quota est né de cette situation. Il a fait ses preuves. La progression enregistrée par les femmes dans le Parti lui est dû, il est très critiqué, ce n'est pas nouveau, il l'était bien plus il y a dix ans. C'est un mal nécessaire, la seule garantie qu'a une minorité pour exister face aux ambitions naturellement hégémoniques de la majorité.
Le quota est le moyen pour les femmes d'être là où elles peuvent participer à l'effort de propositions, au projet de société, d'être là où elles peuvent lutter contre les tentatives de la Droite et nous le voyons bien, depuis deux ans, à l'Assemblée Nationale, pour revenir sur leurs acquis.
S'il n'y a pas de femmes pour remplir ce rôle, notre projet est bancal, nos propositions sont incomplètes, une partie de la vie réelle nous échappe et nous risquons deux choses.
L'ancrage du vote des femmes à gauche, enregistré en mars 1986 ne durera pas ; beaucoup d'entre nous risquent de quitter le Parti Socialiste.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Je ne le souhaite pas, nous ne le souhaitons pas, mais si nous ne prenons pas les mesures qui conviennent pour les femmes elles-mêmes, ce que je comprends après tout, on n'en est pas moins homme, prenons-les pour le Socialisme, pour l'avenir du Socialisme, pour ce Parti qui n'était quand même pas grand chose en 1971 et est devenu le Premier Parti de France, encore faut-il qu'il le reste.
(Applaudissements)
Mes chers camarades, le temps des ghettos masculins est révolu. Les images du mouvement étudiant et lycéen de novembre 1986 l'ont bien montré. Ce n'est pas Isabelle Thomas qui me démentira.
Si cette convention dont le mérite de la décision revient à notre Premier secrétaire Lionel Jospin… (applaudissements)… pouvait servir à faire comprendre à tout le Parti ce que je viens de dire, eh bien, nous pourrions dire que cette convention aurait servi à quelque chose et nous réjouir tout particulièrement du 8 mars 1988.
(Vifs applaudissements)

Le président - La parole est à Françoise Durand, ensuite Colette Dazy.
Les membres de la Commission de vérification des mandats sont priés de se réunir immédiatement.

Françoise Durand

Chers camarades, je voudrais dire combien a été grande notre satisfaction à Paris que se tienne une Convention nationale aux droits des femmes aujourd'hui, à Châtellerault où une femme Edith Cresson est maire.
Elle a été préparée sous la responsabilité d'Edwige Avice et a lieu dix ans après la première convention. C'est une vraie et lourde responsabilité.
C'est évidemment un enjeu politique d'importance à quelques dizaines de jours de la présidentielle, et la Droite nous dispute ce terrain.
C'est aussi un enjeu à plus long terme, puisque cette convention partant de la réalité, des avancées considérables du ministère des Droits de la femme et des acquis de l'ensemble du gouvernement de la Gauche, se propose de fixer nos orientations à plus long terme pour l'égalité, la dignité, l'autonomie, orientations tracées en 1982 par François Mitterrand, et qui me semblent toujours être à l'ordre du jour.
Contrairement à l'opinion communément répandue, tous les problèmes ne sont pas résolus, loin s'en faut, en matière d'égalité des salaires, d'accès aux lieux de décisions politiques, de création, de comportements, d'habitudes de pensée... un long chemin reste à parcourir pour les femmes de ce pays.
Et pourtant en cinq ans d'existence le ministère des Droits de la femme, sous l'impulsion efficiente d'Yvette Roudy à laquelle je tiens à rendre hommage, a permis des avancées considérables. Par nature, la Gauche entend changer la vie, elle l'a prouvé en acceptant - et il me semble tout à fait d'actualité de valoriser son bilan - le remboursement de l'IVG, l'égalité des chances garantie dans la vie professionnelle, l'égalité de l'homme et de la femme face à la gestion de bien

Fondation Jean-Jaurès

communs et de ceux de leurs enfants, la suppression des discriminations dans la fonction publique, le recouvrement des pensions alimentaires impayées, des droits propres en matière de sécurité sociale pour les femmes d'artisans et de commerçants.
Les femmes ont reconnu, apprécié, intégré dans l'action du ministère le message du mouvement des femmes des années 1970. Mais la Droite a brisé cet élan. A Paris nous faisons l'expérience cumulée de Jacques Chirac, Premier Ministre et maire de Paris.
Son premier geste fut de supprimer le ministère des Droits de la femme et le remplacer par une délégation à la condition féminine sans pouvoirs réels, et dont l'appellation est révélatrice de l'esprit qui l'anime et son immobilisme.
Il va de soi que la politique générale du gouvernement Chirac frappe les femmes comme les hommes, qu'il s'agisse, par exemple, de la loi Méhaignerie et de l'augmentation insensée des loyers, des atteintes à la sécurité sociale, mais il y a une politique spécifique dont il faut souligner les aspects négatifs. L'action en direction des femmes est uniquement conçue à travers la famille ; nous sommes en pleine régression. De plus, elle est inégalitaire, qu'il s'agisse de la suppression du complément familial maintenu, du non-cumul des allocations au jeune enfant, ou encore du plan Séguin qui donne aux familles aisées ce qu'il a retranché aux plus modestes. Le salaire maternel pour les familles de trois enfants, dernière trouvaille de Jacques Chirac et financièrement irréalisable, philosophiquement passéiste, de plus il éloigne dangereusement les femmes du monde du travail.
La loi sur l'égalité professionnelle n'est pas appliquée alors que le chômage explose et que les femmes connaissent plus que les hommes la précarité de l'emploi, les petits boulots.
Les poursuites contre le planning familial sont d'un autre âge. Les propos condescendants, voire méprisants, de Raymond Barre, vont dans le même sens. Quant à Le Pen, il est le vecteur dans notre société de l'antiféminisme le plus primaire et le plus vulgaire. Ce n'est pas étonnant que les femmes aient un véritable rejet à son égard.
La Droite et l'extrême droite sont à l'unisson pour maintenir les vieilles idées patriarcales et conservatrices qui refont surface en période de crise.
Mais la Droite à beau agiter des propositions tentatrices fondées sur la nostalgie des modes de vie antérieures, c'est non, les femmes refusent de rentrer à la maison. Fait nouveau, même en période de crise, les femmes s'accrochent à leur travail, pourtant mal payé, pourtant souvent inintéressant, menacé de précarité. Elles ont compris que c'était la condition de leur indépendance.
Prenant appui sur les actions du ministère des Droits de la femme qui a mené aussi la lutte d'idées, les femmes refusent d'entériner les conceptions passéistes.
Pour la première fois, elles ont davantage voté pour le Parti Socialiste que les hommes. C'est un événement considérable sur le plan politique.
Un féminisme vécu au quotidien est désormais présent dans les gestes familiers de la vie courante. Et comme il est vécu de façon naturelle, il est particulièrement vivace. Nous ne sommes plus dans la période des grandes

Fondation Jean Jaurès

actions spectaculaires de 1970. Le féminisme connaît une pause. Ce n'est pas particulier au féminisme mais à tous les mouvements spéciaux qui ont connu des avancées, souvent un ressac se produit.
Le féminisme organisé persiste dans certains lieux de réflexion et d'action. Les orientations prises en 1978 par notre Parti à propos des relations entre féminisme et Socialisme me semblent toujours valables et devoir être maintenues, même si à l'heure actuelle, le féminisme est en creux et continue de porter une charge négative dans notre société et d'avoir une connotation parfois hiératique. Le féminisme n'est pas une fin en soi, il ne nie pas la médiation affective combien essentielle qui existe entre les femmes et les hommes, mais à la recherche d'une société plus équitable, il entend donner à cette médiation une autre qualité. Le féminisme est un humanisme auquel les femmes et les hommes trouvent un intérêt réciproque.
C'est, je crois, cette réalité toute simple qui est apparue lors du débat sur la pornographie organisé en juin dernier par notre fédération, à La Sorbonne. Le Parti Socialiste, parti mixte, a un rôle original à jouer en établissant des passerelles.
La décision du Congrès de Lille de tenir une Convention nationale et de faire une priorité de l'action en direction des femmes, est parfaitement en phase avec les réalités parisiennes et ses évolutions sociologiques. 54% des Parisiens sont des parisiennes et les sections comprennent entre 30 et 48% d'adhérentes, la moyenne se situant environ à 35%. Cette orientation est de nature à faire progresser notre influence politique à Paris. La fédération s'est aussitôt donnée les moyens de la mise en œuvre de cette priorité. Un collectif fédéral, des groupes de travail ont permis qu'aboutisse une élaboration politique parisienne : dossier concernant les femmes pour chacun des arrondissements, analyse de la solitude urbaine, de l'emploi féminin.
La direction fédérale, dans son ensemble, a eu l'intelligence politique de comprendre le bien fondé de ces orientations qui permettent d'ancrer davantage notre activité dans la vie et le quotidien.
C'est un fait, Paris accentue toutes les grandes tendances nationales, positives ou négatives. Il y a davantage de femmes ayant une activité professionnelle. Les grands clivages sociaux s'y affirment et se dessine une société à deux vitesses.
48% des salariées sont des employées aux conditions de vie modestes et difficiles, sans grande formation, gagnant de petits salaires, menacées par la précarité, le temps partiel, le chômage. Pour mieux en saisir tous les aspects, le secrétariat fédéral a organisé en novembre dernier une conférence avec M. Mannerin (?) chargée de recherche au CNRS spécialiste de ces questions.
Nous avons, par ailleurs, organisé de multiples rencontres avec les salariées de la capitale qui ont été chaque fois très positives. Récemment, les élus ont rencontré des agents des chèques postaux. L'une des grandes entreprises de Paris à main d'œuvre majoritairement féminine. La dernière en date a eu lieu le 8 mars pour célébrer la journée internationale des femmes.
Elle a eu lieu avec les employés des grands magasins, du Printemps et des Galeries Lafayette. Lionel Jospin, Yvette Roudy et Edwige Avice y

Fondation Jean Jaurès

participaient. Elle fut à plusieurs égards tout à fait sympathique à notre politique. Les employées des grands magasins sont à l'image de la grande majorité des femmes qui travaillent en France : bas salaire, précarité de l'emploi, menace du chômage. Elles ont, depuis le début du siècle, des traditions de lutte pour les femmes et la démocratie.
En 1936, des bals populaires ont eu lieu sur les terrasses du Printemps. Il y a eu 1968, et bien d'autres dates plus obscures.
Et précisément, ce 8 mars 1988, nous avons pu leur apporter notre solidarité contre les déplacements d'horaires qui mettent en cause l'équilibre déjà difficile entre leur vie professionnelle et leur vie personnelle.
Rencontre symbolique, en effet, elle marque notre volonté politique de défendre le monde du travail, particulièrement les femmes, d'occuper la place laissée dangereusement libre par le déclin du Parti Communiste et d'ancrer sociologiquement notre Parti à gauche.
Première ville de l'immigration, Paris compte 13% de femmes étrangères. Aux discriminations provenant de leur pays d'origine, s'ajoutent celles dont elles sont l'objet dans la société française : issues du monde ouvrier, leur formation demeure insuffisante. Mariées, elles ont un statut de dépendance sociale. La loi française ne les protège pas contre la polygamie. Le débat sur les femmes et L'Islam dans la société française que nous avons organisé il y a quelques jours, auquel ont participé environ 200 personnes et parmi elles de nombreux beurs, a permis un échange intéressant et donné de nombreux éléments pour notre élaboration politique.
A l'autre bout, Paris est la terre d'élection des femmes novatrices qui ont bénéficié d'une formation et sont investies dans le monde de l'économie, de la littérature, des arts, des spectacles. Ces femmes performantes à la difficile conciliation entre la vie personnelle et professionnelle. Le colloque que nous avons tenu en décembre denier au Sénat : demain, les femmes, quelle société voulons-nous ? en collaboration avec le Secrétariat national, a permis, je crois, de préciser ces réalités et nos analyses, de mesurer le rôle dynamisant qu'elles jouent dans la société française.
L'évolution des femmes, des mœurs, à Paris, vers plus d'autonomie est plus avancée qu'ailleurs ; les mariages y sont plus tardifs et moins nombreux, l'union libre plus répandue, les divorces supérieurs à la moyenne nationale.
La solitude urbaine et notamment féminine est un fait de société qui trouve à Paris une dimension spécifique. Une personne sur quatre, une femme sur trois vit seule à Paris. Si la solitude signifie indépendance, choisie, pour certaines, notamment les cadres supérieurs, elle est plus souvent le signe d'une situation précaire : famille mono-parentale, femmes âgées, rarement ailleurs, il s'agit d'une alternative aussi tranchée.
C'est avec le souci d'appréhender le phénomène dans toute sa complexité que le Secrétariat aux droits des femmes a pris l'initiative d'organiser une conférence avec Nadine Lefaucheux, sociologue et spécialiste des mono-parentales. Une étude a été menée par une sociologue membre du collectif fédéral.
Véritable industrie, la pornographie a envahi des arrondissements entiers à Paris.

Elle est une atteinte à la personne humaine, principalement aux femmes, mais aussi aux hommes et aux enfants.
Le colloque que nous avons tenu au printemps dernier à la Sorbonne au moment de L'exposition de l'horrible organisé par Charles Pasqua, se proposait de mesurer ce que représente la pornographie à Paris, des effets sociaux, de trouver des solutions.
On pourrait d'inquiéter du fait que le minitel après-midi est beaucoup plus utilisé qu'à n'importe quelle autre demi-journée, quand on sait que ce minitel est relié à des réseaux de prostitution enfantine, je crois que cela nous pose problème.
Pour la préparation de la convention, nous nous sommes efforcés de mener la réflexion interne en même temps que nous avons engagé une grande semaine de rencontre, de dialogue, avec les parisiennes. Ces deux démarches complémentaires nous ont permis de mieux intégrer les préoccupations des parisiennes à notre réflexion politique.
Nous nous sommes efforcés de favoriser la discussion en dépit de délais extrêmement brefs qui nous étaient impartis. Néanmoins, plusieurs amendements ont été libellés par les sections parisiennes et témoignent de l'intérêt que rencontre cette convention.
Plusieurs sections réclament des conventions femmes à intervalles moins espacés. Une proposition intéressante a été faite de bilan annuel concernant les femmes. D'une manière générale, la richesse des textes préparatoires a été appréciée, mais nous pensons qu'il a les défauts de ses qualités et que les propositions ne se dégagent pas toujours assez clairement.
Nous estimons qu'il faudrait valoriser les acquis de la Gauche et surtout mettre en cause nettement la Droite.
Nous pensons qu'il faudrait davantage développer nos propositions et les renforcer puisque nous avons l'ambition de revenir au pouvoir.
La discrimination positive qui s'appuie sur une réflexion sur l'égalité des chances a été la stratégie du ministère des Droits de la femme, me semble toujours à l'ordre du jour.
La question de l'emploi doit être mise en valeur. Il est possible de faire davantage de propositions concernant la mise en application de la loi sur l'égalité professionnelle, le temps partiel.
L'IVG devrait être demandée pour les femmes immigrées et les mineures. Une proposition de loi a été faite pour que cessent les discriminations dont est victime le planning familial.
Des propositions concernant les livres scolaires. L'image des femmes, la pornographie. (Illisible)… devraient être formulées, pas forcément sur le plan législatif.
(Mouvements divers)
Je termine sur le quota, la fédération a maintenu le vote qui a été le sien au dernier, soit un quota de 30%. Lors de la préparation à la convention, il n'y a eu aucune crispation à ce sujet étant donné que ce sont les réalités parisiennes, 35% d'adhérentes dans les sections, le quota de 30% est largement dépassé dans le

Fondation Jean-Jaurès

CA des sections, quota actuel respecté dans tous les organismes fédéraux.
Nous sommes l'une des fédérations les plus féminisées de France. Disant cela, je sais fort bien que les réalités sociologiques sont différentes d'une fédération à l'autre et pour ma part, je trouve assez déplaisant un parisianisme donneur de leçons. Il me semble néanmoins que nous devrions aller pour le prochain Congrès au plan national vers un quota à 30%, puisque le Parti compte plus de 28% de femmes. Notre Parti y gagnerait pour son image de marque, y gagnerait celle de la modernité. Il ne peut subsister trop longtemps un décalage entre le vote majoritaire des femmes pour le Parti Socialiste et leur participation aux lieux de décision.
C'est indispensable si nous voulons être le grand parti de l'alternance à gauche. C'est une question de démocratie. C'est une question de volonté politique, nous concernant.
(Mouvements divers)
Je conclus.
Chers camarades, voilà les quelques remarques que je voulais faire. Socialistes parisiens, nous voulons contribuer à faire éclore une culture et une modernité où les Parisiennes soient pleinement investies. Le secteur droits des femmes n'a pas l'odeur du soufre. Il semble préférable qu'il prenne plutôt celui des parfums qui font aussi la réputation de la capitale et qu'il soit d'une manière générale en France la force et le naturel de la vie.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
La parole est à Colette Dazy.
Compte tenu du nombre des orateurs inscrits, nous n'arriverons pas à tenir les temps et je demande à chacun de se tenir aux dix minutes imparties.

Colette Dazy

Chers camarades, je suis la Première secrétaire générale du territoire de Belfort où j'ai été élue à l'issue du Congrès de Lille.
(Applaudissements)
Je viens d'une région, la Franche Comté qui a donné au Socialisme plusieurs de ses théoriciens, comme Victor Considérant, Charles Fourier ou Pierre-Joseph Proudhon qui n'ont pas forcément brillé pour leur féminisme ardent, notamment Proudhon qui nous vouait aux tâches ménagères ou courtisanes.
Je viens aussi d'un département, du territoire de Belfort, où a été mis en place il y a deux ans un système de revenu minimum d'insertion par signature d'une convention entre Georgina Dufoix alors ministre des Affaires sociales, et le président du Conseil général, Christian Proust. Ce revenu minimum d'insertion est une proposition importante de notre programme pour l'élection présidentielle. On s'est aperçu qu'il touchait d'une manière largement majoritaire aux deux tiers des femmes chargées de famille, abandonnées, avec aucune qualification, et sans emploi.
Je voudrais axer mon intervention sur deux points : le droit à l'emploi d'une part

Fondation Jean-Jaurès

et l'accès à la vie politique de l'autre.
Le droit à l'emploi pour les femmes, on l'a déjà dit, c'est un objectif clé essentiel pour notre Parti en ce qu'il apporte de dignité sociale, d'indépendance économique et donc de possibilité d'autonomie pour les femmes.
Mais ce droit aujourd'hui, il n'existe pas pour les chômeuses, qui sont quand même 12% d'entre nous, il n'existe pas non plus pour une deuxième catégorie que sont les femmes au foyer dont le conjoint travaille et qui après avoir élevé leurs enfants, souhaiteraient retourner sur le marché de l'emploi, mais qui ne l'osent pas, culpabilisées qu'elles sont par ce qu'on pourrait leur reprocher de prendre ainsi le travail d'autres femmes qui, elles, n'ont pas de revenu du tout dans leur foyer. Et c'est vrai que dans une économie de pénurie comme celle que nous connaissons aujourd'hui, il est normal qu'à compétence égale, on fournisse d'abord du travail à celles qui sont les plus démunies.
Mais notre objectif ne peut être de considérer qu'il conviendrait que ceux qui ont deux emplois en abandonnent un par solidarité pour donner du travail à tous... (quelques applaudissements)... parce qu'accepter cela, ce serait retrouver cette vieille idée erronée chère à M. Séguin selon laquelle le volume d'activité en France est immuable, que le gâteau on ne peut pas y toucher, et que notre seule tâche serait d'organiser le partage du gâteau le plus justement possible.
Nous le disons, le gâteau peut et doit grandir. Le volume du chômage n'est pas incompressible et les petits boulots, on sait à qui il s'adresseraient, on voit qui serait chargé de cirer les chaussures, de livrer les journaux, de fabriquer des croissants et de les vendre, etc. On sait qui serait les premières destinataires de ces petits boulots !
Ce n'est pas un objectif.
Notre objectif, c'est de se donner tous les moyens possibles pour retrouver des marges de croissance et pour créer des emplois, c'est-à-dire d'aller à contre-courant de ce que fait la Droite aujourd'hui, avec pour nous un effort sur la recherche, sur l'investissement, sur la formation, le rôle d'une planification reconnue, le rôle moteur du secteur public.
C'est ainsi que l'on donnera un réel contenu au droit à l'emploi qui sera garanti aux femmes et c'est ainsi que notre pays ne laissera pas de côté cette somme de compétences, d'énergie, de capacité créatrice qui se trouve chez les femmes.
Le deuxième point que je voudrais traiter, c'est l'accès à la vie politique.
Le quota est, on l'a déjà dit, un mal nécessaire. C'est bien grâce à son adoption en 1974 que notre Parti est celui qui fait le plus la place aux femmes et les femmes ne s'y trompent pas, on le voit par le résultat des votes.
Mais le quota, c'est une mesure discriminatoire, de discrimination positive, qui permet au-delà du discours de se donner les moyens d'ancrer ce discours dans la réalité.
Mais ce n'est pas, cela ne peut pas être, en tous cas nous ne le concevons pas comme cela, l'horizon indestructible de notre temps, et je le dis d'autant plus facilement que l'on a adopté dans le territoire de Belfort une disposition pour présenter 30% de candidates aux futures élections cantonales pour le mois d'octobre 1988, que l'on va d'ailleurs appliquer.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Mais nous devons travailler à son dépérissement, pour que naturellement, comme lors des mouvements lycéens et étudiants, les femmes parviennent aux responsabilités du pouvoir au pro rata de leur représentation.
Pour cela, il y a avant tout, chers camarades, un énorme effort de formation à faire.
Je crois que c'est en particulier le rôle des Commissions fédérales femmes d'être des outils de formation et d'information permanente, d'avoir un rôle de soutien, de solidarité à l'égard des militantes, notamment des nouvelles militantes, pour leur permettre ou leur favoriser l'expression publique, pour leur donner envie de participer à la vie des sections et de se reconnaître dans le Parti tout entier.
Il y a un autre point que je voudrais souligner, pour favoriser l'accès des femmes aux postes de responsabilités électives, et qui est du ressort des instances de toutes les fédérations, c'est de veiller à promouvoir les femmes dans les structures intermédiaires de notre Parti, tant au niveau des postes d'animateurs de sections que dans les Commissions exécutives fédérales, dans les secrétariats fédéraux.
Si je prends mon exemple personnel, je suis une militante jeune, mais je ne suis pas une jeune militante et j'ai un passé de dix ans de militantisme, où progressivement j'ai suivi le cursus de membre de Commission administrative de section, secrétaire, membre de Commission exécutive fédérale, puis secrétaire fédérale, et puis Première secrétaire fédérale.
Je crois qu'il y a là un parcours qu'il est normal de faire et qui passe donc par la prise de responsabilité à l'intérieur du Parti, dans toutes les instances du Parti.
C'est ainsi que éviterons les femmes-alibis, les femmes-potiches qui, vous le savez bien, desservent la cause des femmes.
(Applaudissements)
Je voudrais revenir avant de terminer sur ce que je crois avoir compris des interventions de Marie-Jo, Marie-Thérèse et Josette qui m'ont précédée, à savoir que ce n'est pas maintenant que nous sommes Premières secrétaires que nous n'avons pas à subir dans la lourde tâche qui est la nôtre de discrimination particulière, de situation particulièrement difficile parce que nous sommes des femmes. Nous connaissons, c'est bien naturel, des conflits de personnes, des conflits de pouvoir, mais là je rejoins ce qu'elles ont dit avant, nous n'avons pas une situation particulièrement défavorable, une charge particulièrement désagréable parce que nous sommes des femmes. Je crois qu'il a été intégré que nous étions avant tout des militantes ayant une expérience, un vécu, des capacités, et qu'à partir de là, nous étions respectées comme telles.
(Applaudissements)
Je voudrais terminer en parlant de la proposition, contre laquelle. Je m'insurge, qui est dans le texte sous forme de proposition alternative, de créer une organisation interne de femmes à l'intérieur du Parti, donc, sur le modèle de ce qui fonctionne pour le MJS… (applaudissements)... parce que je crois que ce serait nous cantonner, et ce serait une erreur, dans une activité et une expression uniquement réservées aux problèmes féminins. Ce serait créer une sorte de

ghetto et considérer les problèmes féminins comme un fonds de commerce, ce qui n'est absolument pas notre vocation.
(Applaudissements)
Inversement je crois que l'émergence indispensable et incontestable des femmes dans la vie politique est un problème politique qui doit être pris en compte comme tel par toutes nos structures et par l'ensemble des adhérents et des adhérentes.
Chers camarades, pour conclure, nous avons à nous battre ensemble pour que la classe politique devienne réellement une classe mixte.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Merci.
Je donne la parole à Nicole Bricq, fédération de Paris, ensuite Yasmina Ali-Oulhadj.

Nicole Bricq

Chers camarades, dix ans après la convention de 1978, le PS a décidé courageusement de remettre l'ouvrage sur le métier. Je dis "courageusement" parce que le thème du droit des femmes n'est plus guère à la mode. Il l'est si peu que la Droite, qui n'en rate jamais une, n'a pas jugé bon de conserver le ministère des Droits de la femme.
Comprendre le rôle de notre convention, c'est la replacer dans ce contexte politique où la Droite, on le voit tous les jours, fait reculer les droits des femmes en les réduisant à leur rôle familial traditionnel, niant ainsi les évolutions de notre société, où ces femmes précisément, malgré ou à cause de la crise, bousculent les postes de la vie professionnelle, modifiant ainsi les modes de vie.
Mais cette convention, il faut aussi la replacer dans l'histoire de notre Parti, surtout si nous voulons en tirer les conséquences logiques pour nos propositions.
J'avais cru comprendre il y a dix ans que le Parti avait mis fin, au moins dans les textes, au malentendu historique entre féminisme et Socialisme et plus généralement entre féminisme et mouvement ouvrier.
Mais en écoutant certaines interventions, certains propos de tribune et en entendant certaines réactions dans la salle, je m'aperçois que ce débat qui avait opposé, pour celles qui connaissent un peu l'histoire du mouvement ouvrier, Louis Saumonot à Hélène Briand, ce débat ne m'a pas paru clos cet après-midi.
Que disions-nous en 1978 ? Que si la lutte des femmes faisait partie intégrante de la lutte des classes, elle ne s'y résolvait pas pour autant. En un mot, le capitalisme pourrait bien disparaître, le patriarcat, lui, survivrait.
(Applaudissements)
On aura remarqué que la lutte des classes elle non plus n'est plus guère à la mode, sauf quand il s'agit de modifier notre déclaration de principe. Mais on aura moins remarqué que la notion de patriarcat elle aussi a disparu, et c'est grand dommage. Mais le dommage est encore réparable dans le texte final.
Cette dimension en effet est une clé essentielle, car si on l'oublie, on ne peut pas

Fondation Jean-Jaurès

comprendre les blocages nombreux qui peuvent subsister dans la vie professionnelle, les régressions toujours possibles, et enfin la résistance à la prise en compte du poids des femmes dans les organisations quelles qu'elles soient, dès lors qu'il s'agit de partager le pouvoir.
Le mérite du texte qui nous est proposé est de permettre de poser clairement le problème du rôle des femmes en politique et c'est sur ce rôle là que je voudrais insister devant vous.
La situation, on la connaît : une double distorsion est née d'une part entre un nombre de femmes actives de plus en plus élevé - elles sont même plus de 51% chez les fonctionnaires - et une participation encore faible dans la vie publique, d'autre part une mutation électorale des femmes vers la Gauche et une portion congrue dans les assemblées représentatives, comme si les femmes faisaient basculer toutes les bastilles professionnelles les unes après les autres et demeuraient impuissantes à déboucher sur le terrain politique.
Là où la Droite peut se satisfaire d'une telle situation, car pour elle la femme doit correspondre à un schéma traditionnel, la Gauche, elle, ne le peut pas et il faut remarquer que plus les femmes sont jeunes, plus elles ont une activité professionnelle qualifiée, plus elles votent à Gauche.
Je suis pour ma part persuadée que plus les femmes sont formées, plus elles sont qualifiées, plus elles assument des responsabilités économiques, plus elles auront de chances de déboucher vers des responsabilités politiques, et il n'est que de voir le rôle des filles dans le mouvement étudiant de décembre 1986 : elles n'étaient pas seulement dans la rue, mais aux postes de commande de la coordination.
De là à conclure qu'il y aurait une action mécanique, linéaire, il y a un pas que je ne franchirai pas.
Nous savons bien que l'histoire a besoin de coups de pouce. Je crois que le Parti Socialiste, qui est le seul à prendre en compte les aspirations des femmes dans leur comportement professionnel et familial, peut jouer un rôle d'accélérateur par une action un peu volontariste, et ce sont ses quelques moyens que j'aimerais vous proposer et détailler devant vous.
Il doit d'abord mener une action en profondeur, particulièrement chez les unes, et ne pas se contenter, comme c'est quelquefois encore le cas, d'un simple discours électoral.
Il doit aussi s'occuper plus et mieux de ses élus. Je crois qu'en son temps Marcel Debarge avait rédigé pour le compte du gouvernement un rapport sur le statut de l'élu. Il m'apparaîtra important de reprendre ce travail et de le compléter en ce qui concerne les femmes.
(Applaudissements)
Nous avons un outil pour nos élus qui s'appelle la FNESER, et je crois qu'à l'intérieur de cet outil il serait utile que les élues puissent avoir une instance de concertation, car c'est souvent par le début d'un mandat électoral dans une commune que se forgent les carrières politiques et pour ma part je pense davantage dans notre esprit de ce type d'organisation que celle qui nous est proposé en alternative dans le texte.

On nous propose en effet un vieux serpent de mer qui est celui de la structure où les femmes se retrouveraient. Mais, camarades, je crois que ce débat, il a été tranché d'une certaine manière et j'ai été très surprise de le voir à propos de cette convention revenir, comme si nous n'avions pas déjà pu tirer les leçons de l'histoire.
Pour les plus anciennes d'entre vous, rappelez-vous le MDF qui a vécu de 1966 à 1973.
Il a fait long feu et précisément j'y reviendrai tout à l'heure. Le quota, à partir de 1974, était une continuité de l'insertion des femmes dans le Parti.
Alors justement ce quota... ce fameux quota qui fait l'objet de bien des crispations et pas uniquement chez les hommes. Je peux vous dire, moi, qui commence à être une vieille militante que le soir du Comité directeur qui a suivi le Congrès de Lille, je n'étais pas fier d'être une femme dans la mesure où ce fameux quota n'étant pas respecté au Bureau exécutif, il avait fallu transformer, après la défaite de 1986, les ministres... il y a eu un tour supplémentaire pour raccrocher les femmes et j'étais de celles-là... et je peux donc vous dire qu'en rentrant chez moi le soir je n'étais pas tellement à mon aise, moi qui ai occupé beaucoup de fonctions dans le Parti, et jamais précisément parce que j'étais une femme, eh bien, j'arrivais, après 16 ans de militantisme à ce qu'on me mette sur le quota parce que j'étais une femme...
Alors ce quota est un mal nécessaire... dans le texte que propose la Commission des femmes, il m'apparaît nécessaire et intéressant de noter une nouvelle expression qui est "le coefficient de mixité". C'est à peu près la même chose mais pour moi ça n'est pas la même chose. Il y a un déclic psychologique qui se fait jour là.
En effet, ce coefficient de mixité, est la continuité de ce qui existe à l'école, de ce qui commence à exister dans la vie professionnelle... chacune l'a rappelé aujourd'hui avec la loi sur l'égalité professionnelle.
Pourquoi ne pas l'insérer naturellement dans la vie de notre Partie ?
On sait bien que tous les moyens n'empêcheront pas qu'au moment où les enjeux du pouvoir se montrent plus forts, il y ait beaucoup de dégâts. Ces enjeux de pouvoir, vous le savez, ils se cristallisent particulièrement au moment des investitures.
Alors ne tombons pas dans le propos facile... le bon mot de tribune... nous savons bien, mes camarades, qu'il y a une contradiction entre ce qu'est le Parti Socialiste où les militants ont le droit imprescriptible de choisir leur candidat et le mode de société que propose le Parti, qui est une société fondée sur l'égalité pleine et entière des femmes et des hommes.
(Applaudissements)
Et puisque nous sommes dans la ville d'Edith, elle m'excusera de rappeler sans doute un cuisant souvenir... mais pour vous montrer cette contradiction comme elle est dure, forte, comme elle est récurrente même, eh bien, Edith avait été ministre de l'Agriculture, ministre du Commerce extérieur... deux postes qui sont des postes importants. Elle avait été la seule à conquérir une ville en 1983. Eh bien, elle a été battue à l'investiture et il a fallu que le Parti l'établisse dans

ses droits.
Mais les femmes, elles aussi, elles doivent faire un bout de chemin en refusant, on l'a dit, avant moi, d'être des "potiches", en occupant les postes intermédiaires car leur qualité de femme ne leur donne pas droit à un tirage spécial.
Si elles sont élues, elles doivent élargir le champ de leur activité en n'étant pas toujours cantonnées dans le rôle traditionnel que lui confère la société.
Pour conclure, cher Claude, parce que je vois que tu t'impatientes... je voudrais dire que pour moi, cette convention est un acte solennel et je voudrais rappeler à Véronique peut-être qui m'a semblé l'avoir oublié, qu'elle s'inscrit pleinement dans le cadre de la campagne électorale.
Peut-être que nous ne sommes pas dans le même Parti ? Moi je ne vois pas des femmes qui nous quittent... je vois des femmes qui nous rejoignent et qui n'avaient jamais fait le pas en politique jusqu'à présent.
(Applaudissements)
Cette convention est un acte solennel. Elle marque l'engagement du Parti au côté des femmes, et celles ci sont en marche vers nous.
Franchement, entre le sourire de Madame Barzach photographiée pour les besoins de la cause en accompagnant ses enfants à l'école - et il faudrait réfléchir à ce qu'on voulait nous dire quand on photographiait si complaisamment Mme Barzach à l'entrée de l'école... est-ce qu'on voulait nous dire que la Droite aime la famille et les enfants et que la Gauche ne les aimerait pas ? - donc entre Mme Barzach à l'école pour accompagner ses enfants, et Edith Cresson accompagnant la délégation des chefs d'entreprises aux USA, ou entre encore Georgina Dufoix défendant la solidarité envers les immigrés, ou Edwige Avice à la finale de la coupe de France de football, je crois que les femmes sauront choisir !
(Applaudissements)

Le président - (Communication concernant les différents départements).
La parole est à Yasmina Ali-Oulhadj.
Nous allons retarder l'horaire de la Commission des résolutions afin que le maximum d'orateurs puissent s'exprimer avant la Commission des résolutions. Je demande à chacun d'être le plus bref possible.

Yasmina Ali-Oulhadj

Comme il est d'usage, je salue l'arrivée de Michel Rocard à cette Convention nationale.
(Applaudissements)
Avant de débuter mon intervention, je pense qu'il est un événement qui est arrivé à Paris ce samedi et que je crois devoir relater. En tout cas, j'en suis personnellement concerné.
Monsieur Jean-Marie Lepen s'est vu gazé - c'est drôle - à Paris, ce midi... "bombé" de gaz lacrymo. Je n'ai qu'une chose à dire : "je regrette de ne pas l'avoir fait plus tôt"... et je regrette d'autant plus que ce ne soit pas une femme effectivement qui l'ai fait.

Fondation Jean Jaurès

Camarades, je pensais qu'en 1988, les femmes n'avaient plus besoin de se réunir. Je sais bien sûr que beaucoup d'entre nous, enfin je l'espère du moins, pourraient nous dire : "mais qu'ont-elles ces bonnes femmes avec toutes ces revendications encore en 1988 ?"
Eh bien, je leur dis, à tous ceux là que nous avons raison de nous réunir aujourd'hui car sachez que nous devons, une fois de plus, nous mobiliser car on nous propose un bien triste avenir et nous nous devons de réagir et de combattre toute une frange qui ne désire qu'une seule chose : nous écarter de la vie politique, économique, et sociale.
(Applaudissements)
Tout d'abord, un premier constat. A l'heure actuelle, eh bien, Mesdames, soyons flattées : le corps électoral est composé à 53% de femmes, ce qui n'est pas rien évidemment.
Les femmes sont partout et surtout dans la vie associative. Mais pourquoi avions-nous choisi de nous battre dans le camp des Socialistes ?
Bien sûr parce que nous nous appuyons sur des valeurs telles que démocratie, liberté, égalité et c'est aux côtés du Parti Socialiste que nous pouvons le mieux atteindre ces objectifs. Mais avant tout, parce que l'égalité est une des priorités de notre société moderne, et là, Mesdames, je vais mettre un petit point noir aux propositions qui sont inscrites sur la Convention nationale des droits des femmes : j'ai malheureusement regretté qu'il n'y ait pas eu d'accentuation sur le droit des femmes immigrées sur le territoire français.
(Applaudissements)
Nous y sommes en particulier, nous enfants de la deuxième génération dont je suis moi-même issue, attachés et nous avons bien l'intention d'y rester. Quoique nous propose la Droite, quoi qu'elle veuille nous imposer, nous le ferons et nous resterons ici car notre vie en tant que nés sur le territoire français ne se trouve nulle part ailleurs qu'en France.
(Applaudissements)
Je ne pense pas que j'ai à vous apprendre ce que sont les conditions de vie familiale des enfants maghrébins et en particulier des maghrébines vivant dans une société occidentale, confrontées chaque jour à une éducation d'un autre type, qui n'est pas foncièrement mauvaise, je le reconnais et j'en suis d'ailleurs très fière, mais il faut vous dire que ces femmes maghrébines ont le droit de vivre et d'avoir les mêmes droits, en particulier à l'accès au travail, à qualification égale, salaire égal, d'accord... je suis très émue... vous m'impressionnez énormément.
Je suis deux fois plus impressionnée d'intervenir dans une salle à majorité féminine, qu'à majorité masculine... je vous sens plus critiques... prêtes à l'écoute... il me semble que l'égalité des droits passe aussi par l'égalité des femmes, qu'elles soient françaises ou étrangères.
(Applaudissements)
Si nous essayons de faire un recul dans le temps, avec le gouvernement Socialiste, on a pu constater une volonté de mener une politique dirigée vers la femme ou plutôt vers les femmes, avec la création du ministère des Droits de la

Fondation Jean Jaurès

femme.
Comment ne pas se placer d'ailleurs, dans le camp adverse de la majorité actuelle qui ne cache en rien une volonté de mener une politique... qui ne cache en rien l'avenir qu'elle pense nous réserver.
Nous ne pouvons pas cautionner une telle régression dans les mentalités lorsque le RPR et l'UDF, marqués par un très net retour aux idéaux conservateurs, nous proposent un avenir bien triste, Mesdames, vous le savez tout comme moi.
(Applaudissements)
La "ghettoïsation" de la femme au foyer, pour le RPR et l'UDF, c'est de proposer en partie tout d'abord un salaire de base pour la femme qui reste pour élever ses enfants bien tranquillement et bien sagement à la maison.
Est-ce cela que nous désirons ?
Il me semble normal qu'une femme ait, entre autres, comme charge, l'éducation des enfants mais elle ne doit pas se laisser scléroser dans cette seule activité.
Quant au Front National, toujours aussi démagogique, il restaure plus que l'image de la femme au foyer. On peut lire son programme : famille, démocratie, natalité.
Lui aussi, évidemment, propose un salaire, au moins égal à celui du SMIC ce qui pour lui, vous vous en doutez bien, serait l'élément principal pour résoudre le chômage, qui donnerait des centaines de milliers d'emplois sur le marché du travail.
En un mot, Mesdames, nous vous aimons bien lorsque vous restez tranquillement chez vous à torcher vos moutards... permettez-moi de traduire. Et ça n'est pas fini, loin de là.
Monsieur Jean-Marie Le Pen, et ses acolytes, ne s'arrête pas là. Il va même beaucoup plus loin en donnant de nous une image que je juge bien peu respectable, c'est-à-dire de la femme comme unique agent de reproduction.
Et là, je cite : "il s'agit de réhabiliter la maternité et de supprimer la législation actuelle sur l'avortement et son remboursement".
Pour le Front National, représenté par le plus beau tableau de chasse qu'est Le Pen : "le ventre des femmes - et là je n'ai pas besoin de préciser, françaises bien évidemment, doit être un rempart à l'invasion immigrée." fin de citation.
Et croyez-moi, par là, il ne fait certainement pas allusion à l'immigration du nord de l'Europe.
Nous, enfants de la deuxième génération, en avons assez et voulons rompre avec ces idées de femmes maghrébines qui procréeraient aussi rapidement que des lapines !
C'est pour cela que moi, jeune militante du MJS de Nanterre, je tiens tout particulièrement à remercier toutes mes camarades Socialistes ici présentes - sans oublier effectivement celles qui n'ont pas pu être là - qui ont lutté et fourni un travail acharné pour refuser cette image que veut nous "offrir", entre guillemets bien évidemment, cette droite conservatrice. Grâce à une volonté qui, bien sûr, ne date pas d'aujourd'hui, sans cesse en éveil, par un réel désir de voir les idées changer, évoluer, je pense que nous sommes sur la voie de l'égalité entre les sexes et je peux vous dire que, quelque part, vos travaux ont déjà porté

Collection Jean Jaurès

leurs fruits.
(Applaudissements)
A l'heure actuelle, du moins sur le MJS de Nanterre - et j'espère que c'est partout pareil, en 1988 - à l'occasion des discussions, des prises de position, des décisions, le rapport ne s'établit plus sur la base hommes/femmes mais sur une base de militants à militants et tout le monde est logé à la même enseigne.
Je vais terminer, mais je voudrais faire une allusion au mouvement de novembre-décembre 1986, dont nous avons parlé depuis un moment ici.
Il est évident que les jeunes filles, entre autres, se sont bien battues, aux côtés de nos jeunes camarades Socialistes, mais aussi de toute la jeunesse qui se révoltait contre un projet débile, inutile, de non-reconnaissance de l'égalité, de la liberté de choix de l'enseignement, et qui en particulier s'est investie de son plein gré dans une lutte acharnée contre la sélection.
A part cela, y compris dans les syndicats, les filles sont actuellement les plus nombreuses, ce sont elles qui dirigent, qui militent, et qu'on voit partout dans les couloirs des universités, à la sortie des lycées... Bref, elles sont partout et elles comptent bien y rester !
Merci.
(Applaudissements prolongés)

Le président - Joëlle Dussault, de la Gironde. Ensuite, Yvette Roudy.

Joëlle Dussault

Chers camarades, cela fait plusieurs mois que nous préparons - du moins un certain nombre d'entre nous - cette convention et, autant les réunions décentralisées du dernier trimestre ont été des réussites et nous ont fait chaud au cœur, autant la phase directement préparatoire de la convention se place un peu, pour moi du moins, sous le signe d'une certaine déception.
Parce que je travaille au sein d'une Commission fédérale femmes depuis maintenant treize ans, parce que j'ai vécu la préparation de la convention de 1978, où le Parti - tout le Parti - s'est réellement mobilisé, cette mobilisation du Parti tout entier, femmes et hommes, j'avoue que je ne l'ai pas vraiment sentie ces derniers quinze jours.
(Applaudissements)
Trop souvent, les militants n'ont pas reçu les textes... (applaudissements)... malgré les efforts de notre Secrétaire nationale et nos efforts à nous toutes - et même tous - sur le terrain. Je me garderai de généraliser, mais je citerai simplement ma fédération.
Tout ce que je pourrai dire, en pesant mes mots, c'est que les débats et les votes dans les sections ont été - quel mot employer ?... - disons rares. La convention fédérale a mobilisé très peu de responsables et très peu d'élus. Je parle pour ma fédération, mais - je le crois - pas seulement pour elle d'après les échos que j'ai eus d'autres camarades, ici et là.
(Applaudissements)
Je le regrette, car notre Parti pourrait manquer là un rendez-vous important, le

Fondation Jean Jaurès

rendez-vous avec les femmes, ces femmes qui, en 1986, ont voté à 34% pour lui. Bien des faits expliquent le basculement des femmes à gauche après trois décennies où elles ont voté à droite.

- L'accès massif à des emplois salariés est certainement l'explication fondamentale.
- Mais l'action de notre Parti, l'action du ministère d'Yvette Roudy y sont aussi pour beaucoup. Les femmes se retrouvaient dans un parti qui les vouliat - qui les veut toujours, j'espère - égales et responsables.

Mais encore faut-il que ce Parti le veuille jusqu'au bout.

Ce vote des femmes à gauche, il faut le conforter par notre action et par notre attitude. C'est pourquoi je regrette que la préparation de la convention n'ais pas été réellement prise en compte par de plus nombreuses sections et fédérations. J'espère que le succès de la Convention nationale et la présence ici de responsables nationaux compenseront ce visible désintérêt de trop de militants.

Je voudrais répercuter les discussions de ma fédération, et surtout - soyons honnêtes - de la Commission fédérale femmes qui a beaucoup travaillé, et souligner rapidement trois aspects.

Le premier concerne les équipements permettant l'accueil de la petite enfance.

Nous voudrions souligner la différence, disons même l'inégalité, qui existe entre le milieu urbain et le milieu rural et semi-rural. Autant ces équipements sont, peut-être insuffisants encore, mais, disons, assez nombreux en milieu urbain, autant, en milieu rural et semi-rural, ils manquent. Nous avons fait des réunions décentralisées au niveau de notre département, qui est un grand département - le plus grand de France - la Gironde, et nous avons rencontré des militants et des sympathisants de petites communes rurales. Dans ces communes, le discours a été le même, on nous a dit : "On a quelquefois des écoles maternelles - plus souvent, soyons honnêtes, des sections enfantines, ce qui n'est pas pareil - on a très rarement, voire jamais, des crèches ou des haltes-garderies". Cela concerne les femmes d'agriculteurs, mais aussi beaucoup les femmes salariées qui vivent dans des petites communes, à la périphérie de plus en plus lointaine des centres urbains.

Or, chacun de nous le sait - ou du moins ceux oui ont quelques liens avec des élus - ces petites communes sont souvent extrêmement pauvres, il leur est impossible financièrement de payer ces équipements, de financer ces équipements ; il y a là un vrai problème qu'il n'est pas évident de résoudre.

C'était le premier amendement que la Gironde a envoyé.

Deuxième question : le partage des tâches a été au centre de nos discussions.

On l'a rappelé à plusieurs reprises dans la journée, la crise, contrairement à ce qu'on aurait pu croire, ou craindre, n'a pas ramené les femmes à la maison comme certains le pensaient, et comme beaucoup l'espéraient, et comme - soyons honnêtes - la Droite a tout fait pour que cela se produise. Mais la crise est en train de faire revenir en force une idée et nous devons y prendre garde. C'est l'idée que les femmes doivent - surtout elles, et au fond, seulement elles - s'occuper de la maison et des enfants. C'est si naturel !... Les femmes, en plus, sont au chômage, davantage, plus longtemps que les hommes, elles se retrouvent

Fondation Jean Jaurès

au foyer... N'est-il pas naturel qu'elles s'occupent de la maison et des enfants ? Les femmes travaillent en temps partiel - 80% du temps partiel, ce sont des femmes - n'est-il pas naturel que le reste du temps elles s'occupent de la maison et des enfants ?
Et surtout, chacun sait que notre société vit un retour à des "valeurs", entre guillemets, traditionnelles. La femme qui, revenant du travail, s'occupe de la maison et des enfants, peut être une de ces réalités qui rassurent - notamment les hommes - dans un monde en crise.
Nous devons avoir conscience de ce risque et souligner fortement la nécessité d'un partage des tâches entre les hommes et les femmes dans nos textes, dans nos esprits, dans nos pratiques.
(Applaudissements)
Ma dernière remarque concerne le quota.
Certains diront - et on peut se poser la question - pourquoi augmenter un quota qui n'est pas respecté ? Balayons devant notre porte, en l'occurrence, si vous le voulez bien, devant la mienne. Mais là aussi, la mienne est un exemple et pas une exception.
Dans ma fédération, le quota n'est respecté ni à la CE, ni au bureau fédéral, ni au secrétariat fédéral, ni à aucune des élections qui se sont déroulées, à l'exception peut-être des municipales où, grosso modo, les listes avaient 20% de femmes... (quelques mouvements divers)... Vous avez tort de faire "hou-hou", mes chers camarades, c'est le cas de 90% des fédérations de notre Parti !
(Applaudissements)
Je dirai simplement, sans reprendre un débat que nous avons souvent eu, qu'il faut augmenter le quota pour montrer notre volonté de changer les choses, et qu'il faut l'appliquer pour les changer réellement.
A ce niveau-là, je voudrais faire une proposition et je vous avoue que cette proposition est, en fait, inspirée de la loi sur l'égalité professionnelle qui avait été proposée et votée au Parlement.
Cette loi prévoit que tous les ans les entreprises présentent un rapport sur le nombre, la qualification des femmes dans l'entreprise, et montrent l'évolution des femmes et de leur situation. Je crois que notre Parti pourrait s'inspirer de cette loi...
(Applaudissements)

Edith Cresson - Très bien !

Joëlle Dussault - Ce que nous imposons aux patrons, nous pourrions nous l'imposera nous-mêmes et je propose qu'à des intervalles réguliers, tous les deux ans par exemple - je ne sais pas pourquoi je dis tous les deux ans d'ailleurs... mettons tous les deux ans - nous recensions officiellement et fassions connaître le pourcentage des femmes dans le Parti, aux postes de responsabilités, aux postes d'élus, afin d'établir des constats et, à partir de ces constats, de faire des propositions et d'avoir des objectifs précis.
(Applaudissements)

Coll. Fondation Jean Jaurès

Le président - Veux-tu conclure, s'il te plaît ?

Joëlle Dussault - Je termine, mon cher camarade, en posant justement une question aux hommes ici présents.
Comment ces hommes vivraient-ils la démocratie dans un pays où 80% des députés européens seraient des femmes ? Comment ces hommes vivraient-ils la démocratie dans un pays où 92% des Conseillers généraux seraient des femmes ?
(Applaudissements)
Comment vivraient-ils la démocratie dans un pays où 94% des députés, où 96% des Conseillers généraux, où 97% des sénateurs seraient des femmes ?
(Applaudissements)
Cette situation-là, c'est celle que nous vivons, puisque les hommes représentent, selon les assemblées, entre 80% et 97% des élus ! Cette situation-là, nous ne voulons plus la vivre !
(Applaudissements)

Le président - Françoise Gaspard, et Yvette Roudy ensuite.

Françoise Gaspard

Chers camarades, la camarade qui m'a précédée a posé une question juste et pertinente et je voudrais poser, à mon tour, une question aux hommes responsables du Parti, qui sont ici : comment interprèteraient-ils, à la veille d'une convention, qu'ils ne manqueraient pas dans ce cas de réunir, sur les droits des hommes dans la société française, comment vivraient-ils le fait de recevoir la circulaire qu'ont reçue les Premiers secrétaires fédéraux et les secrétaires fédéraux aux luttes des femmes, à la veille de cette convention sur les femmes ?
(Applaudissements)
Comment accepteraient-ils de pouvoir en quelque sorte mettre en doute leur Socialisme, puisqu'on nous dit dans cette convention, traçant le schéma de nos interventions : au cours de cette convention, il vous appartient de valoriser l'action sans précédent menée de 1981 à 1986, de dénoncer vigoureusement la politique de la Droite, etc. ?
Nos camarades responsables du Parti auraient-ils peur que nous soyons de mauvaises Socialistes ?
Je pense alors qu'ils ont dû au cours des années précédentes trembler devant la présence de 6 femmes Socialistes au gouvernement et nous savons, nous, que nous n'avons pas à avoir honte du travail fait par ces femmes, et en particulier - dans un certain silence, il faut bien le dire - du travail accompli par Yvette Roudy, du travail aussi qui a été fait, et je me souviens dans quelles conditions parfois, par Edith Cresson, laquelle était à l'Agriculture. Aurait-on attaqué un ministre de cette façon si cela avait été un homme ? Edith défendait la politique des Socialistes.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)
Nos camarades ont tort d'être inquiets, si nous sommes ici, si nous nous battons et pour certaines d'entre nous depuis si longtemps, à gauche, et dans le Parti Socialiste, c'est parce que nous sommes convaincues, et aujourd'hui plus que jamais, que c'est par les Socialistes que passerai, dans la société, la lutte, la réalité ensuite, pour une meilleure justice, une meilleure égalité et les femmes sont partie prenantes, les premières, je dirais, intéressées par ce combat.
Sans doute, en revanche, nos camarades ont raison d'être inquiets sur certaines de nos revendications et je les ai entendu depuis que je suis dans cette convention, cette revendication d'un meilleur partage, ce n'est sans doute pas l'essentiel de nos demandes, j'en formulerai quelques autres, d'un meilleur partage des responsabilités au plan politique.
Il y a aujourd'hui une fois encore un débat sur le quota certaines d'entre vous connaissent mes positions, je suis défavorable au quota.
(Applaudissements)
Je suis défavorable à un quota qui serait inférieur à 52%.
(Applaudissements)
Je reconnais que celui contre lequel j'ai voté a eu quelques effets, je salue les camarades qui se sont battues courageusement pour quelque chose qui est difficile, elles reconnaissent elles-mêmes que c'est une mauvaise formule. Moi par principe, c'est comme cela, je dois dire que tout quota qui est en-dessous de notre représentation dans la société, puisqu'en tant que Socialistes nous avons vocation à représenter l'ensemble des Français, tout quota inférieur a tendance à m'humilier.
Il est là, ce quota, aujourd'hui les camarades qui se sont battues pour 15%, pour 20%, aujourd'hui se battent pour 25%, et il y a, semble-t-il, encore un certain nombre de réticences chez les hommes. Je voudrais dire qu'il faudra résoudre cette question.
Personnellement, je ne crois pas que les femmes ont forcément une manière différente de faire de la politique, souvent elles l'ont, mais ce n'est pas toujours le cas. Je ne plaide pas pour une politique plus féminine, je plaide pour une politique plus féministe, plus féministe de la part des hommes aussi, et le jour où les hommes mèneront une politique non seulement contre tous les ismes qui nous insupportent, contre le racisme, mais aussi une politique pour le féminisme, ils auront avancé dans le Socialisme, et à ce moment là, sans doute, la place des femmes sera différente dans le Parti, et par conséquent dans l'ensemble de la société.
(Applaudissements)
Les années 80, ont dit beaucoup d'oratrices, ont été des années de silence, sur le terrain des femmes, c'est vrai, nous nous battons différemment de ce que nous avions fait dans les années 1970, c'est vrai parce que le temps a fait son œuvre, parce qu'il y a eu des acquis pour les femmes, il y a eu des mesures que nous avons arrachées par nos manifestations, souvenons-nous des manifestations que nous avons menées ensemble avec des centaines de millions de femmes pour le droit à l'avortement. Il y a eu aussi l'œuvre de la Gauche, qui a fait beaucoup sur

Fondation Jean-Jaurès

le plan des droits, et celles qui n'en étaient pas convaincues le mesurent davantage aujourd'hui.
Quel que soit le recul amorcé par le gouvernement Chirac, qui après avoir trouvé qu'il n'était pas nécessaire de créer un ministère du Droit des femmes, promet désormais a bon compte le salaire maternel.
Ce silence des années 80 n'est pourtant pas un renoncement, ceux qui sont attentifs aux graves mouvements de la société, des sociétés, savent que les années de crise ne sont pas toujours des années de lutte, et ceux qui analyseront cette décennie verront qu'elle aura été celle d'un investissement profond des femmes, non seulement dans le monde du travail, par choix ou par nécessité, mais aussi sur tous les terrains de la vie sociale.
Cependant, l'égalité des droits dans les faits reste devant nous, de vieux problèmes subsistent, l'égalité devant la formation, devant l'emploi, devant le déroulement de la carrière, car sans même évoquer la question de la maternité de l'ensemble des contraintes, qui pèsent sur nous, nous sommes encore l'objet de discriminations, de préventions qui sont purement et simplement le produit de la misogynie c'est-à-dire d'une certaine idée que se font les hommes consciemment ou inconsciemment sur les femmes.
La crise n'a fait que renforcer les tentations de relégation des femmes.
Je ne parlerai pas de ces vieux problèmes qui demeurent, nous en avons beaucoup parlé, je voudrais évoquer en revanche, en dehors de cette grande question de l'entrée des femmes dans la vie politique, je voudrais évoquer quelques nouveaux problèmes qui apparaissent, précarisation accrue de nombreuses femmes, chefs de famille, difficultés croissantes des femmes retraitées, sans retraite, car le travail qu'elles ont fourni sur l'exploitation agricole, dans la boutique de l'artisan, ou du commerçant par exemple n'a pas été reconnu comme tel, et la loi votée par la Gauche ne pouvait produire ses effets pour toutes les générations de femmes.
Je voudrais aussi évoquer une autre question, que Yasmina a touchée, il y a un instant, et sans doute dont nous ne parlons pas assez, je voudrais parler de la présence des femmes venues de l'autre côté de la Méditerranée, qui nous rappellent encore plus que d'autres à notre devoir de solidarité.
(Applaudissements)
Souvent, quand on parle des immigrés, on a d'abord parlé des travailleurs immigrés, au masculin, ensuite des immigrés tout court, maintenant des familles d'immigrés, rarement, trop rarement on parle des femmes, et des filles de l'immigration.
Or, nous devons ici aujourd'hui en parler, tout en sachant que nous devons à cet égard éviter tout discours, toute approche pluraliste, le respect des cultures ne peut aller en effet jusqu'à nous faire complices des hommes qui enferment ces femmes à la maison, de ces pères qui arrangent le mariage de leurs filles, de ces frères qui poussent souvent loin, ce qu'ils considèrent comme leur voie de protection à l'égard de leurs sœurs, nombreuses sont ces femmes, jeunes, moins jeunes, qui attendent de nous, Socialistes, un discours, une pratique de solidarité et qui sont prêtes à nous rejoindre dans notre combat, si nous ouvrons le

dialogue.
(Applaudissements)
Je voudrais vous dire sur ce point qu'il faut faire attention à notre générosité et à un discours anti-raciste, qui produirait des contre-effets. Je suis parfois surprise de voir que certains à gauche et certaines, surtout dans la presse qui se présente de gauche, - il n'y en a pas beaucoup, mais il y en a quand même un peu - trouvent scandaleux qu'il puisse y avoir des réticences dans telle ou telle commune à ce que l'on construise une mosquée.
Je voudrais sur ce point vous donner mon point de vue, en tant que femme, et je crois en accord avec beaucoup de jeunes femmes, nées de l'immigration. Je suis laïque, et à ce titre respectueuse de tous les cultes, le musulman comme les autres, mais je dois dire que je suis personnellement attentive et je demande à mes camarades de l'être, attentive à la place que cette mosquée, qui se construit, fera demain éventuellement à la femme. Il y en a qui le font, il y en a d'autres qui au contraire risquent d'être pour nous, femmes, et pour les femmes avec lesquelles nous menons notre combat, un lieu de régression, que nous ne pouvons admettre.
(Applaudissements)
Les femmes, disait en 1979 - je crois que c'était à Marseille, lors d'une réunion que nous avions faite à l'occasion de la présentation de nos candidates, et j'en étais avec quelques-unes ici, aux européennes - François Mitterrand, sont des immigrées de l'intérieur. Cette formule était forte, et le demeure.
Si beaucoup de femmes, nombreuses majoritaires dans ce pays, ont en 1981 souhaité l'élection d'un Président de la République de gauche, l'élection de François Mitterrand, c'est parce qu'elles avaient, notamment, reconnu dans cette phrase, entendu dans cette phrase la reconnaissance de leur situation aussi bien dans leur vie familiale, dans leur vie professionnelle que dans leur vie dans la cité.
Les femmes ont voté à gauche, les femmes après deux ans de gouvernement de droit doivent être et nous ferons en sorte qu'elles le soient encore plus pour le candidat Socialiste, demain, aux élections présidentielles. Nous pensons qu'effectivement un ou deux orateurs l'ont dit - Socialisme et féminisme sont deux mots en isme qui doivent aller ensemble, mais encore une fois, mes chers camarades, si les femmes doivent être l'avenir du Socialisme, nous demandons avec amitié, avec camaraderie à nos camarades hommes de devenir à partir d'aujourd'hui, si c'est possible, féministes.
(Applaudissements)

Le président - La parole est à Yvette Roudy, et ensuite Lionel Jospin.

Yvette Roudy

Mes chers camarades, ma chère Edith, qui nous accueille aujourd'hui, nous voici donc réunis pour la seconde convention sur les droits des femmes en dix ans.
Un débat sur les femmes, sur nos conditions de vie, de travail, sur cette vie privée, qui est maintenant devenue une partie de la vie politique, sur notre

Fondation Jean Jaurès

participation à la vie politique, et aussi sur notre devenir, parce que nous sommes là aussi, c'est le sens d'une convention, pour faire des propositions à notre candidat... une convention, ou un débat tous les dix ans, on va penser que c'est bien peu, mais tout est relatif, comme l'indiquait Véronique Neiertz, d'un autre côté, chez les autres, c'est pire, puisqu'on n'en discute jamais ! Alors... il faut se dire que ce n'est pas si mal, toutefois peut-être faudra-t-il améliorer cette habitude et pourquoi pas le 8 mars, chaque année, remettre un peu ces questions sur le tapis, avec quelques débats dans les sections.
Cette fois ci, pour cette convention, il y a eu un peu plus de sections qui en ont discuté, qu'à la dernière convention, toutes les sections n'en ont pas discuté, mais cela a été tout de même mieux que la dernière fois, il y a dix ans.
Cela étant, si on continue à cette allure, dans quelques 250 ans, nous y serons encore, c'est certain !
(Applaudissements)
Donc, il faut espérer que viendra un moment où une certaine accélération s'introduira et où finalement, on peut toujours rêver, nous n'aurons plus besoin de nous réunir particulièrement pour discuter de ces questions, parce que si nous le faisons, c'est bien parce qu'il y a des problèmes... s'il n'y en avait pas, on ne le ferait pas.
Cela étant la dernière convention a été importante, parce qu'elle a marqué dans l'histoire un grand moment, elle a marqué la grande réconciliation entre féminisme et Socialisme et je rejoindrais un peu le discours de Françoise Gaspard... Jusqu'alors, vous savez, ce n'était pas du tout le cas, le torchon brûlait, si je puis dire, entre féminisme et Socialisme.
Eh bien, dans le texte que nous avons tous voté le 15 janvier 1978, on a définitivement décidé que ces thèses du féminisme étaient des idées finalement de lutte contre toute une série d'inégalités qui frappaient les femmes qui très naturellement faisaient partie du combat Socialiste, donc que le féminisme était un élément du Socialisme.
Cela n'a pas toujours été le cas, parce que bien que nos grands penseurs qui nous ont tous inspirés, Marx, Engels, Weber, Lafargue, je mets Proudhon de côté, c'est un cas comme chacun sait à peu près désespéré, je crois qu'on ne le réhabilitera jamais, de ce côté là, mais ces penseurs là avaient bien observé que cela n'allait pas si bien que çà du côté des femmes et pensaient que la subordination des femmes était bien antérieure au capitalisme. C'est une phrase que j'ai retrouvée dans le texte de 1978; et que la cause des femmes et de la classe ouvrière était une seule et même cause. Mais ils disaient : " libérerait la femme de sa dépendance économique à l'égard de l'homme et de sa subordination." C'était la grande thèse du grand soir, on faisait la révolution, tout était réglé.
Malheureusement, les choses sont un peu différentes. Ils oubliaient la dimension culturelle, c'est-à-dire, que tout conditionnement prend des racines en profondeur dès la plus petite enfance, quand on commence à nous donner des couleurs différentes, des jouets différents, à nous préparer pour des vies différentes et pour des rôles différents.

Fondation Jean Jaurès

Simone de Beauvoir nous a un peu aidé de ce côté-là mais nous revenons un peu de loin.
Je citerais trois amies à qui nous devons beaucoup, qui nous ont bien aidés. Je crois qu'il faut les citer ici car sans elles, notre réflexion ne serait pas aussi complète.
C'est Marie-Thérèse Eyquem, Colette Audry, Colette Guilbert, sans qui le Parti Socialiste ne serait pas à cet égard ce qu'il est.
Pendant très longtemps, le mouvement ouvrier a même cru que le Communisme n'était pas autre chose qu'un avatar de la bourgeoisie puisque les luttes étaient conduites par des femmes issues de la bourgeoisie et il considérait ces féministes bourgeoises comme des sortes d'agitées qui n'avaient rien à voir avec leur programme. Donc, à cet égard, on était vues vraiment pas tellement bien.
Le féminisme, avatar de la bourgeoisie, débat entre le féminisme d'un côté et le mouvement ouvrier de l'autre, débat aussi à propos du vote des femmes parce que le mouvement ouvrier s'est longtemps opposé au vote des femmes, craignant qu'une fois, électrices, elles voteraient comme leur dirait leur prêtre de voter et c'était vrai.
Lorsque les femmes ont eu le droit de vote au tout début, elles ont d'abord commencé à voter conservateurs, et Blum qui était pour donner le droit de vote aux femmes, en dépit de ce danger, pour les Socialistes, parce qu'ils faisaient passer les idées avant l'intérêt électoraliste, a donc nommé des femmes au gouvernement alors même qu'elles ne votaient pas.
Et puis, il y a une troisième question qui a séparé les féministes du mouvement ouvrier : c'est la grande question de l'emploi des femmes. Le terme de relève d'emploi était un terme qu'on entendait souvent circuler dans les ateliers et, à cet égard, Proudhon a été un redoutable adversaire de l'emploi des femmes. Jeanne Drouan, elle, a protesté avec vigueur : quand Proud'hon disait "les ateliers sont trop durs pour les femmes", elle avait cette réponse admirable : "eh bien, améliorez donc les conditions de travail au sein de l'atelier mais n'empêchez pas les femmes… (applaudissements)… d'y entrer". Cette phrase a, je crois, encore aujourd'hui toute son actualité.
Les choses ont changé. Cela va un peu mieux. Les idées féministes ont pénétré un petit peu, pas beaucoup, mais commencent à pénétrer un peu dans la culture Socialiste. On s'aperçoit qu'elles sont finalement très humaines, qu'elles parlent de partage, de démocratie, elles parlent de faire des choses ensemble. Bref, que c'est aussi une vision de la société et à cet égard, moi je dirai que le féminisme, c'est aussi un humanisme tout simplement.
Il faudrait donc en tenir compte davantage et même si lorsque je rencontre Irma Rapuzzi, que certains connaissent, qui est notre sénatrice, notre unique sénatrice, je crois, qui était déjà sénatrice il y a une trentaine d'années, qui était une excellente sénatrice, quand je la rencontre maintenant, elle ne me salue plus de ces phrases un peu sévères : tu sens le souffre me disait-elle, avec un fort accent corse... je ne sais pas si je sens le soufre, mais elle montrait par là, Irma, évidemment, que toutes les femmes du Parti Socialiste ne sont pas féministes... nous le savons.

Donc, nous évoluons. Les femmes ont le droit à l'instruction, le droit de vote, le droit à disposer de leur corps, enfin ce n'est pas encore tout à fait parfait, mais cela va beaucoup mieux et le vote des femmes dont on avait si peur, non seulement n'est pas resté du côté de la Droite, mais après avoir rejoint le vote masculin a tout simplement basculé de l'autre côté et maintenant les hommes du Parti Socialiste sont les élus des femmes, puisqu'elles votent plus pour les Socialistes que les hommes.
(Applaudissements)
La question qui se pose est : mais puisqu'elles sont plus nombreuses à voter pour nous, c'est donc qu'elles reconnaissent que nos idées sont bonnes, mais pourquoi ne sont-elles pas plus nombreuses dans nos rangs du Parti Socialiste, qui est justement ce Parti qui doit incarner la société future dont nous rêvons et qui a élaboré toutes ces idées qui, finalement, sont passées dans la Société lorsque les Socialistes sont passés au gouvernement.
Là, c'est un mystère total effectivement, on ne sait pas, il y a dix ans, on avait beaucoup réfléchi, j'ai relu les textes, j'ai vu qu'à l'évidence on était un peu à côté de la plaque, moi, j'avoue que je n'en sais toujours rien.
Quand on regarde, on s'aperçoit que celles qui votent pour nous, c'est celles qui travaillent et celles qui sont nées après 1944. Or, ces femmes là sont les plus actives, en général elles ont un métier, un compagnon, un mari, elles ont des enfants, elles sont exigeantes pour elles mêmes, elles veulent le bonheur aussi, et pourquoi pas... où voulez-vous qu'elles trouvent le temps de passer des soirées entières si exaltantes dans nos sections à discuter, comme nous le faisons jusqu'à des heures avancées de la nuit, alors que le lendemain il faut se lever...
(Applaudissements)
C'est donc, finalement, que tant qu'il n'y aura pas de partage à l'intérieur du foyer, on aura du mal à en avoir plus.
La question qui se pose c'est : faut-il attendre qu'il y ait un partage réel dans le foyer avant de partager mieux le pouvoir qu'il y a dans le Parti ? Grande question ! Mais le temps du loisir est certainement au cœur du problème.
La question du quota soulève une passion, vous le savez, qui est vraiment incroyable et avec le recul du temps, je me demande si les historiens comprendront que l'on puisse passer tant de temps à se passionner sur cette question.
Moi, j'ai réfléchi aussi et puis, je me suis aussi un peu battue il y a dix ans là-dessus, avec Marie-Thérèse Eyquem qui était dans la bataille, soutenue par François Mitterrand, et au début j'étais comme certaines d'entre vous, je disais : le quota, c'est humiliant, c'est désagréable, comme cette camarade qui disait : "Je suis un fruit du quota, ce n'est pas beau un fruit du quota".
Ce n'est pas très brillant, ce n'est pas le plus exaltant, il vaut mieux effectivement être choisie pour ses qualités, mais oui... mais on ne l'est pas, eh bien, voilà, on est le fruit du quota... je suis, moi, Yvette Roudy, le fruit du quota, çà évidemment, je le suis !
(Applaudissements)
Mais j'ai eu des états d'âme, et mes états d'âme, c'est un homme qui y a mis fin,

je vais vous dire comment, ce n'est pas indiscret, c'est André Boulloche.
André Boulloche m'a dit un jour, au milieu de cette bataille où vraiment je commençais à avoir envie de baisser les bras tellement j'en avais entendu de toutes les couleurs, parce qu'aujourd'hui ce n'est rien à côté de ce que c'était en 1973, "Oui, c'est désagréable, c'est humiliant, mais la situation actuelle est plus désagréable encore et plus humiliante, donc il faut faire quelque chose et si l'on n'a rien d'autre à proposer, c'est cela qu'il faut faire"... Il avait raison !
(Applaudissements)
Finalement, pourquoi est-ce si difficile ?
Parce que c'est la porte du pouvoir évidemment et c'est l'ultime conquête. Le droit à l'instruction, le droit de vote, le droit à disposer de son corps, le droit au travail, on ne nous a jamais discuté la question de travailler, c'est quand on a demandé un salaire qu'on a commencé à mégoter... ces droits là on les a. Donc, maintenant, la dernière course, je ne sais pas combien elle va durer, ce sera évidemment le pouvoir.
Il ne faut donc pas s'étonner si c'est tellement difficile, il y a des verrous partout et le quota, c'est un peu ce supplément là, un peu de dynamite pour faire sauter quelques verrous, mais qui fait quand même que quand on entre dans ces milieux où l'on est souvent seule au milieu de bien des hommes, je ne sais plus qui me disait : on a l'impression qu'on surgit dans un vestiaire après un match de rugby... je crois que c'est même arrivé à Edwige Avice, elle nous dira si elle a quelquefois ce sentiment quand elle se trouve dans certaines de ces séances... on n'est pas à notre place, c'est incongru... et, effectivement, il faut un petit peu se pousser quelquefois pour y aller.
Mais enfin, qu'est-ce que c'est que le quota ?
C'est curieux tout de même que cela pose tant de problèmes dans un parti qui vit sur la proportionnelle... Enfin, tout de même... Demandez à Michel Rocard, à Jean Poperen, à Georges Sarre qui sont là si on leur disait : oui, nous savons bien que vous représentez 29% dans le Parti, eh bien, il faudra vous contenter de 20, ce qu'ils diraient ? J'aimerais bien le savoir !
(Applaudissements et rires)
Est-ce que cela veut dire que les femmes doivent se constituer en courant de pensée ? Françoise Gaspard y avait pensé, à l'époque moi j'avais une autre stratégie... on dirait qu'on passe notre vie à se croiser d'ailleurs... moi, j'avais combattu son idée, je pensais qu'il fallait d'abord essayer une autre manière, mais je vous avoue qu'à force de recevoir sur le coin de la figure le rocher de Sisyphe qu'on n'arrête pas de remonter tout au long de la colline, il faudra peut-être reposer la question... (applaudissements) peut être pas tout de suite... mais peut-être que la question finira par se poser...

Dans la salle - Oui !

Yvette Roudy - Ma chère Anne, je sais bien que c'est toi qui hurle, mais le problème, il est tout bête, c'est que tu n'auras que des féministes pour faire çà et toutes les femmes du Parti ne sont pas des féministes, mais nous pourrions avoir

des hommes avec nous, parce qu'il y a des hommes féministes... presque... on peut rêver... Toujours est-il que cela a été dit par Véronique, nous nous sommes croisées en Norvège et j'ai aussi été éblouie en passant dans un pays où l'on trouve 50% de femmes au gouvernement, un pays où on a fait voter une loi sur le quota récemment de 40% pour qu'il y en ait partout, et je me suis dit finalement - après tout, on peut rêver - que ce n'était pas si utopique que cela... peut-être que nous allons y arriver et peut-être que cela se fera plus vite que nous le pensons.
Mais enfin, il faudrait vraiment mettre l'accélérateur à grande vitesse à partir de maintenant, ne serait-ce que pour rattraper le temps perdu.
J'aurais bien aimé vous dire, quelques minutes avant de m'arrêter, que la convention, ce n'est pas seulement une réflexion sur notre vie interne. Elle est passionnante, mais enfin, ce n'est pas cela qui emballe le pays. Il faut aussi que cette convention fasse des propositions pour le pays et je pense qu'il faut qu'elle en fasse pour notre candidat.
(Applaudissements)
Là, je sais qu'il y a dans le texte d'excellentes idées. Très rapidement, je crois qu'il faudrait effectivement un peu faire du cœur de nos revendications une bataille pour appliquer la loi sur l'égalité professionnelle d'autant que ce n'est pas M. Séguin qui a pu la faire beaucoup avancer. Vous savez qu'il était le ministre de tutelle des droits de la femme. Je ne sais pas s'il s'y est beaucoup intéressé.

Véronique Neiertz - La condition féminine !

Yvette Roudy - Oui, excuse-moi, ça change tout, parce que "condition féminine," j'ai toujours expliqué que c'était un terme qui relevait d'une philosophie de la résignation alors que le mot "droit" des femmes était une expression qui relevait d'une philosophie de combat. Cela change tout !
Donc, M. Séguin évidemment, dans un court débat que j'ai eu à l'Assemblée avec lui, n'était même pas au courant du contenu de la loi, je peux vous le dire tout de suite, parce que quand je lui ai parlé de mesures de rattrapage, il n'en avait jamais entendu parler et il a soutenu que c'était contre la Constitution. Je lui ai dit ; oui, je n'ignore pas qu'une mesure exceptionnelle pour une catégorie, c'est contre la Constitution, mais la Communauté a décidé qu'exceptionnellement, à titre dérogatoire, chaque fois qu'il y aurait une différence entre un homme et une femme dans le monde du travail, eh bien, des mesures de rattrapage exceptionnelles seraient organisées au seul bénéfice des femmes.
Il ne connaît pas les règles communautaires, le pauvre, je ne sais pas comment il fera l'Europe s'il ne sait même pas qu'il y a des conventions en Europe.
Bref, faire de cette loi sur l'égalité, effectivement, c'est quelque chose qui doit être vraiment dans le cœur de notre revendication. Il faut même y joindre des mesures plus précises. J'en ai quelques-unes que je proposerai à la Commission des résolutions. Par exemple, en plus du développement des plans d'égalité par

Fondation Jean-Jaurès

branche, comme c'est très justement proposé, moi, j'organiserais des missions régionales de l'égalité professionnelle chargées d'appliquer la loi et de veiller à son application par région.
Je demanderais de fixer comme préalable à toute aide publique aux entreprises la mise en place de plans d'égalité, comme cela s'est fait aux Etats-Unis. Il faudra expliquer les mesures de rattrapage, parce que M. Séguin ne sait pas ce que c'est. D'autres, sans doute, ne le savent pas ; lui est inexcusable, parce qu'il est ministre, mais enfin, les autres qui ne le savent pas, sont excusables. Il faudra sans doute le faire.
Et puis, sur le plan de la formation permanente et de l'orientation, je crois qu'il faudrait créer au niveau régional des observatoires régionaux de l'emploi, de la formation et de l'orientation des femmes, qui seraient chargés de ramasser les informations par région, une sorte de banque de données qui pourrait alimenter des instituts régionaux, comme nous en avions monté à titre expérimental. Il y a eu pendant six mois des expériences qui ont été développées et qui ont donné des résultats tout à fait positifs. J'ajoute d'ailleurs, sur ce moment du gouvernement où nous avons pu faire avancer les choses, que si nous avions pu le faire, c'est parce qu'il y avait une longue préparation au sein du Parti Socialiste, une discussion d'introduction de ces questions dans le programme du candidat, et puis surtout, pendant ces six années, un très fort soutien de François Mitterrand qui a toujours été très attentif à ces questions.
(Applaudissements)
S'il n'était pas intervenu, nous n'aurions pas pu aller si loin.
Et puis, je dirai un mot sur La famille, parce que quand j'entends vous savez qui, nous dire que, désormais, toutes les femmes, ce matin encore, en écoutant la radio, M. Chirac persistait et signait sa promesse du SMIC aux mères de famille, ce qui est une promesse absolument folle, je ne sais plus qui le comparait à un ventilateur mais c'est vrai qu'il brasse du vent ! Il brasse du vent ! Cela n'a pas de sens ! Cela n'a pas de sens financièrement, et cela n'a pas de sens non plus culturellement.
C'est complètement contraire à tout ce à quoi les nouvelles générations et le pays aspirent aujourd'hui, mais comme il n'a pas d'imagination, et comme finalement, il est très vieux, eh bien, il cherche son inspiration dans le passé… (applaudissements)… et c'est ainsi.
Quand je vois que Mme Barzach a le toupet de baptiser "plan famille" ou "statut de la famille", de très, très maigres allocations destinées aux femmes de plus de 45 ans, absolument démunies, seules, isolées, ayant élevé au moins trois enfants, ayant au moins encore un enfanta charge, voyez qu'il en faut des conditions moi, je me demande s'il y en a une seule dans la salle ici qui réunisse toutes ces conditions, s'il y a une femme de plus de 45 ans, ayant élevé plus de trois enfants, se trouvant démunie et seule, ayant un enfant à charge elle pourra avoir la couverture maladie, ou elle pourra avoir 400 F par enfant ! Merci, Madame Barzach ! C'est ce qu'elle appelle "plan famille" ! C'est ce qu'elle appelle "statut de la mère de famille". Moi, j'appelle cela mépris. C'est mépriser et les femmes, et les familles.

Je dis que nous, les Socialistes, nous devons avoir une politique familiale audacieuse et moderne, et ce n'est pas vrai qu'un droit pour les femmes, c'est un droit en moins pour la famille, ce n'est pas vrai que l'on doive opposer droit des femmes et famille.
Nous avons déjà, il y a quelques années, réfléchi dans un projet de loi que j'ai retrouvé dans mes papiers, il y a quelques jours, où l'on proposait des congés parentaux au moment de la naissance et en cas de maladie, avec des crédits congés à se partager entre père et mère, pendant ces débuts de vie où c'est si difficile...
(Applaudissements)
Nous proposions cela. Nous proposions des allocations d'études, nous proposions une politique du logement audacieuse et de réhabilitation pour les familles les plus défavorisées. Nous proposions une allocation familiale unique qui ramasse toutes les allocations dont nous disions qu'elle devait être incluse dans le revenu imposable. Moi, je crois qu'il faut le faire... (applaudissements)… parce qu'au nom de l'égalité, on finit par tomber dans une situation terriblement injuste.
Les allocations de garde d'enfants, Mme Barzach les a allégées pour les familles les plus riches, c'est-à-dire qui pouvaient s'offrir déjà quelqu'un pour garder les enfants, puisqu'elle les a exonérées de leurs charges sociales ; moi, je dis que les familles les plus pauvres ont droit aussi, à une aide, et non pas comme Mme Barzach a fait, à leur prendre dans leur poche l'argent pour payer les charges sociales des familles qui avaient quelqu'un pour garder Les enfants, parce que c'est çà qu'elle a fait, dans son fameux projet, Mme Barzach !
(Applaudissements)
Il faut quand même regarder un peu ce qu'ils proposent !
Et puis, j'ai retrouvé cela dans nos propositions, il faut le reprendre, dans le sens de la modernité, il faut remplacer le quotient familial, car il est très injuste, par le coût moyen annuel de l'enfant, et ce sera déduit du revenu imposable également.
Je dirai aussi que c'est un peu dommage, je dois le reconnaître, cela m'est arrivé de le rencontrer, de voir qu'en cas de séparation du couple, les enfants soient systématiquement confiés à la mère. Je crois qu'il faudrait que les mentalités changent un peu en la matière. Ce n'est pas toujours très juste, il faut bien le dire.
(Applaudissements)
Enfin, parce que j'ai déjà débordé de mon temps, je voudrais dire que je me suis souvenue qu'à la conférence de Nairobi, les associations consultées - parce que nous avions fait une grande consultation des associations pour préparer cette conférence de Nairobi, et cela a été autre chose que la grand messe qu'a organisée M. Séguin en passant une commande à une agence de communication - ces associations avaient beaucoup insisté sur la question de la santé des femmes. Beaucoup de femmes au foyer voient rarement un médecin. Elles n'ont pas droit à la visite médicale une fois par an. Il faut penser à elles, et les associations nous l'avaient rappelé.

Fondation Jean Jaurès

Elles demandaient une meilleure information sur les conditions de grossesse et d'accouchement. Elles insistaient notamment sur les femmes immigrées. Elles demandaient qu'une lutte plus affirmée contre les mutilations sexuelles soit entreprise, y compris sur notre territoire. Elles demandaient des campagnes de prévention plus développées de dépistage du cancer. Enfin, elles demandaient que les conditions d'adoption soient beaucoup plus souples... (applaudissements)… alors que tant d'enfants dans le monde sont en attente de parents.
Elles demandaient d'être davantage représentées dans nos Comités d'éthique.
J'aurais bien voulu vous dire un mot des nouvelles techniques de reproduction, mais c'est un peu long. Je crois qu'il faut réfléchir un peu plus avant de trancher là-dessus. Le texte dit qu'on est d'accord avec Robert Badinter, sauf qu'on ne sait pas très bien ce qu'il a dit. Et puis, est-ce qu'on est bien d'accord avec lui ? Il faudra en parler.
Je proposerai de faire, dans le cadre de l'université que je me propose d'organiser cet été, un débat de deux jours sur les nouvelles techniques de procréation et de donner les résultats de notre réflexion qui sera le fruit de quelque chose de beaucoup plus mûr.
Enfin, sur la vie privée, je crois qu'il a été décidé le désir de lutte accrue contre les violences sexuelles. J'ajouterai qu'il faut citer l'inceste, parce que j'ai découvert que c'était un énorme fléau dont vous n'avez pas idée, moi-même, je ne le soupçonnais pas. Il faut vraiment le mettre dans notre programme.
Condamner le proxénétisme, je crois qu'on l'a oublié. Et puis, insister sur l'information. Si je le pouvais, si j'en avais les moyens, j'essaierais de créer une grande maison de l'information dans toutes les grandes villes de France, à l'instar de celle que j'avais créée à Paris quelques mois avant notre départ.
A partir de là, tout est une question de culture, et la prochaine révolution, elle sera dans nos têtes, dans nos têtes à vous, dans nos têtes à nous, dans la tête des hommes, des femmes aussi, pour savoir si les femmes auront plus de toupet pour user davantage de leurs droits, et si les femmes comprendront mieux que c'est l'intérêt de tous. On peut à ce moment-là avancer plus vite, à condition de laisser une place à la création de celles qui peuvent déjà créer. Camille Claudel est quand même l'exemple de quelque chose qui n'est pas à l'honneur de notre civilisation.
Je ne dirai rien de tout ce qui est nécessaire de faire avec le ministère de l'Education nationale, simplement que la FEN a organisé un remarquable colloque le week-end dernier, qui peut nous être utile dans notre réflexion. Je souhaite simplement que nous n'attendions pas dix ans encore pour faire à nouveau une réflexion avec des universités d'été, bien organisées, avec un 8 mars bien organisé, faire avancer plus vite ces problèmes, sachant - et ce sera mon dernier mot - qu'il n'est nullement question ici de faire gouverner la société par les femmes, mais bien de savoir si elle ne serait pas mieux gouvernée par les hommes et par les femmes. Ce n'est pas moi qui dis cela, c'est un homme, et ce n'est pas d'aujourd'hui, c'était John Stuart Mill.
(Applaudissements, la salle, debout, applaudit longuement)

Collection Jean Jaurès

Le président - Merci à Yvette Roudy pour tout ce qu'elle a fait depuis tant d'années avant, pendant et après avoir été au gouvernement.
(Applaudissements)
Il y a encore deux fédérations qui n'ont pas pris contact avec la Commission des mandats : les Côtes-du-nord et l'Ille-et-Vilaine.
Je donne maintenant la parole à Lionel Jospin.
(Applaudissements)

Lionel Jospin

Chers amis, chers camarades, je voudrais dire mon plaisir d'être dans cette convention aujourd'hui, cette assemblée directe dans ses réactions, spontanée dans le contact, réactive et diversifiée.
Je voudrais remercier Edith Cresson, député-maire de Châtellerault, de nous accueillir dans cette ville, qui fut, je crois, le seul candidat Socialiste en 1983 à conquérir une mairie de plus de 30 000 habitants, et elle était et elle est restée une femme !
(Rires)
Je voudrais remercier Edwige Avice, la Commission femmes, l'ensemble des déléguées femmes du Parti d'avoir organisé cette convention, avec l'aide de la fédération de la Vienne, naturellement, qui nous accueille, son Premier secrétaire Alain Claeys, avec l'aide du secteur fédérations et du secteur organisation du Parti.
J'avais prévu d'être avec vous dans cette convention, comme il est normal, pendant ces deux jours, mais je ne savais pas que le jeu cruel de la vie et de la mort m'obligerait ce matin, avec d'autres dirigeants du Parti, hommes ou femmes, d'être aux côtés de Joseph Franceschi, ancien ministre, député-maire d'Alfortville, qui nous quittait ce matin, dans une cérémonie, et c'est pourquoi je suis arrivé simplement à la coupure du déjeuner.
Je ne savais pas non plus que les contraintes de la campagne qu'avec d'autres et qu'avec vous je mène dans le pays au nom des idées et des propositions Socialistes m'obligeraient à être présent demain matin au salon de l'agriculture. Oui, Chirac, Le Pen, Barre et les autres y sont allés et le secteur agricole du Parti, qui comporte des hommes et qui comporte aussi des femmes qui là aussi font double charge, a pratiquement exigé de moi que, ce salon se terminant demain, j'y soie présent pour que les Socialistes aussi au plus haut niveau aient ce contact important. J'assumerai donc cette responsabilité.
(Applaudissements)
Cette convention d'aujourd'hui et de demain est à mes yeux tout à fait importante, et c'est pourquoi sur la suggestion qui m'avait été faite par le secteur femmes et par ses animatrices, j'ai au Congrès de Lille publiquement, dans mon discours, pris à mon compte cette proposition de tenir avant l'élection présidentielle dans l'année 1988 une nouvelle convention femmes consacrée à l'ensemble des problèmes qui sont ceux des femmes, de la place des femmes, mais aussi des relations entre hommes et femmes dans la société et au niveau du

Fondation Jean Jaurès

pouvoir politique.
Cette décision a été prise ensuite et nous l'avons appliquée.
Cette convention est également importante parce qu'elle se tient à un moment où selon moi, dans le pays se heurtent deux vagues : la vague qui avançait, celle que nous avions portée notamment au pouvoir à partir de 1981 et que j'appellerai la vague de l'égalité pour les femmes, la vague des droits des femmes, et celle qui reflue, celle qui revient en arrière depuis mars 1986, portée par la Droite, et que j'appellerai au contraire celle de l'inscription des femmes dans une condition féminine à la fois stéréotypée et inégalitaire.
Il y a choc de ces deux vagues et d'une certaine façon la campagne présidentielle dans laquelle nous sommes engagés nous permet d'agir.
Mais entre ce mouvement d'avancée et ce mouvement de reflux, au moment où nous parlons, au moment où vous réfléchissez ensemble, au moment où nous déciderons ensemble, il n'est pas encore possible de savoir ni pour l'élection qui vient, ni pour les années qui viennent, laquelle l'emportera, celle qui va vers l'avant ou celle qui déferle en arrière.
Cette convention est importante parce qu'elle se tient dix ans après la première, comme on l'a rappelé, même si ces dix ans ont été naturellement accompagnés dans le Parti Socialiste, mais aussi au gouvernement, d'avancées, de mouvements en avant significatifs.
C'est pourquoi je voudrais organiser mon propos ici devant vous, après tous ceux et toutes celles qui m'ont précédé, autour de trois idées : les avancées que nous avons ensemble réalisées et parfois même fêtés, le recul que la Droite s'efforce actuellement d'imposer, les défis extérieurs, ceux de la société, et intérieurs, ceux du Parti, que nous devons assumer ensemble.
Je crois que le Parti Socialiste, pas seul, aux cotés d'autres forces de Gauche, parfois aux côtés de personnalités qui venaient de milieux politiques plus modérés qui ont eu souvent besoin de la Gauche pour faire passer leurs projets, stimulé, aiguillonné, encouragé, parfois contredit par d'autres mouvements, notamment la diversité du mouvement féministe en France, le Parti Socialiste dans ces dix années qui se sont écoulées a réalisé un certain nombre d'avancées.
Il était juste de rappeler tout à l'heure que la convention de 1978, convention plus philosophique, plus théorique, plus historique que celle d'aujourd'hui, avait été au fond, de notre part, la tentative de concilier, certains diraient de réconcilier Socialisme et féminisme.
Dans toutes ces années, notamment dans le Parti, de nombreuses femmes, un certain nombre d'hommes, et parmi ces femmes quelques-unes que je citerai sans vouloir être oublieux des autres, Marie-Thérèse Eyquem, Colette Audry, Yvette Roudy, Véronique Neiertz, Martine Buron, Edwige Avice, la Commission femmes, les femmes du Parti, ont fait avancer notre réflexion, ont obligé l'ensemble du Parti à faire un certain nombre de pas en avant.
Je ne vais pas retracer ici cette histoire déjà évoquée par vous dans les débats et qui d'une certaine façon a épousé l'histoire récente du féminisme et du mouvement Socialiste en France, mais je veux marquer à quel point à mes yeux elle a été importante, aussi importante peut-être pour l'acteur politique que je

suis que les évolutions que j'ai eu à connaître, à maîtriser, à comprendre dans ma vie d'homme, dans ma vie d'homme tout court.
L'expérience gouvernementale, les cinq années de gouvernement ont été naturellement l'occasion d'inscrire dans la réalité soit des faits concrets, soit des évolutions pratiques, soit au moins des cadres juridiques que nous n'avons pas toujours eu le temps de remplir, dont nous pouvons à certains égards être fiers.
Avec la création d'un ministère des Droits de la femme, s'est effectivement dans le gouvernement, par la volonté de François Mitterrand, affirmée une conception forte, celle qu'Yvette Roudy appelait, je crois, une philosophie de conquête, une lutte pour la citoyenneté.
Ce ministère, doté de vrais moyens, tissant dans le pays un réseau de délégués, a beaucoup réalisé pour l'égalité des droits, par un important travail législatif, par l'élimination de la notion de chef de famille entendue comme celui de l'homme, pour l'égalité des chances dans la vie professionnelle par cette loi que les femmes généralement plébiscitent comme la plus importante de celles que nous avons prises dans ce domaine, même si naturellement là, comme je l'ai dit, le cadre reste à remplir, par des modifications au Code de la fonction publique, aussi par un formidable travail de communication, d'information, un travail qui s'est efforcé non seulement de faire avancer des projets concrets, mais d'une certaine façon de modifier l'image de la femme, l'image des femmes dans une société qui reste en grande partie marquée par les tabous, par la culture, de ce point de vue ambigu, parfois régressif, du monde méditerranéen auquel nous appartenons pour partie.
De cette façon il me semble qu'un esprit nouveau est né, plus assuré, plus tranquille, même si un certain nombre de vos réactions, de vos expressions spontanées, continuaient à traduire un sentiment de malaise et d'inquiétude, un sentiment d'irritation, il me semble qu'en même temps il y a quelque chose de plus assuré, de plus tranquille, malgré les difficultés à vivre, dans le comportement et dans les mentalités que les femmes, dans la société qui est la nôtre, portent avec elles.
En haut et symboliquement, sur le plan gouvernemental, les fonctions occupées non seulement par Yvette Roudy - et il était bon que ce symbole soit marqué, et il fut juste qu'il soit marqué par elle - mais les tâches qui ont été assumées dans leur diversité par Edith Cresson, Edwige Avice, Georgina Dufoix, Catherine Lalumière, Huguette Bouchardeau, ou encore Nicole Questiaux, ces tâches ont été significatives de ce que nous étions capables d'apporter à la lutte qui est la vôtre et, je crois, à la lutte que nous essayons de faire nôtre.
(Applaudissements)
Mais il me semble aussi qu'à d'autres niveaux de la société, à l'école, dans le travail, dans la cité, dans les associations, dans les syndicats, dans les partis, trop peu encore dans les lieux de pouvoir, des choses bougent, même si elles bougent trop lentement.
Deuxième idée que je voudrais développer rapidement devant vous, il me semble que face à ce mouvement, face à cette conception nouvelle dont je rappellerai certaines des données ou certaines des valeurs un peu plus tard, la

politique que la Droite met en œuvre sur ce terrain depuis mars 1986, c'est l'abandon d'une ambition, c'est le retour au paternalisme dans sa double signification et c'est aussi la régression sociale qui vaut pour tous, mais qui vaut donc aussi pour les femmes.

Le premier recul, celui qui a frappé d'entrée de jeu, c'est naturellement la suppression du ministère des Droits de la femme, au profit d'une délégation à la condition féminine, délégation d'ailleurs créée en hâte parce qu'on avait même oublié de la créer, et qui représentait le double symbole d'un abandon sur le plan gouvernemental et celui aussi de l'acceptation d'une condition différente de la femme, d'une condition conçue comme différente, mais aussi comme seconde.

Le deuxième trait qui frappe dans la politique gouvernementale, c'est la politique dite familiale menée par M. Séguin, ministre de tutelle, comme il le rappelle, et Mme Barzach, et qui s'est traduite, ne faisant d'ailleurs sur ce point que concrétiser l'essence même de la politique de ce gouvernement en matière sociale dans tous les domaines, qui s'est traduite par une redistribution à l'envers pratiquement sans précédent depuis la guerre, c'est-à-dire par un transfert des familles modestes vers les familles favorisées, c'est-à-dire par l'invention ou la réinvention de la solidarité à rebours, les pauvres payant pour les riches.

Cette politique familiale, qui concentre tous ses efforts sur le troisième enfant, qui a supprimé de nombreuses prestations, ou réduit telles que les prêts aux jeunes ménages, la suppression du cumul des aides aux jeunes enfants, qui a concentré les aides sur les familles aisées, cette politique est à la fois la marque d'une régression sociale, et aussi un recul pour la majorité des femmes.

Enfin, autre constatation que nous pouvons faire à l'égard de la politique gouvernementale : Yvette Roudy y faisait allusion tout à l'heure : c'est qu'effectivement, le statut de la mère de famille est un véritable trompe l'œil puisque le nombre des bénéficiaires dont les conditions soient soigneusement établies comme le rappelait tout à l'heure l'oratrice qui me précédait, puisque le nombre des bénéficiaires n'est à l'échelle française potentiellement que de 5000... derrière ces mesures parfois sans consistance ou alors roboratives, et substantielles pour les plus aisés, on sent une attitude constante de la majorité RPR-UDF qui est de faire sortir les femmes du marché du travail avec, comme objectif, de réduire les statistiques du chômage et là, on sent la patte de M. Séguin et une vision, une philosophie bien déterminée de la femme : c'est l'idée que la femme est mieux au foyer qu'au travail.

Là, on sent la philosophie de toute la majorité conservatrice.

(Applaudissements)

Il est logique, dans ces conditions, que l'idée de salaire maternel que nous avions réussi à faire reculer dans les esprits, ait resurgi avec cette frauduleuse proposition de M. Chirac, sur le SMIC maternel.

Mesure démagogique, mesure coûteuse, extrêmement coûteuse si elle était appliquée mais dont le secrétaire d'Etat au Budget nous a dit que là encore, elle ne pourrait concerner qu'une minorité.

On constate donc qu'il y a à la fois de la part du candidat en campagne,

tromperie dans l'annonce et tromperie sur les chiffres.
Il y a donc, dans la politique familiale du gouvernement, dans sa politique de l'emploi, dans son approche des problèmes des femmes, une véritable régression. Une volonté de ramener les femmes au foyer dans leur rôle jugé traditionnel et qui, pourtant, déjà commence à bouger dans la vie.
Il y a une rupture avec la démarche d'égalité des droits de plein accès aux responsabilités, qui fût la nôtre, même si elle n'a été qu'une démarche et si de nombreux efforts restaient à faire.
Celui qui me conduit, chers amis, chers camarades, à aborder maintenant le troisième point de mon intervention et qui veut dire que par rapport aux débats qui sont devant nous, qui sont au milieu de nous, que vous avez commencés à avoir dans les fédérations, dans toutes les sections qui ont bien voulu se saisir de cette discussion dans une période, c'est vrai, il faut le reconnaître, qui n'était pas forcément très favorable à la tenue d'une discussion statutaire en raison de la campagne, les débats qui sont devant nous, il faut, soit les trancher pour ce qui peut l'être dans cette convention, soit en tout cas les mieux définir pour des décisions ultérieures.
A la démarche de la Droite, nous opposons clairement une volonté de développer les droits des femmes et, d'une certaine façon même, mais ce débat n'est pas pour tout de suite, d'une certaine façon à l'idée de dépasser cette donnée ou cette aspiration à la reconnaissance des droits des femmes.
En matière d'emploi, nous savons que le travail féminin, même si le chômage touche plus durement les femmes que les hommes, 12,3 comme moyenne nationale, contre 8,7 pour les hommes, nous savons que le travail féminin s'impose maintenant comme une évidence.
C'est dire qu'il faut donc encourager, par des programmes de formation initiale, par une action de communication appropriée, par l'entrée dans les faits, les dispositions prévues par la loi sur l'égalité professionnelle, qu'il faut favoriser l'accès des femmes à tous les métiers et plus particulièrement encore, parce qu'ils sont révélateurs de ce que sera la structure de l'emploi futur, en direction des métiers de l'avenir.
(Applaudissements)
La loi Roudy sur l'égalité professionnelle et l'égalité des chances doit être appliquée. Les femmes doivent accéder davantage aux postes de responsabilités.
L'ANPE, au lieu de recevoir de M. Séguin des circulaires pour dire que quand les jeunes refusent un TUC, il faut les rayer des droits, pour qu'on les raye des statistiques du chômage, ferait mieux de recevoir des circulaires pour qu'on leur dise de veiller à un meilleur équilibre des offres d'emploi entre les sexes.
(Applaudissements)
Bref, là où la Droite veut faire rentrer la femme à la maison, nous voulons nous que celle-ci puisse choisir, choisir d'être chez elle, pour une période qui leur convient, mais aussi choisir d'accéder, si elles le souhaitent, à tous les emplois, cependant que les hommes doivent bénéficier symétriquement des droits accordés aux femmes notamment pour l'éducation des enfants.
(Applaudissements)

Fondation Jean Jaurès

Car, en effet, on sent bien qu'il faut éviter deux écueils.
L'écueil de professions sans femmes, où s'imposent, de façon écrasante ou même parfois exclusive les hommes, et l'écueil de professions où il n'y a que des femmes parce qu'on sent bien que dans la conception du travail, comme dans la conception de l'homme et de la femme, que dans la philosophie de la société, le pendent du travail pour l'homme, c'est naturellement celui du travail féminin jugé seulement bon pour les femmes.
Il faut donc, à la fois, éviter notamment dans certains secteurs - et je pense au secteur de l'Education que j'ai bien connu professionnellement - une féminisation excessive, à la mesure même de l'accroissement des postes pour les femmes, dans des professions jusqu'ici réservées essentiellement aux hommes, avec, en outre, d'autres paradoxes que nous avions évoqués - Edwige Avice s'en souviendra et mes amis de la fédération de Haute-Garonne aussi, que nous avions évoqué dans la réunion régionale préparatoire à cette convention et qui s'est tenue avec un certain succès je crois - en Haute-Garonne, dans ma fédération, avec ce paradoxe ; cette difficulté que plus on tend à accroître par un souci légitime la protection sociale des femmes, notamment par rapport aux exigences et aux contraintes du travail, par les congés de maternité, par les congés pour les enfants, par les contés pour garder les enfants lorsqu'ils sont malades, et plus en même temps par un mécanisme pervers - plus on tend à les handicaper dans la compétition féroce que toutes et tous, que les hommes et les femmes se livrent devant les patrons, dans le marché ou sur le marché du travail.
D'où l'idée de rechercher davantage peut-être que par le passé, des droits qui soient valables pour les hommes ou pour les pères comme ils le sont pour les femmes ou pour les mères.
(Applaudissements)
En ce qui concerne la famille, je voudrais dire que, contrairement à la Droite, nous n'avançons pas, avec dans nos têtes, une idéologie familiale, une conception préfabriquée de la famille, une vision unique d'un modèle qui serait le bon, et dans lequel devrait se ranger chaque homme et chaque femme qui fonde un foyer, qui fonde une union.
Mais nous avons, par contre, connaissant la diversité des types de famille, respectant le libre choix des hommes et des femmes, nous avons par contre effectivement une politique familiale.
Nous voulons donc rétablir et améliorer le système de prestations qui a été mis à mal par les mesures de Mme Barzach, et qui favorisait notamment les familles modestes.
Nous sommes là aussi pou une politique sociale de la famille. Nous sommes pour des prestations qui aillent à l'enfant, nous sommes pour la garantie d'un revenu minimum d'insertion. Nous sommes pour des mesures fiscales prenant en compte la situation des familles mono-parentales.
Nous sommes pour cette reconnaissance des droits propres à la couverture sociale et à la retraite qui étaient récemment débattus et introduits dans notre conception.
Tout ceci ne peut pas naturellement se faire, je dirai même s'amorcer dans une

impulsion politique, sans une volonté.
C'est pourquoi la re-création d'un ministère des Droits de la femme, si nous revenons aux responsabilités, s'impose.
(Applaudissements)
C'est pourquoi le dialogue avec les associations de femmes, avec les associations familiales, dialogue que nous devons poursuivre d'ailleurs dans l'esprit du contrat, dans toute la société et avec l'ensemble du mouvement syndical, ou associatif, ce dialogue doit reprendre et s'étendre.
L'égalité des droits signifie qu'aujourd'hui, et plus encore demain, l'homme et la femme ne doivent pas avoir de statuts dissymétriques mais ils doivent participer à part égale à la vie au travail et à la vie familiale.
Voilà ce qui est notre ambition.
Tout ceci devra s'inscrire naturellement dans le cadre d'une grande politique sociale, car une grande politique sociale est aussi nécessairement une politique pour les femmes.
Si l'on met en place le minimum social d'insertion, si l'on mène une politique d'aide aux personnes âgées, notamment sur le terrain, des soins et de l'aide à domicile, si l'on mène une politique d'emploi, cela concernera au premier chef les femmes, notamment toutes celles qui sont en situation d'isolement ou en situation de responsabilité unique ou en situation précaire, parce qu'elles ont les problèmes de l'ensemble des Françaises et des Français mais elles les subissent, pour beaucoup d'entre elles, souvent plus durement.
Reste la question fondamentale de la participation des femmes à la vie politique. Question difficile... (murmures dans la salle)... et pourtant, cette question est incontournable.
(Applaudissements)
Cela a été dit ici avant moi et j'en suis d'accord, il faut rapprocher le monde politique de la société civile, il faut que dans ce milieu aussi les femmes créent un effet de nombre et de diversité.
Il est vrai que l'on peut reconnaître, et il faut le dire, notamment dans la bataille qui vient, dans la comparaison et dans la confrontation avec les autres forces politiques - car nous n'avons pas à faire preuve de masochisme, si nous restons lucides et réalistes à notre égard - que sur un certain nombre de points, nous faisons moins mal que les autres, même s'il est clair que nous ne faisons pas assez...
(Murmures)
Le quota de 20%, par toujours respecté, c'est dans notre Parti qu'il a été édicté.
Les 30% de femmes - 30% y compris, naturellement, les 10 et 20 premières, qui pouvaient effectivement être élues - c'est dans notre Parti que cela a été appliqué, que cela a été respecté, et c'est sur notre liste qu'en n°2 et en n°4, au-delà de la représentation dans les 10 et dans les 20, j'avais veillé à ce que soient mises deux femmes significatives de notre action et de notre combat.
(Quelques applaudissements)
C'est vrai qu'il y a 10% d'élue au groupe Socialiste à l'Assemblée Nationale, ce qui, à la fois, n'est pas assez, n'est pas conforme à nos règles statutaires, mais ce

Fondation Jean-Jaurès

qui, en même temps, représente - ce qui montre la situation des autres ! - 60% des femmes députés à l'Assemblée Nationale - ce qui prouve que les partis de droite font mal, beaucoup plus mal que nous... (protestations diverses)... Cela vous gêne qu'on le dise ?... Non. Bon, alors, très bien, je le dis ! Et pour le reste, balayons devant notre porte... (applaudissements)... sans nécessairement balayer de sa plume la porte des adversaires ! Bien.
21% dans les Conseils municipaux des villes de plus de 8000 habitants, c'est aussi un bon chiffre.
Mais je veux le dire, parce que j'ai fait l'expérience de ce qu'a été la discussion difficile pour ce qu'on a appelé "l'accord national pour les législatives" - et nous ne serons plus peut-être dans ce mode de scrutin, dans ce mode de désignation - des réticences existent encore trop souvent à la base même de notre Parti pour désigner de femmes et il a fallu que je m'engage personnellement pour qu'un certain nombre de femmes, dont je pourrais citer les noms mais qui se reconnaîtront sans que je les cite, qui avaient été battues à la désignation, soient placées avant un homme dans leur département afin d'être plus sûrement élues.
(Applaudissements)
Je suis préoccupé, si nous devons voter - comme c'est possible, comme c'est vraisemblable - avec le scrutin majoritaire qui est pour le moment notre loi, dans une élection législative, par la façon dont se feront, dans les circonscriptions et dans les fédérations, les désignations pour cette élection législative.
Il y a donc de nouveaux progrès à réaliser.
C'est pourquoi, quels que soient les débats que l'on puisse avoir sur cette question, je suis d'accord avec l'idée de porter le quota à 25%.
(Applaudissements)
C'est pourquoi je suis d'accord avec la mise en place d'une structure officieuse qui aura à veiller à l'application des décisions du Parti en matière de représentation plus grande des femmes dans nos instances dirigeantes, dans nos instances fédérales, et pour les élections.
(Applaudissements)
En effet, une question a été posée aux hommes, et donc m'a été posée à moi : comment, hommes, vivriez-vous une situation où 90% des sièges dans les élections seraient réservés aux femmes ?
Ma réponse est clairement : je la vivrais mal.
C'est pourquoi vous voulez la changer et c'est pourquoi nous devons, quelles que soient les résistances, progressivement la changer ensemble.
(Vifs applaudissements)
Pour mieux promouvoir les femmes dans les responsabilités politiques, je me dis aussi parfois, vivant ce Parti à la base et au sommet depuis de longues années maintenant - même si je ne peux pas ouvrir ce débat ou cette discussion ce soir - qu'il nous faudrait peut-être commencer à revoir ou à infléchir notre conception du pouvoir, parce que c'est vrai que les résistances qui existent sont souvent liées à cette question du pouvoir.
On sait que les luttes pour le pouvoir, inévitables, à certains égards légitimes, mais trop souvent présentes et excessives dans la société politique française -

Fondation Jean Jaurès

mais aussi parfois dans notre Parti, même s'il sait les maîtriser par des procédures démocratiques - irritent ou découragent les femmes et il faudrait de ce point de vue, peut-être aussi grâce à elles, commencer à changer notre culture.
(Applaudissements)
Il est évident que cet objectif d'associer, que ce soit aux niveaux intermédiaires ou au sommet, davantage de femmes, que cette volonté de faire que, si elles sont citoyennes à part entière, elles doivent donc être aussi responsables à part entière, il est évident qu'il faut les faire passer dans la réalité, et pour cela il faut naturellement - cette question a aussi été évoquée, je ne la traite donc pas – donner aux femmes le temps et les moyens de s'investir davantage en politique, ce qui suppose des modifications dans les comportements quotidiens, dans les comportements individuels, dans les comportements des couples, dans les comportements des familles, mais ce qui suppose aussi peut-être un certain nombre de mesures, et je suis persuadé que si nous pouvons reprendre, aux responsabilités, cette idée et ce projet que nous n'avons pas pu mener à bien, qui sont ceux d'un statut des élus... (murmures)... ce changement profiterait aux femmes ainsi qu'à d'autres catégories de la population.
(Applaudissements)
Chers amis, chers camarades, je voudrais terminer sur une anecdote et sur un souhait.
En janvier 1987, j'ai décidé d'inviter au siège du Parti, pour un déjeuner fraternel, pour un déjeuner de travail, les jeunes responsables Socialistes qui avaient fait partie de la coordination nationale étudiante. J'en connaissais certains ou certaines. D'autres, je ne savais pas qu'ils existaient, parce qu'ils étaient simplement les délégués plus anonymes de leur université, ou je ne savais pas qu'ils étaient Socialistes. Et quelle fut ma fierté, effectivement, de constater que près de la moitié de ces jeunes hommes et de ces jeunes femmes, qui faisaient partie de cette coordination nationale, parce qu'ils avaient été spontanément choisis, étaient Socialistes ou se sentaient proches des Socialistes !
Je les ai donc réunis dans une salle où nous déjeunions et réfléchissions ensemble, au siège du Parti, et quand je les ai vu, j'ai été frappé qu'ils fussent, les uns et les autres, les unes et les autres, dans une quasi-situation de mixité, dans une quasi-situation, veux-je dire, d'égalité. Quand je leur en ai fait la remarque - certains peut-être ici s'en souviendront - ils m'ont dit qu'ils ne l'avaient pas remarqué tant, dans leur mouvement, y compris à sa tête, cela leur apparaissait désormais naturel.
(Applaudissements)
J'y ai vu un signe d'une évolution qui est en cours, j'y ai vu aussi un signe d'espérance pour l'action que vous menez et que certains - et surtout certaines d'entre vous - mènent maintenant depuis longtemps avec courage, avec détermination et avec flamme.
Je souhaite donc que dans les structures femmes du Parti, au niveau national comme au niveau fédéral, les très jeunes femmes soient plus nombreuses

Fondation Jean Jaurès

qu'elles ne sont actuellement, parce qu'elles portent une sensibilité et une vision peut-être un peu différentes.
(Mouvements divers)
Je voudrais que nous nous interrogions, que vous vous interrogiez pour savoir pourquoi elles n'y sont pas assez présentes, pourquoi c'est souvent autrement qu'elles mènent leur militantisme ?
Considèrent-elles que beaucoup de droits sont désormais acquis, grâce aux luttes patientes et courageuses qu'ont mené leurs devancières ? Vivent-elles autrement ce féminisme que Françoise Gaspard, je crois, tout à l'heure, nous invitait et m'invitait à partager ?
Je pense qu'il est très important pour l'avenir de notre mouvement, pour l'avenir du mouvement que vous portez au sein même du Parti Socialiste, que ces questions, nous nous les posions et que nous y apportions des réponses.
En effet, dans tous les domaines, il ne faut pas oublier nos traditions, il faut garder la mémoire du passé parce que là sont nos racines, là est notre culture ; il faut en même temps vivre pleinement le présent parce que je crois que nos valeurs Socialistes nous permettent, avec nos propositions, de répondre au défi du temps ; mais il nous faut aussi préparer l'avenir qui vient.
C'est ainsi, en effet, que nous répondrons à l'exigence des femmes qui, en mars 1986, ont voté pour la première fois plus nombreuses que les hommes pour le Parti Socialiste en France. C'est ainsi que nous reprendrons l'élan brisé en mars 1986 en faveur des droits des femmes. Je pense que cet élan des femmes dans notre société peut être, pour celles-ci, une source de renouvellement des habitudes, un moteur formidable d'innovation et de changement. C'est ainsi, encore et enfin, que nous rassemblerons les hommes et les femmes dans la présidentielle, sur la base de l'égalité et de la solidarité, avec l'espoir, avec la volonté, de gagner pour les Françaises et les Français.
Oui, pour terminer, je vous dis, bien sûr - sois rassurée, Yvette - nous nous reverrons avant dix ans... (rires)... mais je vous dis aussi : rendez-vous - ne l'oubliez pas, celui-là - avec toutes les Françaises et les Français, le 24 avril et le 8 mai, pour la victoire !
(La salle, debout, ovationne Lionel Jospin)

(Edith Cresson remplace Claude Estier à la présidence)

La présidente (Edith Cresson)
Avant de donner la parole à Jean Poperen, je passe le micro à Daniel Vaillant, pour le compte-rendu de la Commission des mandats.

Daniel Vaillant
Chers camarades, je serai bref. La Commission de vérification des mandats s'est réunie et n'a pas eu besoin de procéder à des examens contentieux. Je vous rassure.
Je suis donc en mesure de vous dire que sur 5921 mandats recensés, pour le

Fondation Jean Jaurès

texte : 5558, soit 94,10% des mandats.
(Applaudissements)
Contre : 84, soit 1,42%.
Abstentions : 234 mandats, soit 3,96%.
Refus de vote : 30, soit 0,5%.
Vous constaterez donc que le texte a été adopté à une très large majorité, 94%, et je pense qu'avec un certain nombre d'amendements dont je crois la Commission des résolutions sera saisie, je pense que c'est un magnifique résultat pour cette convention.
Je veux aussi très rapidement vous soumettre une proposition de réintégration de camarades de la fédération du Nord, sachant que la Commission exécutive, unanime, et la section nous le proposent. Il s'agit des camarades Theoum, Ducan, Tumeur, et Forcevil (?). Si vous en étiez d'accord, ces camarades seraient réintégrés à l'occasion de cette convention de Châtellerault.
(Applaudissements)

La présidente - Je considère que la convention est d'accord et je passe la parole à Jean Poperen.
(Applaudissements)

Jean Poperen

Chers camarades, simplement, puisqu'on me dit que les délais maintenant sont comptés, quelques réflexions sur la façon dont nous menons actuellement, c'est-à-dire à quelques semaines d'une échéance importante, le combat pour les droits des femmes, la façon dont nous le menons, femmes et hommes Socialistes.
Vous en avez discuté en perspective, avec les propositions que vient de rappeler et de préciser le Premier secrétaire, et vous l'avez fait, semble-t-il, dans un grand dynamisme démocratique.
Mais nous avons apprécié non pas seulement en perspective, bien qu'il faille toujours le faire, nous avons apprécié comment ce combat va être un élément de la campagne politique que nous menons, dont à son tour les résultats serviront à faire progresser cette cause.
Je pense que de ce point de vue, compte tenu de ce qui doit se passer, d'abord dans six semaines, puis dans huit, nous sommes ici pour fermer la parenthèse, la parenthèse de ces deux années, c'est-à-dire qu'à partir des acquis que nous avons rassemblées dans nos luttes, et pendant la période où nous étions à la responsabilité des affaires, au-delà donc de ce qui avait été fait, de ce qui a commencé à être défait, de ce qu'il nous reste à faire.
Et je pense que ce sera un élément important de la bataille électorale, de la bataille présidentielle. Naturellement, nous avons encore quelques incertitudes, nos adversaires aussi, les deux candidats de la Droite s'inquiètent, je ne sais pas s'ils s'inquiètent de ne pas savoir, ou si plutôt ils s'inquiètent de savoir qui ils auront à combattre, mais pourtant ils ne devraient pas trop s'ennuyer, ils sont deux, et ils s'aiment, ils s'adorent !
(Rires)

Fondation Jean-Jaurès

Ils feignent donc de s'inquiéter, mais qu'ils en profitent, qu'ils gambadent encore, ils n'en ont plus pour très longtemps, et croyez-moi, ensemble sur ce terrain, sur ces questions dont nous parlons aujourd'hui, et sur les autres, nous mènerons une bonne bataille, c'est sur tout cela qu'en quelques instants, je voudrais vous dire quelques mots.

J'ai bien entendu, par quelques mouvements de salle, et je l'ai ressenti, qu'il y avait le jugement de certaines insuffisances dans ce que nous avions fait ensemble, et qui est pourtant considérable entre 1981 et 1986, chers amis, chères et chers camarades, il n'y a pas que dans ce domaine que nous n'avons pas tout fait, et nous ne pouvions pas tout faire, mais jugeons de ce que nous avons fait, et emparons-nous de ce que nous avons fait comme d'une arme politique, pour aller au-delà et croyez-moi dans ce domaine vous l'avez dit, tout l'après-midi, je ne le répéterai guère, nous avons fait beaucoup.

Tout de même la loi, et je m'en tiendrai à cela, la loi sur l'égalité professionnelle, dans ce domaine c'est un changement, certains l'ont écrit, certaines l'ont écrit dans la préparation de cette convention, de même dimension, de même impact pour peu que nous le lui donnions, que ce qu'ont été pour l'ensemble du monde du travail les conquêtes du Front Populaire. C'est un pas considérable qui a été fait à ce moment là.

Et puis la consolidation de ce qui avait été acquis, quand la Droite était au pouvoir parce qu'elle n'a plus pu s'y opposer, l'IVG, la gratuité de l'IVG.

Tout cela prouve quoi ? Cela prouve que le combat pour l'égalité réelle, le combat pour la liberté de choix, donc pour la liberté, c'est nous qui le faisons avancer, au moment où on conteste parfois notre capacité à mener une lutte efficace, pour la justice sociale, où l'on voudrait nous chipoter ce qui est probablement l'essentiel, l'axe principal de notre action constante, la justice sociale, l'égalité, bien sûr dans tous les domaines et donc notamment entre les femmes et les hommes, c'est avec nous que cela a progressé.

Je sais bien les réserves qu'on peut faire, Yvette, sur les Droits de l'homme modèle, définition 1789, mais je suis sûr que tu es d'accord avec moi pour dire que nous leur donnons leur plein contenu et que les Droits de l'homme pour nous c'est aujourd'hui les droits des femmes, et des hommes, et que c'est comme cela que nous allons célébrer le deuxième centenaire de la grande révolution, qui a donné la première impulsion même s'il est vrai que sur ce terrain les hommes qui la menaient, étaient très en retard par rapport à ce que nous pouvons souhaiter. Permettez-moi de vous dire au passage que j'espère bien que c'est nous, la Gauche, les Socialistes, qui fêteront ce deuxième centenaire... (applaudissements)… et dans cette fête il y aura toute sa place pour les conquêtes que nous aurons réalisées dans le sens de l'égalité des femmes et des hommes.

Mais, chers camarades et amis, le Premier secrétaire à l'instant a évoqué ce qui a commencé à être défait, je ne le répéterai pas, il l'a très bien dit, je veux seulement ajouter : dîtes autour de vous, dîtes notamment aux femmes, aux femmes travailleuses, puisqu'elles sont les premières, les principales bénéficiaires de ce que nous avons conquis ensemble, ce que signifierait la

victoire de la Droite dans quelques semaines. Naturellement, à l'heure qu'il est, elle paraît fort improbable et je pense qu'elle est en effet fort improbable, mais dois-je vous rappeler - je le fais quand même - qu'une élection n'est jamais gagnée qu'au soir de l'élection, et que si justement il y avait un peu trop de contentement de soi, de satisfaction par anticipation, de tranquillité, nous risquerions, on risque toujours, de mauvaises surprises. Il ne faut rien négliger, y compris vis-à-vis et justement vis-à-vis de ces femmes que la dureté des temps peut écarter de la préoccupation politique immédiate, peut parfois distraire du geste du vote, qui peuvent penser comme certaines sont venues le dire ici, que puisque nous n'avons pas tout fait, alors finalement nous n'avons rien fait, et que cela ne vaut donc pas la peine de nous donner le coup de main pour aller plus loin avec elles.

Je vous le dis parce qu'enfin il y a les projets Barzach, on en a beaucoup parlé, il y a surtout le projet Chirac, dont la signification profonde, au-delà du caractère dérisoire par rapport aux possibilités financières, dont la signification profonde c'est bien la remise en cause de la ligne générale que nous suivons, nous la Gauche, c'est-à-dire celle de l'égalité réelle.

Quand on dit : - je cite - : le SMIC aux mères de trois enfants, qui pourront ainsi choisir de rester à la maison, nous savons bien qu'en réalité c'est faire que l'on pousse, par un acte décisif, vers un pas considérable en arrière.

Mais il y a plus que cela, vous les écoutez parler les uns après les autres, Le Pen comme toujours en avant garde, mais Chirac trottinant derrière et même courant si j'ai bien compris ses discours de ces derniers jours, à grandes enjambées derrière, dans tous les domaines, ils rêvent de remettre en cause des conquêtes qui paraissaient acquises à jamais, y compris par exemple la gratuité de l'IVG... Ils l'ont dit, ils l'ont écrit ici ou là, ils ont cela en tête, s'ils en avaient le pouvoir, croyez-moi peut-être qu'ils s'en prendraient à cela, comme ils s'en prendraient aux libertés syndicales, comme ils s'en prendraient aux droits de grève, comme ils menacent de s'en prendre au SMIC, tout cela fait un tout, comme l'a dit le Premier secrétaire, c'est l'ensemble d'un choix social, d'une orientation sociale qui va être mis en question.

Et nous, en face de cela, eh bien, nous voulons essayer dans ce domaine, comme dans les autres, de faire que les plus atteintes par la crise, avec nous, surmontent les difficultés du moment. C'est quand même l'une des grandes questions. Qui paie les frais de la grande crise, de la grande mutation économique et sociale que nous vivons ? Vous le savez bien, et ce n'est pas démagogie de le dire, les femmes, les femmes travailleuses, le paient deux fois, et notamment par les difficultés de vie accrues, notamment des nombreuses femmes seules.

Vous savez, dans les permanences d'élus, notamment dans une banlieue comme la mienne - je prends là quelques camarades à témoin - c'est d'abord des femmes, en général mères de famille que l'on reçoit, et c'est là que les détresses sont les plus grandes, c'est donc d'abord là que notre mot d'ordre du plus juste partage prend tout son sens, pour l'ensemble du monde du travail, pour l'ensemble des salariés, mais d'abord naturellement pour les femmes salariées, ou qui cherchent un salaire.

Bien sûr, nous avons à concrétiser nos propositions, on l'a dit tout à l'heure, sur plusieurs points, nous avons à le faire pour nous-mêmes, le Premier secrétaire a très directement abordé la difficulté, on peut essayer de mieux la résoudre par les textes, par nos décisions. Il a donné quelques indications, mais vous le savez, c'est une affaire d'abord de pratique, et de volonté politique. Il a évoqué, et je me sens porté, avant de conclure à le faire un peu moi aussi, compte tenu d'une responsabilité que parmi d'autres j'ai eu l'occasion d'exercer, celle en effet du secrétariat aux élections, il a évoqué les difficultés que nous avons en ce domaine, grandes avec un scrutin de liste, probablement plus grandes et plus périlleuses encore avec le scrutin qui pour le moment serait le nôtre, mais quelles objections entendait-on lorsqu'il y avait compétition, qui tournait, comme c'était le plus fréquent au désavantage des candidates femmes ? On évoquait les qualités propres du candidat homme, et c'était souvent vrai, ses qualités étaient grandes, on évoquait sa meilleure implantation, et c'était rarement faux...

La présidente - Jean essaye de conclure, s'il te plaît.

Jean Poperen - Il avait une bonne implantation... (applaudissements)... ce n'est pas sans importance, me semble-t-il !
Mais alors, si on fait ces objections chaque fois qu'il y a ce type de compétition, comment fera-t-on craquer les habitudes, parce que c'est bien de cela qu'il s'agit ?
Oui, je pense qu'en avançant les nouvelles propositions, en nous battant sur ce que nous avons fait et acquis, en marquant le danger du reflux de la femme en arrière, nous avons de bonnes cartes, là comme ailleurs, à nous de les jouer et à nous de gagner !
(Applaudissements)

La présidente - Esther Fouchier pour 5 minutes, ensuite Talma Samine (?) pour 5 minutes également.
Avant Françoise Seligmann va donner lecture de la liste des membres de la Commission des résolutions.

Françoise Seligmann

(Lecture de la liste)
La Commission va se réunir dans dix minutes, à 19 h.
Elle se réunit en mairie et un car attendra les membres pour les y conduire.
Esther Fouchier a la parole, des Bouches du Rhône, pour 5 minutes.

Esther Fouchier

Camarades, je vais essayer dans ces quelques minutes d'aller à l'essentiel.
Je voudrais partir d'une expérience vécue en tant que militante féministe, parce que je suis militante de base du Parti Socialiste, je ne suis pas élue, pas

Cdt Fondation Jean-Jaurès

secrétaire fédérale, je participe à la Commission femmes.
Qu'est-ce que cette expérience ?
C'est l'expérience de la fédération des associations de femmes des Bouches du Rhône.
Qu'est-ce que cette fédération ?
Depuis un an, de nombreuses associations de femmes qui ont depuis dix ans travaillé ensemble, agi ensemble, ont décidé d'unir leurs forces, de mettre en commun leurs idées et leurs expériences pour plus d'efficacité, pour les femmes, pour faire avancer les revendications, tout en tenant compte de leur diversité, de leur force, de leur parti, mais surtout une même volonté d'agir ensemble.
C'est vrai, à Marseille, cette expérience est unique parce que partout ailleurs il y a quelques associations de femmes qui se maintiennent, mais la plupart des groupes femmes n'existent plus, et il existe très peu de Commissions "femmes".
Pourquoi avons-nous fait une telle fédération ?
Je voudrais vous lire le programme de cette fédération et je le tiens à la disposition des camarades ici.
"Les femmes ont acquis de nouveaux droits : droits à la contraception, à l'interruption volontaire de grossesse, à son remboursement, loi sur l'égalité professionnelle, nouvelles mesures sur l'orientation et la formation professionnelle.
Cependant, les mentalités n'évoluent pas aussi vite que les lois et les droits que nous avons acquis restent fragiles. Ils peuvent être remis en cause.
Nous avons appris que seuls notre vigilance ou notre mobilisation, nos combats nous permettent de prendre et de garder la place qui nous revient de droit dans la société. Une journaliste du Monde écrivait : "il y a encore du bonheur à conquérir, des rendez-vous à ne pas manquer pour les femmes".
Ce que nous voulons, nous, fédération des associations de femmes des Bouches du Rhône, c'est le droit au travail, à la formation, le libre choix de la maternité, la disparition des discriminations sexistes et une réelle représentation politique des femmes."
C'était notre plate-forme, il y a un an.
Le CODIF, le planning familial, le mouvement jeunes femmes peuples et culture, SOS femmes, femmes battues, résistance internationale des femmes à la guerre... la fédération des associations de femmes est partie prenante à Marseille du combat que mènent les associations démocratiques, anti-racistes, regroupées dans une seule association : Marseille Fraternité.
Vous savez le poids des idées fascistes et racistes à Marseille. Vous savez les voix que Le Pen fait dans tous les quartiers nord. Le 18 avril, toutes les associations, tous les partis de gauche tous les syndicats, toutes les associations de femmes représentées en commun au sein de Marseille Fraternité appelleront non pas à gazer Le Pen mais à se mobiliser, à être présents dans la rue en nombre pour rejeter la politique d'exclusion dont parlait Laurence Rossignol.
Je remercie d'ailleurs Laurence Rossignol d'avoir parlé ce matin du rassemblement fait pas SOS Racisme pour l'égalité, l'intégration de jeunes immigrés dans la société française parce que nous, femmes nous luttons contre

Fondation Jean Jaurès

le sexisme, et en tant que fédération des associations nous luttons contre le racisme.
L'égalité est à conquérir pour tous. Nous voulons une société où chacun ait sa place et pas une société d'exclusion.
Je voudrais prendre deux débats qui traversent notre convention.
Premier débat : est-ce que le féminisme revendications est dépassé ?
Je crois que l'intervention d'Yvette Roudy a prouvé le contraire. Toutes les revendications qu'elle a énoncées sont des revendications que les femmes doivent voir satisfaites demain à l'occasion de l'élection du Président de gauche.
Les revendications qu'elle a citées m'ont fait chaud au cœur en tant que femmes. J'ai un enfant de 9 mois. Assumer de pair un bébé, des responsabilités familiales, le syndicat, le Parti, réussir à gérer tout cela, c'est difficile.
Si un candidat, un Président pouvait permettre aux femmes non pas de choisir, de rester à la maison, mais de choisir d'assumer de pair - je dis bien d'assumer de pair - une vie familiale complexe, une vie professionnelle réussie, un militantisme quotidien, concret dans les associations des syndicats, les partis, alors je dis "toutes les femmes voteraient pour un même Président."
Je voudrais finir sur cela, mes camarades. Je l'ai dit, je n'avais que cinq minutes, je suis désolée... je voudrais finir sur le fait suivant : nous avons une très belle affiche ici, et moi en tant que femme, j'ai trente ans, je me sens femme de la génération Mitterrand.
Qu'est ce que c'est que de se sentir femme de la génération Mitterrand ?
Ce n'est pas comme la Droite nous le dit, être une femme à moitié.
C'est être une femme à part entière, faire reconnaître et essayer de construire un équilibre dans sa vie, prendre des responsabilités, ne pas se laisser faire, Etre une femme, c'est assumer, d'avoir des enfants, d'en faire des enfants capables de vivre l'égalité, de la comprendre, pas des machos, mais des gens qui tiennent compte de leur différence et de l'égalité.
Si je suis là aujourd'hui, et c'est le cas de beaucoup de femmes, c'est grâce à tous ces maris qui sont entrain de garder les enfants et de s'occuper de partager les tâches avec nous. Je les en remercie.
(Applaudissements)
Etre une femme de la génération Mitterrand, c'est vouloir beaucoup faire. Si les femmes ont voté à 34% pour le Parti Socialiste, c'est que les aspirations des femmes et les valeurs du Socialisme vont de pair : plus de justice, plus d'égalité, plus de solidarité.
D'autres camarades de la fédération des Bouches du Rhône parleront de quota. Moi je voudrais dire simplement un mot : l'avenir boitera s'il n'est construit que de mains d'hommes et d'attentes de femmes.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Talma Samine.

Talma Samine

Je vais essayer de tenir dans mon temps.

L'air du temps de ces dernières années a été celui du libéralisme, repli sur soi, individualisme, condition sine qua non pour devenir un gagneur, qui était d'ailleurs rarement une gagneuse ; ainsi, le début des années 1980 a vécu sur une jeune bof génération de femmes, confrontée à une montée de la xénophobie.
Quelle erreur et quelle gifle pour ceux qui s'en réjouissaient, c'est la valeur inverse qui s'est exprimée chaque fois dans la rue quand les tenants du libéralisme ont voulu sévir. C'est sous la bannière de l'égalité que les rues se sont remplies pour la défendre.
Egalité français, beurs, jeunes immigrés, ces différentes marches du mouvement c'est l'association SOS Racisme.
Egalité devant le droit à la formation, c'est le grand mouvement des étudiants, de toute la jeunesse, en novembre et décembre 1986.
Enfin, égalité des hommes et des femmes, et ce n'est pas un hasard : élevés ensemble sur les mêmes bancs de l'école, les mêmes terrains de jeux, jeunes femmes, jeunes hommes, jeunes Français issus de l'assimilation avons intégré dans notre vie la notion d'égalité, et quand on veut, par la loi, par la littérature, n'en déplaise à M. Mine, la remettre en question, c'est par centaines de milliers que nous nous retrouvons non seulement pour la défendre mais pour obtenir en son nom de nouveaux acquis, de nouvelles lois pour que chacun ait sa place dans notre société.
En tant que jeune Socialiste, en tant que jeune femme Socialiste, je ne me sens pas déconnectée de ma génération, de ses luttes, de ses batailles.
Moi, et bien d'autres jeunes Socialistes, étions dans ces mouvements et souvent même à leur tête, parce que ces valeurs sont celles des Socialistes, parce qu'en tant que femmes nous nous sentions naturellement concernées par les enjeux de société. C'est bien aujourd'hui ce dont il s'agit : nous sommes devant un carrefour. Comme l'a dit Laurence Rossignol ce matin, comme l'a dit Esther, il y a deux routes à prendre aujourd'hui : sur la route à droite, le bon chemin pour certains, pour une partie de la population, de préférence masculine, européenne et de bonne famille, et sur le bas côté, les autres, les femmes, les immigrés, mais encore bien d'autres. Sur la route de gauche, cela s'annonce quand même mieux : intégration pour les immigrés, formation pour tous, égalité pour les femmes, en bref une société d'égalité où tous et toutes ont les mêmes droits, où chacun a les mêmes chances.
Nous sommes tous ici pour la deuxième société, pour prendre la route de gauche et, pour cela, la première étape, c'est la victoire du candidat Socialiste aux élections présidentielles. Mais ce n'est pas la dernière, d'autres échéances, d'autres batailles nous attendront ensuite, et en particulier celle des femmes.
Beaucoup a été fait depuis que certains voyaient en nous l'incarnation du diable, Des générations successives de femmes se sont battues pour que nous puissions jouir des droits élémentaires de la citoyenne. Mais beaucoup reste à faire, tant dans la société civile que dans la vie politique. Nous avons conquis le droit de travailler, mais à quel prix ! Double journée, culpabilité vis-à-vis des enfants, et juste la permission de nous taire.
Mais le droit au travail est un fait acquis aujourd'hui. Les femmes de la jeune

Collection Jean Jaurès

génération ont été élevées avec cette idée, elles n'accepteront pas d'en payer seules les inconvénients. C'est pour l'amélioration de nos conditions de vie que nous nous battons, Mesdames, c'est pour l'amélioration de nos conditions de vie communes; que vous vous battrez avec nous, Messieurs, et cela n'ira pas de soi : diminution du temps de travail pour tous, droit au congé parental pour les hommes comme pour les femmes, sont des mesures, mais il y en a d'autres, par lesquelles il faut passer pour acquérir le statut de citoyenne à part entière.
C'est l'organisation du travail qu'il faut changer, mais vous pouvez faire confiance à tous les réactionnaires du pays pour combattre de telles mesures. Mais face à un mouvement social, ils vont baisser les bras comme ils l'ont fait tout au long de l'histoire, comme ils ont baissé les bras devant la jeunesse en novembre/décembre 1986.
Faites-nous confiance, si nous y travaillons, il y aura un mouvement social pour obtenir un changement de partage social, parce que c'est le désir de la majorité des femmes et de beaucoup d'hommes.
Quant aux femmes dans la vie politique, si le Parti Socialiste sait se faire la caisse de résonance des mouvements sociaux, je ne suis pas inquiète. Il saura donner la place aux femmes, aux jeunes issus de l'immigration. Sinon, il perdra beaucoup, mais perdront aussi avec lui tous ceux qui ont placé leurs espoirs dans la victoire de François Mitterrand.
(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Michel Rocard.
(Applaudissements)

Michel Rocard

Chères et chers camarades, ma chère Edith, notre hôtesse, chère Edwige, responsable et initiatrice de cette convention, je crois pouvoir dire en commençant que cette convention fera date et pour au moins une raison, c'est que la vraie question, celle que j'ai, de mes oreilles, entendu poser - j'étais là - est : les hommes de ce Parti vont-ils enfin devenir féministes ?
(Applaudissements)
C'est en effet toute la question car tout notre problème - et je vais avoir l'occasion d'y revenir ici ou là - consiste à faire ensemble, et non pas les uns contre les autres car, sinon, nous y perdrions notre énergie et nous amputerions les résultats, cette marche vers la vraie égalité telle qu'en tant que Socialistes, femmes et hommes, nous la pensons.
Je dirai d'ailleurs - petite impression de séance - que pour arriver à ce résultat, c'est un exercice salubre, pour préparer cet avenir, que de faire vivre au moins le temps d'une convention aux membres masculins du Comité directeur et du Bureau exécutif la situation de minorité que, mes chères camarades, vous connaissez fort bien. C'est une bonne préparation psychopédagogique.
Dix ans se sont écoulés depuis la première Convention nationale du Parti Socialiste. Au cours de ces dix ans, la situation a évidemment changé, mais ce changement est-il profond ou superficiel, ? Porte-t-il sur l'essentiel ou sur

Fondation Jean-Jaurès

l'accessoire ? Vous le savez, toutes et tous, aussi bien que moi, la réalité est fort contrastée, et si dans de nombreux domaines, les femmes ont obtenu l'égalité au moins de droit avec les hommes, pas partout, avec les hommes, ou sont en voie de l'obtenir, ces progrès ne doivent pas nous faire oublier la difficulté principale et qui tient au fait qu'à juste titre, les femmes veulent pouvoir assumer simultanément leur rôle maternel et leur rôle professionnel, bien remplir les deux, et non pas abandonner l'un au profit de l'autre.

Or, à l'évidence, la société actuelle n'assure pas à toutes la possibilité de choisir vraiment la voie qui leur convient, et pour des raisons qui, pour l'essentiel, sont matérielles. Le durcissement de la crise n'a fait qu'aggraver cette situation et le seul moyen d'y remédier est de mettre en œuvre des formes de solidarité qui faciliteront aux femmes l'exercice d'une réelle autonomie, et cela d'autant plus nécessaire que les femmes sont les premières victimes devant l'aggravation du chômage, l'aggravation de l'instabilité des emplois et la stagnation du pouvoir d'achat.

Notre objectif, mes camarades, il est là, notre objectif à nous Socialistes, et il s'ensuit que chaque fois que nous abordons les grands problèmes de société, l'emploi, l'éducation, la protection sociale, l'éthique aussi, nous devons tenir compte de la façon particulière dont ces problèmes se posent aux femmes, en fonction de leur histoire, de leur situation dans la société, de leurs aspirations.

Faute de temps et largement parce que ce qu'il était indispensable de dire sur l'inadmissible politique que poursuit actuellement la Droite vient de l'être très vigoureusement et très bien par Yvette Roudy et par Lionel Jospin et quelques autres, je n'y reviendrai donc pas et faute de temps, quitte même à prendre un peu plus qu'il n'aurait fallu, puisque nous devrions quitter cette salle maintenant, m'a-t-on dit, mais j'avais travaillé en votre honneur... enfin, je ne vais aborder que trois points.

- Les problèmes de la vie privée,
- de la vie professionnelle,
- de la vie militante.

Vie privée.

La grande conquête de la période récente a été la légalisation de la contraception et de l'interruption de grossesse pour laquelle se sont fortement battues les associations de femmes et les partis de gauche.

Ce combat a été gagné, bien qu'il reste encore un gros effort d'information à faire, notamment auprès des jeunes et en milieu scolaire, pour réduire le nombre des grossesses non désirées. Dans une société qui facilite l'accès à la contraception, l'interruption volontaire de grossesse ne devrait être que l'ultime recours.

Cela dit, La préoccupation prioritaire des femmes n'est évidemment pas d'échapper aux grossesses. C'est pour beaucoup d'entre elles qui souhaitent avoir des enfants le problème dramatique qui se pose est celui de la stérilité. C'est là que, depuis quelques années, le progrès scientifique offre des chances nouvelles considérables, grâce à la procréation dite assistée, Yvette tout à l'heure évoquait l'idée d'une convention d'un séminaire ou d'un colloque de

travail, de réflexion, là-dessus cet été. C'est, je croîs, une bonne idée. J'avais compris, lors de la précédente convention, que celle-ci se penchait déjà sur ce problème.
Je vous fais l'apport rapide de quelques réflexions que j'ai été amené à conclure, après avoir beaucoup écouté et beaucoup appris.
Devant ces techniques révolutionnaires qui troublent légitimement la conscience sociale, ma réaction personnelle est double. J'ai, en effet, comme chacun et chacune d'entre vous des convictions précises sur ce que doit être la famille et sur le modèle que nous souhaitons pouvoir offrir à l'enfant, si nous voulons lui donner les meilleures chances de s'épanouir, mais je n'entends pas céder, sous ce prétexte à l'hypocrisie qui consiste à se voiler la face devant la réalité sociale, devant les pratiques individuelles autorisées aujourd'hui, et dans ce domaine-là, mes chers camarades, la compréhension, la tolérance doit être notre règle, d'autant que les situations sont complexes et que les réponses pleinement satisfaisantes sont difficiles à trouver.
C'est donc avec ouverture et prudence qu'il faut aborder les questions telles que l'insémination artificielle avec donneur, la fécondation in vitro ou la pratique des mères porteuses.
Concernant l'insémination artificielle avec donneur, l'IAD, je veux dire ici fortement qu'il n'est pas normal, à mes yeux, que le père légal d'un enfant conçu avec son accord, selon cette méthode, puisse ultérieurement désavouer la paternité. Il faudra donc sur ce point modifier la loi... (applaudissements)… et exiger, si nous en tombons tous d'accord, qu'avant de recourir à l'IAD, les deux conjoints signent un accord écrit qui aura valeur d'engagement définitif ; l'enfant aussi a droit à sa sécurité affective et légale.
(Applaudissements)
J'ajouterai que si j'ai instinctivement, parce que je n'arrive pas à abandonner tout à fait l'idée qu'un père puisse être utile à un enfant, une réticence à l'idée que les femmes qui n'ont ni mari, ni compagnon, puissent recourir à l'insémination artificielle avec donneur, je ne vois aucune raison de principe pour le leur interdire.
Les partisans d'une législation restrictive invoquent généralement le droit de l'enfant et on sait que ce droit est trop souvent le paravent l'alibi de présupposés moralisants. Nous savons tous que bien des enfants élevés par un seul parent et qui a ardemment désiré chacun d'eux, sont beaucoup plus épanouis que bien des enfants élevés par deux parents qui ne se soucient guère de leurs enfants.
(Applaudissements)
Si, à titre personnel, je persiste à penser que la famille traditionnelle est un cadre approprié quand il est uni, je sais aussi qu'il n'est plus désormais le seul possible, depuis que l'opprobre a heureusement cessé de frapper les enfants d'un seul parent, alors que la loi ne soit pas plus restrictive que nos propres mœurs collectifs.
La fécondation in vitro pose le problème du devenir des embryons surnuméraires qui, si l'on n'y prend garde, pourraient, chers camarades, devenir de véritables pupilles de laboratoire, pour reprendre l'expression véridique de

René Friedman, et sur ce point, je crois que nous devons nous en tenir à un principe très simple : la décision doit revenir au couple et à lui seul, tel est, en tout cas, le principe que je soumets à votre délibération.
Quant aux mères porteuses, ma réaction première, c'est l'intuition de dire : non, pas ça, pas de mercantilisme, pas d'intermédiaires qui pourraient s'enrichir par une sorte de trafic d'enfants, mais là encore, la situation est trop complexe pour qu'on puisse se débarrasser du problème par de simples considérations morales. L'attitude adoptée par Robert Badinter qui soulignait la double nécessité de réserver à la femme porteuse un droit de repentir et de veiller au risque de commercialisation en appliquant aux intermédiaires les rigueurs de la loi pénale, cette double préoccupation me paraît raisonnable, mais sous ces réserves, c'est aux personnes elles-mêmes de décider jusqu'où leur désir d'enfant peut aller.
Cela étant, il ne faut pas surestimer l'importance de ces problèmes de procréation artificielle. Les risques d'extension ne sont pas considérables, ne sont pas tels qu'ils puissent justifier des craintes exagérées et une réglementation drastique.
Quelques mots tout de même sur la situation de l'enfant. Si nous voulons autant que faire se peut éviter aux mères le choix douloureux entre leur rôle professionnel et leur rôle familial, il faut, que par priorité, l'Etat, les collectivités locales, s'attaquent à tous les problème du soulagement de la vie familiale, et notamment aux problèmes des gardes, multiplier les moyens d'accueil, crèches, mini-crèches, halte-garderies, améliorer, diversifier ces systèmes d'accueil de garderie et de restauration ; tout cela nous le savons tous, coûte très cher mais il faut savoir si l'on veut ou non s'acheminer vers une société d'équité où les femmes ne seront pas toujours pénalisées davantage que les hommes dans leur vie quotidienne.
Il reste encore beaucoup à faire pour que les tâches domestiques et éducatives soient plus réellement partagées entre pères et mères. Nous n'en sommes pas encore là même si la société est en marche. Beaucoup à faire aussi pour habituer les enfants le plus tôt possible à considérer que ces tâches ne sont dévalorisantes pour personne, et bannir toute trace de sexisme, notamment dans le système scolaire.
Plus généralement, l'accès des femmes à l'autonomie suppose qu'elles bénéficient indépendamment de leur statut matrimonial et professionnel d'un certain nombre de droits : l'assurance maladie, de droit propre, l'assurance maladie d'abord qui doit être généralisée, mais aussi la retraite, nous en convenons tous.
Les droits propres seraient financés par une cotisation personnelle et, bien sûr, dans certains cas, pour certaines périodes par la solidarité nationale. A l'heure actuelle, il faudrait au moins que celles qui se trouvent dépourvues des ressources nécessaires, puissent bénéficier de ce revenu minimum d'insertion garanti, de ce revenu minimum social dont nous avons unanimement voté le principe de la création à la convention récente du Parti qui a adopté nos propositions pour la campagne.
C'est du côté probablement des femmes sans ressources qu'il est le plus urgent,

Collection Jean Jaurès

ce revenu social.
J'en viens maintenant, mes camarades, à la vie professionnelle.
Les femmes sont un peu plus nombreuses chaque année à venir sur le marché de l'emploi, à tenter de l'investir, mais si l'égalité professionnelle est exigée par des textes et par la loi qui porte le nom d'Yvette Roudy à cause du grand combat qui a été gagné à travers cette loi et grâce à la combativité d'Yvette, il s'en faut de beaucoup que cette égalité professionnelle soit passée dans les faits tant en ce qui concerne la nature des tâches que la rémunération et surtout les chances de promotion.
(Applaudissements)
Cette différence de traitement - hé oui, vous le savez tous - explique dans une large mesure l'inégalité que nous observons dans la vie privée car chaque fois que se pose le problème d'un arrête de travail temporaire ou définitif, c'est le plus souvent la femme qui gagne moins d'argent, exerçant un métier moins attrayant qui est obligée de se soumettre. Que de couples ont vécu ce choix sous cette forme qui est la plus contraignante ?
Peut-on remédier à cette situation ? Comment faire ?
D'abord veiller à donner aux filles une meilleure formation notamment en les orientant vers les filières scientifiques, techniques et professionnelles.
(Applaudissements)
Relançons, mes camarades, l'idée que les métiers n'ont pas de sexe, ce que le succès de bien des femmes a d'ailleurs largement prouvé à quiconque en aurait jusque là douté.
La Gauche a beaucoup fait pour populariser cette idée mais le travail de persuasion devra encore s'étendre sur une longue période.
Dans l'immédiat, mettre en place ave le concours des régions qui ont maintenant la compétence, un plan de formation ambitieux qui permette aux femmes qui travaillent déjà d'améliorer leur qualification et à celles qui ne travaillent pas, d'acquérir un métier correspondant à leurs aspirations, voilà un objectif que nous devons généraliser dans tous nos combats locaux et régionaux.
Veiller enfin à ce que la loi sur l'égalité professionnelle soit réellement appliquée en obligeant les entreprises à présenter leur rapport annuel auquel Yvette Roudy et Jean Poperen, à l'instant, ont fait allusion, rapport auxquelles les entreprises sont en principe tenues. C'est préparer, je veux dire, en lui subordonnant les aides publiques une meilleure pratique de l'égalité.
C'est seulement lorsqu'on aura résolu ce vrai problème de l'égalité des rémunérations et des chances de promotion - car ils vont ensemble - que le congé parental, auquel nous, Socialistes, nous comptons donner une plus grande extension, pourra être vraiment pris aussi bien par les hommes que par les femmes.
C'est aussi dans cette perspective d'égalité qu'il convient d'envisager un aménagement général du temps de travail valable tant pour les hommes que pour les femmes.
Je pense aux horaires modulés qui devraient faire l'objet d'une négociation avec les entreprises, partout où l'organisation du travail le permet. Je pense à la

Fondation Jean Jaurès

pratique du temps partiel qui est aujourd'hui trop souvent réservée aux femmes, avec toutes les conséquences dévalorisantes que cela entraîne, tout cela pouvant être d'ailleurs une conséquence de la trop longue hésitation syndicale dans la plupart des centrales.
Il faut entrer en négociation sur ces sujets pour faire évoluer les solutions, et tout cela pourrait être envisagé avec profit dans le cadre d'une politique d'ensemble du partage du travail et des emplois.
Je pense enfin, pourquoi ne pas le dire, et on va voir là si nous risquons la divergence, au problème si controversé du travail de nuit. Il est parfaitement hypocrite de prétendre protéger les femmes en faisant ici encore une distinction entre les sexes, car elles aussi ont besoin dans bien des cas de pouvoir travailler la nuit si elles le veulent, si elles veulent postuler à certains types de fonctions.
(Applaudissements)
Nous ne sommes apparemment pas partis pour la controverse gravissime !
Le principe serait simple, ce type de travail ne devrait être utilisé que lorsqu'il est indispensable à la production ou à l'activité. Il ne saurait avoir un caractère obligatoire. Il ne devrait pas comporter de discrimination selon les sexes, et naturellement il devrait donner lieu à des compensations soit en termes financiers, soit en heures compensées.
(Applaudissements)
Au total, dans le domaine de l'emploi, on enregistre à l'heure actuelle une dérégulation générale de l'organisation du travail et les femmes en sont les premières victimes.
Peut-être faudrait-il envisager de mieux former les représentants du personnel notamment sur ces problèmes, voilà un souci rarement exprimé et tout à fait essentiel, afin que lesdits représentants professionnels soient à même de faire respecter la législation.
Les lois Auroux, la loi Roudy étaient des lois nécessaires, encore faut-il qu'elles soient appliquées. Le problème clé, aujourd'hui, c'est leur application.
(Applaudissements)
Je finirai bien sûr, mes camarades, par quelques réflexions concernant les activités militantes et les activités politiques des hommes.
Ne faites pas semblant de penser que je veux vous laisser croire que ce qui était avant était moins important parce que je n'en suis pas du tout persuadé. Mais j'ai eu un problème : il faut qu'on cède vite la salle pour ne je sais quel spectacle. Est-ce qu'il fallait supprimer la vie privée ? La vie professionnelle ? La vie politique ? J'étais démagogue, je venais chercher des voix, je supprimais les deux premières pour parler de l'activité politique. Ce n'est pas mon genre ! On s'est bien compris avant et nous serons là aussi d'accord, je pense.
Nous touchons un domaine où beaucoup reste à faire et les femmes, qui sont pourtant - je suis heureux que cela ait été dit juste à l'instant - très actives dans les associations, n'occupent pas sur la scène politique la place à laquelle elles devraient et elles ont légitimement droit. On compte, le chiffre a été rappelé, il faut se le remettre dans la tête, seulement 5,9% de femmes à l'Assemblée Nationale, 2,8% au Sénat, alors qu'elles sont 53% du corps électoral et 42% de

la population active. Il n'y a que la Grèce dans la Communauté européenne qui réussit à faire plus mal que nous.
Mais s'agissant des Socialistes, mes camarades, je suis heureux d'avoir entendu Yvette poser tout à l'heure la question de savoir si tout ne commence pas par l'atmosphère et la nature des débats que nous tenons dans nos propres sections de base.
(Applaudissements)
Lourde question... qu'il faut savoir poser courageusement et qui nous concerne tous.
La Gauche a eu à cœur de favoriser la promotion politique des femmes et en effet notre groupe Socialiste n'en compte que 10%, mais en compte tout de même 10% à l'Assemblée Nationale, alors qu'elles sont 2% au RPR.
Reste qu'on peut difficilement, c'est vrai, parler de démocratie à propos d'un système où la majorité de la population est si peu représentée.
Je ne m'attarderai guère, hélas, faute de temps, car c'est un grand sujet, sur les raisons qui font que les femmes ne sont pas plus nombreuses à adhérer à des partis politiques. Nous n'en avons dans nos propres rangs, si le fichier de l'an dernier est toujours valable, que 28% au Parti Socialiste. Je ne m'attarderai pas plus sur les raisons qui font aussi qu'elles ont plus de difficultés que les hommes dans les organisations politique à aller prendre des responsabilités.
Mais je veux souligner, car c'est à mes yeux l'essentiel, à quel point la vie politique est déséquilibrée et la gestion du pays déséquilibrée en fonction même de ce déséquilibre là.
La richesse qu'apporteraient à la vie politique les femmes si elles jouaient le rôle qui leur revient de droit est peu imaginable au sens technique du terme. J'en prendrai un seul exemple, le drame assez effroyable de l'urbanisme à logements petits et concentrationnaires des années 50. La politique d'urbanisme de la France en pleine reconstruction a été à l'évidence conçue exclusivement par des hommes, des ministres aux parlementaires, aux fonctionnaires ou aux architectes. Il était bien clair que tout cela n'était pas fait pour qu'on vive dedans ! Un autre équilibre des décideurs aurait fait une toute autre politique.
Des exemples de ce genre, précis, concrets - nous nous battons pour des idées, bien sûr, il est prudent de les illustrer pour se faire comprendre - vous en trouvez partout.
On ne peut guère préjuger de ce que deviendrait une assemblée où les femmes siégeraient vraiment en nombre. Il ne me semble pas irréaliste de penser qu'elle fonctionnerait fort différemment car les femmes, peut-être plus habituées que les hommes à gérer des emplois du temps chargés dans la vie de tous les jours, qui doivent chaque jour imaginer les solutions pour concilier vie professionnelle et vie familiale, qui savent improviser les bonnes réponses et régler rapidement les problèmes, pourraient apporter au monde politique une plus grande efficacité. La sanction des bavards y serait peut-être plus rapide...
(Applaudissements)
On se réunirait peut-être moins longtemps, on aurait peut-être plus envie d'arriver plus vite sur la voie des solutions que d'argumenter à perte de vue et de

répéter cent fois le même discours, et moi je forme le vœu qu'on en arrive là !
(Applaudissements)
Il faut donc faire en sorte que les femmes soient plus nombreuses dans les instances politiques.
Comment pouvons-nous y parvenir ?
D'abord, bien sûr, en expliquant partout qu'elles doivent aussi faire de la politique, que cela est de leur responsabilité, qu'elles ont leur place dans les partis. Mais si elles n'y entrent pas en plus grand nombre et si elles sont loin d'atteindre ce qui est la masse critique avec laquelle on aurait les améliorations politiques que j'évoquais à l'instant, elles auront du mal à produire suffisamment de candidates à la candidature, à l'entrée à la décision politique, à la candidature aux fonctions politiques, à terme, à la candidature élective.
Mais il faut aussi que les partis aient à cœur d'assurer leur promotion au sein des appareils et sur les listes de candidats.
A cet égard, mes camarades, le quota pourtant si décrié constitue une mesure positive. Je l'ai fermement défendu, je l'ai voté quand nous l'avons créé et fixé à 20%. J'ai eu une hésitation avant de le voter à 25. Je rappelle que nous sommes un parti qui a 28% de femmes parmi ses propres rangs et l'accord se faisant autour de l'idée de le porter à 25, je crois le temps venu de réfléchir dans la sérénité profondément, ici avec vous, au bon usage de cette arme qui ne doit pas être un boomerang.
Que je sache, le quota n'est pas une fin en soi. Il est un moyen, il est prudent que ce ne soit pas le seul de faciliter l'accession aux femmes à l'itinéraire politique, à des responsabilités politiques et électives successives, continues.
Autant il est tout à fait impératif de respecter nos décisions, autant il faut prendre garde à ne pas en faire un instrument de conflit permanent et d'aigreur, voire de méfiance car notre objet, celui que nous poursuivons ici ensemble, n'est pas seulement de remplir des bordereaux statistiques, il est d'insérer davantage de femmes dans des parcours politiques continus, efficaces, et électoralement convaincants, et dans des conditions, mes camarades, où le soutien des hommes du Parti leur soit totalement acquis sans la moindre réticence.
(Applaudissements)
Nos règles sont en voie d'amélioration. Le problème maintenant est d'adapter notre sociologie à nos règles, de conformer notre sociologie à nos règles.
Pour contribuer à cet effort, je voudrais vous soumettre quelques idées délicates. Autant il est sage, souhaitable et nécessaire que le nombre de femmes dans nos instances, et parmi nos élus, corresponde à leur poids dans le Parti d'une part, et que d'autre part, nous sachions en faire adhérer davantage. Autant je ne crois pas raisonnable d'espérer qu'une discipline administrative nous permette de devancer à l'intérieur de chez nous l'évolution dont notre recrutement est le reflet. Nous attendrions de la discipline ce qu'il nous faut attendre de l'évolution sociale. Nous ouvririons par là une source de guérilla dont - ne vous faites pas d'illusions - les femmes seraient une nouvelle fois celles qui feraient les frais.
La montée du quota à 25%, disons oui, ensemble, et occupons-nous maintenant de cette pratique, généreuse, chaleureuse, et acceptée.

(Applaudissements)
N’oublions pas non plus - cela je tenais à le dire, devant vous également, c’est à mes yeux le plus important, je n’ai pas non plus le moindre doute que ce soit à vos yeux le plus important - que le vrai goulot d’étranglement, il n’est pas au niveau des fonctions couvertes par le quota, mais en dessous. L’insuffisance du nombre de femmes susceptibles de conquérir des responsabilités croissantes, chez nous et en notre nom d’autres suffrages, elle se fait d’abord sentir, mes camarades, chez les secrétaires de sections, chez les délégués de sections à nos Congrès, Conseils et conventions, et d’abord fédérales, et vous le savez fort bien Vous le savez ! Ne faites pas semblant de vous être fermé les yeux la dernière fois que vous avez participé à ces instances. Je suis en train de vous dire que c’est d’abord là que pèse la contradiction, que c’est là-dessus qu’il nous faut mettre l’accent pour arriver à un complet respect du quota lui-même et assurer dès ce niveau-là un meilleur équilibre entre vie militante, vie professionnelle et vie privée.
Si mon diagnostic est pessimiste, car j’entends dans les mouvements de salle que nous aurions dépassé ce stade et que vous êtes plus optimistes que moi sur cette observation, croyez que je ne pouvais pas avoir de meilleure surprise ici, mais mettons-nous au moins d’accord pour aller vers la vérification ensemble.
Enfin, et ceci sera le difficile des temps qui viennent, ne faisons pas semblant d’ignorer du point de vue de l’application notre volonté commune, la différence de fait entre les procédures comportant des listes et les procédures comportant des désignations uninominales. Nous forcerons le respect collectif dans le Parti pour le quota, si nous savons comprendre ses inégales conditions d’application, et si nous n’en faisons pas un moyen de négation, de critère de connaissance du terrain, de rayonnement électoral, qu’il nous faut faire acquérir aux femmes elles-mêmes. C’est pour cela qu’on met en place le quota, et en même temps nous ne pouvons pas nier, à chaque moment, que la vie politique est un long parcours, comportant des apprentissages. C’est aussi vrai pour les hommes que pour les femmes.
Et puis, il nous faut appliquer tout cela au niveau de l’impulsion gouvernemental, et bien sûr la Gauche regagnant non seulement la présidence - c’est le combat de ces semaines - mais une force, une majorité parlementaire, il nous faudra de nouveau une impulsion gouvernementale forte.
Ministère des Droits de la femme, Yvette a illustré d’une combativité et d’une technicité de résultat tout le combat mené pendant ce temps, au point que maintenant nous sommes devant des problèmes d’application peut-être plus encore que devant les problèmes juridiques.
Et je pose la question de savoir si dans le même esprit, et pour en intensifier l’action, nous devons garder la même structure. Le problème des droits a fait des pas en avant gigantesques, le problème de leur traduction sociologique en a fait moins.
Je dirai encore, par exemple, mon expérience, ma découverte fantastique et à mes yeux scandaleuse, faite au ministère de l’Agriculture. Il a fallu que j’y arrive pour découvrir qu’agricultrice est la dernière profession de France que

l'on n'a pas le droit d'écrire sur la déclaration d'impôts, car cela change le statut fiscal de la famille au détriment de toute la famille. L'agricultrice est la seule de France qui sera donc sans profession, par obligation réglementaire et fiscale. Une honte !
Sachez d'autre part, mes camarades, que vu les législations utiles et que nous avons préservé, qui interdisent de découper en morceaux l'exploitation familiale quand elle est petite, le divorce est interdit en milieu rural, ou à la terre, et que le prix de cette contrainte pèse beaucoup plus sur les femmes agricultrices que sur les hommes.
Enfin, dernière remarque, il m'a fallu arriver là pour découvrir que le caractère paisible et tranquille de ces fonctions explique probablement que dans l'agriculture le congé maternité est plus court que dans les autres métiers, ou responsabilités professionnelles de la société française.
Voilà où nous en sommes dans ce secteur... Yvette Roudy s'en souvient, que n'avons-nous pas correspondu et quel chemin parcouru... d'ailleurs nous avons fait avancer les choses tout de même. Nous avons progressé. Reste que le problème maintenant est celui de l'impulsion sur ces problèmes, dans chacune des cellules du gouvernement.
J'ai été le ministre d'un ministère sans crédits, sans personnel, sans instrument de pression, voire de chantage sur les autres ministères.
Quand le problème n'est plus que de la symbolique juridique massive qui grâce à Yvette est derrière nous, je dirai ici, que ce que j'ai vécu au ministère du plan, je ne le souhaite à personne et que je demande que l'on y réfléchisse loyalement quand nous découvrons que les problèmes des droits des femmes, c'est leur application. Ce sont donc des problèmes sur lesquels il nous faut améliorer l'analyse administrative et l'analyse de structures pour lui trouver des points d'application peut-être meilleurs.
Yvette a raison. Elle dit que c'est une question de volonté. Je pose le problème du point d'application de cette volonté dans le prochain gouvernement.
Pour conclure, et en regrettant à la fois de dépasser le temps, et d'avoir été trop rapide sur beaucoup de points importants, il me semble que, mes camarades, la tâche qui s'impose est claire.
Il s'agit de bâtir une société qui soit réellement mixte, une société où tout le travail nécessaire à la vie collective sera effectivement partagé entre hommes et femmes. Travail rémunéré, travail bénévole, travail domestique, soins aux enfants, travail politique, associatif et syndical.
Il ne faut plus de secteurs réservés.
C'est dans ces conditions, me semble-t-il qu'on pourra perler d'une société plus juste, plus solidaire, plus dynamique, et par là, vraisemblablement plus harmonieuse.
Vous l'avez tous compris, mes camarades, le problème de la condition, de la situation de la femme, dans notre société, ne se réduit pas à des mesures spécifiques qu'il convient de prendre en faveur d'une catégorie sociale. Nous les résumons tous ensemble et si nous savons donner sa dimension politique, sa volonté politique à un problème qui est avant tout de société et que toutes les

Collection Jean Jaurès

femmes attendent, cette solution ne peut être que Socialiste, cela au moins, c'est clair.
A nous de vaincre pour l'imposer.
Merci.
(Applaudissements)

Le président - Nous remercions Michel Rocard. Nous avons dépassé d'une demi-heure l'horaire limite qu'on s'était fixé. Tant mieux, tant pis, comme vous voudrez... demain matin, rendez-vous à 10 h ici mais avant, il y a un certain nombre d'informations pratiques que vous devez connaître en ce qui concerne la suite du programme de ce soir qu'Edith va vous donner.

Edith Cresson

(Exposé d'informations pratiques)
Mes chers amis, il y a un car devant cette salle pour transporter les journalistes, les membres du Bureau exécutif, les premiers fédéraux et les membres du collectif "femmes" plus un certain nombre d'invités à la mairie pour la rencontre avec la presse. A 8 h 30 précises, il y aura le dîner débat pour lequel on retire les cartes pour ceux qui ne les auraient pas encore retiré à l'accueil. Et à 22 h, nous aurons le spectacle avec Juliette Greco.

Le président - Merci à tout à l'heure ou à demain matin.

Parti Socialiste
Convention nationale sur les droits des femmes de Châtellerault
12 et 13 mars 1988

Séance du dimanche 13 mars 1988.

La séance est ouverte sous la présidence de Nicole Bricq.

La présidente (Nicole Bricq)

Ce matin, nous allons poursuivre la discussion générale et nous entendrons le rapport de la Commission des résolutions, qui sera présenté par Renée Dufour.
Nous avons beaucoup de demandes d'intervention pour ce matin et je demanderai donc aux orateurs et aux oratrices de se limiter dans leur temps de parole si l'on veut que tout le monde s'exprime.
J'appelle à la tribune Georgette Desport, de la fédération de la Vienne, qui sera suivie de Françoise Dufour, de la fédération du Pas-de-Calais.
Georgette, tu as la parole.

Georgette Desport

Bonjour, chers camarades.
A ce moment de notre convention où beaucoup de choses ont déjà été dites, je

Fondation Jean Jaurès

m'associe à la protestation unanime que soulève la proposition du candidat Chirac : le SMIC aux mères de famille.
En effet, voici ressorti l'arsenal des mesures de régression à l'encontre des femmes, des femmes que l'on rejette du monde du travail quand la crise sévit, des femmes que l'on réduit au rôle de gardiennes du foyer, voire de reproductrices.
Je ne développerai pas le caractère illusoire, démagogique et bassement électoraliste de cette mesure, d'autres camarades l'ont fait avant moi.
Par rapport au problème du chômage, une telle mesure ne réglera rien, on l'a vu.
Par rapport au problème de la natalité, je pense et je veux dire que, quel que soit le gouvernement, la raison d'Etat ne sera jamais un motif suffisant pour que les hommes et les femmes de notre pays souhaitent avoir des enfants. Il faudrait, pour cela, offrir d'autres perspectives, une société dans laquelle le chômage serait quelque chose de réversible, et non pas d'irréversible comme on le pense souvent de nos jours, il faudrait offrir d'autres perspectives à nos jeunes que des TUC, des TIC, des SIVP.
Vigilance, vigilance, mes camarades ! Les propos de Chirac sont un danger pour ce que nous avons déjà si difficilement acquis sur notre indépendance sur le plan économique, social et culturel.
De 1981 à 1986, la Gauche, consciente des déséquilibres et des discriminations qui existaient, a mis en œuvre un grand dessein politique au niveau du droit des femmes. Sous le ministère des Droits de la femme, conduit par Yvette Roudy, grâce à un budget, à des structures propres, à des vrais moyens d'intervention, des mesures importantes ont été prises.
Je ne les développerai pas non plus, mais rappelons-nous quand même : le remboursement de l'IVG, la revalorisation des prestations familiales, les lois importantes telles que la loi Roudy sur l'égalité des chances, les grandes campagnes médiatiques qui ont eu lieu sur les métiers d'avenir et sur la contraception, les droits des femmes d'artisans et de commerçants...
La Gauche, de retour au pouvoir, devra rétablir un tel ministère.
Mais si le bilan est important, cela ne suffit pas et la prochaine victoire du candidat Socialiste, dont je ne doute pas, se fera aussi sur un espoir.
Or, il me semble que, sur cette question des droits des femmes, notre Parti est parfois frileux et un peu en sommeil.
Au travers de mes rencontres lors de cette convention, j'ai pu faire des constatations ; j'en ai faites aussi dans ma propre fédération. Je prendrai pour exemple le nombre de militants qui ont voté les textes de cette convention : comme le disait hier Yvette Roudy, dans notre Parti il y a encore des progrès à faire !
Que voulons-nous ?
Trois axes de propositions, dit le texte qui nous est proposé.

- Autonomie, liberté, droits propres.
- Transformation de la culture.
- Et l'action politique.

Sur l'ensemble des acquis qui me paraissent aujourd'hui menacés, militante

d'entreprise, j'attache une importance particulière à tout ce qui touche le droit au travail rémunéré. Je ne développe pas, d'autres l'ont fait aussi : la formation, l'application des lois votées par la Gauche, que ce soit les lois Auroux, les lois Roudy ou Rigout.
Je voudrais dire un mot sur l'action politique, la difficulté des femmes à accéder à ce pouvoir et, plus communément, la difficulté à accéder aux responsabilités dans notre propre Parti.
On se souvient des chiffres. Je ne citerai que ceux-ci : 5% de femmes à l'Assemblée Nationale, 18, 7% au Comité directeur, et 2 femmes à notre Secrétariat national...
Il y a à cela des raisons réelles et des raisons avancées.
Parmi les raisons réelles, la résistance - si elle est compréhensible - de ceux qui ont acquis des postes de pouvoir ou de notoriété. Mais, puisque nous sommes Socialistes, nous surmonterons cet obstacle, je n'en doute pas.
Une deuxième raison réelle, c'est notre trop grande réserve à revendiquer des fonctions dont on sait qu'elles nous seront âprement disputées.
Parmi les raisons avancées, je ne développerai pas non plus notre pensée. On nous avance souvent notre manque de disponibilité, la soi-disant "efficacité" des candidatures de femmes, qui seraient, paraît-il, moins "rentables" que celles des hommes, parce que les mentalités ne seraient pas prêtes... Il faudrait donc, parait-il, changer les mentalités, et cela ne se fait pas naturellement.
Je crois en effet qu'on ne change pas les mentalités, mais qu'il faut changer les conditions dans lesquelles se façonnent ces mentalités. Je m'explique.
Pour cela, me semble-t-il, il faut des lois et des règlements, et c'est à partir de là qu'on fait évoluer les mentalités, de même que l'être détermine la conscience.
La loi est un élément fondamental de la démocratie. Le monde du travail s'est amélioré grâce à la législation du travail, obtenue, elle aussi, au travers de luttes nombreuses.
J'illustre mon propos de cette nécessité de la loi par un exemple : lors des dernières élections municipales, nous avions préparé un projet de loi qui disait qu'il fallait 30% de femmes sur les listes. Ce projet n'a jamais abouti. Cependant, rappelez-vous, chers camarades, l'ensemble des formations politiques attendaient d'atteindre cet objectif. La loi, dans notre Parti, eh bien, c'est le quota, ce mal nécessaire, ont dit certaines, et je crois qu'il doit être maintenu, il est ce vers quoi on doit tendre, à un moment donné. Il est évolutif, et il n'aura plus lieu d'être le jour où nous en serons à la situation évoquée par Françoise Gaspard, et souhaitée par toutes, 50/50.
Camarades, conjuguons nos efforts pour donner aux femmes la place qui leur revient, dans tous les domaines, car je sais qu'elles seront nombreuses dans le secret de l'isoloir à participer à la victoire du prochain candidat Socialiste. Attention de ne pas les décevoir !
(Applaudissements)

La présidente - Françoise Dufour de la fédération du Pas-de-Calais, ensuite Dominique Flora. Nous avons 18 inscriptions pour intervenir, je demande aux

orateurs de parler le moins longtemps possible.

Françoise Dufour

Mes camarades, mon intervention va être très brève, rassurez-vous, je n'avais pas l'intention hier de demander à intervenir, à cette tribune, mais tout au long de la journée, les différents orateurs qui se sont succédés ici m'ont fait quand même poser la question : où sommes-nous ?
Nous sommes bien sûr au sein du Parti Socialiste, dans une convention de femmes, et il est tout à fait normal que nous débattions des problèmes typiquement féminins à l'intérieur du Parti Socialiste, mais mes camarades nous sommes aussi à un mois d'une échéance électorale importante, et là je me suis posé des questions : est-ce que la seule préoccupation des femmes du Parti Socialiste c'est le problème du quota ?
(Réactions de désapprobation)
Posons-nous quand même la question ensemble ! Je viens d'une fédération, d'un département particulièrement touché par la crise, où le chômage est important, les femmes qu'elles soient du Parti ou à l'extérieur - et j'ai fait des réunions de sections, des réunions pour préparer cette convention, depuis plus de deux mois - je peux vous dire que le quota c'est vraiment la moindre de leurs préoccupations.
(Sifflets)
Ce n'est pas la peine de siffler, c'est la réalité, vous savez que c'est la réalité partout. Nous sommes 28% au Parti Socialiste, nous ne sommes pas la majorité des femmes de France, et les femmes de France, ce qu'elles attendent, c'est que nous les représentions, que nous défendions leurs problèmes, leurs préoccupations, le quota ce n'est qu'une infime partie de leurs préoccupations, sachez-le !
(Applaudissements et réactions de désapprobation)
Vous me direz qu'il y a eu bien sûr une convention sur le projet Socialiste, et là nous avons pu débattre des autres problèmes, qui sont des problèmes d'ordre général, mais une convention c'est aussi une convention où nous devons évoquer les problèmes.
Certaines camarades l'ont fait hier, en fin de journée, ce qui intéresse la majorité des femmes, qui représentent 53% du corps électoral, comme vous l'avez dit toutes, qui vont voter ce n'est pas de savoir si nous serons bien placées sur une liste, nous qui sommes privilégiées par rapport à la majorité...
(Vives désapprobations)

La présidente - S'il vous plaît, hier vous avez écouté les interventions avec une grande tolérance, continuez aujourd'hui, elle a le droit de dire ce qu'elle pense.

Françoise Dufour - Merci.
(Applaudissements)
Je le dis d'autant plus que je représente une fédération de 15 000 adhérents, et lors d'une convention fédérale de 300 personnes, il n'y a eu aucun vote pour

Fondation Jean Jaurès

l'augmentation du quota de 20 à 25%.
(Vives réactions)
Vous pouvez siffler, j'ai ici des camarades de la fédération, qui m'ont accompagnée, nous sommes une fédération qui travaille, et le discours que je vous tiens aujourd'hui, je regrette, il est celui d'une maturité politique.
(Réactions de désapprobation)
Je réagis en tant que femme, mais aussi en tant que Socialiste, le discours que nous tenons, dans notre fédération, c'est celui de gens politiques, et je crois que c'est celui qu'il nous faut tenir pour être crédibles à l'extérieur. Cessons de nous pencher sur nos petits problèmes personnels… (applaudissements)... sur notre ambition, nous voulons l'égalité, il faut nous battre comme les hommes, et avec les hommes. Nous n'avons pas à demander de terrain de faveur.
(Applaudissements)
Le quota, il existe, il existe à 20%, c'est une bonne chose, jamais personne n'a été contre, mais nous disons qu'il est démagogique de demander son augmentation - je regrette que Lionel Jospin ne soit plus à la tribune - quand au Comité directeur même on n'est pas capable de l'appliquer pourquoi aller plus loin, quand on n est pas capable d appliquer ce qui existe déjà !
(Applaudissements)
Je voulais donc avoir la parole, quelques instants, pour dire que notre fédération allait donc voter contre l'augmentation de ce quota. Nous souhaitons... (réactions de désapprobation)... nous souhaitons que ce quota soit quelque chose de malléable, en fonction des fédérations et des situations.

Dans la salle - Non !

Françoise Dufour - Le quota doit s'exercer là où les conditions objectives sont réunies, il ne faut pas que ce soit quelque chose de statutaire, ni de systématique.
(Vives réactions de désapprobation)
C'est le rôle de ce Parti tout entier, son rôle c'est de faire une campagne d'adhésion en direction des femmes, ce n'est pas ce que nous sommes en train de faire en ce moment, nous sommes un petit noyau de femmes repliées sur elles-mêmes.
(Réactions de désapprobation)
Notre rôle c'est l'ouverture vers les femmes, c'est l'ouverture vers les 53% de femmes qui vont voter et qui ne sont dans nos rangs. Posons-nous la question de savoir pourquoi elles ne sont pas dans nos rangs ?
Le féminisme, le temps des suffragettes est dépassé, nous devons montrer notre volonté politique de régler les problèmes du pays, et les problèmes du pays sont des problèmes concrets, et des problèmes d'emploi, de formation, de crèches, cela c'est la réalité, mes camarades.
(Applaudissements et réactions de désapprobation)
Je crois que si la convention a aujourd'hui un vœu à faire, je m'adresse à l'ensemble de la direction du Parti, qui est là, c'est de mener une campagne d'actions concrètes en direction de toutes les femmes.

Collection Léon Blum

Il faut les faire venir au Parti, et quand elles seront la...
(Brouhaha)

La présidente - Laissez parler Françoise !

Françoise Dufour - ... nous n'aurons plus à nous poser la question du quota.
(Applaudissements)

La présidente - Merci Françoise, je crois que tu as fait une intervention comme tu la sentais, de manière courageuse, en représentant une importante fédération du Parti.
J'appelle Dominique Flora à la tribune pour intervenir... On me dit qu'elle n'est pas là.
Marie-Paule Lagrange, tu as la parole pour cinq minutes.

Marie-Paule Lagrange

Mes chers camarades, chaque matin lorsque j'entre dans l'ascenseur de la société où je travaille, je me retrouve avec une vingtaine de personnes en général, il y a une dizaine d'hommes et je me dis qu'ils sont presque tous cadres. Il y a une dizaine de femmes et je me dis qu'elles sont toutes employées.
Cadres, cela veut dire des postes de responsabilités, cela veut dire des postes de pouvoir, cela veut dire un travail intéressant.
Non-cadres, employées, cela veut dire exécutants. Les femmes sont toutes des exécutantes.
Cadres, cela veut dire des salaires élevés, employés cela veut dire des salaires faibles.
Je voudrais attirer votre attention sur deux points principaux.
Primo : des salaires faibles liés à un mode de vie ce qui entraîne de plus en plus les gens vers le célibat. La vie seule, que l'on soit divorcé, qu'on ne soit pas mariés, etc. cela veut dire que le niveau de votre vie s'écarte de manière importante entre celui des hommes qui ont les salaires, et celui des femmes qui ont les petits salaires.
Ceci nous permet de voir apparaître, dans la France, un nouveau type de société duale où nous avons les hommes avec des revenus élevés et les femmes aux revenus faibles.
Ceci est à mon sens, à notre sens, un très grand danger que court actuellement la société française.
Deuxième danger : en laissant les femmes à des postes d'exécution, l'entreprise se prive d'un potentiel de créativité, d'un potentiel d'intuition d'idées.
Les femmes ont, comme nous l'avons dit depuis deux jours une approche différente des choses. Si l'entreprise se prive de cette approche, c'est véritablement une perte de substance pour l'entreprise.
Et nous pensons que si l'entreprise pouvait récupérer toutes ces idées, toutes ces propositions, toutes ces réflexions que les femmes font dans leur emploi subalterne, probablement elles pourraient trouver des solutions que pour

Fondation Jean-Jaurès

l'instant, elles ne trouvent pas car, vous le savez, l'entreprise française a, pour l'instant, de bien grandes difficultés.
Ainsi, les femmes sont au travail. Nous ne disons que cela depuis deux jours : 70% de la population active travaille mais les femmes, ne sont pas au pouvoir dans l'entreprise.
Or, il faut savoir que cette situation, contrairement aux idées qui courent un peu partout, cette situation ne fait que s'accentuer dans le mauvais sens, et depuis mars 1986, nous sommes nombreux à avoir observé un certain nombre de choses qui tendent à fermer la porte aux femmes pour des entreprises.
Nous observons une ségrégation au niveau de concours, de certaines écoles ou de certaines grandes écoles qui s'expriment par un quota malheureusement qui n'est pas dans le bon sens pour les femmes.
Nous observons une ségrégation de fait à l'embauche.
Nous avons observé, nous observons la multiplication dans les petites annonces de l'ANPE des offres affichées, de contrat à durée déterminée ou à temps partiel pour les femmes, alors que là, c'est illégal.
Vous savez que ces emplois précaires entraînent la dégradation de l'intérêt au travail, des conditions de travail, car pour le même travail par exemple à temps partiel, les patrons ont très bien compris que faire exécuter à temps partiel un travail précédemment exécuté à temps complet est tout bonus pour l'entreprise, car en général la femme fait tout le travail dans un temps réduit et obtient un salaire évidemment moindre.
Nous observons, surtout dans les grandes entreprises qui, comme vous le savez, dégraissent actuellement leur personnel à toute vitesse, des plans de départ à l'amiable proposés prioritairement aux femmes, et lorsque celles-ci les refusent, nous observons des pressions intolérables exercées à leur encontre. Il s'agit parfois d'un congé sabbatique d'un an parce que ce n'est plus supportable de travailler, ou bien on leur dit : si vous ne voulez pas partir, vous ne vous plaindrez pas si votre travail n'est pas intéressant.
Est-ce que nous allons encore attendre plus de vingt ans que les jeunes femmes cadres qui actuellement entrent dans les entreprises réalisent une carrière au cours de laquelle elles ne vont pas tarder à trouver des embûches à tous les pas ? A la première maternité, elles verront leur niveau de salaire diminuer et on sera tout prêt à trouver des fautes professionnelles, à leur trouver mauvais caractère ou je ne sais quoi pour les empêcher d'avancer.
Si nous ne voulons pas attendre vingt ans, des mesures de rattrapage sont absolument nécessaires.
C'est pourquoi, avec un groupe de femmes d'entreprises des Hauts-de-Seine, nous avons écrit une motion qui s'appelle "femmes et entreprises" dans laquelle nous demandons principalement la création de Commissions de contrôle composées de la moitié de femmes, qui auraient plusieurs missions.
Veiller au respect de la mixité à l'embauche, suivre l'évolution de la carrière des femmes, en sorte que le choix des temps partiels ne soit pas un obstacle à la carrière, veiller à la réinsertion dans un cycle normal après un congé parental…

Collection Jean Jaurès

La présidente - Tu veux conclure s'il te plaît ?

Marie-Paule Lagrange - Je conclus, mais on n'a pas dit cela à ma camarade précédente.

La présidente - On a un problème d'horaire ce matin. Beaucoup de camarades doivent prendre des trains et on ne peut pas terminer devant une salle vide.

Marie-Paule Lagrange - Dernière chose : relancer de manière plus incitative les plans d'égalité professionnelle instaurés par Yvette Roudy, qui consistent à revaloriser les plus bas salaires, à repérer les femmes capables d'accéder aux postes de responsabilités, de former les non-cadres pour accéder aux postes de cadres, et promouvoir les cadres au rang de cadres supérieurs.

La présidente - Merci. La parole est à Annie Barthes, de l'association des "Français de l'étranger".

Annie Barthes

Chers et chères camarades, je représente ici la fédération des Français à l'étranger, fédération encore trop mal connue et pourtant depuis 1980 où nous n'étions représentés que par 10 sections, nous sommes passés à 60 réparties dans le monde entier.
1 500 000 Français vivent à l'étranger mais c'est des Françaises à l'étranger que je voudrais vous parler.
Les problèmes rencontrés par les femmes françaises à l'étranger varient considérablement selon la nature de l'expatriation. Pour celles qui sont parties, seules, exercer leur propre métier où ont suivi un conjoint envoyé à l'étranger, et obligé pour ce faire, de cesser leur activité, l'expatriation est limitée dans le temps et le problème le plus sérieux est celui de la réinsertion au retour et du préjudice de carrière.
Il y a aussi celles qui ont épousé un étranger et vivent dans le pays de leur mari. Et celles qui vivent seules à l'étranger et ne peuvent pour des raisons économiques, familiales et de réinsertion, rentrer en France.
En matière de protection sociale, la loi Bérégovoy en 1984 a ouvert le droit d'adhésion à l'assurance maladie maternité à toutes les femmes françaises résident à l'étranger sans exception. Cette même loi leur ouvre le droit à l'assurance vieillesse mais le taux de cotisation est trop élevé encore et en partie beaucoup de femmes en sont exclues. Il faut donc arriver à une modulation plus importante des cotisations.
La question de la scolarisation des enfants est primordiale pour les femmes françaises, épouses d'étrangers qui souhaitent que leurs enfants gardent un lien avec la culture dont elles sont elles même issues.
L'aide aux familles est indispensable étant donné les prix élevés des droits de scolarité et a été très significativement élevé par l'augmentation des crédits de bourses entre 1982 et 1986.

Fondation Jean-Jaurès

Parallèlement à cette augmentation, une répartition plus équitable est recherchée et nous demandons que les enfants de françaises à l'étranger aient les mêmes conditions d'enseignement que ceux de France, encadrement et matériel pédagogique, gratuité des fournitures scolaires.
Il n'est pas sans signification de voir l'abaissement des crédits de bourses depuis 1986. On a même vu le ministère de l'Enseignement supérieur, supprimer le quatrième trimestre de bourses aux Français dont les parents résident à l'étranger et dont un seul des parents est français.
Le ministre lui-même dans sa réponse à une question écrite au Parlement a accrédité l'idée qu'il pouvait y avoir des demi-français.
On touche là à l'épineuse question de la nationalité. Le problème du statut des personnes concerne maintenant tous les couples franco-étrangers qui se font ou se défont avec la législation du mariage, et du divorce qui varie suivant les pays concernés.
La question de la bi-nationalité pour le membre français du couple, son conjoint, sa conjointe, leurs enfants : droit de garde, droit de visite, chacun a en mémoire les douloureux problèmes de non-présentation d'enfants. Nombre de ces femmes qui ont à se plaindre des violations du droit de garde et du non-respect du droit de visite sont d'anciennes expatriées qui ont regagné la France après rupture de leur mariage. Cependant, le problème concerne aussi de nombreuses femmes restées dans le pays d'accueil après le divorce.
Nous devons insister pour des négociations bilatérales aboutissant à la signature des conventions partout où cela est nécessaire.
La Française expatriée rencontre enfin de graves difficultés d'emploi. A l'étranger comme en France, le chômage frappe les Françaises plus que les Français. A l'étranger comme en France, le recrutement concerne les Français plus que les Françaises. Epouse d'étranger, elle est souvent employée en contrat local et lorsqu'il s'agit d'un service français, centre culturel ou autres, elle attend souvent une titularisation qui la tirerait d'une situation de précarité exploitation.
Fonctionnaire, elle pourrait pouvoir bénéficier du mi-temps ou du temps partiel à l'étranger.
Coopérante, auprès de certains Etats, elle voit son contrat résilié dès qu'elle épouse un ressortissant du pays d'accueil alors que le Français coopérant garde, lui, le bénéfice de son contrat. Il est vrai que cette discrimination n'est pas du fait de la France mais le gouvernement devrait prendre des mesures pour compenser ce handicap.
Toutes ces propositions sont relayées par une association proche du Parti Socialiste : l'ADFE ou association démocratique des français à l'étranger, créée en 1980 dans laquelle les femmes surtout des françaises mariées à des étrangers se retrouvent encore plus nombreuses que les hommes.
La présidence de l'ADFE est assurée par Edith Cresson qui nous reçoit ici et le secrétariat par Marie-Claire Mivoix (?) également présente à la convention. Vous voyez que c'est une association où les femmes occupent aussi des places de choix.
Je voudrais terminer en vous disant quelques mots d'une élection, non pas de

Collection Jean Jaurès

celle à laquelle nous pensons tous et toutes, mais de celle du Conseil supérieur des français à l'étranger qui doit avoir lieu le 29 mai.
C'est une assemblée consultative auprès du ministère des Affaires étrangères, renouvelée tous les trois ans, qui a en outre un rôle politique important puisqu'elle élit les sénateurs représentant les Français, résidant hors de France.
Pour la première fois en 1982, le CSFE a été élu au suffrage universel au lieu du système de cooptation de notables qui avait lieu auparavant.
La Gauche a remporté 25% des suffrages et l'année suivante le Premier sénateur Socialiste, notre camarade Jean-Pierre Bell faisait son entrée au palais du Luxembourg.
L'élection du 29 mai prochain n'aura pas les mêmes résultats non pas que la Gauche à l'étranger soit en passe de s'effondrer, bien au contraire, mais parce qu'une des mesures législatives du gouvernement Chirac a été de remplacer l'élection proportionnelle par l'élection majoritaire à un tour dans la plupart des circonscriptions afin de réduire très sérieusement la représentation de la Gauche, et à terme, d'éliminer la Gauche de la représentation sénatoriale des Français résidant hors de France, parce que 25% de représentation pour 25% de voix, c'était vraiment trop... Bien entendu toute ressemblance avec des quotas existants ou devant exister n'est que pure coïncidence.
Au nom de la fédération des Français à l'étranger, je salue ici les femmes françaises ou étrangères.
(Applaudissements)

La présidente - Merci Annie, tu as rappelé que Chirac, non seulement agit contre les Français en France, mais aussi à l'étranger.
J'appelle Nadine Millot, de Loire-Atlantique.

Nadine Millot

Après Raymond Barre qui n'a pas hésité à reprendre la célèbre, mais non moins triste formule : travail, famille, patrie, c'est au tour de Jacques Chirac de rivaliser avec son rival de droite ; nous avons donc d'un côté Jean-Marie Le Pen pour qui le chômage, c'est la faute des immigrés, et, d'autre part Chirac qui cherche à pousser les femmes vers un retour au foyer par cette mesure démagogique, archaïque et rétrograde : le salaire maternel.
Démagogique, parce que si Chirac a tant d'argent à dépenser, pourquoi ne l'a t-il pas fait pour développer les structures d'accueil de la petite enfance, pour aider à la formation professionnelle des femmes, par exemple ?
(Applaudissements)
Archaïque, parce qu'elle réduit les femmes à la seule fonction maternelle.
Rétrograde, parce que l'insertion des femmes dans la vie professionnelle publique est un fait irréversible: 70% des femmes entre 25 et 49 ans travaillent et seront 90% en l'an 2000, soyons en sûres.
Déjà en 1981, une majorité de femmes a voté à gauche et en 1988 il en sera de même, car les femmes savent qu'elles n'ont rien à attendre d'une politique de droite.

Fondation Jean Jaurès

Cela donne à notre Parti une grande responsabilité quant à une réelle prise en charge des questions relatives aux droits des femmes.
C'est dans ce cadre que doit se situer la discussion de notre convention, discussion incontournable de la place des femmes dans notre Parti, proche d'une plus grande prise en compte des revendications des femmes.
La fédération de la Loire-Atlantique a eu une réflexion impulsée par la fédération des femmes et que je vous rapporte ici.
Nous sommes partis d'un constat : la place des femmes dans le Parti n'est toujours par reconnue, question des quotas, les structures actuelles ne permettent pas de stimuler un vrai débat et de créer un rapport favorable dans le Parti... l'échec sur les questions de quota est encore inscrit dans nos mémoires.
(Applaudissements)
La convention a été donnée en contre partie, mais dont le Parti ne s'est pas emparé pour qu'il y ait réel débat. Le Poing et la Rose n'a pas été distribué nationalement à tous les militants.
(Applaudissements)
Tout le monde est d'accord sur ce constat, puisque c'est à partir de la que sont faites deux propositions.
Une proposition consiste à mettre sur pied une structure nouvelle statutaire, composée de représentants du groupe parlementaire et de la Commission nationale femmes. Cette structure appuierait le Secrétariat national femmes, notamment à l'occasion de l'élaboration de projets de lois, nous n'y voyons pas d'inconvénients, mais en quoi cela marquerait-il une avancée ? En quoi cela permettrait-il que le Parti se sente plus concerné sur la question des femmes, de la base au sommet ?
La deuxième proposition serait une organisation des femmes Socialistes, interne au Parti. La principale objection à cette proposition semble être le risque de séparatisme. Pourtant de telles structures existent dans la plupart des Partis socio-démocrates sans avoir engendré aucun séparatisme en Allemagne, par exemple, ou dans l'Internationale Socialiste.
(Applaudissements)
Bien au contraire, une telle organisation permettrait que les débats soient repris et portés par toutes les femmes du Parti Socialiste.
Par ailleurs, l'organisation des femmes Socialistes, ne serait pas un organisme qu'on réveillerait de temps en temps au gré de la conjoncture, mais un organisme permanent qui agirait en permanence.
C'est ce dynamisme et c'est cette présence permanente qui conduira le Parti à prendre réellement en compte les droits et les luttes des femmes.
En ce qui concerne la conception et les missions de l'OFS, elle participerait à l'élaboration du Parti Socialiste dans tous les domaines concernant les femmes et serait à cet égard une force de proposition.
Les femmes porteraient les débats à tous les niveaux du Parti ; elles auraient aussi un rôle de formation des femmes à tous les échelons ; cette formation aurait pour but d'amener les femmes à s'engager davantage dans la vie militante du Parti, à y prendre des responsabilités.

Contribution Jean-Jaurès

Il ne s'agit pas de promouvoir individuellement une femme ou l'autre, mais de prendre en charge collectivement et solidairement, notre représentation dans le Parti à des fonctions électives.
(Applaudissements)
En cela, la discrimination positive que sont les quotas sera une dynamique politique offensive à laquelle participeront toutes les femmes.
On sait que l'investissement des femmes est plus important dans les associations que dans les syndicats ou les Partis politiques. Il est donc extrêmement important de faciliter les échanges, d'une part, pour que l'organisation des femmes Socialistes soit un relais et un interlocuteur des associations des femmes sympathisantes et de leurs préoccupations dans le Parti pour enrichir ses débats et ses propositions pour promouvoir aussi le Parti Socialiste chez les femmes ; d'autre part, pour montrer que les femmes ont leur place dans les partis politiques dès lors qu'elles y travaillent ensemble à tous les niveaux de la vie sociale et politique.
Ainsi l'OFS participerait activement aux mobilisations, colloques, actions locales concernant les femmes.
Enfin, à la veille de l'Europe de 1992, il semble nécessaire de s'organiser davantage dans chacun des Partis, s'organiser collectivement en Europe.
Alors que la plupart des autres Partis Socialistes européens ont une organisation de femmes, comment imaginer que les femmes du Parti Socialiste français ne puissent être présentées en tant que telles au niveau européen ?
(Applaudissements)
La France est déjà à la traîne pour son Parlement. Le Parti Socialiste ne saurait être à la traîne des autres partis socio-démocrates. De la même manière, l'OFS désignerait ses représentantes à l'Internationale Socialiste. Il ne pourra y avoir promotion et reconnaissance des femmes dans le monde sans leur participation aux structures de réflexion et de décision. Nous donnons à l'OFS des missions que seule, une organisation de femmes peut remplir. Il est clair que ces fonctions ne sauront être remplies qu'à certaines conditions.

La présidente – Conclu.
(Protestations)

Nadine Millot - Je vais conclure...

La présidente - Il y en a beaucoup d'inscrites ; si vous voulez que toutes parlent, Il faut aller plus vite.

Nadine Millot - Quoi que l'on pense de ces propositions, elles nous paraissent encore très floues, compte tenu des délais de préparation, de l'importance des questions non-résolues, nous pensons que la Convention nationale ne doit pas trancher pour l'une ou l'autre de ces deux propositions ; nous proposons que le débat reste ouvert et que le mandat soit donné au Secrétariat national des femmes et aux collectifs fédéraux pour qu'ils apportent des propositions précises

Fondation Jean-Jaurès

dans les mois à venir.
Voici donc l'essentiel de la contribution de la Loire-Atlantique. Notre responsabilité, à nous Socialistes, est immense vis-à-vis de toutes les femmes et plus particulièrement de celles du monde du travail. Les femmes sont les premières victimes de la politique dévastatrice de la Droite en matière d'emploi, intérim, temps partiel, travail de nuit, en matière de licenciement, de protection sociale, de suppression du droit universel du logement. Oui, comme je le disais, notre responsabilité est immense pour que les femmes se reconnaissent dans nos valeurs, égalité, justice sociale, qu'elles se reconnaissent dans nos propositions, qu'elles se reconnaissent dans nos actions. Et s'il reste de difficiles convergences entre le féminisme et le Socialisme, le féminisme a irrigué la société, et si des millions de femmes ne s'en réclament pas, dans leur vie, elles en reprennent les aspirations, autonomie, travail, méprise du corps, indépendance. A nous de ne pas manquer ce nouveau rendez-vous.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - Merci. Je donne la parole à Denise Cacheux, ensuit Catherine Trautmann et Jean-Pierre Chevènement.
(Applaudissements)

Denise Cacheux

Mes camarades, comme on a une convention tous les dix ans, il est très tentant d'essayer de vouloir tout dire et de refaire à chaque intervention toute la convention. Je vais essayer de ne pas tomber dans ce travers. Je voudrais dire beaucoup de choses, mais j'ai pitié de la présidente, de vous aussi, et donc de me limiter à deux ou trois points qui constituent pour moi ce que je voudrais vraiment vous dire.
S'il est une création qui n'a jamais été contestée aux femmes et aujourd'hui moins que jamais, ce sont bien les enfants et nous revendiquons cette création, c'est une de nos fiertés, c'est une de nos joies, mais nous demandons là aussi la mixité. Dans la famille, qui prend aujourd'hui des formes si variées, mais qui n'est pas malade, contrairement à ce que dit la Droite, qui la confie au ministre de la Santé, dans cette famille qui n'est pas malade, nous voulons que les hommes et les femmes prennent en charge ensemble les tâches éducatives et domestiques qui découlent de la création d'enfants, mais nous disons que la politique doit créer les conditions le rendant possible. Nous avons élaboré dans le Parti un texte qui n'est pas suffisamment connu, ni dans ses rangs, ni à l'extérieur. Ce texte, qui fait toujours la philosophie du Parti en la matière, remonte à 1976. Il a été élaboré à l'époque sous la direction de François Mitterrand, qui avait confié à Jacques-Antoine Gau pour le groupe parlementaire et à moi-même pour ce qui s'appelait alors le secteur de l'action féminine, une réflexion sur les droits des enfants ; depuis, le Parti n'est pas allé plus loin, il vaut la peine de rappeler ce que nous avons affirmé à l'époque, ce que nos parlementaires ont signé dans une proposition de loi et qui reste notre

Fondation Jean-Jaurès

philosophie même si en cinq ans, nous n'avons pas eu le temps de tout faire, mais c'est pour cela qu'il faut nous réélire pour continuer à le faire, et si des contraintes n'ont pas permis d'aller aussi vite que nous le voulions.
Qu'est-ce que nous avons dit ? Nous disions que c'est l'ensemble de la société française qui doit prendre en charge les enfants. Ce n'est pas une charge à réserver aux femmes. C'est l'ensemble de la société française qui doit créer les conditions d'accueil des enfants, par une politique de prestations familiales qui est un droit de l'enfant. Ce ne sont pas les femmes qui revendiquent d'avoir une prestation de garde de l'enfant, ce sont les enfants qui en ont besoin. Il faut donc que ce soit l'enfant qui soit le pivot de notre politique de prestations familiales Droit de l'enfant à être pris en charge à son coût réel pour la famille, dont la garde quand il est petit, et la famille, père et mère ont le libre choix de faire ce qu'ils veulent de cette prestation couvrant le droit de garde, que ce soit dans la famille à celui des parents qui le décide, ou que ce soit à l'extérieur de la famille, et c'est cette prestation augmentée - je ne rentre pas dans le détail - pour les enfants handicapés, etc. qui doit faire l'ossature d'une prestation unique qui est un droit pour l'enfant et que pour la justice, nous reprenons dans le revenu des familles, en supprimant la notion inégalitaire de quotient familial, en faisant un abattement forfaitaire par enfant dans la déclaration de revenu.
C'était l'ossature de notre proposition ; cela reste notre réflexion. Nous y ajoutons d'ailleurs que les prestations familiales ne sont pas le tout de la prise en charge des enfants par la société, qu'il faut une politique de l'éducation, de l'urbanisme, du logement, etc. j'en passe, mais je crois que ce texte devrait aujourd'hui amener à nouveau une réflexion et une prise en charge dans le Parti.
C'est pourquoi je souhaiterais qu'à l'image de cette convention sur les droits des femmes, notre Parti décide enfin un jour d'inscrire à son programme une convention sur les droits de l'enfant… (applaudissements)… où l'on voit les hommes et les femmes les prendre en charge.
Notre conception à nous, Socialistes, elle est donc bien loin de l'idée d'un salaire maternel, de SMIC maternel, d'un salaire maternel. Qui serait le patron ? Qui assurerait les droits ? Comment prend-on ses congés payés ? Y aura-t-il des heures supplémentaires ?
(Rires et applaudissements)
Des heures maternelles ? Pourquoi maternelles ? Pourquoi l'Etat déciderait-il à la place des parents ? Comment ? Qui assure, à quel moment, la garde et certaines tâches matérielles ?
Mais je dis que, face à ces situations concrètes, la Gauche a le courage de dire certaines choses, parce que les situations concrètes vécues par les gens, c'est vrai que si je prends dans ma fédération, dans ma région, le nord, il faut les prendre en considération. La camarade du Pas-de-Calais a eu le courage de faire l'intervention qu'elle a faite tout à l'heure ; je ne partage pas ce qu'elle a dit, mais elle a eu le courage de le faire, parce qu'on sait le poids des mentalités ; j'entends dire dans ma fédération qu'une ouvrière du textile fait deux heures de bus, huit heures de travail aux machines, debout, n'est même pas au SMIC, parce qu'elle est en réduction d'horaire, et qu'un "démago" lui offre le SMIC

pour rester chez elle et s'occuper de ses enfants c'est très tentant !
(Applaudissements)
Et il faut du courage politique pour ne pas aller sur cette ligne. Il faut donc que nous ayons du courage, parce que, de la part de la Droite, c'est de l'escroquerie. Qu'est-ce que nous devons dire ? Il faut faire un petit rappel historique.
Les femmes ont toujours travaillé. On ne peut pas dire qu'elles travaillent un peu, elles travaillent beaucoup, les femmes savent que c'est la même chose, on n'est pas un petit peu enceinte, on est enceinte ou on ne l'est pas, on travaille ou on ne travaille pas et on a toujours travaillé… (applaudissements)… les femmes ont toujours travaillé, mais dans des conditions différentes.
Je ne vous fais pas l'injure de vous rappeler les évolutions sociologiques. J'avais tout un topo, mais je vois l'heure pour rappeler les conditions dans lesquelles les femmes travaillaient, les pourcentages dans les différents secteurs. Ce qu'on peut retenir, c'est qu'autrefois, il n'y a pas si longtemps, le travail professionnel des femmes, le travail marchand des femmes, s'effectuait au foyer, que ce soit à la campagne, le travail domestique, l'artisanat, etc. cela se passait dans le foyer, et on a très longtemps pris l'habitude que les femmes en même temps que leur travail marchand assumaient dans les mêmes locaux, dans le même temps, dans le même lieu, les tâches maternelles et domestiques.
Quand les conditions ont changé, avec la révolution industrielle, et que les femmes sont allées vendre leur force de travail ailleurs, on a gardé dans nos mentalités, dans nos têtes, qu'au travail féminin devait s'ajouter le travail domestique, et c'est de cela qu'on a du mal à se défaire.
Il faut ajouter, si je prends toujours l'exemple de ma fédération, que des hommes, surexploités, dans les conditions de travail des mineurs, des sidérurgistes, quand ils sortent de la mine, quand ils sortaient des hauts fourneaux, comment voulez-vous qu'ils n'aient pas envie de trouver quelqu'un à la maison ? Comment voulez-vous qu'ils aient la force de prendre en charge les tâches domestiques et matérielles ?
C'est tout cela qui est dans nos têtes, il faut avoir le courage d'en faire l'analyse, et avec nos militants qui sont pris dans ces contraintes et ces contradictions, de les faire passer, ces contraintes, c'est un long travail d'explications, cela ne se passe pas tout seul, mais seule, la Gauche a le courage de le faire.
(Applaudissements)
Je dis que, depuis quarante ans, le paysage économique, social et culturel a profondément changé, à un rythme tel que certains n'ont pas bien encore réalisé ce qui était arrivé.
Cela ne s'est pas fait à la même vitesse pour tout le monde.
D'autre part, le bénéfice non plus n'a pas été partagé, également, par tout le monde. Il y a des blocages.
La génération des Françaises, qui ont aujourd'hui 60 ans, se trouve dans un monde complètement transformé par rapport à l'époque de leurs vingt ans, le paysage économique et social a profondément changé, l'organisation et la division du travail, les qualifications des salariés, les conditions d'emploi, les salaires, leurs niveaux, les différentes formes directes et indirectes de salaire, et

les formes de consommation. Les 30 glorieuses ont été marquées par une production en expansion rapide et par une protection sociale améliorée des salariés.
Les régimes de protection sociale ont distribué des masses croissantes de salaires indirects, sous forme de retraites, de prestations, de revenus en cas de chômage.
Cette révolution lente à l'échelle du temps vécu, mais fulgurante à l'échelle du temps historique, a pris des visages différents selon les générations et selon les catégories sociales, et c'est cela que nous avons du mal à intégrer dans notre réflexion collective.
Celles et ceux qui ont le temps de réfléchir ne sont pas celles et ceux qui sont les plus écrasés et c'est la différence fondamentale.
(Applaudissements)
Certaines se trouvent à la pointe de la réflexion, elles sont nécessaires, elles sont indispensables, mais pour d'autres, les ouvrières, qui ontvu leur travail hiérarchisé, mécanisé, découpé en tranches, le travail de la ferme qui est tout à fait différent, le travail de la maison qui a changé, tout cela fait que nous n'avons pas suffisamment réfléchi sur ces avancées, ce que cela induisait dans notre réflexion.
Quant aux femmes dites au foyer, aux femmes dites sans travail, alors qu'elles les cumulent tous, leurs activités éducatives et domestiques sont restées dans la sphère non-marchande, c'est-à-dire qu'à notre époque de "fric", elles sont déconsidérées.
Mais toutes les femmes, et beaucoup d'hommes également, assument ces tâches. Tout le monde contribue à l'augmentation du produit intérieur, seulement celles qui par l'histoire, par les conditions matérielles dans lesquelles elles sont, sont restées dans cette sphère non-marchande uniquement, n'ont pas de droits sociaux propres, ce ne sont que des droits dérivés, et il nous faut assumer une avancée et une réflexion sur ce terrain, que les femmes puissent être autonomes, et ne pas dépendre d'un mari, d'un compagnon dont on sait aujourd'hui la solidité.
(Applaudissements]

La présidente - Denise, tu fais beaucoup d'efforts, mais tu dois en faire encore un peu pour arriver à la conclusion.

Denise Cacheux - Je passe sur la critique de Chirac, tout le monde l'a faite et je crois que c'est de notoriété publique.
Je voudrais aborder un deuxième thème et j'irai plus vite parce qu'il a été très largement débattu. Mais je pense que ce partage du temps doit être quelque chose de fondamental dans notre réflexion.
On parle beaucoup du partage des tâches, du partage des revenus auquel il faudrait penser. Je crois que notre époque est marquée par la rareté d'une denrée immatérielle qui est le temps et que c'est cette réflexion sur le temps et le partage du temps qu'il nous faudrait avoir.

Fondation Jean Jaurès

Les évolutions de l'usage du temps constituent un point majeur des interrogations sur l'avenir. Comment va se structurer le partage du temps entre les activités du travail professionnel, les activités domestiques, les loisirs ? Selon le sexe, puisque c'est la réflexion de notre convention, mais aussi selon les niveaux de revenu, selon les métiers, selon les formations auxquelles on a pu accéder, et cela conditionne énormément une exclusion dont nous avons beaucoup parlé depuis hier, qui est, je ne dirai pas l'exclusion totale, mais une exclusion profonde des femmes du monde politique.
Il y a des exceptions. Nous sommes, nous les parlementaires femmes, des exceptions dont nous sommes fières et heureuses et dont nous remercions le Parti...
(Protestations)
Nous le remercions comme tous les élus doivent remercier le Parti de leur confier des responsabilités !
(Applaudissements)
Mais ce que nous voulons, justement, c'est que nous ne soyons plus des exceptions. Ce que nous voulons, c'est que toutes les femmes passent dans le Parti de la réflexion sociale à la réflexion politique, qu'elles fassent la génération politique. Il n'est pas normal que cela reste la chance d'un petit nombre, que quelques-unes d'entre nous seulement y accèdent et que les autres restent sur la touche.
L'ensemble des femmes a accès depuis quarante ans seulement à la première étape de la citoyenneté, c'est-à-dire le droit de vote. Il faut maintenant que le Parti ait la volonté, le courage d'aller plus loin qu'il ne l'a fait, qu'il se donne les moyens d'inventer des formes de vie du Parti pour que les femmes ne soient plus dépossédées de l'accès à la deuxième étape qui est l'étape de la prise de responsabilité dans le Parti.
Refusons la rhétorique "biseautée" qui a cours en d'autres lieux, "nous ne pouvons pas admettre l'exclusion des femmes, mais nous pouvons la comprendre". Non, nous ne voulons plus la comprendre !
(Applaudissements)
Nous ne voulons pas seulement l'égalité des droits, nous voulons l'égalité des chances. Une camarade hier l'a évoquée. Pourquoi dans le Parti ne pas copier la loi qu'Yvette Roudy a fait voter sur l'égalité professionnelle, et avoir dans le Parti une charte de l'égalité politique qui à chaque Congrès ferait le bilan ?
(Vifs applaudissements)
Je termine.
Cette convention est importante à un triple niveau. Importante par l'analyse qu'elle nous permet de faire et de prendre en charge je ne dirai pas par tous les hommes et les femmes du Parti, mais disons par beaucoup d'hommes et de femmes dans le Parti, donc un progrès par cette analyse des acquis et la mesure du chemin qui reste à faire.
Importante par le texte qui en sortira. Le manifeste que nous avions élaboré, il y a dix ans, a servi au travail du ministère des Droits de la femme, à tout le travail qui a été sous les gouvernements de Pierre Mauroy et de Laurent Fabius, au

Fondation Jean-Jaurès

travail des parlementaires de 1981 à 1986. Eh bien, le nouveau texte sera notre outil de travail partout où nous allons prendre des responsabilités dans les années qui viennent, au gouvernement j'en suis sûre, dans les collectivités territoriales pour les échéances qui viennent.
Enfin importante pour la vie du Parti lui-même, puisque Lionel Jospin hier solennellement s'est engagé sur cette prise en compte politique et cette augmentation du quota.
Bien sûr, l'accouchement a été difficile, il s'est fait aux fers, on a eu des épisiotomies, mais on a accouché !
(Applaudissements)
Je termine, j'avais pris des tas de notes, mais j'arrête.
Mais je dis que tout le travail de réflexion dans le Parti a été marqué d'étapes. Nous avons eu une étape sociale, puis une étape culturelle sous l'impulsion de mai 1968 et des années 70. Nous voulons maintenant l'étape politique.
(Bans d'applaudissements)

La présidente - Catherine Trautmann, député.

Catherine Trautmann

Chers camarades, lorsqu'on observe la scène politique nationale, une question se pose, lancinante : où sont les femmes ? Ont-elles déserté la place ou ne l'ont-elles pas conquise ? Ont-elles fait d'autres choix d'activité, de militantisme, ou tout simplement sont-elles, comme elles le sont depuis longtemps, les exclues de la politique ?
Les chiffres sont consternants.
Tout à l'heure Denise disait : les femmes ont toujours travaillé. Certes elles ont toujours travaillé, mais je dirai qu'elles ont aussi toujours milité et elles ont été bien peu récompensées en retour, y compris dans notre Parti !
(Applaudissements)
La société politique semble fossilisée à l'heure où l'on constate un progrès dans la mixité. C'est un progrès qui n'est pas encore suffisant, qui est insatisfaisant, mais qui existe, et il existe surtout dans l'esprit des jeunes pour qui leurs copines ou leurs copains d'étude ont les mêmes parcours et les mêmes droits.
Il y a donc contradiction entre notre pratique, les réticences que nous constatons dans notre Parti et notre combat commun, hommes et femmes, depuis des années pour l'égalité professionnelle, et alors que le ministère d'Yvette Roudy a permis d'avancer considérablement sur ce point. Faut-il penser que lorsqu'il s'agit de leurs mandats, de leurs postes de responsabilité, nos camarades hommes redeviennent souvent complètement misogynes ?
Non, non, camarades, le sexisme n'est pas mort. Il suffit de regarder certains débats autour des investitures, les débats pour les candidatures, mais aussi ce qui se passe dans le monde du travail, et je voudrais souligner un danger, celui que je constate dans ma fédération ou dans d'autres, mais aussi dans le discours de certaines d'entre nous qui ont pris la parole avant moi, c'est le discours défensif du "si je suis ici responsable ou élue, ce n'est pas à cause du quota".

Contribution Jean-Jaurès

Soyons clairs, le quota, nous en avons besoin... (applaudissements)... et il est vain de croire que sans ce quota, nous aurions autant de femmes au Comité directeur et dans les Commissions exécutives fédérales ou même dans certaines instances au niveau des sections.
Non seulement ce discours est dangereux parce qu'il peut devenir dans une certaine mesure un acte de soumission préalable à toute prise de responsabilité - je vous y rends très attentives - mais il est aussi dangereux parce qu'il nous clive en deux : celles qui ont la chance ou parfois le mérite d'avoir des responsabilités, et celles qui n'en ont pas, et c'est ce qui m'a gênée dans certains discours hier.
Nous devons être solidaires entre nous car, quelques exemples l'ont rappelé, la place d'une femme n'est jamais un acquis et n'est jamais un droit.
(Applaudissements)
Alors comment user du quota ? En fait, je crois qu'il faut qu'on en fasse réellement une mesure incitative. C'est un minimum dans les textes, mais la plupart du temps le quota est utilisé comme un maximum. Nous devons effectivement en faire le minimum et nous devons aussi chercher les moyens pour qu'il soit appliqué.
Mais je crois surtout que les moyens se trouveront dans notre solidarité entre nous, pour que ce quota soit évolutif vers l'égalité et l'égalité est le véritable objectif de notre Parti. Cela ne doit pas être une concession faite aux femmes.
Sans notre solidarité, sans notre mobilisation et sans notre détermination, notre petit quota de 20% ne nous permettra jamais d'être véritablement représentées dans nos instances.
Comment pourrions-nous admettre que notre Parti soit à ce point hétérogène par rapport à la société dans laquelle il agit ?
Mais je voudrais souligner aussi un autre danger qui est une nouvelle caricature. Nous avons connu les caricatures des féministes des années 70. Aujourd'hui nous avons une autre caricature, celle des super-women et d'une certaine manière nous nous faisons piéger.
Le féminisme aujourd'hui devrait se féminiser. C'est vrai que le féminisme n'apparaît plus de manière aussi corrosive qu'avant ni aussi évidemment critique. Nous n'avons plus non plus les mêmes points de cristallisation, de revendication que nous avions avant. Mais nous avons entamé depuis quelques années une phase diffuse et plus opaque d'un combat disséminé. Cela ne veut pas dire que nous sommes moins déterminées. Nous ne pouvons pas entendre les hommes qui deviennent féministes, soyons suffisamment nous-mêmes, car pour notre place, il faut bien agir de façon volontariste et compter sur nous-mêmes.
(Applaudissements)
Je voudrais terminer en rendant hommage à celles qui inlassablement, depuis une quinzaine d'années, se battent et travaillent pour faire progresser la cause des femmes dans notre société, mais aussi dans le Parti. Yvette parlait hier de la mémoire nécessaire des luttes des femmes, je parlerai aussi de la fidélité que certaines de nous ont entre elles depuis, bien sûr, la précédente convention, mais pour certaines d'entre elles depuis bien avant et je dirai que pour celles qui

Collection Jean Jaurès

entrent dans le Parti, c'est aussi une très grande richesse. Parmi ces femmes, Renée Dufour mérite notre reconnaissance.
(Applaudissements)
Depuis le départ, elle a déroulé le fil d'Ariane de notre réflexion pour préparer cette convention. Elle va rapporter aujourd'hui les travaux de la Commission des résolutions et elle a fourni u travail de rédaction considérable.
Renée comme les autres méritait d'être remerciée !
(Applaudissements)

La présidente - Je donne la parole à Jean-Pierre Chevènement.

Jean-Pierre Chevènement

Chers camarades, je voudrais aborder trois points : la citoyenneté, la formation et l'emploi.
Tout d'abord j'approuve que vous ayez situé dans votre document préparatoire votre lutte dans la perspective de la conquête d'une pleine citoyenneté. Il m'est souvent arrivé de rappeler, après d'autres, que le Socialisme était l'accomplissement de la République et il me semble que cette proposition s'applique particulièrement bien à la question qui nous occupe.
L'égalité républicaine en effet est contradictoire avec toute discrimination, quel qu'en soit le prétexte, la race, la religion, la fortune ou le sexe.
(Applaudissements)
Quand nous avons tenu notre convention préparatoire à Belfort, Yvette Roudy, dans un discours très tonique, m'a repris en disant : "Ah ! Les grands ancêtres, ces barbus, ils étaient machos !"
C'est bien possible, à vrai dire… (applaudissements)… mais je voudrais vous faire observer que la revendication qu'ils portaient, l'idée républicaine est elle-même porteuse d'une promesse qui pour les femmes est restée longtemps inaccomplie puisqu'à l'horizon 92, pas celui du marché unique, celui du bicentenaire de la République, nous serons seulement à 45 ans de la date où les femmes auront eu accès au droit de vote. Donc il a fallu du temps, mais néanmoins c'est bien dans ce cadre là, dans cette orientation là qu'il fallait travailler et il me semble que cette question est toujours actuelle.
Tout à l'heure nous avons entendu la camarade déléguée du Pas-de-Calais qui a fait un discours très courageux parce qu'elle exprimait ce qu'elle entendait dans son département, à la base, et qu'elle le traduisait.
Naturellement, nous savons que certaines revendications progressistes ont été portées au départ, y compris celles de la République par une minorité éclairée, par des gens qu'on aurait pu qualifier de bourgeois, ainsi en va-t-il au départ de la revendication féministe.
Naturellement, l'écart est ressenti gravement par beaucoup de gens, et de femmes au contact des réalités quotidiennes et concrètes dont le principal souci, est évidemment le problème du chômage ou le problème des conditions de travail et de l'emploi.
De là, il ne s'ensuit pas que la revendication du quota ne soit pas justifiée. Elle

Fondation Jean-Jaurès

est justifiée parce qu'elle fait avancer les choses. Cela veut dire aussi que le devoir des femmes, dans notre organisation, c'est d'être à la pointe du combat pour l'emploi contre le chômage, ne serait-ce que parce qu'il y a une majorité de chômeurs qui sont en réalité des chômeuses.
Il me semble que le devoir des femmes c'est d'être à l'avant-garde du combat contre les tabous, contre les dogmes du libéralisme, contre cette espèce de loi d'Airain du capitalisme multinational qui délocalise ces productions vers les pays à bas salaires et qui ne réalise en France que des investissements de productivité.
C'est là le sens, me semble-t-il du combat des femmes mais aussi du combat de tous les Socialistes.
(Applaudissements)
L'égalité des droits entre les femmes et les hommes est inscrite dans la loi et dans les règlements grâce à Yvette Roudy. Elle doit devenir réelle. Il faut donc en créer les conditions réelles et j'allais dire dans notre temps post-marxiste - je ne sais pas si je peux employer ce terme - les conditions matérielles de l'égalité et le premier évidemment concerne la formation.
Nous savons que les filles sont plus nombreuses que les garçons à poursuivre leurs études au lycée et à réussir le baccalauréat, non pas par je ne sais quel cause génétique, mais parce que les garçons ont été orientés vers des filières courtes qui les destinaient à l'usine.
Il n'en reste pas moins que les femmes sont minoritaires dans les filières scientifiques, technologiques et en particulier on pourrait dire que dans certaines filières courtes, il y a trop de jeunes filles. Certaines filières courtes qui n'offrent pas de débouchés professionnels.
Dans une société qui favorise les filières scientifiques, il y a un compte d'inégalité au regard de l'insertion professionnelle et sociale.
Nous avions signé, Yvette Roudy et moi-même, une circulaire pour favoriser le passage des filles de l'enseignement littéraire vers l'enseignement scientifique. C'est une modestes, c'était une modeste initiative. Je crois qu'elle allait dans le bon sens.
(Applaudissements)
Il est évident qu'il y a là un problème d'orientation scolaire et d'information. C'est un problème plus général.
Je voudrais là encore vous ramener chers camarades, à cette constatation de bon sens et qu'il ne peut pas y avoir de politique éducative progressiste pour les filles, s'il n'y a pas une politique éducative progressiste pour tous.
Or, Monsieur Monory est quand même le premier ministre de l'Education nationale qui ait supprimé des postes en 1987 dans son budget. C'est lui qui a abrogé la réforme des lycées qui prévoyait la revalorisation des filières d'accès littéraires au baccalauréat, et qui par conséquent a consolidé sous prétexte de se donner le temps de la réflexion, la prépondérance de la filière C.
Monsieur Monory vient de rendre public un plan qui apparaît à 50 jours, moins de 50 jours de l'élection présidentielle comme une sorte d'examen de rattrapage.
On pourrait dire aussi, si on était dans la religion, comme la confession d'un

Fondation Jean Jaurès

pêcheur, avant l'extrême-onction et avant de partir dans l'au-delà, ou si on se contente de rester dans l'univers des potaches, comme un devoir de vacances.
Ce plan, ce mono-plan, vous le savez bien, ne décollera pas pour une raison très simple : c'est qu'il n'y a pas de carburant dans son moteur.
(Applaudissements)
Bien entendu, ce plan, il ne l'exécutera pas.
Le deuxième point, c'est celui de l'emploi.
Si nous ne retrouvons pas les chemins de la croissance et de l'emploi, et si nous nous résignons au taux de croissance que nous avons connu ces dernières années, si l'Europe continue de s'enfermer dans une spirale déflationniste... je me souviens d'un leader Socialiste évoquant la politique de Laval ; si nous continuons sur ce chemin d'une croissance de 2% - alors que les Etats-Unis sont à près de 5% et le Japon à plus de 5%, ce qui explique que nous ayons des chômeurs ici - naturellement ce sont les femmes qui vont en souffrir le plus.
L'accès des femmes à l'emploi, leur accès à des emplois plus qualifiés passe par la création de nouveaux emplois, passe par une nouvelle croissance.
(Applaudissements)
Sans cela, il n'est pas du tout sûr qu'elles resteront vouées aux emplois précaires, peu qualifiés et mal rémunérés. Sans cela, il n'est pas du tout non plus sûr que les conseils se feront plus pressants pour les encourager à ne pas se porter sur le marché de l'emploi mais pour rester chez elles moyennant, si les finances publiques le permettent, une maigre allocation en guise de lot de consolation.
La femme au foyer, c'est le programme de M. Chirac.
Si j'insiste sur l'égalité des sexes face à la formation au travail, c'est encore une fois parce qu'il me paraît qu'il y a là un fondement réel de l'égalité des hommes et de femmes dans notre société en particulier dans la vie politique.
Je pense que les débats sont quelquefois marqués par un esprit contestataire. Je serais le dernier à m'en étonner, à m'en formaliser et au, contraire, je m'en réjouis.
Nous savons que rien ne se fait sans la contestation, quelquefois vive et même excessive.
(Applaudissements)
Je ne veux pas revenir sur le passé... mais au fond, le féminisme c'est ce qui reste de l'autogestion... (murmures)... que nous avions introduit... que j'avais personnellement introduit dans notre programme au début des années 1970.
Dans d'autres domaines, la décentralisation est passé raisonnablement dans les faits. Dans l'entreprise, il y a les lois Auroux... mais dans le domaine des femmes, il y a encore beaucoup à faire. Par conséquent, il y a une contestation justifiée. L'humanité ne progresse d'ailleurs que par une sinusoïde ou des excès corrigés.
C'est Jules Verne qui disait que : "le lien ne s'est jamais fait qu'au nom d'espérances exagérées".
(Protestations dans la salle)
Un autre théoricien qui n'est pas particulièrement… (illisible)… Bakounine

Fondation Jean Jaurès

disait - et c’est la même chose - : "ceux qui ont borné leurs ambitions à ce qui leur paraissait simple et possible, n’ont jamais avancé d’un seul pas".
(Applaudissements)
Je vous fais remarquer que c’est la même idée.
(Applaudissements)
Je vous fais remarquer que les mêmes ont successivement hué et applaudi.
(Rires dans la salle)
J’en terminerai chers camarades pour dire que naturellement le quota est une nécessité. C’est une nécessité que nous devons maintenir aussi longtemps que l’égalité réelle ne sera pas un fait. C’est une technique inégalitaire au service de l’égalité mais un jour - et je le souhaite -... (applaudissements)... mais un jour, on pourra s’en passer mais c’est souhaitable... ce qui est souhaitable, c’est que le féminisme aura gagné et avec la féminisme, la République aussi.
(Applaudissements).
Je dirai aussi, pour conclure, que la République a un nouveau rendez-vous avec son histoire.
Nous allons fêter dans le prochain septennat le bicentenaire de la révolution de la République. Il me semble que la meilleure manière de fêter ce bicentenaire, c’est de faire campagne dès aujourd’hui pour que François Mitterrand soit élu, Président de la République.
(Applaudissements)
C’est de faire confiance à la Gauche avec l’action que vous menez, et je veux le dire en particulier sous l’impulsion d’Edwige Avice qui est à la cheville de cette réussite qu’est votre convention, faire confiance à la Gauche, pour mener le combat de la citoyenneté et d’une meilleure formation, d’un meilleur emploi.
Merci.
(Applaudissements)

La présidente - On a pu constater que tu ne t’étais pas laissé impressionner.
J’appelle Béatrice Lepage, de la fédération de l’Essonne.

Béatrice Lepage

Nous sommes un groupe de femmes, en Essonne, à avoir essayé de faire un travail, collectif. Cette intervention est le fruit de ce travail. Nous avons choisi comme titre : "Non, Monsieur Chirac, les femmes ne retourneront pas à la maison."
La Convention nationale femmes de ce week-end - dix ans après la précédente - permet de faire le point sur la situation politique, économique et sociale des femmes dans le système économique qui régit notre société.
Les constats, les propositions balayées dans le texte soumis au débat, sont souvent intéressantes, mais ne peuvent être étudiées, appréciées, entérinées que dans une réflexion globale et en particulier, sur tout ce qui touche à la politique sociale, au revenu minimum et à la nécessaire distinction entre bénévolat, militantisme, petits boulots et travail rémunéré.
La fédération de l’Essonne a voté majoritairement la suppression du chapitre 5,

Fondation Jean Jaurès

caractérisant le travail invisible, en pensant que ce terme est trop ambigu et ne favorisait pas cette distinction entre cette économie, alternative sociale que vous proposerez aux femmes, et le monde du travail où elles ont leur juste place en politique.
C'est, en fait, une large réflexion sur la grande restructuration sociale que la nation devra affronter dans le temps à venir, au sein de laquelle, cette fois, les femmes ne peuvent plus être laissées pour compte, mais prises à part entière comme individus bénéficiant d'une autonomie civile et financière, ayant leur juste place en politique.
Cette convention femmes se situe, comme la convention jeunesse et la convention entreprises, en aval de la Convention nationale qui a débattu des grandes orientations de notre Parti pour les mois à venir.
De nombreuses militantes ont préféré à cela un aller et retour de textes et de propositions entre le national et le fédéral.
Si les femmes jugent nécessaire de maintenir une réflexion spécifique à travers une convention propre aux femmes, elles ont exprimé par ailleurs le besoin d'être intégrées dans l'élaboration de l'analyse politique du rôle économique actuel des femmes dans le développement.
Notre calendrier est cependant serré, et l'essentiel est de convaincre femmes et hommes de ce pays que la Gauche tout entière a prouvé qu'elle était porteuse de valeurs de solidarité et d'égalité, et qu'elle reste la seule issue politique à l'exploitation organisée d'une très grande partie de la population, et bien sûr, des femmes.
Les femmes occupent une place particulière dans le champ politique.
Pour mémoire, en reprenant les chiffres qui ne nous sont jamais assez répétés car je pense que c'est nécessaire, elles tiennent toute leur place dans l'électorat : 53%. Le vote des femmes est à gauche, et le plein n'est pas fait. Les femmes ne votent que depuis 1946. La représentation féminine reste dérisoire. Nous, devons tous, femmes et hommes, nous atteler, développer un énorme travail d'éducation et d'animation politique auprès des femmes comme auprès des hommes. Des signes nous permettent de conforter dans le temps cette évolution.
En 1986, chez les 18/20 ans, 53% des femmes ont voté à gauche, contre 40% des hommes.
Leur situation économique, familiale et professionnelle ne peut que les amener à une réflexion politique. Nous savons tous qu'elles sont aussi majoritairement les meilleurs obstacles à toute politique liberticide d'extrême droite.
La fédération de l'Essonne, a réalisé un travail important d'échange sur ce texte et ce groupe de femmes a réfléchi sur une idée-force.
Ce texte manque d'une idée constructrice. Cette idée constructrice est pourtant dans l'air du temps, ou plutôt elle se voit "comme le nez au milieu de la figure" et le mouvement des femmes des années 70 l'a fait émerger.
Le champ familial, le champ privé et politique.
C'est la conviction que le privé est politique.
C'est la conviction que le privé ne peut plus échapper au politique.
Et c'est la remise en cause fondamentale de la famille comme lieu

d'organisation de l'exploitation humaine et financière des femmes.
C'est bien cela que la Droite et Chirac ont compris : la famille reste le meilleur frein à l'éducation politique.
Non, les femmes ne retourneront pas à la maison.
En 1909, Alexandra Kollontaï, grande révolutionnaire russe, comme chacun le sait, écrivait dans "Les bases sociales de la question féminine" : "La femme doit se débarrasser des chaînes que fait peser sur elle la forme actuelle, fermée et contraignante de la famille."
Nous ne demandons pas, bien sûr, la suppression de la famille...
En prenant la précaution du temps, des lieux et de l'histoire, il faut le dire haut et fort, la famille (le privé) reste encore le lieu possible de toutes les exploitations, de toutes les violences.
(Applaudissements)
Les femmes y échappent au regard de la société. Une femme peut être totalement exploitée, son travail bafoué, son corps violenté impunément, car elle est isolée, sans défense, sans véritable recours auprès de la loi.
Qu'en est-il de la loi anti-sexiste ?
Les femmes ont enfin compris qu'il fallait s'en échapper de force ou de gré pour conquérir leur autonomie, conquérir leur indépendance financière, conquérir leur dignité là où elles se conquièrent, dans la collectivité, dans la cité, dans la vie civile.
A partir de là, on comprend la lutte pour la maîtrise et le respect de leur corps, la lutte pour l'indépendance économique, leur entrée irréversible dans le monde du travail, leur lutte contre les violences qu'elles commencent enfin à porter sur la place publique - viol, inceste, femmes battues - et enfin la volonté d'investir le champ politique.
L'école nationale de la police a donné quelques chiffres.
En France, 25 000 femmes sont battues (probablement le triple), en Grande-Bretagne 70 000, aux Etats-Unis 5 millions.
En matière de viol, là aussi les chiffres sont éloquents. On estime de 10 à 15 000 le nombre de viols par an, dont 90% de femmes et 10% de jeunes enfants mâles. Ces chiffres sont cités dans une brochure diffusée par le ministère de la Santé.
Ces agressions à la personne sont à peine citées dans le texte national, ainsi que le développement important de la pornographie. Et pourtant, il est urgent de tout faire pour lutter contre ces violences qui marquent les femmes et, ce, dans tous les pays, et qui traumatisent à vie la génération de leurs enfants.
La famille traditionnelle reproduit les mêmes fonctions. Les femmes sont aussi chargées, dans leur fonction traditionnelle, de l'éducation des jeunes enfants. Souvent, elles transmettent les mêmes modèles d'exploitation aux filles et aux garçons. Elles reproduisent aussi la même logique d'exclusion et le même frein à la conscience politique...

Dans la salle - On l'a déjà dit hier !

Béatrice Lepage - ... L'augmentation importante de familles monoparentales

Collection Jean Jaurès

permet de penser que la génération d'enfant concernée appréhendera différemment la vie sociale, car la nécessité d'autonomie financière et d'autonomie civile du parent et des enfants aura été intériorisée dès le plus jeune âge.
A ce stade de réflexion, la seule logique politique pour sortir de cette logique d'exclusion sociale mal vécue par les femmes, mais aussi par les hommes, ne peut s'installer qu'à travers une pratique égalitaire. Cela évite les faux débats de lutte des classes entre les hommes et les femmes, cela évite de confondre lutte des classes et société duale qui permettrait d'opposer ceux qui auraient des revenus liés à leur force de travail et ceux qui auraient des revenus liés à une solidarité nationale (revenu minimum, aide sociale, etc.)

La présidente - Peux-tu aller vers ta conclusion ?

Béatrice Lepage - C'est peut-être simpliste de rappeler ces évidences, mais cela va mieux en le disant.
De nombreuses femmes adhérant, en cette période au Parti Socialiste, dans nos sections locales, vivent principalement le chômage, le risque d'expulsion du logement. Nous avons à procéder à tout un travail de clarification politique.
Ces logiques d'inégalité et d'exclusion se manifestent, bien entendu, massivement sur le lieu du travail.
Les femmes ont par nécessité financière et par volonté d'autonomie, investi le monde du travail et sont particulièrement touchées.
Ecoutons les femmes. Elles veulent leur autonomie financière, et du temps pour leur famille. La véritable réponse n'est pas le temps partiel. Les femmes ne réclament pas un traitement particulier de leur temps de travail.
Ce qu'elles veulent, c'est la réduction du temps de travail pour tous, femmes et hommes, sans perte de salaire.
(Applaudissements)
Les femmes ne réclament pas la rémunération du bénévolat, du travail ménager à la maison, car elles savent que c'est à nouveau une nouvelle source d'exploitation dans la logique politique économique de notre système.
(Applaudissements)
Quand hommes et femmes auront compris que les petits boulots engendrent pour tous (les hommes, et notamment les jeunes, commencent à y goûter) une exclusion sociale nécessaire à la création permanente de produits financiers dont on sait quelle est la finalité, nous aurons tous avancé.
Elles veulent des services publics, garants du maintien de l'égalité des chances, les assistant dans la garde des enfants, leur éducation et leur formation. La solidarité nationale doit jouer.
La privatisation dans ces équipements engendre inévitablement la disparité des familles devant les chances sociales de l'enfant.
Voilà comment, en une pirouette, on règle deux comptes en présentant le salaire maternel : la réduction massive du taux de chômage en sortant des statistiques le chômage féminin, la nécessité idéologique pour la Droite de maintenir la famille

Fondation Jean-Jaurès

comme frein de l'émancipation politique d'abord des femmes, et ensuite des enfants.
(Applaudissements)
Je termine. Les Socialistes et la gauche, ont bien compris que pour sortir de ce système organisé de domination idéologique que la Droite, plus que jamais, a remis au goût du jour, il n'y a qu'une réponse : c'est l'égalité des chances, et félicitons-nous du bilan de la Gauche de 1981 à 1986, pour ce travail d'éducation collective qui a été réalisé.
Mais nous avons massivement pris conscience de la fragilité des acquis en 1986. L'égalité des chances, c'est l'égalité dans la formation, c'est l'égalité dans le travail.
Il y a aussi des "fantômes" à évacuer sur l'idée ancrée chez beaucoup de femmes que ces dernières feraient de la politique autrement des hommes.
Ne nous y trompons pas, femmes et hommes de gauche, ce que les femmes vivent dans notre pays, n'est que l'infime partie de l'iceberg de la situation internationale faite aux femmes. Quel que soit le régime politique en place, la même condition est réservée aux femmes, malgré leur niveau de formation et d'autonomie. Plus que jamais le débat nord-sud doit intégrer, comme cela a été fait à la conférence de Nairobi, l'adhésion des femmes à la lutte contre les mécanismes d'exclusion et d'oppression.
En conclusion nous disions que le développement ne se fera pas sans les femmes, et mes derniers mots seront : liberté, égalité, solidarité, pour la dignité des femmes et des hommes, dès aujourd'hui.
(Applaudissements)

La présidente - Il y a encore 8 demandes d'intervention. Je demande donc à toutes et à tous de faire court. Nous avons encore à écouter le rapport de la Commission des résolutions et à voter dessus...
J'appelle Simone Ritouré, de la fédération du Gers, ensuite Agnès Lafond, et enfin Pierre Mauroy.

Simone Ritouré

Je vais faire court… (rires)... je vais simplement choisir un thème que je ne développerai que partiellement : les femmes dans l'agriculture.
(Applaudissements)
Ne me faite pas perdre de temps !
Je suis dans un département, le Gers, où les femmes prennent de plus en plus une part importante dans la gestion des exploitations. Elles ont très souvent leur mot à dire lors de la prise de décisions importantes. Elles se sont formées pour cela et, dans beaucoup de cas, d'une façon plus sérieuse que les hommes.
Toutefois, beaucoup de chemin reste à parcourir pour la reconnaissance d'un statut professionnel d'épouse d'agriculteur, leur protection sociale.
Le statut professionnel. Sur le plan juridique, le droit pour une femme d'exercer la profession agricole ne fait aucun doute lorsqu'elle est seule, célibataire, veuve, divorcée ou mariée à un non-agriculteur.

Fondation Jean Jaurès

Mariée à un chef d'exploitation, sa situation change.
Avant la loi d'orientation de 1980, aucun texte législatif ne reconnaissant sa qualité de travailleuse responsable. A partir de 1980, la co-exploitation, la collaboration sur des mandats de gestion réciproques, est établie, mais le statut exact de l'épouse co-exploitante, collaboratrice, n'en est pas pour autant explicite.
La loi de 1980, en reconnaissant le choix professionnel aux épouses d'agriculteurs, comble un vide juridique, mais simultanément, en le définissant, elle en fixe les limites, qui sont bien minces. Exemple : la dotation aux jeunes agriculteurs ne peut être sollicitée que par le conjoint chef d'exploitation.
Le statut social (c'est-à-dire la protection sociale) ne peuvent relever du régime de protection sociale agricole que les chefs d'exploitation dirigeant les exploitations.
Les prestations maladie. Les femmes bénéficient des prestations seulement en leur qualité d'ayants droit. Ces prestations cessent lors du décès de l'assuré ou si elles divorcent. J'avais développé, mais je passe...
(Rires)
Les prestations maternité. Celles-ci reconnaissent explicitement l'activité professionnelle des agricultrices qui ne sont pas actives cotisantes, à condition qu'elles se fassent remplacer, ce qui suppose en avoir les moyens, ce qui n'est pas toujours le cas.
La pension d'invalidité n'est versée qu'aux seules associées. Les conjoints en sont exclus.
L'assurance vieillesse agricole. Sont assujettis les chefs d'exploitation et les membres de la famille. Elle donne droit à une retraite forfaitaire et à une retraite proportionnelle. Seule la retraite forfaitaire est reversée aux femmes d'exploitants. Là aussi, j'aurais pu développer, mais je ne le fais pas.
Les réponses qu'attendent les femmes de l'agriculture.
Les agricultrices veulent que leur soit reconnu le droit d'exercer leurs responsabilités, identiques à celles de leur mari chef d'exploitation. Le statut de co-exploitation n'apporte aucune réponse convenable. Il convient donc de prévoir une véritable co-gestion dans laquelle l'épouse aurait les mêmes droits et, bien entendu, les mêmes devoirs. Certaines femmes n'entendent pas exercer les responsabilités de chef d'exploitation, mais aspirent simplement à la reconnaissance de leur activité sur l'exploitation.
Le rapport Bouze préconisait la création d'un registre de l'agricultrice qui, entre autres rôles, aurait permis d'affirmer la fonction exercée par l'épouse, c'est-à-dire un statut sur l'exploitation. Ce statut de co-gérante, de co-exploitante, devait être reconnu par la loi. Ce statut devait entraîner rémunération et, surtout, ouvrir droit aux plus-values que connaîtrait le capital d'exploitation lors de ses développements ultérieurs. Il prévoyait l'amélioration des droits sociaux, et là j'énumère seulement : prestations invalidité, allocations maternité, accès à la retraite professionnelle, congé parental ne devant être reversé qu'aux seules agricultrices se faisant remplacer... cela, c'est pas mal.
Le rapport Bouze a été un point fort des propositions Socialistes pour les

Collection Jean Jaurès

agriculteurs et pour les agricultrices en particulier. Bien que datant de 1984, il est toujours d'actualité et pourra servir de base de travail au futur ministre Socialiste de l'Agriculture.
(Applaudissements)
Le défunt projet de loi de modernisation agricole, célèbre par son ministre Guillaume, devait aborder ce projet, mais nous savons ce qu'il en est advenu faute de courage politique de son initiateur.
Les femmes dans nos campagnes sont très inquiètes devant la désertification qui entraîne la disparition des services publics. Elles sont inquiètes pour leurs enfants devant l'inégalité des chances face à la scolarisation, l'accès à la culture.
(Applaudissements)
Les femmes, dans ce monde rural qui, peu à peu, devient un désert, s'interrogent sur les chances réelles de leurs enfants.
On prétend que les agriculteurs votent à droite. C'est sûrement partiellement vrai - c'est ce que disent les sondages - des hommes. Mais les femmes, avec leur sensibilité et leur bon sens, face aux difficultés présentes et futures, si les Socialistes prennent en compte les problèmes qui se posent à elles, doivent rejoindre en nombre les femmes Socialistes que nous sommes.
Les agricultrices ont un objectif : se faire reconnaître par un statut bien précis. Mais dans notre tissu rural qui se dégrade, elles ont une inquiétude, je dirais même une douleur : leurs enfants, ces enfants que, pour la plupart, elles ont voulus, quel est leur avenir ? De moins en moins d'écoles, peu de lycées, pas d'université, ou lointaine, pas de centres culturels, ou si peu, que de difficultés en ces temps où l'emploi est si rare.
Nous devons faire nôtres leurs inquiétudes, qui ont toujours été des inquiétudes Socialistes.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Merci. Il eut été dommage de ne pas te donner la parole, car cet écho manquait à notre convention.
Je donne la parole à Agnès Lafond, de la fédération du Cher, ensuite à Pierre Mauroy.

Agnès Lafond

Chers camarades, on nous parle d'égalité, on nous promet de faciliter l'accès des femmes au savoir, à la connaissance et aux mandats électifs. Edith rappelait hier que la majorité des femmes votent à gauche, et chez les jeunes en particulier. Nous aussi refusons l'exclusion et aspirons à pouvoir prendre davantage de responsabilités.
Mais nous ne voulons prétendre à tout ceci sans que conscience soit prise chez toutes et tous de l'importance du rôle que nous, les femmes, pouvons jouer dans l'action politique et dans la société.
Nous devons nous battre, mais pour quel résultat si, en face de nous, les hommes dressent un mur… (applaudissements)... ce mur que la Droite a élevé et entretien encore en renvoyant les femmes à leurs fourneaux ?

Fondation Jean Jaurès

Il faut que les hommes s'engagent aussi avec nous sur le chemin de l'égalité.
Je dis oui aux principes et aux propositions développés aujourd'hui par des camarades, mais ne faut-il pas, au sein même du Parti Socialiste, dans chaque fédération, dans chaque section, que les hommes soient prêts à appliquer ces principes qu'ils prônent ?
Nous demandons que les hommes Socialistes ne fassent pas le jeu des misogynes de droite et d'extrême droite, en réagissant comme eux, et en souriant quand on parle des femmes capables d'une action politique efficace.
(Applaudissements)
Nous croyons en vous. Messieurs, et en François Mitterrand pour nous aider à ce que la génération Mitterrand soit celle de l'égalité et de la solidarité.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, en peu de mots tu as dit l'essentiel.
Pierre Mauroy...
Ce n'est pas fini, il y a d'autres orateurs.

Pierre Mauroy

Chère présidente, merci de me donner la parole.
Je voudrais saluer cette convention et dire d'entrée de jeu qu'une convention comme celle-ci n'est pas seulement l'occasion de faire des propositions, c'est sans doute cela qui est l'essentiel, mais nous sommes en campagne présidentielle, et d'autres élections se dérouleront sans doute après ces élections présidentielles, et c'est l'occasion aussi de faire le point sur ce que nous avons fait, et puis c'est l'occasion finalement de jouer avec les symboles, avec les images, et le Parti Socialiste peut le faire.
En m'adressant à vous, et en ayant ce privilège de vous dire quelques mots, je voudrais saluer trois femmes ministres, que j'ai eu dans mon gouvernement, et je crois que ce qu'elles ont fait a à ce point marqué que ce que je veux dire maintenant ce n'est pas seulement pour leur faire plaisir, mais parce que c'est très important pour l'action du Parti Socialiste en général, aussi bien pour les hommes que pour les femmes.
Je voudrais saluer Edith Cresson, puisque l'on est justement dans sa ville... (applaudissements)… et dire que l'on sait qu'Edith est une femme de caractère, mais tout de même je voudrais la saluer. Elle était ministre de l'Industrie, du Commerce extérieur, la tâche a sans doute été plus facile pour elle, mais moi je n'oublie pas qu'elle était ministre de l'Agriculture... (applaudissements)… qu'elle a eu beaucoup de cran.
Dois-je rappeler ici le blocage, les barrages, les surenchères d'un certain M. Guillaume, hier syndicaliste, qui est aujourd'hui le ministre... (sifflets)... qui adore tous les jours ce qu'il voulait brûler hier, qui propose ce qu'il condamnait hier, et qu'il aggrave le plus souvent, je pense aux quotas... (rires)... aux quotas laitiers, ce qu'il rejetait hier.
Comment diable les agriculteurs peuvent-ils avoir la mémoire si courte ! En tout cas, Edith, je veux à la fois te saluer, te rendre hommage pour l'action qui a été

Fondation Jean-Jaurès

la tienne comme ministre.
(Applaudissements)
Et puis, vous dire qu'avec Edwige que le symbole est aussi évident, Edwige a été ministre de la Jeunesse et des sports, mais surtout, elle a été ministre à la Défense, et c'était la première fois qu'il y avait une femme ministre de la Défense.
(Applaudissements)
Je lui rends hommage et je suis sûr que vous avez fait un bon choix en lui donnant les responsabilités qui sont actuellement les siennes.
Permettez-moi de saluer Yvette. Chère Yvette, je veux te rendre hommage... (applaudissements)… parce qu'avec Yvette ce n'est pas toujours facile !
(Vifs applaudissements)
Mais je veux rendre hommage à Yvette, chacun connaît sa ténacité, son opiniâtreté, le courage avec lequel elle mène tous les combats, et d'abord ceux qui paraissent perdus, mais elle finit par les gagner.
(Applaudissement)
En tout cas, chère Yvette, j'ai conscience d'avoir fait avec toi de l'excellent travail. Certes, j'ai dû résister à certaines de tes propositions, parce que ce n'était pas possible !
(Rires)
Mais je dois dire et je suis sûr qu'elle est d'accord avec moi, qu'ensemble nous avons soutenu des propositions qui ont finalement été adoptées, que nous avons eu beaucoup de mal pour les faire adopter.
(Applaudissements)
Je voudrais dire un mot pour Martine Buron, qui est peut-être là, qui a eu la délégation pendant six ans, je le dis parce qu'elle fait de l'excellent travail à la FNESER, en particulier cette tâche importante qui est de préparer toutes les assises régionales.
Ariane Paris, j'ai eu l'occasion de travailler avec elle, je lui rends hommage, parce qu'on me dit qu'elle a apporté une part très importante pour l'organisation de cette convention.
(Applaudissements)
Quant à Denise, je dis à Denise que nous avons beaucoup de chance de l'avoir dans le Nord.
(Applaudissements)
D'une certaine façon elle a aidé a l'éducation des hommes du nord, c'est vrai !
(Applaudissements)
Il subsiste des différences entre les points de vue de la fédération du Nord et ceux du Pas-de-Calais, mais en saluant le courage de la déléguée du Pas-de-Calais, qui s'est exprimée devant vous, je voudrais souligner quelque chose que peut-être vous oubliez, à savoir qu'il y a finalement une grande différence sociologique entre le Nord et le Pas-de-Calais. La sociologie du Pas-de-Calais c'est un département d'ouvriers, un département d'agriculteurs, le département du Nord au contraire a bien sûr des ouvriers, des agriculteurs, mais une immense classe moyenne, et je voudrais dire que quelque fois les différences

Fondation Jean-Jaurès

d'appréciation sont dues aux ouvrières, à celles qui ont peut-être les situations les plus modestes, qui, compte tenu des difficultés de la vie, évidemment ne prennent pas part au combat, comme on le souhaiterait. Mais, je suis persuadé que ces choses évolueront et grâce à vous.
Idée en passant : nous préparons l'avenir, nous faisons des propositions, certains s'imaginent que finalement le combat pour l'égalité des hommes et des femmes est un combat nouveau des femmes aujourd'hui, et que c'est finalement un combat qui est presque exclusivement moderne. Nous ne devons pas accepter cette façon de voir, nous ne devons pas accepter cette façon de voir parce que si effectivement Jean-Pierre le disait tout à l'heure, les hommes étaient des machos au 19ème siècle et au début du 20ème, ils étaient le reflet de la société telle qu'elle était, et je dis que de la même façon que notre Socialisme moderne est une extraordinaire synthèse de ce qui nous vient de la révolution, de la chrétienté, des encyclopédistes utopistes du 19ème siècle, de ce qui nous vient de l'analyse marxiste, notre Socialisme peut y ajouter dans cette synthèse le combat pour l'égalité des hommes et des femmes, qui a été marqué par la Gauche et par les Socialistes du premier âge.
(Applaudissements)
Je crois que nous devons le souligner, souligner bien sûr la commune, souligner ce que vous savez dans l'histoire simplement dire - je pourrais ici peut-être le mentionner - qu'en 1879 - c'est un peu pour que nous ayons un sourire - l'immortel Congrès ouvrier de Marseille - en tout cas pour la cause que nous défendons aujourd'hui - voyait pour la première fois une femme désignée comme présidente de séance. Celle qui participait pour la première fois c'était Hubertine Auclair.
C'est alors qu'elle écrit : "je suis étonnée que dans une République on en soit encore a revendiquer tel ou tel droit pour une partie du genre humain. Réfléchissez Messieurs, et au nom de la justice, au nom de la liberté, quittez votre royauté masculine, il est temps de proclamer l'égalité", 1879...
(Applaudissements)
Mais venons-en au thème de notre convention, celui du droit des femmes. Je remarque et je pense bien sûr que ce n'est pas un hasard que cette convention se tient exactement dix ans après la première convention femmes organisée en janvier 1978, une initiative que le Parti Socialiste avait eu l'audace de prendre à l'époque, et malheureusement il n'a pas eu l'audace de faire quelques conventions avant d'avoir celle-ci. Je pense qu'effectivement dix ans c'est sans doute un peu trop.
(Applaudissements)
Alors, à vous de fixer le rythme de ces conventions, qui pourraient, je ne dis pas se tenir chaque année, mais tous les deux ou trois ans. Je pense que ce serait indispensable.
(Applaudissements)
En tout cas c'était la première fois qu'en France avait lieu une convention sur les femmes, elle a adopté un manifeste sur les droits des femmes, qui a inspiré son programme, ainsi que les propositions de François Mitterrand, candidat aux

élections présidentielles en 1981.
Janvier 1978, mars 1988, dix ans se seront écoulés qui justifient de faire le point sur la situation des femmes en France et les propositions du Parti Socialiste.
Beaucoup a été accompli, particulièrement pendant la période 1981-1986. Je veux associer Laurent Fabius qui est présent parmi nous, pour souligner... (applaudissements)... toute l'action des deux gouvernements à direction Socialiste.
Si le droit à l'égalité, le droit à l'emploi, restent des problèmes d'actualité, il faut reconnaître que la quasi-totalité des mesures qui ont été prises l'ont été grâce à la Gauche, et sous des gouvernements de gauche.
(Applaudissements)
Je suis en tous les cas fier, quant à moi, d'avoir été le Premier Ministre qui a créé un véritable ministère des Droits de la femme.
(Applaudissements)
Un ministère à part entière pour des citoyennes à part entière.
(Applaudissements)
Celui-ci, en reconnaissant formellement la place des femmes et leurs droits dans la société, leur en a donné concrètement les moyens. C'était une première européenne qui a suscité l'intérêt des femmes du monde entier.
Pour la première fois, en 1982, le ministère chargé de défendre les droits de la femme était doté d'un budget autonome de fonctionnement et d'intervention, par rapport à la situation antérieure. Ce ministère s'est vu doté d'un budget multiplié par 10. Il est passé de 9,3 millions, à 92 millions et a atteint 119 millions en 1985.
(Applaudissements)
Cela est une réalité.
Son action a été relayée dans les régions par l'intervention des délégués régionales des droits des femmes, et sur le terrain par celle des centres d'information des droits des femmes.
Cette innovation accompagnait une volonté politique globale, inspirant et calmant l'action de notre ministère, et je me félicite d'avoir été, avec le Président de la République, François Mitterrand, le premier à nommer dans un gouvernement des femmes aussi nombreuses, à des postes aussi divers et importants : Yvette Roudy, Edwige Avice, Edith Cresson, Georgina Dufoix, Catherine Lalumière, Huguette Bouchardeau, et Nicole Questiaux.
(Applaudissements)
Sans vouloir énumérer toutes les mesures que nous avons prises, mais il est bon de le rappeler surtout en ce moment, je citerai quelques points forts de notre action au cours de cette période.
1983, bien sûr, vote de la loi sur l'égalité professionnelle des femmes et création des Conseils supérieurs de l'égalité professionnelle en 1984. Renforcement des dispositions de formation professionnelle pour les femmes. Signature en 1984 d'une convention avec le ministère de l'Education nationale prévoyant des dispositions pour améliorer l'orientation, l'information et l'insertion professionnelle des jeunes filles. Mais encore, l'information sur la contraception

Fondation Jean-Jaurès

et le remboursement de l'IVG en 1982... et cela n'a pas été une mince affaire. La loi sur le recouvrement des pensions alimentaires en 1984, la suppression de toute une série de discriminations dont le statut matrimonial ou fiscal ou au niveau de l'emploi et en particulier dans la fonction publique. La création d'un statut pour les femmes d'artisans et de commerçants. Cette politique a été massivement approuvée immédiatement. Et, selon un sondage de l'IFOP, de décembre 1983, 70% des Français reconnaissaient l'utilité de ce ministère, et 57% des femmes interrogées estimaient que leurs droits avait progressé depuis 1981.

Je m'en tiens là, je dis simplement que dans cette période il faut aller de l'avant, mais il faut sans cesse répéter ce que nous avons fait, c'est absolument indispensable.

(Applaudissements)

Vraiment la politique c'est aussi la répétition et il faut répéter pour ceux qui ne veulent pas nous entendre ou qui ne nous ont pas encore compris.

Alors, où en sommes-nous aujourd'hui ?

Après cette avancée sans précédent, la Droite mène depuis mars 1986 une politique de remise en cause de ce que les femmes avaient conquis, il faut le dire. Cette attitude s'est immédiatement concrétisée par la suppression du ministère des Droits de la femme et son remplacement par une simple délégation à la condition féminine, sans pouvoir politique, ne disposant que de moyens fortement réduits, et le gouvernement actuel dissimule mal sa volonté d'inciter les femmes à retourner au foyer pour des raisons liées à la conjoncture économique et au souci de natalité, sans tenir compte des choix personnels des femmes.

Certes, nous devons avoir le souci de la natalité, cette question concerne, quelqu'un l'a dit, mais, bien entendu, les hommes et les femmes, seulement il ne peut pas être question de poser ce problème en termes qui soient inadmissibles pour les femmes… (applaudissements)… nous devons maintenir ce qui a toujours été notre position, l'opposition au concept de salaire maternel. Cette position ne doit pas se faire seulement avec des arguments budgétaires.

(Applaudissements)

Pour nous, Socialistes, il s'agit d'une question de fond, le salaire maternel est une mesure qui nie l'égalité des femmes et des hommes, si encore ils - c'est-à-dire la Droite - parlaient de salaire parental !

De nombreuses femmes qui travaillent le font par nécessité mais nombreuses sont aussi celles pour qui c'est un choix raisonné.

Le salaire, le travail assure l'indépendance et le lien avec le monde. Si les femmes aujourd'hui votent en majorité pour la Gauche, ce n'est pas par hasard et ce n'est pas dans l'espoir que la Gauche leur offre la possibilité de rentrer à la maison...

(Applaudissements)

Qui d'ailleurs bénéficierait d'une telle mesure qui ne porte que sur deux années après la naissance du 3ème enfant ?

Les fonds, 3 milliards par an, seraient mieux utilisés s'ils étaient consacrés à la

création de structures d'accueil des enfants d'âge maternel, voire à la revalorisation des allocations familiales.
Sans nier la grave question, et nous ne la nions pas, des femmes seules avec plusieurs enfants et de celles qui sont mariées sans suffisamment de moyens, sans suffisamment de ressources, à nous de préciser nos réponses.
Ce n'est pas de salaire dont il faut parler, mais d'une grande politique familiale. Oui, grande politique familiale que la Gauche se doit de lancer... (applaudissements)... et de promouvoir.
Le discours sur la démographie qui tend à rendre les femmes responsables de la dénatalité, je le disais tout à l'heure, est insupportable.
Un mot encore sur ce point : pourquoi les femmes seraient-elles tenues pour responsables d'un phénomène qui semble davantage lié d'ailleurs au degré de développement d'un pays qu'à leur seule condition féminine ?
D'ailleurs, le nombre des femmes qui choisissent d'avoir un enfant ou plusieurs hors mariage montre bien que le désir d'enfants ne résiste pas chez elles aux difficultés auxquelles elles peuvent se heurter.
Monsieur Chirac lance une offensive sur ce point ; il a dit, M. Chirac : personne ne peut contester que le métier de mère de famille exercé au foyer est un vrai et beau métier en se prononçant pour une politique familiale dynamique et encourageante, eh bien, je suis, et vous aussi, pour une politique familiale dynamique et encourageante mais avec un autre esprit, et peut-être d'autres mesures.
Oui, Monsieur Chirac, s'occuper des enfants, en particulier des enfants des autres, c'est un vrai et beau métier, mais faire des enfants, et les élever, c'est plus qu'un métier tout de même, c'est la passion la plus élémentaire, la plus noble, la plus actuelle, et sans doute la plus ancienne des hommes et des femmes qui peuplent cette planète.
C'est pourquoi, sur ce plan-là, tout en sachant que la Droite mène une offensive et une offensive de grande importance, il est essentiel que nous montrions que nous irons bien plus loin encore en ce qui concerne une grande politique familiale, mais que nous le ferons avec un autre esprit et d'autres modalités que celles qui sont actuellement opposées par le Premier Ministre du gouvernement de droite.
(Applaudissements),
Il reste un point que je souhaiterais aborder devant vous, c'est le retard du milieu politique, du Parti politique, à enregistrer la montée des femmes dans la vie sociale et économique. Aujourd'hui, il y a à peine 5% des femmes à l'Assemblée Nationale, soit moins qu'en 1985. Le Parti Socialiste, il est vrai, en compte 10% pour près de 30% de militantes. Est-ce un quota qui permettra de modifier la situation ? Je vous dis oui, je le crois et dans les responsabilités qui sont les miennes de Secrétaire nationale à la coordination pendant huit ans, je l'ai toujours pensé et je le pense encore.
Depuis 1973, le Parti Socialiste en débat et les femmes elles-mêmes à l'intérieur du Parti se sont divisées sur cette question. Les uns sont favorables à un quota réaliste qui corresponde à la place des femmes dans le Parti, les autres sont

Fondation Jean Jaurès

maximalistes, estiment que pour ce qui concerne les élections, un quota inférieur à 50% n'est pas acceptable.
La loi interne du quota aujourd'hui à 20% n'est pas respectée pour ce qui concerne les élus. Voter par conséquent un quota de 25%, permettra-t-il de monter le barre ?
Oui, je le crois. Le système est mauvais mais il n'y en a pas de meilleur et je pense… (applaudissements)… et je pense que nous devons progressivement adopter le quota et augmenter progressivement la part de ces quotas. Mais il faut dire que nous devons peut-être nous y prendre autrement que pour que ce quota soit respecté et soit respecté par tous.
La grande question n'est pas seulement de faire de la discipline. La grande question, c'est peut-être d'avoir, régulièrement, peut-être en convention, un rapport complet pour savoir effectivement pourquoi il n'est pas respecté, avec la volonté de le faire respecter.
(Applaudissements)
En tout cas, moi je vais vous faire une proposition et vous aider sur ce plan.
En tant que président de la fédération nationale des élus Socialistes et républicains, je souhaiterais qu'un groupe de travail composé soit de femmes qui sont à la fédération des élus, soit aussi de femmes responsables que vous pourriez désigner aujourd'hui en convention, puisse s'exprimer, discuter sur cette base : faire le recensement des femmes Socialistes et élues à tous les niveaux, rédiger pour l'automne un rapport sur le rôle et les aspirations des élues, ainsi que sur les blocages qu'elles ressentent dans leur ascension politique dans le Parti et les moyens qui pourraient être mis en œuvre pour les lever...
Réfléchir à la création d'une structure intégrée dans le cadre de la fédération sur le thème : femmes et gestion locale.
(Applaudissements)
Oui, nous pourrions adopter cette proposition samedi prochain lors du Conseil national de la FNSER, si vous en êtes d'accord, et si aujourd'hui vous faites une proposition...
(Applaudissements)
Notre Parti doit faire des propositions pour aller plus loin, c'est le rôle de notre convention aujourd'hui. Aller plus loin dans le domaine de l'égalité des chances face à la formation et à l'emploi, aller plus loin dans le statut des travailleuses indépendantes, des agricultrices, aller plus loin dans les droits propres des femmes à la couverture sociale à la retraite, aller plus loin enfin, et c'est le thème principal des débats de ce jour, dans la prise de responsabilité économique, sociale, politique, par les femmes.
Faut-il aller plus loin dans une structure autonome ?
Je me permets de donner mon avis personnel : moi, j'ai tout de même depuis bien des années animé des structures diverses du Parti, je ne le crois pas. Rien ne faut pour faire aboutir les revendications des femmes que de rester à l'intérieur du Parti et de mener le combat à partir des sections et des fédérations… (applaudissements)… croyez le, c'est plus sûr, et ce sera plus efficace.
Aller plus loin enfin, et j'en terminerai là, c'est aussi réfléchir à une autre notion

Fondation Jean-Jaurès

: Socialiste s'accorde avec femme comme il s'accorde avec homme ; pourquoi féministe serait-il un mot adjectif ou substantif qui ne se rapporterait qu'aux femmes ?
En tout cas, changer l'esprit progressivement doit être la tâche de tous ceux qui sont à gauche et tous ceux qui sont Socialistes surtout.
La société n'est pas une abstraction, et je le dis pour ceux qui restent en retard sur ce plan là, elle est composée de femmes et d'hommes ; à quoi servirait d'avoir libéré les hommes de l'oppression sur si sur le chemin ou oubliait la moitié de l'humanité ?
(Applaudissements)
Il n'y a pas une manière féminine de faire de la politique, il y a une nécessité d'agir de façon féministe sur le terrain politique, et les hommes comme les femmes doivent y contribuer ensemble.
J'en resterai là, mais je voudrais ajouter un mot : nous serons dimanche prochain, samedi en Convention nationale des élus de la FNSER, je souhaite qu'il y ait beaucoup de femmes, je souhaite qu'on avance en ce qui concerne le statut des élus, mais je partage toujours le point de vue qui était le mien quand j'étais Premier Ministre que pour adopter un statut des élus, il faut en même temps adopter un statut des élus du monde associatif et du monde social… (applaudissements)… et que ces deux notions vont ensemble... Et puis, le lendemain, permettez-moi de faire l'annonce, ce sera le grand rassemblement du Bourget. Dites le dans vos fédérations, venez nombreuses, c'est la mobilisation des élus, mais c'est aussi la mobilisation des militants, des citoyens, des Socialistes, des républicains de gauche, des Radicaux de Gauche, c'est la mobilisation des hommes et des femmes et ce serait significatif que les femmes soient nombreuses.
C'est la mobilisation pour le succès de notre candidat. Qui ? Personne n'a le droit de parler avec une certitude absolue mais mon petit doigt me dit, comme le vôtre, que François Mitterrand serait l'excellent candidat que nous attendons...
(Applaudissements)
Au Bourget, François Mitterrand sera t-il là ? Ce n'est pas la question... (mouvements)... Non, ce n'est pas la question. François Mitterrand se décidera quand il le voudra et le spectacle est trop beau de deux candidats de droite qui pédalent dans la choucroute pour que tout de même, sur ce plan là, on comprenne que le problème ne consiste pas dans des modalités de la campagne électorale, mais que le problème est de gagner les élections présidentielles et d'avoir notre candidat Président de la République le 8 mai au soir. C'est cela qui est le plus important.
(Applaudissements)
Eh bien, si vous êtes de cet avis, si François Mitterrand est avec nous, on imagine ce que ce sera et s'il n'est pas là il nous adressera un message et de toute façon ce sera une réunion sans précédent pour lui dire que nous attendons sa réponse, nous n'en doutons pas, en tout cas, nous sommes l'unanimité à le penser et par conséquent, nous l'appellerons et surtout nous manifesterons notre soutien.

Fondation Jean Jaurès

Ce grand rendez-vous peut être un grand moment de la campagne présidentielle !
Merci de votre présence et merci de votre écoute.
(Vifs applaudissements)

La présidente - Merci, Pierre Mauroy. Nous pouvons te remercier des propositions concrètes que tu nous a faites.
Je donne La parole à Isabelle Gérard, de Meurthe-et-Moselle et ensuite, Gisèle Stievenard, de la fédération de Paris, député.

Dans la salle - Et Laurent Fabius ?
(Rires)

Isabelle Gérard

Chers camarades, hier, Lionel Jospin, et Michel Rocard, ce matin Pierre Mauroy nous ont fait part de leur accord pour un quota à 25%. Bon. Cela met un peu de baume au cœur, mais il faut rappeler l'histoire de cette convention. C'est une décision du Congrès de Lille, mais qui est intervenue après qu'on se soit fait voler le résultat du vote sur le quota à 30%.
(Applaudissements)
Cette convention se tient, certes, mais comment a-t-elle été préparée ? Je le dis avec d'autres, il n'y avait aucune raison de ne pas envoyer le texte à tous les adhérents... (applaudissements)… sinon de considérer cette convention comme une convention au rabais, et la conséquence de tout cela, il faut le répéter, c'est que les sections et les fédérations ne se sont pas investies à la hauteur des enjeux.
La Commission des mandats, hier, nous a rendu compte de ses travaux, mais quels seraient les résultats en nombre de votants ? La prise en charge par tout le Parti des problèmes sur les femmes reste à l'ordre du jour et, à mon avis, il va falloir nous faire entendre. Il y a des petits signes qui ne trompent pas sur l'état d'avancée d'une situation. Ainsi, alors qu'on parlait au gouvernement des droits des femmes. Les statuts de notre Parti en restaient et en restent encore à la condition féminine. Je vous invite à relire l'article 6 de nos statuts.
"Chaque organisme de direction et d'exécution de la section au Secrétariat national, comprend une ou un secrétaire responsable chargé des problèmes posés par la condition féminine".
Camarades, combien de tours et de détours pour en arriver aux 25% du quota, alors que les femmes représentent 28% des adhérents ? Yvette Roudy, hier, disait qu'il fallait passer à la vitesse supérieure. Cela pose, à mon sens, la question de l'organisation des femmes dans le Parti Socialiste et l'organisation de toutes Les femmes, élues, responsables, mais aussi militantes de base, parce que, oui, nous le savons bien, c'est en nous serrant les coudes, en agissant collectivement, en parlant d'une seule voix que nous nous ferons entendre. Ce n'est pas en laissant chacune se battre dans son coin pour être candidate, élue à un poste de responsabilité, que nous avancerons.

Fondation Jean-Jaurès

Chers camarades, en 1986, les femmes ont massivement voté à gauche, pour le Parti Socialiste, notamment, parce que nous avons intégré dans l'action gouvernementale la question de l'égalité entre les hommes et les femmes. Les femmes adhèrent de plus en plus nombreuses au Parti Socialiste; elles doivent y trouver toute leur place, y prendre des responsabilités autant que les hommes, et l'organisation des femmes Socialistes, sans doute, pourrait être une formidable école pour apprendre à s'exprimer, à prendre la parole, à prendre des responsabilités à tous les niveaux.
Pour amplifier ce mouvement d'adhésion à nos idées, à nos actions, il va falloir que les questions femmes soient réellement prises en compte par tout le Parti, et pour cela, il va falloir que les femmes disposent des moyens de se faire réellement entendre. C'est pourquoi la fédération de Meurthe-et-Moselle, comme ce matin la fédération de Loire-Atlantique, et j'espère que la proposition sera reprise ici, pense que la question de l'organisation des femmes dans le Parti Socialiste doit être inscrite à l'ordre du jour de notre prochain Congrès.
(Applaudissements)

La présidente - Gisèle Stievenard. Ensuite, Marcelle Remérand.

Gisèle Stievenard

Chers camarades, quelques enseignements d'abord tirés de la journée d'hier, avant d'en venir à mon propos central, pour souligner la capacité d'adhésion des femmes. Je constate qu'il y a eu très peu d'allées et venues, c'est rare dans nos instances, et je crois que cela mériterait d'exister plus souvent. Jamais moins de cinq hommes à la tribune hier, et ce matin encore mais là, je crois que certains nous ont quittés, qui ont d'autres choses à faire. Voilà un bel exemple de mixité bien compris. On aimerait la réciproque en d'autres occasions.
(Applaudissements)
Une autre révélation : les hommes sont plus bavards que les femmes, nous le savions ; votre moyenne d'intervention, Messieurs, trente minutes, les femmes, dix minutes...
(Applaudissements)
Vos interventions, nous les avons écoutées avec intérêt, nous serons attentives à ce que les orientations que nous définissons aujourd'hui ensemble soient suivies d'effets. Nous n'oublions pas que beaucoup de parlementaires femmes sont des miraculées de la proportionnelle.
(Applaudissements)
Je ne souhaite pas polémiquer avec d'autres femmes, je conseillerai, simplement à notre camarade du Pas-de-Calais de lire un très beau livre de Benoîte Groult : "ainsi soit-elle", cela lui permettra, je l'espère, de nuancer son propos. J'ajouterais bien même un second conseil de lecture : "Le féminisme au masculin", qui est aussi; un livre de Benoîte Groult, qui montre que certains hommes, rares il est vrai, avaient très bien compris de quoi il était question, comme Condorcet ou Stuart Mille, et avaient compris le sens de notre combat.
Vous ne m'empêcherez pas de penser que 13 députés du Pas-de-Calais hommes

Fondation Jean Jaurès

sur 13, si ce n'est pas de l'hégémonie, cela y ressemble.
(Applaudissements)
Etre femme dans le Pas-de-Calais, cela ne doit pas être facile sans doute. Denise Cacheux a dit des choses très belles là-dessus, je n'en rajouterai pas, mais j'ai un père qui est originaire du Pas-de-Calais, il a été mineur, je sais de quoi je parle, je connais ces réalités, mais je ne suis pas fascinée par la vie qu'a menée ma mère et j'ai envie que cela avance !
(Applaudissements)
Pourquoi une deuxième convention sur les droits des femmes, dix ans après ? Constatons, pour nous en réjouir, que la convention de 1978 nous a permis de faire entendre, de commencer à faire entendre la cause des femmes. Si la première convention n'a pas été si mal réussie, souhaitons qu'il en soit de même pour la seconde. Pourquoi une deuxième convention, dix ans après ? Pour mesurer l'évolution positive et négative ; il y a eu, c'est vrai, évolution, sous l'impulsion des féministes et de la Gauche au pouvoir, une évolution aussi en sens contraire depuis 1986, avec un discours parfaitement claire de la Droite en notre direction : "Mesdames, la récréation est finie, vous rentrez au foyer, veuillez regagner vos foyers !".
Convention justifiée encore par la conscience que nous avons qu'il reste beaucoup de choses à faire pour faire reculer les inégalités. Il reste des obstacles, des barrières, des réticences qui sont plus fortes que les lois. Il faudra beaucoup de temps encore et beaucoup de féministes pour faire reculer cette inégalité spécifique dont les femmes sont victimes du seul fait qu'elles sont femmes.
Chers camarades, les mentalités évoluent lentement, nous le savons, et ce doit être la fierté des Socialistes de prendre leur part à cette évolution des mentalités.
Inversons les situations. Situons-nous un instant dans la fiction. Cela pourrait donner ; "Messieurs, veuillez rentrer à la maison, il n'y a pas de place pour vous sur le marché du travail". Vous imaginez les hommes politiques exigeant un quota de 30% de représentation au Parlement ?
(Applaudissements)
Et les femmes répondant en cœur : "Vous n'y songez pas, c'est impossible, soyez sérieux, vous vous ridiculisez", ou plus magnanimes : "On aimerait bien, mais !"
Comprenez, camarades hommes qui êtes là et dont nous apprécions la présence, que nous ne voulons pas revivre des situations pénibles où l'on ajoute en catastrophe 4 ou 5 suppléantes. Vous me direz que cela est dû à l'existence des courants. Comme je ne suis pas pour le monolithisme, je suis favorable à l'expression du pluralisme dans le Parti, mais je souhaite que nous nous donnions les moyens d'appliquer nos règles et, en particulier, le quota sans que les femmes aient sans cesse besoin de revendiquer.
Illusion, diront certaines, et celles-là risquent fort de se détourner du Parti et, pour ma part, je ne m'y résous pas. Prenons y garde. Dépassons les affrontements, disent les autres femmes. Nous n'aspirons qu'à cela, mais ne comptez pas sur nous pour abandonner notre vigilance.
Alors, un effort. camarades hommes et femmes, pour que les femmes ne se

sentent pas en marge de la vie politique, car nous aurions tout à perdre collectivement d'une méfiance des femmes à notre égard, alors que le nouveau Parti d'Epinay a su prendre en compte leurs préoccupations, au moment de la phase de la conquête du pouvoir, et a su faire avancer leurs droits pendant l'exercice du pouvoir.
J'ai voté au Congrès de Lille la réforme statutaire portant sur le quota à 30%. J'espère que notre Parti saura l'adopter au prochain Congrès et plus encore, le faire appliquer. J'en connais les difficultés d'application. J'ai été Première secrétaire fédérale, je ne nie pas les pesanteurs qui existent, mais pour favoriser cette implication, j'ai proposé et je crois que c'est venu de différents côtés, un bilan annuel de la mixité dans Le Parti, au niveau des responsables comme des élus, mais à tous les niveaux, parce qu'il faut dire que la Direction nationale n'a pas l'apanage des résistances sur ce terrain et parfois même, elle fait preuve d'audace quant aux élections européennes, par exemple ; il faut reconnaître les choses positives qui ont été faites en ce sens ; aux élections européennes, nous arrivons à placer 30% de femmes sur nos listes en position d'être élues.
C'est vrai, les mouvements sociaux s'expriment moins fort aujourd'hui. Le féminisme n'échappe pas à cette désaffection. Il serait dangereux pour le Parti de relâcher son effort et de céder au soft féminisme, car il arrive encore que des femmes s'arment de courage pour dépasser leur propre conditionnement, inconscience, témérité, volonté de faire reconnaître son être, un peu de tout cela sans doute, mais aussi révolte d'être traitées en inférieures, méfiance quand on nous installe sur un piédestal, quand on nous bâtit des monuments comme celui qui existe dans mon arrondissement, aux mères de familles nombreuses, et nous sommes heureuses qu'il y ait des mères de familles nombreuses, mais nous savons aussi la manière dont la Droite utilise ces thèmes.
Découragement parfois devant les montagnes d'incompréhension à soulever trop souvent, résignation et fatalisme, car la vie est courte, et qu'on recherche la quiétude, mais aussi entêtement à faire reconnaître sa dignité ; cette aspiration se nomme liberté ; elle peut connaître des reculs, mais elle n'est pas prête de se tarir. Le féminisme n'est pas cette caricature qu'on renvoie trop souvent au visage des femmes qui défendent les droits des féministes et des non-féministes. N'en déplaise à ceux et aussi parfois à celles qui usent de mauvaise foi, le féminisme n'est pas une névrose ou une mode, il exprime une aspiration à l'égalité des droits et des chances, et s'il est une égalité qu'on reconnaît aux femmes, c'est la ténacité et nous n'en manquons pas !
(Applaudissements)
Mais revendications des soi-disant forcenés du mouvement des femmes, je le sais ; très longtemps, quand on me disait : "tu es féministe", je me récriais : "mais non, surtout pas", et j'ai compris entre temps de quoi il retournait. Les revendications des soi-disant forcenés du mouvement des femmes qui suscitèrent tant d'indignation hier, paraissent tout à fait légitimes aujourd'hui à celles qui ont la chance d'en bénéficier.
Aucun acquis n'est irréversible. Les droits ne sont jamais donnés, ils se conquièrent, et c'est l'intérêt d'une convention comme celle-ci de nous

permettre d'exprimer ce que nous voulons et d'éviter, comme la Droite veut le faire aujourd'hui, de nous confiner dans la ritournelle classique "plumeau-berceau-dodo" !
L'expérience des deux ans écoulés confirme, si besoin en était, que les valeurs qui sous-tendent la politique de la Droite s'opposent radicalement aux aspirations les plus modernes des femmes.
C'est pourquoi le 24 avril et le 8 mai les femmes renverront Chirac dans son foyer et Barre à ses chères études !
(Applaudissements)
Une fois encore il reviendra aux Socialistes la responsabilité de faire progresser les droits des femmes. C'est une belle et grande responsabilité devant l'histoire, sur la voie d'un humanisme vécu. Nous aurons collectivement toutes raisons d'en être fières !
(Applaudissements)

La présidente - Marcelle Remérand, de la fédération d'IIndre-et-Loire, pour cinq minutes, ensuite Geneviève Domenach-Chich.

Marcelle Remérand

Rappelons-nous, mes chers camarades, remettons-nous cela en mémoire, c'est au cours du long combat du mouvement, ouvrier que des femmes ont réussi à ébranler en premier la citadelle sociale tenue alors presque exclusivement par des hommes, même si, comme le rappelait brillamment hier Yvette Roudy, c'était dans un processus de lutte entre les féministes et les ailes marchantes de ce même mouvement ouvrier.
C'est aussi dans des luttes pour le droit de vote, mais au 20ème siècle seulement, que ces femmes ont ébranlé la citadelle.
Depuis, les droits des femmes ont gagné du terrain chaque fois que la Gauche les a fait siens. En 1936, au moment du Front Populaire, en 1946 lorsque les femmes ont eu le droit de vote, mais surtout lorsque le Parti Socialiste, créant, grâce à la ténacité de femmes comme Marie-Thérèse Eyquem, les structures combattives des Commissions nationales et fédérales, a pris en charge les luttes d'abord, puis enfin depuis l'excellent manifeste des droits des femmes de 1978, les droits à faire admettre et appliquer.
C'est à quoi s'est magistralement employé le ministère des Droits de la femme d'Yvette Roudy et de son équipe dès l'accès au pouvoir de la Gauche de 1981 à 1986, créant un dispositif de lois et de mesures parmi les plus en pointe de toute l'Europe, on ne l'a peut-être pas assez dit, et qui constitue une incontestable avancée pour les Socialistes que nous sommes comme pour la majorité des femmes en France, puisque leur vote très nettement majoritaire pour le Parti Socialiste en 1986 amorce une progression arithmétique en notre faveur, qu'il nous appartient aujourd'hui de confirmer, de corroborer.
Or après de pareils acquis qui nous ont donné les moyens d'éclairer la conscience politique de bien plus de la moitié, de 53% de citoyennes et de les mettre à même de vouloir exercer et promouvoir tous leurs droits, nos combats

ne sont forcément plus voués au risque de la marginalisation, encore moins de la ségrégation où nous cantonneraient des revendications âpres apparaissant comme de perpétuels défis aux hommes, et d'abord aux hommes, Socialistes comme nous.
Mes camarades, une société en marche vers un Socialisme d'égalité professionnelle, d'égalité culturelle, d'égalité dans l'affirmation politique enfin, celle où les femmes exerceront leur autonomie à l'égal des hommes et seront de plus en plus solidaires des foules de victimes des inégalités dont elles sont les premières frappées, cette société là ne se construit qu'ensemble, hommes et femmes Socialistes, solidaires dans une même visée. Et si elle réalise des exigences féministes, c'est parce que les Socialistes hommes auront, certes, cessé de les marginaliser, justement parce qu'ils sont Socialistes, donc combattant pour l'égalité.
Maintenant je parlerai plus précisément au nom de ma fédération. C'est ce que mus nous employons à faire comprendre, nous, dans notre fédération d'Indre-et-Loire. C'est que nos camarades hommes, parce qu'ils sont foncièrement Socialistes, se chargent avec les femmes, à l'intérieur même de la Commission des droits des femmes où nous voulons instaurer obligatoirement la mixité, des réflexions sur les droits des femmes et de la mise en œuvre de cette action contre les inégalités qui s'aggravent du fait de la crise dont la Droite tire cyniquement profit et qui atteignent au premier chef les femmes.
C'est avec eux, et aussi avec des propositions émanant d'eux - nous les attendons toujours, mais nous n'aurons pas longtemps à les attendre, nous en sommes sûrs, nous en avons déjà les prémices - autant que de nous que nous voulons trouver les moyens de réduire progressivement ces inégalités criantes et de parvenir enfin à faire appliquer l'œuvre maîtresse du ministère d'Yvette Roudy, la loi sur l'égalité professionnelle.
(Applaudissements)
Et c'est urgent, mes camarades, d'en faire le fruit de notre actuelle campagne pour le candidat des Socialistes, car nous, par exemple, en région Centre, nous sommes parmi les lanternes rouges des inégalités dont la Droite pénalise les femmes depuis 1986, même bien au-delà des tristes moyennes nationales. Depuis deux ans, en région Centre, le taux de chômage des femmes a monté de dix points, en Indre-et-Loire, chez nous, de onze points, ce qui porte le taux de chômage réel, en comptant toutes les femmes de plus de 45 ans que l'ANPE dissuade de s'inscrire comme demandeurs d'emploi, à 15% de la population féminine active. Les hommes, eux, restent à 9%.
Au total, en région Centre, la Droite qui s'emploie à chasser le plus possible les femmes du marché de l'emploi, a réussi en deux ans chez nous à renfoncer les femmes dans la même sinistre inégalité qu'elle leur infligeait en 1980. Ce sont les statistiques de l'INSEE qui en font foi.
Cette régression là est insupportable aux femmes, au-delà même bien sûr des Socialistes.
En amont de l'emploi, la Droite exclut de plus en plus depuis 1986 les femmes de la formation où elle les fait distancer dans notre région en moyenne par trois

quarts d'hommes bénéficiaires des stages à tous les niveaux, et bien évidemment des stages des nouvelles technologies.
En deux ans, ces inégalités des chances professionnelles et toutes les autres inégalités, la Droite les fait subir à celles qu'elle croit pouvoir rendre muettes, serviables et exploitables à merci par des cadeaux empoisonnés.
Ces inégalités sont d'une énormité si flagrante que les hommes comme les femmes qui gardent la tête froide ne peuvent pas pourtant ne pas s'en indigner. Ils s'associeront, nous en sommes sûres, en tant que Socialistes, hommes et femmes ensemble nous nous associerons pour démystifier les tentatives médiatiques de la Droite qui essaie de tenter des femmes vulnérabilisées par le chômage à se résigner à rentrer au bercail du foyer pour se consacrer exclusivement à éduquer leurs enfants, ce dont la Droite ne leur donne même pas les moyens légitimes.
Mais soyons aussi ensemble vigilants contre des pièges moins énormes d'apparence, mais plus insidieux, multipliés par la Droite en particulier pour pallier le chômage prioritaire des femmes. Puisqu'il n'y aura plus de financement prévisible en 1988 pour les SRA, c'est que ces SRA sont de pures amusettes électoralistes. De même pour les PLIF et pour les PAF, les programmes d'action pour les femmes.
Alors, à partir de ces inégalités à dénoncer ensemble, avec les hommes et non pas contre eux, bien entendu, mais dans une militance à égalité de conviction et de savoir-faire, s'affirmeront pleinement les capacités de décision et d'organisation politique des femmes autant que des hommes, pour un avenir du 21ème siècle où dans le Parti Socialiste hommes et femmes à égalité d'expression et d'épanouissement de leur talent n'auront même plus besoin de Commissions des droits de la femme.
Mais en attendant ce 21ème siècle, et pour cela même aujourd'hui, elles sont encore indispensables.
(Applaudissements)
Ainsi, en travaillant régulièrement ensemble à la Commission des droits des femmes, hommes et femmes, nous découvrirons peut-être cette fameuse panacée qui remplacera enfin notre bête noire, le quota.
Appelons un chat un chat. Pour être compris de toutes les femmes, c'est élémentaire sans doute, mais les Socialistes, et surtout les femmes se doivent de parler clair pour être compris du plus grand nombre sur ce point de la proportion de 25% de quota à toutes les instances électorales, à toutes les candidatures d'abord. Notre texte les demande. Je ne transmettrai ici que mon opinion propre car ce n'est pas celle de ma fédération. Je dis que tant qu'il y aura 4% de femmes élues aux Conseils généraux contre 96% d'hommes, comment amener les femmes Socialistes à se déclarer seules candidates ou à être promues par nos camarades à une candidature s'il n'y a pas une obligation statutaire de proportionnalité ?
Il est donc urgent et indispensable que les 34% de femmes qui ont voté pour nous en 1986 se sachent représentées politiquement, sans quoi, se sentant frustrées du fruit de leur vote pour le Parti Socialiste, certaines d'entre elles

risqueraient de nous retirer leur confiance.
Faisons, nous, confiance à un bon nombre de nos camarades du Parti. Une obligation du quota est sans doute déplaisante, voire humiliante, mais elle mise sur la conscience Socialiste et la loyauté envers le Parti et les électeurs de nos camarades hommes. En leur donnant la possibilité de choisir des femmes alibis ou des femmes préposées au kamikaze des cantons non-gagnables, malhonnêtement, nous les mettons au défi d'être si peu consciencieux... (applaudissements)... et nous les tenons pour responsables de la démocratie, tout en restant vigilantes puisque notre texte prévoit à partir du collectif national, la création d'une structure de vigilance concernant les femmes proposées aux différentes candidatures par les fédérations.
Et si ce quota était anti-démocratique, mes camarades, depuis dix ans qu'il tente d'être appliqué dans notre Parti, on s'en serait aperçu !
Construisons donc ensemble la démocratie avec les femmes, dans le respect de statuts améliorés mais assez contraignants pour être incitatifs pour les femmes et les hommes démocrates parce que Socialistes.
(Applaudissements)

La présidente - Je comprends votre impatience, mais ma tâche est difficile, parce que j'ai encore beaucoup de camarades inscrits.
(Protestations)
Je vais prendre sur moi la décision de conclure ce débat, je rappelle qu'il y a encore deux orateurs à qui je vais donner la parole. Je rappelle que cela fait dix heures que nous débattons, je crois que les interventions ont été suffisamment riches et explicites pour que l'on puisse en terminer et écouter quand même le rapport de la Commission des résolutions, sur lequel nous devons nous prononcer.
Je donne la parole à Geneviève Domenach-Chich, et ensuite à Laurent Fabius.

Geneviève Domenach-Chich

Chers camarades, notre convention de 1988 n'aura manifestement pas ressemblée, trait pour trait, à la convention de 1978.
Depuis 1978, la société a bougé, les femmes ont bougé. Je voudrais insister sur trois évolutions.
1) Assurément nous avons toutes insisté là-dessus, l'économie s'est féminisée, la société s'est féminisée, mais la scène politique elle demeure masculine, et singulièrement au Parti Socialiste.
J'essaierai d'analyser quelques éléments, les raisons pour lesquelles cela se poursuit.
2) Les femmes aux affaires, et notamment le ministre aux affaires, ont démontré la valeur ajoutée à un certain nombre d'éléments que peuvent apporter des femmes en politique.
3) Le vote des femmes a bougé, il sera déterminant aux présidentielles.
Entre nos mères et nous, on a franchi un nombre de siècles incroyable. Rappelons-nous la découverte pour nous du planning familial, la découverte

Fondation Jean-Jaurès

pour nous de la maternité voulue et non subie, et comprenons que pour nos filles ces problèmes là sont des problèmes résolus, des acquis, et que pour nos filles une certaine raideur, une certaine dureté du mouvement féministe n'est plus compréhensible.
Nos filles, effectivement, adhèrent à ce qu'a dit Edwige Avice dans son texte, à ce qu'a inscrit Yvette Roudy dans son action de ministre, à ce que le texte qualifie de féminisme ordinaire, de féminisme tranquille, et de féminisme que les unes et les autres vous avez exprimé ici, qui est un féminisme ferme, mais non plus un féminisme dur.
Et cela aussi c'est une autre évolution de ces dernières années, et c'est une évolution positive.
Pourquoi est-ce que, deuxième point, finalement les femmes interviennent, sont présentes dans un certain nombre de métiers ? Et pourquoi est-ce qu'elles ne sont pas présentes autant qu'il le faudrait sur la scène politique ?
On a insisté sur un problème de temps et il est parfaitement normal, il est important aux hommes et aux femmes de ce Parti et de ce pays, de comprendre que les femmes ont aussi un rapport au temps différent
De fait, des budgets de l'INSEE montrent que les femmes forment moins, que les femmes qui travaillent - on insiste sur la double journée - travaillent plus, mais lorsqu'on parle, les unes et les autres, de l'aménagement du temps de travail, du travail de nuit, n'oublions pas l'évolution perverse et l'utilisation perverse de ces mesures.
Le travail de nuit, qu'est-ce que cela veut dire ?
Cela veut dire encore plus la double journée. On travaille la nuit, au boulot, et dans la journée, on est bien obligée car il le faut, gérer les différentes tâches ménagères.
Le rapport de ce problème de temps, est un problème fondamental. Les femmes ont effectivement - celles qui travaillent - une vie écartelée entre travail, famille, et la vie politique en plus.
Pour mener une vie politique, il faut avoir une santé de fer. Il faut avoir une volonté de fer, il faut avoir un mari extraordinaire... de fer, et il faut avoir des enfants costauds.
(Applaudissements)
Cela, n'est pas facile.
Alors le deuxième point est le point sur lequel personne n'est intervenu et je voudrais donner rapidement mes impressions.
Le deuxième point concerne le problème du recrutement du personnel politique qui se pose.
De plus en plus, le personnel politique se recrute dans la haute fonction publique. De plus en plus, le personnel politique se recrute dans les grands corps, dans les grandes écoles. Or hommes et femmes, vous savez bien que les femmes sont, ont été jusqu'à il n'y a pas longtemps, exclues de ces grandes écoles. Aujourd'hui, dans la haute fonction publique, les femmes ne représentent que 6% de la haute fonction publique. Et puis, c'est sûr, il y a des réactions masculines corporatistes. Je suis secrétaire générale d'une grande association. Il

Fondation Jean Jaurès

y a beaucoup de femmes dans les associations locales effectivement, c'est sûr. Pour devenir secrétaire générale de l'association dont je suis secrétaire générale, cela n'a pas été facile. Il y a peu de femmes qui ont des postes de responsabilités y compris dans les associations.
Regardez le bureau de la FCPE... alors que nous savons toutes que nous sommes présentes dans les sections locales ?
Ce décalage entre société réelle et société politique, je suis intimement persuadée que ce décalage ira en s'amenuisant. Il y a une espèce de tendance lourde. A partir du moment où les femmes sont entrées dans la vie professionnelle, il y a une évolution qui se fera normalement. Simplement, elle se fait avec retard.
On a toutes dit, et je dis à ma place, à mon tour, que le quota représente ce petit coup de pouce qu'il nous faut absolument poursuivre et qu'il nous faut augmenter.
Et puis je voudrais insister, je voudrais dire deux mots sur le fait qu'un certain nombre de femmes - je ne dirai pas les femmes - et en particulier nos femmes ministres ont apporté à la politique une valeur ajoutée. Oui, une valeur ajoutée.
Effectivement, lorsque Yvette Roudy a su transcrire dans des actes et dans des mesures et apporté un certain nombre de résultats, elle a montré là encore ce que j'ai l'ambition de penser, c'est que les femmes, en politique, ont effectivement - et ce serait bien si plus d'hommes avaient cette qualité - le sens du concret de l'efficacité.
Qu'est-ce qui se passe dans la société ? Et autour de nous ?
Il se passe une évolution du rapport au politique, du rapport au militantisme.
Pourquoi est-ce que SOS Racisme a réuni hier autant de monde, et réuni depuis trois ans autant de monde ?
C'est bien parce que SOS Racisme a été parmi ces forces militantes, une organisation qui a su mettre sur pied, qui a sur mettre en avant un rapport du militantisme au concret. Un rapport au militantisme pragmatique, et tout cela débouche sur des résultats.
Je pense qu'entre les formes de militantisme qui se développent et le rapport des femmes à la politique, il y a coïncidence.
Il y a coïncidence et je pense que ce sera bon pour l'ensemble du corps politique que d'avoir ce rapport plus modeste à la politique, que d'avoir ce rapport moins totalisant... il est clair que les femmes, il est clair que les femmes, lorsqu'elles font de la politique on un rapport encore une fois plus bosseur, plus bâtisseur, plus concret, et plus constructif.
Yvette Roudy a été cet exemple.
Enfin, je voudrais insister - puisqu'on entre en campagne électorale - sur le vote des femmes qui a évolué. C'est un autre signe de changement.
En 1965, on se disait hier avec Louis Mermaz, que ce sont les femmes qui ont voté pour de Gaulle. En 1988, ce sont les femmes qui ont voté pour François Mitterrand.
En 1981, il y avait un écart de 4 points, entre le vote à gauche des hommes et des femmes. En 1986, cet écart de 4 points a été renversé. C'est une grande

Fondation Jean Jaurès

nouveauté.
Les zones de force du Parti Socialiste, sont effectivement dans l'électorat féminin, dans la population féminine. Il faut bien voir les choses de près... dans la population féminine relativement jeune, active, étudiante, dans la population féminine nantie d'un bagage scolaire non négligeable.
C'est sûr, et cela, il faut le savoir.
Il faut regarder les choses de près.
Les travaux de deux chercheuses au CNRS Janine Lavau et Mariette Sineau, démontrent que François Mitterrand a été battu en 1964 et en 1974 par les femmes.
Enfin, signalons que le déficit de Le Pen dans l'électorat féminin est impressionnant.
En 1986, 12% des hommes ont voté pour Le Pen. Et seulement 7% des femmes... et sachez que cet écart s'élargit lorsqu'on analyse le vote des jeunes femmes, lorsqu'on analyse le vote des femmes active, lorsqu'on analyse le vote également des chômeurs.
De cela, je retire :
Premièrement, que la responsabilité du Parti Socialiste est immense, et que notre faute, à nous, femmes du PS est immense.
Cette convention doit être marquée, et a été marquée du sceau du sens des responsabilités à un mois de l'échéance électorale.
Il est de l'intérêt bien compris du Parti Socialiste d'ouvrir à ces femmes l'accès à la scène politique. C'est non seulement régressif que tous ces chiffres que vous avez cités, les uns et les autres. C'est 6% de femmes parlementaires. C'est régressif et contre-productif.
Tous les sondages montrent, toutes les enquêtes d'opinion montrent que les femmes sont disposées à voter pour nos candidates. Toutes les enquêtes d'opinion démontrent que l'argument de misogynie mis en avant, n'est pas un argument.
Cela étant, et j'en terminerai là, je ne pense pas qu'il faille tenir des discours spécial femmes, surtout dans le cadre de notre campagne électorale. Pas de discours spécial femmes !
Ca n'est pas en s'adressant aux femmes de temps en temps, à l'occasion, comme on s'adresse aux jeunes, comme on s'adresse aux vieux, comme on s'adresse aux handicapés… non, pas ce mépris là !
C'est en développant une autre conception de la politique que nous y arriverons. C'est en ayant une conception plus moderne de la politique, c'est en montrant que sur chaque problème que nous avons à évoquer, dans le cadre de ces campagnes, le problème de l'emploi, le problème de la pauvreté, le problème de l'éducation, le problème de la santé, qui sont les préoccupations des Français, sur chacun de ces problèmes, eh bien, les femmes sont touchées singulièrement, particulièrement, et différemment.
En conclusion, il est de l'intérêt bien compris de notre Parti, il est de l'intérêt bien compris de notre Parti, de s'intéresser aux femmes en général et il est de l'intérêt bien compris de notre Parti de s'intéresser aux femmes en particulier.

Fondation Jean Jaurès

(Applaudissements)

La présidente - La parole est à Laurent Fabius.

Laurent Fabius

Chers camarades, je n'avais pas prévu d'intervenir. J'étais venu pour écouter.
(Applaudissements)
Visiblement c'est difficile d'écouter dans une convention et de ne pas intervenir. On risque de n'être pas compris, et à la tribune quelques amis m'ont dit : "alors, on va dire que tu es venu, et que tu te désintéressais de la question".
(Protestations dans la salle)
Je voudrais donc, sans être long, et ayant écouté ce qui s'est dit, ajouter juste parce que c'est ma façon de voir les choses, deux ou trois éléments.
D'abord, je reviens un instant sur cette question du salaire maternel.
Je crois qu'il faut bien mesurer qu'en lançant cette proposition démagogique - je vais y revenir dans un instant - le Premier Ministre actuel n'a pas fait cela au hasard. Et que dans toute une partie de l'électorat, y compris dans le nôtre, il touche fort.
Il ne faudrait pas, à partir d'une réflexion juste, mais sans voir les réactions réelles de la population, dire non, comme cela en argumentant pas sur le fond.
Les arguments qui ont été développés ce matin sont justes.
Je crois qu'ils sont là pour porter d'autant plus critique de cette double démagogie dont fait preuve le Premier Ministre actuel en faisant une telle proposition. D'abord une démagogie financière évidente, car si cette mesure devait s'appliquer à toutes les personnes qui l'espèrent, cela signifierait un coût de 45 milliards de francs, tour de passe-passe, le Premier Ministre dit : "Cela coûte seulement 4 milliards". La démagogie consiste dans cette affaire à tabler sur un manque de connaissance de la part des personnes qui écoutent, qui entendent ce type d'annonce, et pour lesquelles ce sont des chiffres énormes. Evidemment, ce sont des chiffres énormes. Ils se disent : "eh bien, puisque M. Chirac nous dit cela, après tout, pourquoi serait-ce impossible ?"
Financièrement, dans l'état actuel du pays, il est démagogique de prétendre que cela est possible.
J'ajoute que la démagogie est autre, et Denise Cacheux y a fait fortement allusion, dans des termes que chacun d'entre nous a appréciés. On s'adresse aux plus pauvres, aux plus exploités, à ceux dont la vie professionnelle est la plus difficile, à quoi s'ajoute, une fois revenus à la maison, une vie pénible. On leur fait miroiter une promesse. C'est doublement pour cela qu'il y a démagogie. Moi, je souhaite qu'on refuse cette démagogie et pour qu'on mesure bien quelle est la véritable position de M. Jacques Chirac, par rapport aux femmes, qu'on médite ce texte que vous connaissez peut-être, et qui mériterait d'être affiché dans pas mal de communes de France.
Déclaration faite il y a quelques années, mais on ne change pas très vite dans ces domaines, par M. Jacques Chirac, reprise par le journal Figaro magazine puis par Le Monde du 24 avril 1987, je cite :

"Pour moi - c'est M. Chirac qui parle - la femme idéale, c'est la femme corrézienne, celle de l'ancien temps, dure à la peine, qui sert les hommes à table, ne s'assied jamais avec eux et ne parle pas".
(Applaudissements et rires)
Il souhaite donc que lorsqu'on fera miroiter les promesses démagogiques, il ait en regard ces 4 lignes qui, au-delà de beaucoup de promesses traduisent mieux la pensée de celui dont je parlais.
La deuxième observation que je voudrais faire porte sur un tout autre domaine et elle concerne l'insuffisance des élues dans notre Parti.
Chères amies, c'est un problème qui date d'il y a très longtemps. Les directions nationales successives ont agi avec des succès inégaux pour progresser, mais dans certains domaines on a parlé des élections européennes, nous avons progressé, et ce serait injuste de renvoyer à la seule Direction nationale, qui a une part de responsabilité, toute la responsabilité, car aussi c'est une affaire de département, de commune et de canton.
Si l'on veut que les quotas anciens, ou les quotas nouveaux, soient véritablement respectés, alors, chers amis, il existe une mesure simple, et moi, je serais prêt - j'imagine, avec beaucoup d'autres - à l'appliquer en particulier pour les élections législatives.
Il y a des quotas, il y a des règles que le Parti Socialiste doit s'appliquer à lui-même. Ces règles sont claires. Eh bien, lorsque viendra le moment des élections législatives, qui peut-être n'est pas très loin d'ici, qu'il soit clair que la Convention nationale qui statuera sur les désignations n'accepte pas les désignations des fédérations qui ne respecteront pas les quotas !
(Vifs applaudissements)
Si on fait cela - qui n'est pas très difficile à faire - il suffit d'appliquer nos statuts - alors on cessera de se renvoyer la responsabilité entre le local, le départemental et le national et, à ce moment-là, tout le monde - candidats, élus, responsables - prendra ses responsabilités.
Mais le problème est plus large. Ce n'est pas simplement la question de savoir si le Parti Socialiste doit savoir respecter les quotas, c'est aussi une certaine évolution du Parti Socialiste qu'on peut souhaiter et qui est souhaitée, je crois, par tous.
Quel est l'enjeu de la période qui vient ?
L'enjeu est de savoir si, durablement, nous allons pouvoir construire un Parti Socialiste qui fasse 40% des voix et qui soit la grande force progressiste en France ? C'est cela, l'enjeu.
(Applaudissements)
Si l'on veut atteindre cet enjeu-là, alors cela veut dire que non seulement à l'égard des femmes, mais dans beaucoup d'autres domaines, il faut un Parti aussi puissant qu'aujourd'hui, mais peut-être encore plus ouvert qu'il ne l'est aujourd'hui à la société civile, en prise vraiment en phase, avec les réalités de la société de la fin du siècle.
Si on bâtit ce Parti-là, comme, je pense, c'est le souci de tout le monde, alors à ce moment-là, dans le même temps, le problème des femmes - si l'on respecte

en plus nos quotas - petit à petit arrivera à se résoudre, et le plus tôt sera le mieux.
Mais c'est une affaire d'ensemble, il ne faut pas simplement - oui, il faut ! - appuyer dans le sens d'un rôle beaucoup plus important des femmes, mais il faut aussi se dire que ce qui est en jeu, fondamentalement, au-delà même de la place des femmes dans la société, c'est la conception qu'on a du Parti Socialiste : ou bien parti replié sur lui-même, ou bien parti ouvert, capable d'être le grand parti progressiste dont la France a vraiment besoin.
(Applaudissements)
La troisième et dernière chose que je voudrais dire est celle-ci.
Nous avons, grâce au Parti Socialiste, grâce à nos ministres, grâce à l'action du gouvernement, beaucoup avancé depuis 1981. Des choses avaient été faites avant nous et il y a des femmes, qui ne sont pas de gauche, qui avaient mené de grandes avancées ; il faut honnêtement le reconnaître. Mais, entre 1981 et 1986, les choses ont bougé dans le bon sens, même si, depuis - on l'a rappelé - à certains égards elles ont reculé,
Alors, quand nous reviendrons aux responsabilités, sur quoi faudra-t-il mettre l'accent ?
Le document préparatoire à la convention insiste à juste titre sur plusieurs aspects. Moi, je voudrais mettre l'accent sur un seul aspect qui me paraît l'un des plus importants.
Yvette Roudy a fait adopter des plans d'égalité professionnelle. C'est une bonne chose. Mais le problème, là comme ailleurs, n'est pas de changer les textes, c'est de les faire appliquer.
Je pense que s'il était décidé - et c'est une réforme fort importante - que pour ce qui concerne l'Etat et l'octroi de concours financiers publics, l'octroi de ces concours financiers doit être subordonné, comme cela me paraît normal, dans quelque entreprise que ce soit, à la mise en application d'un plan d'égalité professionnelle, à ce moment-là, cher amis, cela changerait singulièrement les choses.
(Applaudissements)
Il ne faut pas croire qu'on peut, de l'extérieur, bouger une société. Notre société, dans ses entreprises - et là est le creuset de l'exploitation - fonctionne à partir de mécanismes financiers et si, au sein de ces mécanismes financiers, par une mesure simple, on dit : d'abord, mettez en œuvre des plans d'égalité professionnelle, d'abord discutez, d'abord allez vers une meilleure égalité, et dans ces conditions la collectivité publique octroiera, comme c'est normal, les subventions auxquelles vous avez droit, à ce moment-là le mécanisme est tel que ce sont les entreprises elles-mêmes et les chefs d'entreprises qui ont intérêt à bouger.
(Applaudissements)
Les choses ont bougé. Moi, j'étais étudiant en 1968 - comme, j'imagine, beaucoup d'entre vous - et sans faire injure à nos camarades femmes de l'époque, il est vrai qu'en 1968 le mouvement était mené, tout au moins à travers lés écrans, les radios, essentiellement par des hommes, et les femmes

Fondation Jean Jaurès

avaient, à l'époque, dans nos assemblées, des rôles très souvent subordonnés.
En 1986, j'ai été frappé, comme vous tous, par un changement formidable qui fait que nos camarades femmes, jeunes femmes, étaient au premier rang, ce qui veut dire que les choses ont bougé, et dans le bon sens.
Mais en même temps, chaque jour, dans notre vie individuelle, combien de résistances, et combien de résistances véhiculées par les moyens les plus puissants, je pense en particulier à l'audiovisuel ?
Nous faisons une convention comme celle-ci tous les dix ans. Dis ans, cela compte. Mais tous les soirs, sur TF1, il y a une émission qui s'appelle "la roue de la fortune"... (murmures)... Je la regardais l'autre jour... (murmures)... mais moi, je ne suis pas en cause, elle est regardée par 14 millions de Français, et je me disais : nous travaillons pour essayer d'avoir une meilleure égalité des droits entre les hommes et les femmes, mais qui est-ce qui annonce les bonnes réponses ? C'est un homme. Et qui est-ce qui se trémousse d'une façon ridicule lorsque la bonne réponse est annoncée ?
(Applaudissements)
Le rôle est confié à une jeune femme ! Et c'est cela que regardent, tous les soirs, un peu plus de 10 millions de personnes, et c'est pourquoi aussi il est si difficile de changer les mentalités !
(Applaudissements)
Le changement des mentalités commence là.
C'est pourquoi, quoi qu'on dise, le mouvement féministe, qui a changé de formule, dont un certain nombre de revendications ont été heureusement satisfaites, ce mouvement féministe, féminin - en tout cas la revendication d'égalité des femmes - demeure parfaitement actuel.
On me dira : mais, en quoi est-ce que cela rejoint nos débats électoraux ?
C'est la même chose et c'est le même débat. On cherche à nous faire croire que le débat porterait sur d'autres sujets, mais il porte d'abord sur celui-là, je veux dire la question de la justice ou de l'injustice et la question de l'égalité ou de l'inégalité. Quel que soit le domaine que l'on examine, qu'il s'agisse de la fiscalité, qu'il s'agisse de l'école, qu'il s'agisse de la réalité du monde du travail, qu'il s'agisse de la citoyenneté, qu'il s'agisse de l'attitude à l'égard des associations, des syndicats, quel que soit le domaine que l'on examine le cœur de la différence, dans les prochaines échéances, entre les conservateurs et les progressistes, entre la Droite et les Socialistes, ce sera exactement celui-là : d'un côté, l'exclusion, et de l'autre côté, la justice.
C'est parce que nous croyons, nous tous qui sommes là, mais bien au-delà, des millions d'hommes et de femmes, à plus de justice en France, parce que la justice c'est le nouveau nom pour le siècle qui vient de l'efficacité économique et parce qu'on n'est pas Socialiste si on n'a pas envie de plus d'égalité et de justice, c'est parce que nous croyons à cela qu'une convention comme celle-là, il faudra la faire avant les dix ans qui viennent, et c'est parce que nous croyons à cela que nous défendrons, aux côtés de François Mitterrand, les causes qui nous sont chères dans les jours qui vont venir.
En avant pour la victoire ! C'est possible !

Fondation Jean-Jaurès

(La salle, debout, ovationne Laurent Fabius)

La présidente - Mes chers camarades, je clos le débat général et je donne la parole à Renée Dufour pour le rapport de la Commission des résolutions, rapport sur lequel iL vous sera demandé de voter, comme c'est la coutume, de manière globale.

Renée Dufour

Je vais venir tout de suite à ce travail austère qui, je l'espère, vous satisfera quand même par le résultat des propositions de la Commission, parce qu'il est bien difficile de vous présenter des textes un peu rébarbatifs après toutes les interventions que vous venez d'entendre.

La Commission des résolutions a distingué deux grandes séries d'amendements.

- D'une part, l'ensemble des amendements qui proposent une rédaction plus précise ou plus circonstanciée de certaines parties du texte. C'est le cas, par exemple, du préambule ou des paragraphes relatifs à la socialisation du travail invisible.
- D'autre part, une deuxième série d'amendements qui posent des problèmes de fond. Les uns concernent l'accès des femmes aux responsabilités politiques et leur organisation dans le Parti, les autres la politique sociale de la famille et la fiscalité.

Le premier groupe d'amendements porte, je vous l'ai dit, sur le préambule. Il s'agit d'opposer vigoureusement les conquêtes de la Gauche aux régressions de la Droite, les droits acquis aux menaces qui pèsent sur eux.

Ces versions n'ajoutent au texte que des retouches mineures, parmi lesquelles il est difficile de trancher. Je pense que la rédaction définitive rendra encore plus vigoureuse notre dénonciation de la Droite.

En revanche, il convient de refondre complètement les développements qui concernent la socialisation du travail invisible.

Beaucoup d'amendements les écartent ou en font une critique sévère, mais manifestement inappropriée. On croit qu'il s'agit de rémunérer le travail domestique et ménager accompli par les femmes dans leur foyer ou de les cantonner dans les tâches qui en dépendent. Le malentendu est total mais il s'explique.

Nous avons, dans le texte, résumé de façon trop rapide et partielle les positions que nous avons adoptées en 1985 au cours des journées nationales sur l'emploi. Il faudra donc en reprendre l'exposé, dont je vous rappelle en quelques mots les points essentiels ; ma tâche sera d'autant plus facile que tout ce qui a été dit par Denise Cacheux, Pierre Mauroy ensuite, et également Laurent Fabius, sur le salaire maternel, nous permet bien de nous distinguer de cette position de la Droite.

La socialisation du travail invisible, qu'est-ce que cela signifie ? Qu'entend-on par travail invisible ?

Il s'agit essentiellement d'un travail qui n'est pas socialement reconnu par un statut et un salaire, une rétribution. Nous avons entendu notre camarade

exploitante agricole réclamer un statut pour une partie du travail invisible effectué par nos camarades du milieu rural. Bien des femmes de commerçants, d'artisans, qui ont maintenant un statut, ont mis longtemps à en bénéficier et il y a encore d'autres professions où cela n'existe pas.
D'autre part, il y a tout le travail ménager et domestique, avec ses difficultés d'évaluation.
Il y a aussi le travail professionnel à domicile qui, trop souvent, n'est que le prolongement pour beaucoup de femmes du travail ménager et qui, du coup, n'est ni reconnu ni rétribué.
Enfin, le travail invisible comprend toutes les tâches de suppléance que les femmes accomplissent au-delà de la famille ; je ne les énumère pas mais vous savez qu'elles concernent aussi bien la santé, l'éducation, les solidarités, tous les services de dépannage que les femmes rendent et qui, s'ils étaient réellement socialisés, permettraient sans doute de créer des entreprises intermédiaires, des coopératives, voire - et cela existe déjà - des entreprises privées.
Tout le problème est donc de savoir comment convertir travail invisible qui doit être reconnu, rémunéré, avoir un statut, en travail d'économie sociale.
Alors, je vous renvoie à tous les textes que nous avons élaborés sur ce sujet, et je crois qu'ils sont précis, qu'ils définissent les conditions dans lesquelles ce travail peut être socialisé, et il est important de nous souvenir qu'il ne s'agit absolument pas d'un recours à la situation traditionnelle, au renfermement dans des tâches ménagères obscures, quotidiennes, et peut-être nobles disait Verlaine, mais qui ne nous satisfont guère, pour affirmer une réelle mixité dans la division du travail, et pour insister sur le fait qu'il s'agit beaucoup moins de partage des tâches que de partage et de mixité du travail et de l'emploi.
Je n'irai pas plus loin, parce que ce n'est pas mon propos que de développer cette partie, nous renvoyons à la rédaction les précisions à apporter sur ce qui est bien une alternative de gauche, créatrice d'emplois, productrice de richesses, à la position de droite qui au contraire veut de plus en plus charger les femmes de tous les secteurs économiques qui ne sont pas directement susceptibles d'apporter des gains de productivité et en les retirant du marché du travail.
Nous passons ensuite, au-delà de cette question importante, à de nombreux amendements qu'on appelle rédactionnels, qui ont été adoptés et qui précisent ou complètent le texte sans en modifier le sens.
Je ne vais pas non plus vous les énumérer, parce qu'ils sont très nombreux, je vous en donne quelques exemples pour que vous voyez de quoi il s'agit, c'est-à-dire que nous améliorons notre rédaction.
Par exemple, pour ne pas faire de sexisme, libérer le temps de vivre, non seulement des femmes, mais des hommes et des femmes. Nous avons toutes proposé cela.
Par exemple, en ce qui concerne la famille, dans le titre : plus de liberté, plus d'épanouissement, plus de démocratie. Cela va sans dire, mais cela va peut-être mieux en le disant. Nous l'avons accepté.
Une définition plus précise des droits propres est apportée, une définition plus complète et c'est important, des rôles, des moyens, des outils, qui sont ceux de

l'inspection du travail.
J'arrête là mes exemples. Je vous dis qu'il reste à introduire par une nouvelle rédaction ces modifications dans le texte de la convention.
La deuxième série d'amendements a retenu plus longuement l'attention de la Commission des résolutions. Ils concernent le fonctionnement ou les choix politiques du Parti.
Un premier ensemble d'amendements a été regroupé sous le chapitre "femmes politiques", avec deux points essentiels : le quota et l'organisation des femmes dans le Parti.
Au nom de la Commission des résolutions, je rappelle q'une remarque préalable s'impose : toute modification statutaire relève d'un vote d'un Congrès, mais il est de la compétence d'une convention de définir des orientations et de proposer des mesures dont les incidences statutaires feront l'objet d'un vote au prochain Congrès.
Alors, sur le quota, tous les amendements qui réclament sa suppression, sont en contradiction avec les statuts en vigueur dans le Parti depuis 1973. De plus, chaque Congrès doit procéder à une réévaluation à la hausse de ce quota.
(Applaudissements)
La Commission des résolutions se prononce pour un relèvement actuel du quota à 25%. Cela sera soumis au vote du prochain Congrès.
Il faut rappeler - cela a été dit, je le rappelle, mais tout a été dit déjà ce matin - que le quota définit un plancher au-dessous duquel on ne saurait descendre, mais non un maximum à ne pas dépasser.
(Applaudissements)
On notera aussi que plusieurs fédérations se prononcent pour un quota à 30% ; tandis que des fédérations qui comptent... (applaudissements)... de nombreuses femmes, comme la fédération de Paris, par exemple, veulent retenir un quota proportionnel à leur nombre d'adhérentes très supérieur aux 25%.
(Applaudissements)

Une intervenante - C'est faux !

Renée Dufour - Et cela, ce n'est pas une proposition, c'est une observation.
Deuxièmement, sur l'organisation des femmes dans le Parti, il faut rappeler d'abord que deux fédérations seulement y ont été favorables ; de très nombreuses fédérations ont pris la peine de se prononcer dans un vote hostile à cette organisation.
La Commission s'est prononcée contre la création d'une organisation des femmes Socialistes à l'intérieur du Parti, avec 16 votes contre, et 6 abstentions.
(Applaudissements)
Les abstentionnistes ont considéré que si le Parti et les femmes ne sont pas prêts à vouloir cette organisation, on ne saurait l'imposer.
En revanche, la Commission juge très intéressante la proposition d'ailleurs retenue par l'ensemble des fédérations, d'une Commission consultative issue des parlementaires du Parti et de la Commission nationale femmes.

La Commission des résolutions demande que l'on précise la composition et les pouvoirs de cette Commission consultative. Elle charge le collectif national du secrétariat aux droits des femmes de soumettre, dans ce sens, des propositions au Bureau exécutif, qui concerneraient notamment la composition de cette Commission consultative, et propose en particulier d'ajouter : "soit des membres du Bureau exécutif, soit plutôt des membres issus du Comité directeur, et aussi des représentants de la fédération." C'est au collectif d'élaborer un projet.
Examiner les relations que cette Commission établira avec les différents secteurs du Parti, son intervention nécessaire en amont de toutes les élections pour les préparer sereinement, et efficacement.
(Applaudissements)
Dans ce but, elle serait habilitée à demander au Parti, avant chaque Congrès, éventuellement chaque année, mais on a préféré dire "avant chaque Congrès", un bilan statistique de la situation des femmes dans le Parti, leur nombre, leurs postes de responsabilité, leurs fonctions électives.
Elle proposerait également un plan d'action pour l'avancement des femmes dans le Parti, pour les deux ans suivant.
Elle pourrait indiquer des modifications de fonctionnement, plus favorables à la présence des femmes, en particulier des jeunes mères.
Ces modifications concerneraient en particulier les horaires, la durée, la rythmicité des réunions, et éventuellement l'organisation des gardes, le problème de la gestion du temps ici a été souligné.
La Commission des résolutions enfin propose que soit supprimée du texte du Parti l'expression "condition féminine".
(Applaudissements)
Deuxième point : sur les problèmes relatifs aux droits propres, ou à la protection sociale et à la fiscalité, là aussi mon travail va être grandement facilité car nous allons nous appuyer sur tout ce que vous a présenté déjà Denise Cacheux.
La Commission rejette tout amendement qui s'oppose au texte de la convention sur ce point, car le texte ne fait que reprendre les positions du Parti.
Elle rappelle que le Parti a fixé sa politique sociale de la famille dès 1973, dans la proposition de loi Gau, dont Denise Cacheux vous a montré l'importance. Ce texte complet et cohérent dont Denise a rappelé à la fois l'importance et l'opportunité, définit une position originale et novatrice qui ne préjuge d'aucun statut de la femme ou de la mère, ni d'aucun type d'organisation familiale, tout en reconnaissant le droit de chaque enfant aux prestations éducatives de la société.
L'application de la loi Gau n'est possible et juste que dans le cadre d'une réforme d'ensemble de la fiscalité.
Dans les conditions actuelles de la fiscalité, et dans le seconde texte, cette crise, elle ne peut être mise en place que par palier, en tenant compte de la situation et des difficultés des familles les plus modestes.
Les dernières décisions de la Commission ont porté sur les amendements concernant l'égalité professionnelle et les techniques de procréation médicalement assistées.

Fondation Jean-Jaurès

Vous trouverez cela au chapitre des droits propres, et droits de disposer de soi.
Sur le travail, la Commission a entériné un amendement présenté différemment par plusieurs fédérations concernant la féminisation de certains métiers, de leur dévalorisation ou, au contraire, la chasse gardée et elle propose des mesures, elle propose que l'on définisse des mesures pour s'y opposer.
Un amendement réclamant qu'une concertation s'établisse entre les pouvoirs publics, le patronat, les syndicats concernant l'ensemble des problèmes posés actuellement par le travail des femmes, particulièrement le temps partiel, le travail de nuit, les horaires, les fameuses flexibilités, a été repoussé dans la mesure où la Commission a jugé que cet amendement n'était pas conforme aux positions récemment adoptées par le Parti sur les négociations collectives.
Enfin un dernier amendement concerne la politique familiale en relation avec le travail et souhaite que l'on dise clairement que toute politique familiale doit tenir compte des organisation du travail, de ses contraintes, des difficultés que cela constitue pour les hommes et pour les femmes, et qu'on ne fasse pas des politiques contraires.
En ce qui concerne maintenant les techniques de procréation médicalement assistées, on a demandé - c'est tout simplement un oubli de notre texte - que soit inclue l'affirmation qu'il est nécessaire de simplifier et d'accélérer les mesures, les dispositifs légaux de l'adoption, ce qui n'exclut pas une réflexion sur les techniques de procréation médicalement assistées. Mais peut-être y aurait-il moins de risques d'exploitation des femmes par ce biais là si l'adoption était plus facile.
On a proposé de supprimer la référence, d'autre part, à la position de Badinter parce que trop abusive, elle peut prêter à confusion.
On propose aussi à propos de l'IVG - c'est une proposition de loi du Parti, nous ne faisons que la rappeler, qui vient d'être déposée - que l'on supprime l'article 647 du Code de la santé publique et l'article 317 du Code pénal. Le premier interdit la publicité en faveur de l'avortement, et c'est ce qui a permis récemment toutes les attaques et toutes les condamnations même du planning familial.
La deuxième sanction : les femmes qui ont recours à l'avortement.
Voilà l'ensemble des positions qui ont été adoptées par la Commission des résolutions.
Il reste beaucoup d'amendements à introduire dans notre texte, qui sont laissés à la charge de celles qui vont reprendre la plume.
La Commission a statué rapidement, c'est assez étonnant parce que d'habitude, si je ne me trompe pas, on épluche à la virgule près, il semble que sur l'ensemble de ce texte il y ait eu une belle, sinon unanimité, en tout cas adhésion, que le Parti soutient, que nous nous reconnaissons en lui, mais que peut-être aussi les enjeux étaient moins pressant que dans d'autres conventions.
J'espère que vous aurez reconnu là les propositions qui sont les vôtres et comme la Commission des résolutions vous approuverez ce texte.
(Applaudissements)

La présidente - Merci, Je crois que tu as fait un rapport exhaustif de la Commission des résolutions en indiquant bien ce qui était de l'ordre du rédactionnel et ce qui était de l'ordre du fond en faisant des propositions expertes.
Je vais donc demander au délégués qui doivent être munis d'un carton rouge, de voter sur le rapport de la Commission des résolutions.
Qui est pour l'adoption de ce rapport ?
Qui est contre ?
Personne.
(Applaudissements)
Qui s'abstient ?
7 abstentions.
Le rapport de la Commission des résolutions…

Dans la salle - Et les refus de vote ?

La présidente - Y a-t-il des refus de vote ?
1.
Cela ne change pas le vote final.
Merci.
Nous allons maintenant nous acheminer vers la conclusion de cette convention.
Edwige Avice que nous devons toutes remercier d'avoir mené depuis plusieurs mois ce difficile combat pour que la convention ait lieu conclura nos travaux.

Edwige Avice

Chers amis, chers camarades, vous pardonnerez tout d'abord à ma voix parce que je ne pouvais plus parler hier soir. Je vais conclure très brièvement ces deux journées de travail.
J'ai eu la tâche de faire exister cette convention mais c'est vous qui l'avez animée, c'est vous qui en avez fait un succès, Nous avons été plus de 1000. C'est une belle performance que ces deux journées. Nous avons encore beaucoup à faire ensemble sur les trois thèmes ainsi posés de nos débats que je rappellerai.

- L'emploi, la formation.
- La politique sociale de la famille.
- La représentation des femmes en politique.

Il y a un très long chemin encore à parcourir, ne nous berçons pas d'illusion. Nous avons eu des avancées, y compris en terme de propositions dans cette convention mais sachons toutes et tous que nous sommes engagés dans une longue marche.
En effet, l'égalité cela se conquiert, et je suis bien placée pour le savoir, ayant pris, il y a quelques mois, la responsabilité du Secrétariat national des droits des femmes. Je sais combien il a été difficile d'organiser cette convention. C'est d'ailleurs, je crois, le succès de ces jours qui doit être d'autant plus souligné, et combien toute avancée se fera à l'arraché.

Fondation Jean-Jaurès

Je le répète, ne nous faisons pas d'illusions !
(Applaudissements)
Justement parce que les choses se conquièrent, je veux insister sur le fait que des propositions nouvelles ont été formulées. Elles ont été formulées dans le domaine économique, dans le domaine social, elles ont été formulées par rapport à la place des femmes dans le Parti Socialiste.
Il est très tard... je ne veux pas revenir sur tout... je souhaite dire que s'il n'y avait pas eu tous ces mois de travail préparatoires, certainement, nous n'aurions pas gagné, au cours de cette convention, un certain nombre d'avancées supplémentaires.
Je crois que c'est maintenant un essai à transformer, je l'ai dit en termes sportifs, et c'est pourquoi, battant le fer, pendant qu'il est chaud, je convoque la semaine prochaine le collectif nationale "femmes" pour qu'il puisse terminer la rédaction du texte puisque nous avons beaucoup d'amendements de forme, et aussi, qu'il puisse alimenter un prochain Bureau exécutif de tous les thèmes dont nous avons débattu.
Je voudrais aussi que nous puissions faire une réunion de travail avec les femmes parlementaires. Elles ont beaucoup apporté dans les débats préparatoires, en particulier sur toutes les questions sociales, familiales. Renée Dufour l'a bien montré. Il y a des améliorations à faire dans les chapitres, sur toutes ces questions.
Maintenant, si vous voulez bien, et pour donner une conclusion politique à nos travaux, je fais vous lire une résolution qui a été écrite hier soir par toutes celles qui étaient à la Commission des résolutions. C'était une résolution qui résume la fin de nos travaux et qui, en même temps, ouvre des perspectives.
"Le Parti Socialiste, réuni en convention sur les droits des femmes, à Châtellerault les 12 et 13 mars 1988, réaffirme son attachement à :

- l'égalité des droits dans la justice sociale,
- l'autonomie,
- la solidarité pour les femmes.

Les Socialistes rappellent la politique progressiste menée en direction des femmes de 1981 à 1986 qu'a fait de la France "l'avant-garde des pays européens".
La Droite, en particulier en supprimant Le ministère des Droits des femmes, a brisé cet élan et provoqué un recul considérable notamment dans les domaines de l'emploi et de la famille.

- Abrogation de l'autorisation administrativement licenciement.
- Précarisation accrue de l'emploi dont les femmes sont les premières victimes.
- Mesures soi-disant familiales : fourre-tout mensonger qui ne concerne qu'un très petit nombre de femmes, de familles, financé par la suppression d'allocations dont bénéficiaient les plus démunies.

La convention de Châtellerault affirme la volonté des Socialistes de mener une politique faisant progresser de pair les droits des femmes et la mise en œuvre d'une politique familiale ambitieuse, moderne, intégrant le droit au travail des

Fondation Jean Jaurès

femmes.
Les femmes ne s'y tromperont pas le 24 avril. Avec les Socialistes, avec le candidat qu'ils soutiendront, elles ouvriront les voies du progrès."

Edith Cresson

Merci.
Mes chers camarades, comme je l'ai dit hier matin en vous accueillant, c'est un grand honneur pour la ville de Châtellerault et c'est un grand honneur pour la fédération de la Vienne que d'avoir reçu ici cette convention sur les droits des femmes du Parti Socialiste.
Je voudrais remercier d'abord Edwige Avice et toutes celles et tous ceux qui ont travaillé autour d'elle pour l'organisation de cette convention, remercier aussi la fédération et les militants de la Vienne qui, très nombreux, se sont mobilisés pour l'organisation de la convention.
(Applaudissements)
Vous me permettrez également de remercier le personnel municipal de la ville de Châtellerault qui a fait un travail remarquable.
(Applaudissements)
Nous avons abordé des sujets qui sont des sujets profonds de la société française et qui nous touchent.
Je voudrais évoquer, vous me le permettrez, un moment ici la présence dans le département de la Vienne de Mme Joëlle Kaufmann. Je voudrais que nous lui adressions un message de sympathie ainsi qu'aux autres femmes des otages qui sont actuellement détenus.
(Applaudissements)
Je voudrais dire aussi que le ton de cette convention - et j'en ai une longue pratique, de ces conventions et de ces Congrès du Parti - ce ton a paru à tout le monde différent, insolent, vif, jeune et populaire. Des conventions comme celle-ci, j'espère en revoir beaucoup.
(Applaudissements)
Nous avons entendu hier soir, au cours du dîner débat, certaines des intellectuelles les plus prestigieuses de ce pays qui sont proches de nous et qui nous ont parlé. Je voudrais les remercier d'être venues et je voudrais remercier aussi toutes ces femmes qui sont venues à titre de déléguées, de camarades, mais beaucoup d'invitées; dans cette réunion d'hier, il y avait beaucoup de non Socialistes, beaucoup d'ouvrières, beaucoup d'employées, beaucoup de travailleuses, et cette convention m'a peut-être particulièrement touchée parce que je suis le maire d'une ville ouvrière, d'une ville populaire et que cette convention a ressemblé à ma ville et à beaucoup d'autres villes de France.
(Applaudissements)
Je pense que cette convention marquera sans conteste la vie du Parti et qu'elle imprégnera, je l'espère, l'évolution nécessaire des mentalités, l'évolution nécessaire à la vie et à la survie, à la reconstitution, au développement de ce qui est le travail permanent du premier parti de France.
Ce grand parti, ce premier parti de France, doit effectivement écouter, impulser,

Fondation Jean-Jaurès

orienter la société française et pour cela, naturellement, écouter les femmes qui y jouent un rôle essentiel. Ces femmes vont se mobiliser, les femmes du Parti naturellement, mais beaucoup d'autres au-delà du Parti Socialiste vont se mobiliser pour la victoire du candidat du Parti Socialiste, du candidat de la Gauche à l'élection présidentielle dans quelques semaines. Nous avons eu toutes et tous ici le cœur réchauffé par cette convention.
Je vous souhaite un bon retour chez vous. Je vous souhaite de conserver espoir et courage.
(Bans d'applaudissements)

Coll. Fondation Jean-Jaurès